Siegfried André

Membre de l'Académie française

(1958)

TABLEAU DES ÉTATS-UNIS

6 cartes et graphiques

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec

Courriel: mabergeron@videotron.ca

[Page web](#)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
Courriels : marcelle_bergeron@uqac.ca; mabergeron@videotron.ca

André SIEGFRIED

Tableaux des États-Unis.

Paris : Librairie Armand Colin, 3^e édition, 1958, 347 pp. *Collection :
Sciences politiques.*

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 31 décembre 2011 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, Québec.

André Siegfried
(1958)

Tableaux des États-Unis.

Paris : Librairie Armand Colin, 3^e édition, 1958, 347 pp. *Collection : Sciences politiques.*

REMARQUE **Siegfried André [1985-1959]**

Ce livre est du domaine public au Canada parce qu'une œuvre passe au domaine public 50 ans après la mort de l'auteur(e).

Cette œuvre n'est pas dans le domaine public dans les pays où il faut attendre 70 ans après la mort de l'auteur(e).

Respectez la loi des droits d'auteur de votre pays.

DU MÊME AUTEUR

À LA MÊME LIBRAIRIE

Le Canada, puissance internationale.

Suez, Panama et les routes maritimes mondiales.

Les États-Unis d'aujourd'hui.

La Crise britannique au XX^e siècle (Collection Armand Colin).

Amérique latine (Collection « Choses d'Amérique »)

Afrique, du Sud. Notes de voyage.

Géographie électorale de l'Ardèche sous la III^e République (Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques).

Deux mois en Amérique du Nord, à la veille de la guerre.

La démocratie en Nouvelle-Zélande (épuisé).

Le Canada : les deux races (épuisé).

Tableau politique de la France de l'Ouest sous la III^e République (épuisé).

Voyage aux Indes.

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS

L'Angleterre d'aujourd'hui (Crès).

Tableau des partis en France (Grasset).

Vue générale de la Méditerranée (Gallimard).

L'Âme des Peuples (Hachette).

Quelques maximes (Imprimerie J. Haumont).

Savoir parler en public (Albin Michel).

La Fontaine, Machiavel français (Fragrance).

Géographie humoristique de Paris (La Passerelle).

Géographie poétique des cinq continents (La Passerelle).

[p. 344]

Table des Figures

[Retour à la table des matières](#)

[Fig. 1.](#) Carte des États-Unis par États

[Fig. 2.](#) Élections présidentielles de 1916 à 1952 (pourcentages des voix)

[Fig. 3.](#) Élection présidentielle de 1936

[Fig. 4.](#) Élections présidentielles de 1916 à 1952 (nombre de mandats électoraux)

[Fig. 5.](#) Élection présidentielle de 1948

[Fig. 6.](#) Élection présidentielle de 1952

[p. 345]

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

PREMIÈRE PARTIE : L'ASPECT GÉOGRAPHIQUE

Chapitre 1. La personnalité du continent américain

Chapitre 2. Position des États-Unis par rapport au continent américain et au monde extérieur

DEUXIÈME PARTIE : LE PEUPLE AMÉRICAIN, SA FORMATION, SA COMPOSITION, SA PSYCHOLOGIE

Chapitre 3. La formation ethnique du peuple américain

Chapitre 4. La composition ethnique du peuple américain et la politique de l'immigration

Chapitre 5. L'assimilation et ses problèmes

Chapitre 6. La répartition géographique de la population aux États-Unis

Chapitre 7. Tendances démographiques générales du peuple américain

Chapitre 8. La question noire (le legs du passé)

Chapitre 9. La question noire (le présent et l'avenir)

[p. 346]

Chapitre 10. Le facteur religieux dans la formation américaine

Chapitre 11. Tendances et réactions religieuses aux États-Unis

Chapitre 12. La minorité juive

Chapitre 13. Vue générale du peuple américain

TROISIÈME PARTIE : L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

[Chapitre 14.](#) La période héroïque et les débuts de l'organisation industrielle

[Chapitre 15.](#) Formation, composition et caractère de la main-d'œuvre américaine

[Chapitre 16.](#) L'esprit et les méthodes de la production : principes de base

[Chapitre 17.](#) L'esprit et les méthodes de la production : la nouvelle société industrielle

[Chapitre 18.](#) La leçon de Ford

[Chapitre 19.](#) Les limites du système : série et qualité

[Chapitre 20.](#) Les limites du système : la menace de surproduction

[Chapitre 21.](#) La grande dépression

[Chapitre 22.](#) Roosevelt, le new deal, le welfare state

[Chapitre 23.](#) Néo-prospérité de la guerre et de l'après-guerre

QUATRIÈME PARTIE : LE MILIEU SOCIAL ET LA FORMATION DE L'OPINION

[Chapitre 24.](#) Les divers âges de la vie

[Chapitre 25.](#) L'opinion publique

[Chapitre 26.](#) L'esprit national

CINQUIÈME PARTIE : LA VIE POLITIQUE

[Chapitre 27.](#) Les conditions de la vie politique

[Chapitre 28.](#) Les partis politiques (I)

[Chapitre 29.](#) Les partis politiques (II)

[Chapitre 30.](#) Le retour des républicains

[Chapitre 31.](#) Le personnel, politique

SIXIÈME PARTIE : LES RELATIONS EXTÉRIEURES

Chapitre 32. L'économie américaine dans le monde (I)

Chapitre 33. L'économie américaine dans le monde (II)

Chapitre 34. Les fondements de la politique extérieure des États-Unis

CONCLUSION

Chapitre 35. Les États-Unis et la civilisation occidentale

Table des Figures

*Ouvrage publié sous le patronage
de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.*

[p. 1]

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre n'est pas une simple mise à jour de celui que je publiais en 1927 sous ce titre : *Les États-Unis d'aujourd'hui*. Un quart de siècle écoulé a modifié tous les angles de perspective : il faut tout changer, même ce qui pouvait sembler immuable. Pour mettre les choses au point, la nécessité s'impose donc de faire un nouveau livre.

J'avais visité les États-Unis pour la première fois en 1898, et avant 1914 j'y étais retourné trois fois. Entre les deux guerres j'ai traversé sept fois l'Atlantique, et quatre fois encore depuis 1945. C'est en m'appuyant sur les observations et les impressions issues de ce contact que j'essaie, après un quart de siècle, ce tableau d'un pays qui, plus que tout autre, doit nous intéresser.

Trois points de vue essentiels m'ont guidé au cours de ce travail. Je crois que, pour comprendre l'Amérique d'après 1914, il faut les avoir constamment dans l'esprit.

Après la grande dépression de 1929 à 1941 et le *New Deal* de Roosevelt, après la seconde guerre mondiale, le pays ne peut plus être ce qu'il était antérieurement : de pareils événements labourent le sol trop profondément. Mais ne méconnaissons pas que, par ses conséquences, la grande dépression est probablement aussi importante que la guerre.

En dépit de relations plus étroites, les différences entre l'Europe et l'Amérique s'accroissent : l'Amérique est plus américaine qu'elle ne l'était autrefois, quand elle était encore fille de l'Europe, à peine parvenue à sa majorité. C'est d'un point de vue continental, plus que national, qu'il faut envisager cette opposition : les problèmes des États-Unis se comprennent mieux ainsi.

En considérant la question sous cet angle, on s'aperçoit que ce que l'on a étudié c'est moins un pays qu'une civilisation. [p. 2] Dans cet occident auquel nous appartenons les uns et les autres, une civilisation américaine se distingue de plus en plus de notre traditionnelle civilisation européenne et, comme elle prend le dessus, c'est toute la destinée du monde qui s'en ressent.

Les jugements ne peuvent être les mêmes si, parlant des États-Unis, on se place du point de vue américain ou du point de vue européen. C'est du point de vue européen que je me suis placé. D'où telles impressions dans lesquelles on aurait tort de voir une critique : elles sont simplement le signe que, sur la grande voie du destin occidental, les États-Unis évoluent plus vite que nous.

[p. 3]

PREMIÈRE PARTIE

L'ASPECT GÉOGRAPHIQUE

[Retour à la table des matières](#)

[p. 5]

Chapitre 1 :

LA PERSONNALITÉ DU CONTINENT AMÉRICAIN

[Retour à la table des matières](#)

Les continents, comme les pays, ont leur individualité et l'on ne comprend bien un pays donné qu'en le considérant comme étant partie d'un continent. C'est souvent autour d'un océan, d'une mer, que se nouent des systèmes de relations répondant à des civilisations distinctes, mais ce sont les unités continentales qui comportent le plus de personnalité. Il sera donc essentiel, en ce qui concerne les États-Unis, de n'oublier jamais qu'ils sont partie du continent américain. S'ils appartiennent d'autre part à un ensemble Atlantique, ou bien Pacifique, c'est là sans doute une considération importante, mais néanmoins secondaire.

Les divers continents ont chacun leur atmosphère propre, leur psychologie. Il y a une façon américaine, européenne, asiatique de poser les problèmes, d'envisager les solutions, de réagir intellectuellement, sentimentalement, politiquement, bref de se comporter, ce qui revient à dire, s'agissant par exemple du nouveau monde, qu'il y a un tempérament américain. À ces individualités particulières correspondent des mystiques : c'est souvent une mystique asiatique ou américaine qui suscite et gouverne la politique de l'Inde ou celle des États-Unis.

Les différences continentales sont du reste si profondes que, si l'on passe d'un continent à un autre, il faut changer de mesures, de points de perspective, d'esprit et surtout de vocabulaire. En Amérique les termes européens s'appliquent mal, soit qu'ils changent de sens, soit même qu'ils n'aient plus aucun sens : parlant des États-Unis, il faut hésiter à se servir de mots comme socialisme, révolution,

libéralisme, gauche ou droite. Peut-être ne décrit-on bien un pays que dans sa langue : dire [p. 6] en anglais ce que sont toutes les subtiles nuances de la politique française est presque impossible ; la difficulté est à peine moindre d'évoquer en français l'esprit américain.

Les États-Unis étant en Amérique, comme ne manquerait pas de le rappeler M. de la Palisse, c'est donc en fonction du nouveau monde qu'il convient, sous peine d'erreur, de les étudier. Dès le début de cette entreprise, c'est le contraste Europe-Amérique qui s'impose à notre attention.

I

Ce qui frappe essentiellement dans le nouveau monde, c'est la grandeur de la nature. Tout y est bâti sur un autre plan qu'en Europe, selon d'autres proportions : qu'il s'agisse du Mississipi, des Rocheuses ou des Andes, de la forêt brésilienne ou des plaines sans fin du Far West, la conception géographique de l'ensemble est apparentée à l'Asie ou à l'Afrique plutôt qu'à notre continent exigü. Si des comparaisons sont malgré tout possibles chez nous, c'est en Scandinavie, en Russie, c'est-à-dire dans des régions qui géographiquement ne nous appartiennent plus tout à fait. La structure même est différente : l'Europe est articulée, diverse, complexe ; l'Amérique est massive, simple, non encombrée d'hommes et d'institutions enchevêtrées comme les arbres de quelque vieille forêt.

De là des rapports spéciaux de l'Américain avec la nature : entre elle et lui pas de commune mesure, mais absence de proportion. La mise en valeur s'en ressent : c'est ou trop facile ou trop difficile ; dans certains cas les ressources s'offrent et il n'y a pour ainsi dire qu'à les cueillir ; ailleurs les richesses sont bien là, splendides, mais pour les atteindre il faut des moyens que seules des entreprises géantes sont à même de posséder. Il s'ensuit qu'on conquiert la nature plutôt qu'on ne s'y adapte ; on la brutalise parce qu'on est trop pressé d'en tirer ce qu'elle contient et, dans l'opération, il arrive qu'on la détruit, parce qu'on ne la traite pas comme chose vivante mais comme matière première d'industrie. Dans son livre, *Les Américains*, Gorrer écrit :

Il est significatif que les termes employés dans l'exploitation minière sont souvent appliqués à l'agriculture. Les récoltes sont *extraites*, la terre est *minée*, le bois est *extrait*, jusqu'à ce que la *veine* soit épuisée. Le monde végétal est constamment traité, en paroles et en fait, comme le monde minéral. On tire les richesses

[p. 7]

[Retour à la table des figures](#)

Fig. 1. Carte des États-Unis par États.

[p. 8]

d'une pièce de terre, après quoi on l'abandonne, exactement comme on extrait le métal d'un filon, pour l'abandonner après épuisement. On s'est mis à comparer fermes et forêts non même plus à des mines mais à des usines, où l'entretien des bâtiments est indispensable à la production des marchandises. La terre n'est toujours qu'une matière première, qu'on n'aime pas plus, avec laquelle on ne s'identifie pas plus qu'avec un bloc de fer ou un puits de pétrole¹.

Il est curieux de constater que l'agriculture soviétique se plaît à ces mêmes artifices de vocabulaire. La France est fière de ses paysans, mais les États-Unis se vantent de n'en point avoir : l'esprit paysan est en effet étranger à un pays qui, ayant brûlé les étapes, ne fait pas entrer le facteur temps dans la production, sinon pour en hâter au maximum toutes les opérations, sans jamais tenir compte des nécessités de la maturation.

¹ Geoffrey Gorrer, *Les Américains*, p. 164.

C'est le signe d'une singulière jeunesse chez cette population qui, les Indiens mis à part, semble avoir recommencé la vie en traversant l'océan. Un Européen, un Français, surtout un Méditerranéen ont deux mille ans derrière eux, sous eux en quelque sorte, et ces deux mille ans sont présents dans leur formation. L'Américain, dans la plupart des cas, n'a que trois ou quatre cents ans, quelquefois cent ans et même moins encore, derrière lui ; sur l'océan des âges il n'a sous la quille qu'une mince profondeur ! Wickham Steed me racontait une conversation, combien significative, qu'il avait eue avec deux Californiens : « Quel est, leur avait-il demandé, votre plus ancien souvenir historique ? », et ceux-ci, après s'être concertés (car les Américains sont toujours consciencieux dans leurs réponses), avaient simplement répondu : *Well, Tariff McKinley*. Le Tarif McKinley est, on le sait, de 1890 ! Steed, étonné, avait objecté : « Mais n'y a-t-il pas eu la guerre d'Indépendance ? – Oui, quelques Yankees y pensent encore. » De plus en plus émerveillé, Steed, revenant à la charge, avait repris : « Et la guerre de Sécession, elle est cependant toute proche ? – Il y a des Nègres dans le Sud, dont c'est l'affaire. »

Étonnant pays, tout entier tourné vers l'avenir ! Pareille jeunesse a des conséquences économiques et sociales profondes, qui font contraste avec la maturité, la relative vieillesse de l'Europe. Dans le nouveau monde, à la différence de l'ancien, les ressources naturelles sont disponibles sur place, en quantités pratiquement illimitées. Il s'ensuit que, des possibilités nom-[p. 9] breuses étant ouvertes à chacun, le succès individuel est possible dans le cadre existant et, même s'il n'en est plus tout à fait ainsi, du moins le croit-on encore. Il apparaît dès lors plus facile de produire que de partager, d'où cet esprit conservateur de base qui caractérise les Nord-Américains, par contraste avec l'Europe où c'est le contraire. En Amérique, pas de luttes pour la conquête des territoires : n'en a-t-on pas déjà plus qu'on n'en peut occuper et exploiter ? Pas de luttes de classes non plus, ni de tradition révolutionnaire, au point que le mot de Révolution (avec majuscule) est dépourvu de sens dans pareil milieu. Il est vrai que le continent lui-même vieillit, mais jusqu'ici c'est en effet à peine sensible, de sorte que sa psychologie conserve encore les traits essentiels d'une jeunesse que nous avons perdue.

II

Du fait qu'il vit dans une partie du monde où persiste pareille atmosphère, l'Américain se caractérise, dans sa psychologie, par quelques traits dominants, dont la confiance, la bonne volonté et surtout un optimisme congénital sont ceux qui frappent tout d'abord l'observateur étranger. Il croit sincèrement au progrès : le progrès américain (peut-être la nuance de cet adjectif s'impose-t-elle ?) lui apparaît garanti, statuaire, sans limites. Dans sa pensée il s'agit d'une marée montante, perpétuellement telle, qui soulève les gens, les affaires, les cours, la société tout entière. Je me rappelle avoir entendu un New Yorkais, à qui l'on

demandait comment il était devenu si riche, répondre : « C'est bien simple, tous les matins en descendant *down town* j'achète, tous les soirs en remontant *up town* je revends ! » Cette confiance dans l'avenir est propre non seulement aux Américains du Nord mais à tous les Américains : on la trouve en Argentine ou au Brésil tout aussi bien qu'aux États-Unis, mais elle n'existe dans aucun autre continent. L'Europe du XIX^e siècle possédait semblable enthousiasme dans la croyance qui était alors la sienne au progrès indéfini par le libéralisme : elle l'a perdu.

L'*homo americanus* est persuadé que tout est possible à l'homme, que la technique est à même de résoudre tous les problèmes. Chez le Russe cette même conviction est l'effet d'une doctrine. Aux États-Unis il s'agit d'une foi instinctive, spontanée. La source en est facile à discerner, elle provient de la facilité relative de toutes choses dans un milieu neuf, où il y a de la place ; [p. 10] elle provient de l'orgueil du pionnier devant son œuvre, dont évidemment il peut être fier ; et puis aussi de cette prospérité quasi ininterrompue qui règne depuis près d'un siècle, surtout depuis la guerre hispano-américaine. La crise de 1929 est venue l'interrompre et des lézardes se dessinaient dans cet édifice de satisfaction. La néo-prospérité de la deuxième guerre mondiale a remis le courant séculaire dans sa ligne, mais l'optimisme retrouvé n'est plus à l'abri d'une rechute, car la menace d'une nouvelle crise est toujours là. Cette nouveauté, cette absence de passé ont pour effet d'entretenir chez les gens du nouveau monde une singulière liberté d'esprit : aucune routine ne les encombre et, s'ils ont quelque raison d'être conservateurs, ils sont exempts de tout complexe réactionnaire ; en présence de problèmes relativement simples, dans une économie en expansion, ils ont appris, ce qui n'est pas vrai partout, qu'en ce qui les concerne le progrès « paie ». La vieille forêt européenne ne permet pas semblable conclusion. Il est vrai que ce progrès entraîne les États-Unis dans un cycle d'évolution rapide dont ils ne sont pas maîtres. Ce peuple n'est pas encore un peuple fixé : ni géographiquement, car aux immigrations initiales succèdent des migrations intérieures qui retardent l'enracinement ; ni physiquement, car la race – si l'on peut ici parler de race – évolue encore ; ni socialement, car l'Américain reste marqué de nomadisme, peu stable, toujours prêt à changer de résidence ou de profession.

Il y a là tous les éléments d'une civilisation propre, à l'avant-garde de l'armée occidentale, qui croit qu'on peut changer le rythme de la nature. On pourrait parler, selon l'expression de Valéry, d'une « grande aventure » américaine dont nous ne connaissons pas l'aboutissement, car l'homme peut-il se désolidariser de la nature à ce point ?

III

L'unité foncière du continent américain doit toujours être présente à l'esprit quand on se préoccupe de situer les États-Unis. Le trait essentiel à retenir, c'est que le nouveau monde est nouveau, s'opposant ainsi au vieux monde qui est vieux, remarque qui s'applique à l'Amérique du Sud aussi bien qu'à l'Amérique du Nord. Dans ces conditions, entre les deux sections du continent les différences géographiques sont moindres que les ressemblances : Latins et Anglo-Saxons du nouveau monde foulent [p. 11] du pied le même sol, respirent le même air, évoluent dans le même climat économique, un climat où les problèmes de la production, de la mise en valeur, du peuplement, de la colonisation se posent de la même façon. De part et d'autre les réactions sont les mêmes devant les questions internationales, et c'est le sens profond du Panaméricanisme qui, dans la mesure où il est vidé de tout impérialisme, répond à une évidente réalité.

Cette unité toutefois n'est que géographique : historiquement les différences l'emportent sur les ressemblances. Les deux grands courants d'immigration qui ont peuplé l'Amérique y ont surtout implanté des Anglo-Saxons protestants au Nord et des Latins catholiques au Sud. Ainsi reparaît, en contradiction avec le facteur géographique qui tend à l'unification, un facteur historique qui exerce son action dans le sens des divergences. Il s'agit en réalité de deux axes. L'axe géographique, unificateur, s'inscrit impérieusement dans l'architecture même du continent. Baulig écrit dans la *Géographie Universelle*¹ :

On peut dire que, si le relief de l'Europe favorise les mouvements de toute nature dans le sens des parallèles, la circulation dans l'Amérique du Nord est plutôt sollicitée vers la direction méridienne : les limites climatiques, indistinctes entre zones de latitude, se précisent dans le sens transversal et s'accusent fortement dans les montagnes de l'Ouest. Et si le peuplement blanc, prolongeant les migrations transatlantiques, a marché d'Est en Ouest, suivant les parallèles de latitude, si le tracé des frontières politiques et le dessin des chemins de fer perpétuent ce fait historique, d'autres courants s'affirment, plus conformes à la nature physique du continent, à sa division fondamentale en Est, Centre, Ouest : division inscrite dans l'architecture profonde et que toutes les ressources de la technique ne sauraient abolir.

C'est latitude contre méridien, histoire contre géographie. Laquelle des deux influences doit à la longue l'emporter ? Si c'est celle de l'axe géographique, alors les Américains, Anglo-Saxons ou Latins, se ressembleront de plus en plus en tant qu'Américains et le Panaméricanisme deviendra une réalité de plus en plus vivante. Si c'est l'axe historique, alors l'Europe continuera de rester présente dans la destinée américaine : l'Amérique du Sud demeurera plus latine et plus

¹ Armand Colin, tome XIII, p. 35.

catholique que spécifiquement américaine, l'Amérique du Nord plus anglo-saxonne et protestante, le Canada plus marqué de Communauté britannique que d'appartenance continentale américaine. C'est sous le signe de [p. 12] cette rose des vents que doit se faire l'étude de tout pays du nouveau monde, du Canada comme de l'Argentine, donc aussi des États-Unis.

IV

Je m'autorise des observations qui précèdent pour conclure qu'il est difficile pour un Européen de bien comprendre les États-Unis et que, s'il les juge, ce ne peut être que d'un point de vue européen. La difficulté n'est pas seulement de pays à pays, mais encore et surtout peut-être de continent à continent. Les Européens entre eux, même quand ils sont séparés par des oppositions politiques violentes, se comprennent plus aisément : ne sont-ils pas un peu comme les locataires d'un même immeuble ?

Il faut tenir compte cependant du fait que le peuple des États-Unis provient presque entièrement d'un stock européen initial, de race blanche, de religion chrétienne, de civilisation occidentale. L'histoire, la tradition sont donc présentes, mais déviées, adaptées, digérées, souvent reniées, presque toujours méconnaissables du fait d'une reconstruction dans un environnement continental entièrement différent. La compréhension de pareil pays nécessite donc, chez l'observateur venu du vieux monde, une sorte de réglage. Il faut avoir, du continent américain, le sens de ses mesures, qui ne sont pas les nôtres, de son climat, pour nous exotique, de sa couleur, de sa saveur, de ses parfums, de sa masse ; il faut comprendre le mouvement paradoxal d'une vie sociale dont le rythme est rapide avec des gens de réflexes lents ; il faut apprécier une température morale faite d'optimisme, de hardiesse, d'orgueil, de légèreté, d'instabilité, de jeunesse ramenée parfois jusqu'à la puérité... On ne saurait négliger par contre la richesse des ressources, non seulement matérielles mais spirituelles, notamment cette source d'énergie qui provient du puritanisme originel. Il ne faut jamais oublier enfin qu'on est au nouveau monde et qu'on y respire encore un air du XVIII^e siècle, dans une société en défense instinctive contre l'Europe réactionnaire, révolutionnaire ou totalitaire. On se trompe si l'on ignore, exagère ou diminue la portée de tel de ces traits, qui ont entre eux un certain équilibre, car, dans ce continent de la quantité, il faut toujours un subtil dosage de la qualité.

[p. 13]

Chapitre 2 :

POSITION DES ÉTATS-UNIS PAR RAPPORT AU CONTINENT AMÉRICAIN ET AU MONDE EXTÉRIEUR

[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis ont une superficie de 8 000 000 de km², plus des trois quarts de l'Europe, quatorze fois la France. Plusieurs des quarante-huit États sont comparables à des pays européens : le Texas, avec 689 000 km², est plus grand que la France, la Californie, avec 41 000 km², grande comme la Suède. Il faudrait ajouter, pour prendre conscience de l'unité nord-américaine, les 9 000 000 de km² du Canada, cet ensemble de 17 000 000 de km² étant peut-être la vraie réalité, d'où le sens riche et profond de l'expression *North America*. De ce point de vue les États-Unis sont plutôt à considérer comme un continent que comme un pays : il ne faut pas les comparer à la France ou à l'Angleterre, mais à l'Europe elle-même. Les problèmes américains prennent dès lors un autre sens et s'éclairent de cette extension de la notion d'un pays à celle d'un continent.

On ne réalise bien l'importance des distances intérieures aux États-Unis qu'en traversant le pays, non en avion, mais en chemin de fer ou en auto. On se rend compte alors de ce que signifient les 5 000 km de New York à San Francisco : une nuit d'avion, mais quatre jours et demi de chemin de fer ! Il y a 2 000 km de la frontière canadienne au golfe du Mexique, 2 000 de New York à la Nouvelle-Orléans, 1 200 d'un rebord à l'autre des Montagnes Rocheuses : c'est bâti sur des mesures extra-européennes, auxquelles l'Européen doit s'accoutumer et dont il ne retrouverait l'équivalent, en deçà de l'Atlantique, que dans [p. 14] l'immense

Russie. Cette impression est encore accrue par la massivité du territoire nord-américain : regardez la carte, on dirait une commode trapue, de dessin simplifié, tandis que l'Europe fait penser à une main effilée s'avancant dans l'Atlantique. Il s'agit d'une nature immense où l'homme se situe mal, d'un bloc continental que les mers ne pénètrent pas, qui semble voué à l'autonomie. Une civilisation distincte devait logiquement se former là.

La notion d'espace, dans ce milieu, prend une signification nouvelle. Révisons donc nos échelles de mesures : tout est plus grand, les montagnes, les plaines, les fleuves, les villes, les usines, les maisons, les wagons, les divisions administratives. Sinclair Lewis, évoquant Zenith, la patrie de Babbitt, écrit : « C'était une cité qui semblait bâtie pour des géants. » Quand on rentre en Europe tout paraît minuscule ! L'espace, aux États-Unis, est disponible avec une telle profusion qu'on est naturellement conduit à le gaspiller : il y en a tant qu'on en veut, toujours, sans limitations. On conçoit que, dans ces conditions, l'idée de conquérir des territoires n'intéresse pas les Américains : de là leur incompréhension des luttes européennes pour la disposition de quelques kilomètres carrés, leur condamnation du colonialisme, car, s'ils conquièrent ou colonisent, c'est chez eux. Ce gaspillage a produit une remarquable absence de concentration géographique, dès l'instant qu'on peut toujours aller plus loin. Les États sont souvent sans la moindre limite naturelle, leurs frontières ont été généralement tracées arbitrairement et elles eussent pu presque toujours être ailleurs. Dans un livre consacré aux quarante-huit États, *These United States*, l'auteur parle ainsi du South Dakota *State without limits* :

Il y a quelques années un de mes amis me fit remarquer que chaque fois que je me rendais à la poste je traversais le 45° degré de latitude Nord. Je ne m'en étais jamais avisé. Il me fit noter la place exacte par le point de repère d'un arbre et par la suite, chaque fois que je passais par là, je me surprénais à lever le pied très haut afin de ne pas buter... Un État qui doit compter sur des artifices cartographiques de la sorte pour fixer ses frontières, combien n'est-il pas infortuné ¹ !

Les villes ont une propension analogue à s'étendre indé-[p. 15] finiment, avec des espaces vides à l'intérieur et souvent plusieurs centres de gravité.

Ce vice est d'autant plus sensible qu'on s'avance vers l'Ouest, car, en l'absence de tout cadre naturel, les agglomérations risquent d'y devenir informes à force d'étalement. C'est le cas de Los Angeles qu'on pourrait qualifier un canton rempli de maisons. L'usage généralisé de l'auto corrige dans une certaine mesure cet écartement invraisemblable de quartiers solidaires qu'on ne saurait éloigner indéfiniment les uns des autres, mais la vitesse elle-même finit par travailler encore pour la déconcentration, de sorte qu'on aboutit à la conception nouvelle de la zone urbaine, de la cité bâtie à la campagne.

¹ *These United States*, tome I, p. 263.

Toute une politique s'est imposée pour maîtriser cet espace, qui autrement aurait pu empêcher le pays de se constituer une unité. Le transport, intensifié et efficace, a joué en l'espèce un rôle unificateur essentiel. Le chemin de fer, l'auto, l'avion enfin ont été les instruments les plus authentiques de la solidité politique américaine. En Amérique du Sud, on a passé sans transition de la mule à l'avion. Aux États-Unis, c'est le rail qui, devançant la route, a vraiment permis à la nation de se faire, et en dépit de crises graves il survit. Mais l'auto est devenue une nécessité individuelle non moins pressante, dans un système de vie où, les distances étant prohibitives, personne ne marche, au point que le piéton est vaguement considéré comme suspect par la police de la route. Plus important encore est le rôle, tout récent, de l'avion, qui achève de corriger ce qui restait hier encore de gigantisme dans la structure américaine.

En hauteur, les États-Unis ont connu les mêmes tentations. Le building, né d'une circonstance topographique spéciale à New York, s'est répandu sur toute la surface du pays et même du continent, mais il ne se conçoit pas davantage sans l'ascenseur que la route moderne sans l'automobile. Le génie américain avait du reste imaginé l'organe avant la fonction : dès 1861, mon père, visitant New York, avait noté, au *Fifth Avenue Hotel*, la présence de « petits chemins de fer verticaux ». Là encore le progrès technique était victorieux de l'espace. C'est dans le même sens qu'ont joué le télégraphe, le téléphone, la radio, la télévision, car c'est grâce à la combinaison de tous ces moyens de communication que la dissociation géographique a pu ne pas produire quelque fatale sécession. Au temps de la guerre civile, si j'en crois notamment la correspondance de mon père, chacun [p. 16] s'attendait à une division éventuelle du pays en souverainetés distinctes : les distances, vraiment pathologiques pour les moyens de l'époque, justifiaient dans une certaine mesure pareil jugement et il fallait tout le génie d'un Lincoln pour affirmer, pour imposer la nécessité de l'Union. Les progrès immenses réalisés dans les communications permettent aujourd'hui une conception géographique où, sans inconvénient grave, le commerce, l'industrie, la population peuvent impunément se répandre sur un territoire énorme sans qu'il y ait dissociation. Il semble désormais que n'importe quoi puisse se faire n'importe où : pendant la campagne présidentielle de 1952 l'expérience a prouvé que telle réunion politique, hâtivement convoquée, peut indifféremment se tenir à Boston, à Saint-Louis ou sur la côte du Pacifique.

En dépit de ces corrections l'espace demeure là et sa présence a certainement marqué la psychologie des Américains. Il faut observer qu'il est homogène, partout semblable à lui-même et par conséquent générateur d'ennui. Sur les autostrades américaines il est fréquent que le conducteur s'endorme au volant, ce qui est source de nombreux et dangereux accidents. Les grandes plaines de l'Ouest sont monotones, dépourvues de fantaisie, mais il n'est pas question ici de Nitchévo russe ou de Nirvana asiatique. L'Américain, cet Occidental, conserve toujours son contrôle, sans se perdre comme le Russe de la tradition dans l'abîme de l'incommensurable ; il se libère de la nature, il s'impose à elle et, dans ces

conditions, l'influence circonstancielle du milieu tend à décroître, le facteur géographique perdant de ce fait beaucoup de son importance : telle ville est bâtie là, mais elle pourrait aussi bien être plus loin ; telle usine est élevée là, mais elle pourrait sans aucun inconvénient être ailleurs. L'espace étant indifférent, on change facilement de place. Le contraste est frappant avec le paysan éternel de nos pays, marié au sol, attaché à sa ferme par des liens qu'on pourrait comparer à des racines. Aux États-Unis, le cultivateur achète, vend, arbitre sa ferme comme il ferait d'un titre en Bourse.

Le détachement, l'instabilité, le nomadisme qu'on a souvent signalés chez l'Américain tiennent pour beaucoup à ces conditions naturelles. Quelle idée de s'accrocher à un lieu, quand il y en a tant d'autres, et toujours de trop, et si faciles ?... La vieille inquiétude de l'homme blanc, son besoin immémorial de bouger n'a jamais rencontré moins d'entraves. Toute installation est provisoire ¹.

[p. 17]

Cet espace, en fin de compte, doit être considéré comme une richesse dont la limitation ou la perte serait dangereuse pour l'équilibre du pays. C'est une richesse, pour un peuple de plus de 160 000 000 d'hommes, de ne pas trop se sentir mutuellement les coudes, et, qu'il subsiste des vides, c'est autant de possibilités ménagées à l'aventure, à l'initiative, à l'énergie : aucune partie, dans ces conditions, ne doit être regardée comme tout à fait perdue, dès l'instant qu'il reste une fenêtre ouverte, une issue. C'est le sens, moins géographique que mystique, de l'Ouest, de ce que les Américains nomment la frontière, c'est-à-dire l'espace encore libre, non encore utilisé, offrant un débouché aux ambitions non encore satisfaites. Dans les crises du XIX^e siècle, quand un jeune ne savait plus que faire dans l'Est, on lui disait : *Young man, go West* ! Telle était la vertu de cette réserve de possibilités. Attention ! la frontière n'existe plus et l'Ouest lui-même n'a plus guère de signification depuis que la mise en valeur, remplissant le continent, a atteint la côte du Pacifique. Il se pourrait qu'au moment où la frontière a cessé d'être, une page ait été tournée, non seulement dans l'histoire des États-Unis, mais dans la psychologie profonde du peuple américain.

III

Avec des traits semblables, y a-t-il de quoi faire un pays, plus exactement une nation ? Pendant tout un siècle l'Américain ne s'est jamais heurté à aucune limite, l'immensité de ses ressources était telle qu'on eût pu leur appliquer le mot de Pascal : « L'imagination se lasse plutôt de concevoir que la nature de fournir. » Mais cette profusion même de moyens contredisait, par son caractère amorphe,

¹ Jules Romain, *Visite aux Américains*, p. 95.

l'articulation nécessaire à la constitution d'un État. Il s'est trouvé heureusement que la structure géographique conduisait à l'établissement stable d'une communauté organisée et unifiée. Une plaine centrale encadrée de deux systèmes montagneux, un continent bordé de deux océans, il y avait là les éléments fondamentaux d'un édifice politique équilibré, comportant un système hydrographique, un régime des pluies, une variété suffisante de climats, une harmonie possible enfin entre des régions complémentaires. Le pays s'est ainsi constitué, unifié, dans un cadre géographique qui paraît désolé – mais fixé. En dépit de la grandeur du territoire, son unité est solide : elle est due, moins à des facteurs physiques qu'à des [p. 18] conditions de vie communes et de plus en plus telles, dont l'uniformité résulte d'une suppression effective de la distance. L'idéologie initiale se double d'une idéologie nouvelle axée sur le genre de vie, ce fameux *American way of life* dont les Américains se font une sorte de drapeau.

En raison de ces transformations issues de la technique, ce pays qui était trop grand, au point d'avoir failli se scinder en deux au moment de la guerre de Sécession, n'est plus aujourd'hui de taille excessive. Peut-être même, dans notre XX^e siècle, doit-il être considéré comme le type désormais normal de la grande puissance, adaptée aux exigences et aux moyens du monde moderne. Les États-Unis ont 8 000 000 de km² et 160 000 000 d'habitants ; l'U.R.S.S., avec quelques traces de gigantisme, 22 000 000 de km² et 2 000 000 d'habitants : ce décalage dans les mesures caractérise un âge nouveau.

IV

Par rapport à l'ensemble du monde, la position des États-Unis a subi, du fait des deux guerres mondiales et surtout de la seconde, une complète révolution. Géographiquement le pays reste bien au même endroit, mais l'ensemble de ses contacts et de ses rapports s'est transformé du tout au tout.

En ce qui concerne l'Amérique du Nord il n'y a pas, entre les États-Unis et le Canada, de frontière naturelle, mais une simple ligne artificiellement dessinée sur la carte : économiquement, socialement, c'est la continuation du même pays et, s'il y a une frontière politique, ce n'en est pas tout à fait une, car de part et d'autre les rapports seraient plutôt frontaliers, entre gens ne se sentant pas vraiment étrangers les uns aux autres. La ligne de défense des États-Unis n'est pas à la limite sud du Canada, mais sur le Cercle Polaire ou au delà, d'où la conception d'une unité nord-américaine, comportant la protection militaire concertée d'un ensemble de civilisation commun aux deux pays.

Il n'y a pas davantage de frontière naturelle entre les États-Unis et le Mexique, cependant que Cuba est infiniment proche de la Floride et de la Louisiane. De ce côté-là le contact avec le monde latin (ou indien) est également étroit, non plus

sous le signe d'une défense anglo-saxonne, mais à l'abri d'une mystique continentale. Les communications aériennes ont, [p. 19] depuis une quinzaine d'années, mis l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud à proximité de New York, de Chicago, de San Francisco, surtout d'un Sud maintenant ressuscité de la guerre de Sécession et en voie de développement rapide. Par les axes aériens qui se dirigent, d'un côté vers le Pérou et le Chili, de l'autre vers le Brésil et l'Argentine, l'influence des États-Unis tend à devenir irrésistible sur cette partie du monde qui, hier encore, gravitait surtout vers l'Europe.

À l'égard des autres continents, l'Amérique se félicite traditionnellement d'un complet isolement. De New York à Gibraltar il y a 3 175 milles (5 109 km), de Québec à Liverpool 2 684 (4 318 km). La distance de Los Angeles à Yokohama est de 4 839 milles (7 786 km), celle de Seattle à Yokohama de 4 257 milles (6 849 km). Longtemps les seuls itinéraires intéressants sont restés ceux de la mer, mais les itinéraires aériens empruntent la zone boréale : le grand cercle Moscou-San Francisco passe par le cap Nord, l'extrémité Nord du Groenland, l'Alberta ; le grand cercle Chicago-Calcutta par Edmonton, l'Alaska, la Sibérie orientale, Tchoung-King. Par le Pôle il n'y a plus que 3 800 km entre la Terre de Victoria, dernière possession canadienne, et la péninsule de Tamyr en Sibérie. De Thulé, ultime base américaine dans le Nord du Groenland, à la Terre François-Joseph, base avancée de l'U.R.S.S., il n'y a guère que 2 300 km. L'air n'offre plus la même protection que la mer.

L'isolement d'autrefois était réel. Le trajet maritime du Havre à New York prenait douze à treize jours vers 1880, moins de neuf jours à la fin du siècle, quatre jours et demi sur *Normandie* à la veille de la seconde guerre mondiale, et l'*United States* l'enlève en moins de quatre jours. Sur les paquebots rapides du Canadien Pacifique, Vancouver-Yokohama se fait en une douzaine de jours. À ce régime de communications maritimes le vol de Lindbergh, en 1927, a apporté un sensationnel bouleversement. Paris-New York se fait par air en quatorze heures, mais avec l'avion à réaction c'est dès maintenant affaire de sept heures, de telle sorte que la distance transocéanique est supprimée et qu'il ne peut plus être question d'isolement continental. Il a suffi d'une génération pour que cette révolution s'opérât et elle s'est faite si rapidement que l'opinion, tout informée qu'elle soit, a quelque peine à s'en rendre compte : si l'isolement est fini, un état d'esprit isolationniste subsiste. Les Américains savent qu'ils ne bénéficient plus d'une position insulaire, mais le [p. 20] croient-ils tout à fait ? À pareille question peut-être n'est-il pas possible de donner une réponse unique, en raison, selon les régions américaines, de la diversité des orientations, des expositions, des versants géographiques et politiques. Il s'ensuit un jeu complexe de contacts, d'attractions, de répulsions.

La côte Atlantique en deçà des Alleghanies, tournée vers l'Europe, connaît le vieux monde et sait effectivement son existence autrement que pour l'avoir apprise dans les livres : elle sent que, de l'autre côté de cette rue qu'est l'Atlantique, il y a un autre continent, dont elle éprouve, presque physiquement, la

proximité. Tournée vers le Pacifique et l'Extrême-Orient, la côte californienne connaît de la même façon l'existence du monde asiatique ; ce monde est pour elle une préoccupation, car elle regarde à l'Ouest instinctivement et cette orientation s'impose à tout ce qui est au delà des Rocheuses. Quant à la côte du Golfe, contiguë au monde caraïbe, elle participe de son climat, au sens large du terme : là l'orientation est celle du Sud. Il reste un Centre, énorme, encadré entre les deux chaînes de montagnes, formant un monde autonome, capable de vivre sur soi-même, avec peu de contact extérieur, n'ayant pas la sensation vécue qu'il y ait une Europe et un Extrême-Orient. On y lit dans les journaux ce qui se passe dans les pays lointains, mais les événements extérieurs n'y ont que des répercussions atténuées : c'est comme une cour intérieure, largement taillée j'en conviens, mais n'ayant pas de fenêtre sur la rue. Là est le foyer intime d'un isolationnisme qui en apparence n'a pas survécu à la guerre, mais qui subsiste de façon latente sous la forme d'un provincialisme persistant, ou plutôt d'une sorte de continentalisme.

On s'explique, dans ces conditions, qu'il soit difficile pour les États-Unis d'avoir un esprit vraiment international. Rien ne les y pousse, ce qui leur est le plus naturel c'est l'esprit continental. Ils l'ont en matière économique, sous la forme d'un protectionnisme élémentaire, instinctif, issu du plus profond de la tradition nationale ; ils l'ont sous la forme d'une nostalgie de l'isolement quand ils sont entraînés malgré eux dans le tourbillon mondial. L'attitude américaine dans les relations internationales relève donc largement d'une orientation de base des versants géographiques, dans laquelle les deux fronts maritimes sont ouverts à la nécessité des obligations extérieures, tandis que le Centre, tout en étant forcé de les admettre aussi, leur oppose instinctivement une obscure résistance.

[p. 21]

DEUXIÈME PARTIE

LE PEUPLE AMÉRICAIN, SA FORMATION, SA COMPOSITION, SA PSYCHOLOGIE

[Retour à la table des matières](#)

[p. 23]

Chapitre 3 :

LA FORMATION ETHNIQUE DU PEUPLE AMÉRICAIN

[Retour à la table des matières](#)

Au XIX^e siècle et au début du XX^e, 40 000 000 d'hommes quittent le vieux monde pour s'établir au delà des océans. 30 000 000 d'entre eux se dirigent vers l'Amérique du Nord, où ils constituent une section nouvelle de la race blanche. Cette marée démographique doit être considérée comme un des événements majeurs de l'Histoire, événement aussi important que les invasions barbares et dont les conséquences ne sont pas épuisées. De ce fait, des races européennes d'origines disparates, de niveaux de vie différents, sont jetées dans le même creuset, cependant qu'un contact exotique, nouveau pour elles, s'impose avec des populations noires, rouges ou jaunes. Les éléments humains en jeu sont anciens, vénérables même : le résultat est la naissance d'un peuple neuf, dans un milieu continental ne rappelant plus en rien celui de l'Europe.

I

Le peuplement des États-Unis par l'immigration européenne et africaine s'est fait en trois phases, on pourrait dire en trois marées, dont chacune a laissé, comme dans les formations géologiques, une couche distincte de population.

Le premier flux, du XVII^e au XIX^e siècle, peuple les treize colonies originelles d'éléments presque uniquement anglais et protestants, mais on y distingue trois immigrations parallèles, [p. 24] vers la Nouvelle-Angleterre, le Centre et le Sud.

En Nouvelle-Angleterre il s'agit surtout de dissidents puritains ayant quitté leur pays d'origine pour échapper à la domination de l'Église anglicane. Ils y forment une démocratie de gens simples, égaux, indépendants, se gouvernant eux-mêmes selon la tradition de leurs communautés religieuses organisées en congrégations autonomes : société sérieuse, instruite, moralisante, dont la forte personnalité, faite d'initiative et d'énergie, a marqué la vie américaine d'une couleur indélébile, encore sensible aujourd'hui. On ne saurait comprendre l'Amérique, même celle du XX^e siècle, sans se référer à ce puritanisme, source véritable de l'œuvre magnifique accomplie par l'élite de ses pionniers. Un second groupe de colonies, autour de New York et de Philadelphie, contenait, à côté d'une base anglo-écossaise, des protestants d'Irlande, des paysans allemands luthériens, des Hollandais et des huguenots français : le milieu était, quoique moins instruit, plus commerçant, plus riche, expressif déjà d'une recherche plus américaine du confort et de la fortune. De part et d'autre il s'agissait de véritables colonies de peuplement, dans lesquelles toutes les fonctions, jusqu'aux plus pénibles, étaient assurées par des gens de même origine ethnique, égaux entre eux.

Il en était tout autrement dans les cinq colonies du Sud où, sous un climat déjà semi-tropical, de riches planteurs, généralement anglicans, faisaient cultiver le sucre, le tabac ou le coton par des *convicts* et, à partir du XVIII^e siècle, par des esclaves nègres importés d'Afrique. Le régime était celui d'une colonie de plantation, comportant une division de la société en étages hétérogènes, où le Blanc non propriétaire d'esclaves était ravalé par la force des choses à l'état humilié de pauvre blanc. La future guerre de Sécession était virtuellement inscrite dans cette constitution antidémocratique, dont le contraste avec le courant de fond de la société nord-américaine était frappant.

Il faut se rappeler qu'au lendemain de l'Indépendance le pays n'était colonisé que jusqu'aux Alleghanies et qu'il n'y avait encore, en 1790, que 3 929 000 habitants. Cependant quelques traits essentiels avaient été imprimés au peuple américain si profondément qu'il en est encore marqué : qu'il s'agît des Yankees, égaux et démocrates, ou des gentlemen du Sud, aristocrates et conservateurs, tous étaient de civilisation britannique, de religion protestante et, même devenus politiquement indépendants, ils restaient Anglais par la culture. Cette [p. 25] origine ne doit jamais être perdue de vue, quelles que soient les alluvions ultérieures qui aient pu la recouvrir.

C'est à partir de 1840 que l'Europe commence de déborder massivement sur l'Amérique. Depuis l'Indépendance jusqu'à cette date il n'y avait guère eu que 1 000 000 d'immigrants, mais dans la période qui va de 1840 à 1880 c'est un flux de près de 10 000 000 d'hommes, dont les neuf dixièmes européens, qui pénètrent les États-Unis. Les famines irlandaises, les révolutions, l'appel d'un continent encore vierge à mettre en valeur, l'espoir de trouver en Amérique une atmosphère de liberté trop souvent absente de la vieille Europe sont autant de causes de cet important mouvement démographique. De cet effectif humain, l'Europe centrale et nord-occidentale fournit, entre 1870 et 1880, 92 p. cent, les éléments slaves et

latins demeurant négligeables : 32 p. cent d'Allemands, 24 p. cent d'Anglo-écossais, 19 p. cent d'Irlandais, 9 p. cent de Scandinaves. Allemands, Anglo-Écossais et Scandinaves sont d'excellents colons, qui forment avec les puritains de la Nouvelle-Angleterre l'élite de l'armée des pionniers en marche vers l'Ouest. Les Irlandais, eux, s'établissent surtout dans les grandes villes, où bien vite ils tendent à dominer les municipalités. De ce fait, dans le cours du XIX^e siècle, les États-Unis, tout en restant essentiellement Anglo-Saxons, tendent à devenir moins exclusivement Britanniques. Ils se pénètrent d'esprit irlandais, qui joue comme un ferment, faisant par sa fantaisie, sa blague, sa vitalité un peu désordonnée contrepoids à l'atmosphère puritaine. Ils se germanisent aussi, par un apport allemand et scandinave qui teinte désormais le caractère américain d'un goût encore sensible aujourd'hui de la recherche consciencieuse et systématique, de l'esprit didactique et de la réglementation. Ils cessent enfin d'être exclusivement protestants : les Irlandais, nombre d'Allemands sont catholiques, cependant que des groupes déjà puissants de Juifs apparaissent. Du fait de cette seconde formation, l'Amérique de la fin du XIX^e siècle est devenue anglo-germano-irlandaise. J'ai encore pu connaître cette Amérique-là, avant qu'une troisième vague d'immigrants n'y eût déversé en doses massives une présence slave et latine.

De 1880 à 1914, c'est un véritable raz de marée qui balaie démographiquement la côte Atlantique : près de 22 000 000 d'immigrants, 1 218 000 entrées dans la seule année 1914 ! Mais par rapport à la vague précédente la composition est renversée, [p. 26] puisque, dans les dix années de 1900 à 1910, les Nordiques ne sont plus que 23 p. cent (Britanniques 11 p. cent, Allemands 4 p. cent), cependant que les Slavo-Latins représentent 77 p. cent de l'ensemble (Austro-Hongrois, 26 p. cent ; Italiens, 25 p. cent ; Russes, 20 p. cent). En tant que qualité sociale le niveau, cette fois, est inférieur : surtout une plèbe d'assez pauvres gens, chassés du vieux monde par le surpeuplement, attirés par l'appât de salaires meilleurs, largement recrutés par les agences des compagnies de transports maritimes. Ces nouveaux venus s'entassent dans les bas-quartiers des grandes villes de l'Est, en blocs nationaux difficiles à assimiler, car il s'agit de populations catholiques, parfois orthodoxes, relevant de traditions n'ayant plus rien de commun avec celles des colons de la première et même de la seconde époque. C'est alors que commence à se poser le problème de l'assimilation, qui met en cause la personnalité même du peuple américain : restera-t-il Anglo-Saxon et protestant ? Sera-t-il Slavo-Latin et catholique ? Correspondra-t-il à quelque combinaison humaine nouvelle, libérée de ses origines européennes et cette fois enfin authentiquement américaine ? Cette crise de l'assimilation annonce la fin prochaine d'une immigration séculaire.

La guerre de 1914 clôt la longue période initiale pendant laquelle le peuplement américain s'était alimenté d'éléments étrangers. Après 1918 l'Europe aurait encore un trop-plein à déverser sur les États-Unis, mais ceux-ci, désormais effrayés d'une immigration devenue exotique et surtout soupçonnée par eux

d'esprit bolchevik, passent d'une politique d'accueil à une politique de défense. Les lois fondamentales de 1921 et 1924, qui limitent l'immigration par le régime nouveau du quota, la réduisent, dès 1925, à 294 000 entrées ; elle continue ensuite à décliner pour cesser tout à fait à partir de la grande dépression de 1929. Il y avait eu 8 795 386 immigrants en 1901-1910, 5 735 811 en 1911-1920, mais il n'y en a plus eu que 4 107 209 en 1921-1930 et seulement 528 431 en 1931-1940. Si une immigration réduite reparaît au lendemain de la seconde guerre mondiale, c'est largement en raison de l'entrée de plusieurs centaines de milliers de « personnes déplacées » (*D. P. Act*, 1948-1950). Les entrées de 1950 sont de 249 187, dont 17 p. cent en provenance d'Amérique et 79 p. cent d'Europe, notamment d'Europe centrale et en particulier d'Allemagne. On peut donc considérer qu'une page a été tournée depuis 1914 : les États-Unis ne sont plus, ne veulent plus être un pays d'immigration.

[p. 27]

II

Si l'on prend maintenant une vue d'ensemble de cette évolution démographique, les étapes s'en établissent ainsi :

1790	3 929 000 habitants	
1860	31 443 000	– (guerre de Sécession)
1890	62 948 000	– (tarif MacKinley)
1920	105 711 000	– (première guerre mondiale)
1945	139 620 000	– (seconde guerre mondiale)
1950	150 000 000	– (dernier recensement)
1954	161 000 000	– (évaluation)

Cette population de plus de 160 000 000 d'habitants classe les États-Unis au quatrième rang mondial, après la Chine, l'Inde et la Russie. Par comparaison avec l'Asie et même avec l'Europe il ne s'agit pas d'un peuple très nombreux, mais ce peuple compte plus en somme que les masses asiatiques, car, par son équipement, par sa mobilité, chaque Américain vaut évidemment plusieurs Indiens ou plusieurs Chinois. On peut en conclure qu'indépendamment de nombres qui démographiquement ne sont nullement des nombres records, la civilisation américaine est, sans doute plus que toute autre, une civilisation de masse. Il faut insister d'autre part sur le rôle joué dans cette économie par une progression démographique constante : à l'accroissement régulier, statutaire pour ainsi dire, de la population correspond un accroissement du pouvoir d'achat qui entretient cette

impression de marée montante perpétuelle, génératrice d'un optimisme dont nous disions plus haut qu'il est un trait distinctif de l'atmosphère du nouveau monde.

Toutefois, la population des États-Unis, si elle est nombreuse absolument, ne l'est pas par rapport au territoire qu'elle occupe : la densité par kilomètre carré n'est que de 17 habitants, ce qui, par rapport à l'Europe et surtout aux pathologiques agglomérations de l'Asie, est peu de chose. L'Amérique du Nord est en somme peu peuplée et sans doute n'atteindra-t-elle jamais, même de loin, la densité des continents de la tradition. La civilisation des États-Unis comporte peu d'hommes, mais efficaces, sur beaucoup d'espace, et nous retrouvons ici cette notion d'espace, qui nous a paru caractériser si profondément ce continent.

[p. 28]

Chapitre 4.

LA COMPOSITION ETHNIQUE DU PEUPLE AMÉRICAIN ET LA POLITIQUE DE L'IMMIGRATION

[Retour à la table des matières](#)

Par ses origines le peuple américain est essentiellement hétérogène. En dépit d'une assimilation intensive, les éléments qui le composent tendent à rester longtemps distincts. L'arrêt de l'immigration depuis la première guerre mondiale a pour effet de hâter l'unification, mais on reste encore loin de l'homogénéité. De là une certaine impression d'exotisme par rapport aux populations plus anciennement fondues de la vieille Europe.

I

S'il ne s'agit pas d'un peuple intégralement blanc, les Blancs en constituent l'immense majorité : 135 215 000 sur 150 697 361 en 1950, soit 89,7 P. cent, les Noirs étant 14 894 000, soit 9,8 p. cent, les Indiens et les jaunes 588 000, soit 0,5 p. cent. Ces pourcentages se sont à peine modifiés depuis le recensement de 1940, les Noirs s'étant accrus relativement de 0,1 p. cent, que les Blancs ont perdu. La place tenue par les Chinois, Japonais ou Indiens est pratiquement nulle, encore que la présence des Porto-Ricains et de nombreux Mexicains non enregistrés ne passe pas inaperçue, mais le bloc nègre est massif, nullement en

voie de s'éliminer, d'où aux États-Unis ce tragique problème de la couleur, dont on ne voit pas quelle sera finalement la solution.

Parmi les Blancs, 90 p. cent sont nés aux États-Unis, 10 p. cent, à l'étranger, proportions qui étaient en 1940 de 89 [p. 29] et de 11 p. cent, ce qui signifie que la population tend à devenir de plus en plus américaine, mais que le progrès est extrêmement lent. L'élément étranger ne se limite pas à ces 10 p. cent, car on comptait en 1940 – dernier recensement publié – 19 p. cent d'Américains nés aux États-Unis d'un ou de deux parents étrangers, contre 24 p. cent en 1930. En additionnant ces 19 p. cent aux 11 p. cent nés au dehors, on aboutit en 1940 à une population d'origine étrangère, directement ou indirectement, dans la proportion de 30 p. cent. Cette proportion, qui doit être actuellement d'environ 25 p. cent, diminue régulièrement, mais en somme lentement, de telle sorte que cette présence étrangère, visible ou latente, demeure un aspect essentiel de la psychologie américaine.

Dans les cent vingt-quatre ans qui s'étendent de 1820 à 1943, les pays ayant fourni à l'immigration ses plus forts effectifs sont, par ordre d'importance :

Allemagne	6 028 377	avec maximum atteint en	1882
Italie	4 719 825	–	1907
Irlande	4 592 525	–	1851
Grande-Bretagne	4 264 728	–	1888
Autriche-Hongrie	4 144 366	–	1907
Russie	3 343 480	–	1913
Canada et Terre-Neuve	3 037 561	–	1924
Scandinavie	2 359 049	–	1882

Au recensement de 1950, les Américains nés à l'étranger se répartissent selon les nationalités suivantes :

Italiens	1 427 000
Allemands	984 000
Canadiens	995 000
Russes	895 000
Polonais	861 000
Anglais	544 000
Irlandais	505 000

On aura tout de suite noté l'importance de l'élément germano-irlandais et slavo-latin. Sans les lois d'immigration ce dernier eût peut-être fini par dominer. Il a été volontairement arrêté, mais il est là, très sensible et même d'influence grandissante par le succès individuel d'un grand nombre de ses membres : la

fréquence croissante des noms slaves ou italiens dans les positions importantes en est la preuve indéniable. Il faut signaler d'autre part une population juive de 5 000 000 d'hommes, dont [p. 30] 2 100 000 dans la seule agglomération de New York. Dans les années d'avant la seconde guerre mondiale, ils formaient une partie notable d'une immigration il est vrai fort réduite : c'était la conséquence des persécutions hitlériennes et depuis lors les « personnes déplacées » entrant aux États-Unis sont restées en partie d'origine sémite. Il y a là un ferment qui, avec les Irlandais, maintient de l'inattendu et de la passion dans une psychologie dangereusement menacée de conformisme.

Il ne peut guère y avoir d'unité ethnique dans un peuple ainsi formé et l'on est en droit de se demander ce qu'est un Américain. Sinclair Lewis suggère cette réponse :

Martin Arrowsmith était, comme la plupart des habitants d'Elk Mills, avant l'immigration slavo-latine, un typique Américain anglo-saxon, ce qui signifie qu'il était un mélange d'Allemand, d'Écossais, de Français, d'Irlandais, peut-être un peu d'Espagnol, vraisemblablement mâtiné de juif et beaucoup d'Anglais, cette dernière race étant elle-même le résultat d'une combinaison de Bretons, de Celtes, de Phéniciens, de Romains, d'Allemands, de Danois et de Suédois...

C'est dans le même esprit que Saint-Cloud (Minnesota), modèle du *Main Street* de Sinclair Lewis, était qualifié par son maire

... une ville au nom français, fondée par les Suédois, administrée par des Irlandais, quoique la population soit à moitié allemande, avec un maire polonais, encore que les Polonais n'y soient qu'une petite minorité.

Pareilles compositions ethniques sont courantes aux États-Unis, d'où cette impression persistante d'un peuple encore en formation. L'assimilation aux mœurs américaines a beau être rapide, les différences d'origines demeurent visibles, surtout dans les grandes villes, où la rue conserve un caractère exotique, comme dans tels de nos ports méditerranéens. Ainsi l'évolution continue, ou plus exactement elle a repris avec l'intrusion slavo-latine, car le pays était peut-être plus stabilisé au XIX^e siècle, quand il était germano-britannique, qu'il ne l'est aujourd'hui. Les foyers où subsiste une vieille race anglo-saxonne se trouvent essentiellement dans le Sud, où plus de 95 p. cent des gens sont nés de deux parents déjà eux-mêmes Américains (dans les Carolines, ce serait presque 100 p. cent) : les immigrants se détournaient naturellement d'une région où dominait la main-d'œuvre nègre. L'arrière-pays, l'*Upstate* des États de l'est, a le même [p. 31] caractère : les immigrants, surtout ceux de l'étape slavo-latine, se sont accumulés dans les agglomérations urbaines de la côte, mais dans les campagnes et les petites villes de l'intérieur, en dépit de groupes italiens, russes ou canadiens, l'esprit reste protestant et républicain. Rappelons encore que, dans la plupart des villes de l'Ouest, ce qui compte comme influence et comme argent est également anglo-saxon : le *Who is Who* serait là pour nous en persuader.

Les foyers des populations d'origine étrangère se trouvent par contre principalement dans les grandes villes de la côte Atlantique, au Nord de Washington et en général dans toutes les agglomérations industrielles de quelque importance. Par suite de l'immigration irlandaise, italienne, russe, portugaise, polonaise (l'énumération pourrait se poursuivre indéfiniment), des éléments nouveaux, profondément hétérogènes, ont transformé des milieux antérieurement anglo-saxons et protestants en groupements d'esprit slavo-latin et catholique, où le vieil élément américain ne reconnaît plus son image. C'est dans cette partie des États-Unis que se rencontrent les États ayant, en 1950, le plus fort pourcentage de gens nés à l'étranger : New York, 17 p. cent, Massachusetts, 15 p. cent ; Rhode Island, 14 p. cent ; Connecticut, 15 p. cent ; New Jersey, 13 p. cent. Dans le Massachusetts, sur 713 699 *foreign born*, il y a 192 514 Canadiens, 101 548 Italiens, 81 214 Irlandais, 46 597 Polonais, 46 193 Anglais, 52 353 Russes, 21 333 Suédois. Le cas de Boston, la Genève américaine, est pathétique : les anciens éléments protestants, de culture anglaise, n'y sont plus qu'une citadelle battue d'un flot exotique ; le cardinal irlandais ou allemand, le maire irlandais sont désormais les personnalités dominantes de la cité. New York est, si possible, plus cosmopolite encore. en 1940, sur une population de 7 454 995 habitants, 2 080 021 (soit 28 p. cent) sont nés à l'étranger, 2 751 560 ont un ou deux parents étrangers (soit 36 p. cent), de sorte que, sans compter les Noirs et les Porto-Ricains, près des deux tiers de la population portent, directement ou indirectement, la marque d'une origine qui n'est pas nationale. Dans ce milieu où le juif foisonne, où l'Italien, l'Irlandais, le Russe, l'Allemand, le Polonais, l'Autrichien, sans parler du Nègre ou du Porto-Ricain, se croisent à chaque tournant, le bariolage ethnique est aussi accentué que dans une ville de la Méditerranée orientale, et cependant cette ville d'étrangers est aussi typiquement américaine qu'aucune autre. De même qu'il n'est [p. 32] pas nécessaire d'être Français pour faire un Parisien, il ne l'est pas d'être Américain pour faire un parfait New Yorkais : les maires de New York, traditionnellement Irlandais, tendent maintenant à être Italiens et la liste électorale ayant le plus de chances de succès est celle contenant à sa tête un Irlandais, un Italien et un juif.

Un second foyer de même nature se trouve dans le Centre-Ouest et dans le Nord-Ouest, comprenant surtout les Allemands dans l'Ohio, l'Illinois, le Wisconsin, des Scandinaves dans le Minnesota et les Dakotas, sans oublier, dans l'extraordinaire mélange humain de Chicago, les Italiens, les Polonais et pratiquement toutes les races de la Méditerranée ou de l'Europe orientale. Enfin une combinaison, non moins exotique mais plus latine et méditerranéenne, se rencontre en Californie, avec des Italiens, des Espagnols, des Mexicains, des Français, des Slaves du Sud, des Chinois et des Japonais. L'atmosphère ethnique, dans cet Extrême-Ouest, est plus méditerranéenne, soit à cause d'une histoire qui fut d'abord espagnole et mexicaine, soit aussi d'un ciel plus bleu, d'une couleur plus africaine, qui font que nous, Français, ne nous y sentons pas dépayés.

Sur un total de 10 161 168 *foreign born* en 1950, il y en a 78 p. cent dans l'Est et le Centre, 14,7 p. cent dans les Rocheuses et le Pacifique, mais seulement 7,4 p. cent dans le Sud. L'assimilation, qui se poursuit à un rythme rapide, tend à diminuer l'importance de ces foyers, encore qu'un afflux récent de « personnes déplacées », peu nombreux mais étonnamment actif comme ferment, ait semblé leur donner un renouveau d'influence. Ni la politique, surtout municipale, ni même la vie américaine en général ne sauraient être comprises sans en tenir le plus grand compte. Je cherche un équivalent en France. C'est sans doute à Marseille qu'on pourrait le trouver.

II

Qu'ont voulu les Américains par leur législation restrictive de l'immigration ? Être un peuple homogène plutôt qu'un peuple nombreux. Il faut voir dans cette attitude une conséquence lointaine du machinisme, combiné, au lendemain de la première guerre mondiale, avec un malthusianisme eugénique, mettant l'accent, non sur les grands nombres d'hommes, mais sur leur efficacité.

[p. 33]

Jusqu'au début du XX^e siècle les États-Unis avaient été sans discussion un pays d'accueil, pleinement confiant dans sa capacité illimitée d'assimiler les éléments étrangers les plus divers. Mais quand l'immigration tendit à n'être plus ni anglo-saxonne ni protestante, cependant que la natalité des nouveaux venus se révélait beaucoup plus forte que celle des nationaux antérieurs, une crainte instinctive se fit jour de voir le pays perdre son caractère traditionnel. La théorie du creuset des races (*melting pot*), universellement acceptée jusqu'alors, donnait au milieu le pas sur l'hérédité : on ne doutait pas qu'avec l'immigration la plus bigarrée il ne fût possible de faire d'authentiques Américains anglo-saxons. Au XIX^e siècle et jusqu'en 1914, la politique d'immigration était en conséquence celle de la sélection individuelle : le cas des jaunes mis à part, on acceptait ou refusait les immigrants selon leur mérite individuel, sans considération d'origine ethnique ou nationale. C'est sous pareil régime que des dizaines de millions d'Européens ont pu, sans restrictions sérieuses, s'établir dans l'Amérique du Nord.

En présence d'un flux croissant d'Exotiques, on en vint à douter du creuset, la faveur passant à la doctrine de Mendel selon laquelle c'est l'hérédité qui constitue le facteur décisif. L'année 1917 marqua l'affirmation d'un principe nouveau, celle d'une discrimination ethnique avouée, en vertu de laquelle les immigrants de l'Asie méridionale ou orientale et du Pacifique en général devaient être exclus comme inassimilables. L'inspiration était nettement raciste, comme allait l'être la législation de 1921-1924, désormais opposée à l'entrée massive des Européens. Des raisons complexes mais convergentes concouraient à l'adoption de cette

nouvelle attitude, si différente de l'ancienne. Les vieux Anglo-Saxons redoutaient, après la guerre, le redoublement d'une inondation slavo-latine dont ils avaient déjà pu mesurer les effets ; les protestants craignaient une invasion catholique, dont l'immigration irlandaise et italienne leur fournissait depuis longtemps l'image ; les milieux ouvriers croyaient voir se dessiner la menace d'une baisse des salaires, conséquence de l'entrée massive de travailleurs à bas niveau de vie ; le patronat s'effrayait d'une intrusion communiste ; les eugénistes enfin, s'appuyant sur Mendel, défendaient la pureté de la race, préconisant l'interdiction de ceux qu'ils qualifiaient pittoresquement de « cacogéniques ». La convergence de ces arguments, la conjonction exceptionnelle d'ouvriers et de patrons, de protestants, de [p. 34] nationalistes, de racistes et de doctrinaires pour réclamer une politique de défense américaine devait entraîner une révision complète du régime de l'immigration, tel que l'avaient connu les États-Unis depuis un siècle.

Selon les principes de la législation nouvelle, l'immigrant est admis ou rejeté, non en raison de ses mérites personnels (qui ne seront examinés qu'ensuite), mais de son origine ethnique, dans la limite de contingents strictement déterminés. Seront acceptés seulement les assimilables et, parmi eux, de préférence aux Slavo-Latins, les Nordiques, considérés comme mieux préparés à une assimilation de type anglo-saxon. Un traitement différentiel est ainsi appliqué, selon la provenance géographique : les Asiatiques sont exclus, purement et simplement ; les Canadiens, Mexicains, Sud-Américains sont admis sans limites de contingents, à titre de solidarité continentale, encore que des mesures de police puissent les arrêter ; les Européens, Africains, Asiatiques occidentaux ne sont reçus que dans le cadre d'un quota annuel, chaque pays ayant droit à l'entrée de 2 p. cent de l'effectif représenté par lui dans la population américaine en 1890. À partir de 1929, le quota global a été fixé au chiffre de 154 000, au prorata de la contribution calculée de chaque peuple à la formation américaine. La sélection individuelle reste prévue à l'intérieur de chaque contingent, en vertu d'interrogatoires qui soulèvent l'ironie européenne mais sont susceptibles de conséquences fort sérieuses : Êtes-vous anarchiste ? – Entretenez-vous des idées contre le gouvernement ? – Êtes-vous bigame ? (Plus récemment on m'a seulement demandé : Êtes-vous polygame ?) – L'argent qui est dans votre poche est-il à vous ? Votre père a-t-il été dans une maison d'aliénés ? – *Are you in good moral and physical spirits ?* – Êtes-vous muet ? (j'ai entendu l'inspecteur répéter avec insistance : *I want to hear your voice* à une femme terrorisée qui ne réussissait à émettre aucun son). Mais quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse du fonctionnaire américain à l'arrivée ou du consul chargé de donner le visa, l'administration peut toujours refuser son accord, de sorte que la fermeture de la porte, au besoin hermétiquement, est toujours possible.

L'effet de cette législation a bien été ce que souhaitaient ses auteurs. Sur le quota global de 154 000 entrées établi en 1929, les Anglais ont droit à un chiffre de 65 721, les Allemands à un nombre égal, les Irlandais à 17 853, mais ensuite il n'y a place que pour 5 801 Italiens, 6 524 Polonais... Les Anglais, [p. 35]

Allemands, Irlandais, Hollandais, Scandinaves disposent de 79 p. cent du total, alors que l'immigration italienne, qui avait été en moyenne de 205 000 annuellement entre 1900 et 1910, n'est plus, dans le régime de 1929, que de 5 800. Or les quotas non utilisés ne sont pas reportés, ce qui fait que, les Nordiques n'utilisant souvent pas le leur, l'effectif total admis se trouve encore réduit. L'immigration globale, qui avait été de 1 218 480 en 1914, qui était encore de 706 896 en 1924, est tombée à 294 314 en 1925 et au-dessous de 100 000 après la crise de 1929. On peut donc considérer que la grande vague d'immigration européenne qui – depuis le XVII^e siècle et surtout le XIX^e – peuplait le continent nord-américain, a maintenant pris fin. Dans l'histoire générale du monde le fait est d'importance capitale. Il l'est à peine moins dans l'histoire propre des États-Unis, car cette suppression de l'immigration, venant s'ajouter à un protectionnisme industriel séculaire, marque un cran nouveau dans le continentalisme américain.

III

La politique d'immigration de 1921-1924 était une conséquence de la première guerre mondiale, mais ni la grande dépression ni la seconde guerre mondiale n'ont changé l'orientation d'opinion dont elle était le signe. Sans doute doit-on signaler, depuis 1945, le régime spécial appliqué aux « personnes déplacées » : en 1945, priorité de 39 000 entrées dans le quota général ; en 1948, admission de 205 000 réfugiés, chiffre élevé en 1950 à 405 744 ; en 1953, admission en dehors du quota de 204 000 réfugiés en trois ans. Compte tenu de ces dispositions exceptionnelles, l'immigration générale est restée minime : 108 721 en 1946, 147 292 en 1947, 170 570 en 1948, 188 317 en 1949, 249 187 en 1950. En fait, les États-Unis ne veulent pas d'immigration.

C'est qu'on assiste, surtout depuis la guerre de Corée, à une recrudescence d'anti-communisme, conduisant à une crainte quasi pathologique des intrusions étrangères. L'état d'esprit qui, dès après la première guerre mondiale, avait suscité la législation de 1921-1924 reparait sous la forme d'une instinctive suspicion de tout ce qui relève, ou même paraît relever, du totalitarisme, fasciste et surtout communiste, et en général de l'esprit « radical », mot qui, dans le vocabulaire américain, a conservé le sens fort d'extrémiste, de révolutionnaire (le terme a perdu chez nous tout mordant, mais il faut se souvenir que, sous Mac Mahon, il [p. 36] épouvantait les conservateurs de l'Ordre moral). Une nouvelle législation, confirmant, aggravant même la législation antérieure, est née de cette atmosphère, que l'Europe n'est pas seule à juger malsaine.

L'*Internal Security Act* de 1950 exclut, même pour un bref séjour, les communistes, les anarchistes, ainsi que les membres de tout « parti totalitaire » ou partisan de « renverser le gouvernement par violence ». Les consuls doivent refuser le visa de tous ceux qu'« ils savent ou croient susceptibles de s'engager

dans des activités nuisibles à l'intérêt public ou de mettre en danger la prospérité, le salut ou la sécurité des États-Unis ». Appliquée par des sous-ordres craintifs, cette loi aboutit éventuellement à interdire arbitrairement l'entrée du pays aux personnages les plus qualifiés : terrorisés par ce Fouquier-Tinville qu'est le sénateur McCarthy, les consuls appliquent les textes littéralement, ce qui aboutit aux interdictions les plus choquantes ou les plus stupides, et souvent les ambassadeurs n'osent pas intervenir, se disant, non sans raison, qu'ils risqueraient leur poste. Dans les milieux libéraux américains l'*Internal Security Act* fait scandale, mais il subsiste.

D'une portée non moins grande est le *McCarran-Walter Immigration Act* de 1952, *omnibus bill* de 300 pages, qui codifie, sans la renier et bien au contraire en l'aggravant, toute la législation antérieure contre l'immigration. Le régime nouveau conserve le système du quota, mais en le resserrant encore : calculé sur la base de la population de 1920, le contingent annuel correspondait à 1/7 de 1 p. cent de cette population ; sur la base du recensement de 1950, la proportion n'est plus que de 1/10 de 1 p. cent et, si l'on tient compte des attributions non utilisées, de 1/15 de 1 p. cent. Pour ménager la susceptibilité des Asiatiques et supprimer toute apparence de discrimination raciale, la loi leur applique le régime commun, mais avec un quota dérisoire, ne laissant par exemple entrer que 185 Japonais. Le plafond de l'immigration totale reste fixé à 154 000 entrées.

Il serait imprudent de penser que cette législation ne corresponde pas aux États-Unis à une opinion de fond. Sans doute a-t-elle suscité l'opposition des milieux libéraux, notamment dans les États où il y a beaucoup de gens d'origine étrangère, et subi le veto du président Truman : « La conception, écrivait-il, est absolument indigne de nos traditions et de notre idéal, elle viole la grande doctrine de la Déclaration d'indépen-[p. 37] dance en vertu de laquelle tous les hommes sont créés égaux. » *Step backward*, conclut-il, mais son veto est annulé par le vote des deux tiers requis, dans les deux Assemblées, par la Constitution, sans même que le président ait été suivi par l'ensemble de son parti (au Sénat, 57 suffrages, dont 32 républicains et 25 démocrates, confirment la loi, contre une minorité de 26, composée de 18 démocrates et de 8 républicains, le sénateur McCarran, qui a donné son nom au nouveau statut, étant lui-même démocrate.) On ne saurait douter que l'opinion, dans son ensemble, approuve cette politique, qui répond manifestement à la tendance, non seulement de milieux connus pour nationalistes tels que les *Daughters of the American Revolution* ou la *Huguenot Societies Federation*, mais des administrations intéressées, le *State Department*, l'*Immigration Office*, le *Department of justice* ; McCarran a sans doute traduit l'impression de la majorité en la qualifiant « *essential to the preservation of our way of life* ». Observation significative en effet, les amendements suggérant que les quotas non utilisés soient reportés, que les admissions de personnes déplacées ne comptent pas dans le calcul des contingents, ont tous été repoussés.

Il a fallu en 1953 toute l'insistance du président Eisenhower pour obtenir du Congrès le vote d'une loi admettant exceptionnellement 207 000 réfugiés. Encore

cette admission n'a-t-elle été consentie qu'après de longs marchandages et manifestement contre la véritable opinion des représentants et des sénateurs. Ils ne semblent même avoir cédé qu'en échange de l'assurance (mais donnée par qui ?) qu'aucune révision de la loi McCarran ne serait proposée avant 1956. Il est permis de conclure que le renversement d'attitude issu de la première guerre mondiale correspond à une tendance de fond. La seconde guerre mondiale l'a confirmée : le peuple américain entend désormais conserver pour lui seul le privilège de son continent.

[p. 38]

Chapitre 5.

L'ASSIMILATION ET SES PROBLÈMES

I

[Retour à la table des matières](#)

Cet afflux massif d'éléments humains disparates, le fond national initial, traditionnel, est-il en mesure de l'assimiler ? Le fameux creuset des races fonctionne-t-il efficacement ? N'est-il pas soumis à une épreuve excessive ?

Qu'est-ce même en somme que l'assimilation ? À quoi s'agit-il d'assimiler tous ces étrangers, ces exotiques ? Les vieux Américains estiment qu'assimiler c'est, avec des immigrants quels qu'ils soient, faire des Anglo-Saxons semblables à eux-mêmes. Il y a cependant une alternative, qui consisterait, par cette fusion des races, à créer un peuple vraiment nouveau, non plus étroitement anglo-saxon, mais américain, selon une conception différente. C'était l'espoir, presque mystique, de Zangwill, ce prophète, quand il écrivait il y a un demi-siècle : « L'Amérique, c'est le creuset des races, le grand creuset de toutes les races de l'Europe, dans lequel elles seront fondues et reformées : le vrai Américain n'est pas encore né ! » De ces deux conceptions, la seconde tend à l'emporter par la force des choses, mais la première répond à l'instinct profond, de plus en plus nostalgique, des descendants de l'immigration première.

Dans le processus de l'assimilation, qui consiste à faire des Américains avec des étrangers, ces derniers ne réagissent pas tous de la même façon dans le creuset. Il y a ceux qui fusionnent facilement et en quelque sorte à basse température, ceux qui ne fusionnent que plus difficilement et à haute température, ceux enfin qui n'arrivent pas à fusionner tout à fait. Les Anglo-Saxons [p. 39] et

en général les Nordiques protestants, Anglais, Écossais, Hollandais, Scandinaves, s'assimilent vite et sans peine. C'est le fait d'une certaine communauté de langues et de races, d'une formation religieuse et sociale en somme assez voisine : même conception protestante de l'individu, même civisme, issus de la tradition calviniste, et l'on observe en effet que, quoiqu'ils parlent anglais, les Irlandais, parce que catholiques (peut-être aussi parce qu'« Irlandais »), restent longtemps distincts.

Dans une seconde catégorie, où l'assimilation se fait aussi mais plus lentement, figurent les immigrants non anglo-saxons, généralement catholiques, qui ont de la famille, de l'État, du clergé et de son rôle une conception différente : on les voit, surtout dans les grandes villes, rester longtemps compartimentés, maintenus par leurs prêtres en groupes séparés. Il s'agit de civilisations basées sur la famille ou le clan, ayant le sens des solidarités consanguines lié à un instinct héréditaire de l'épargne ; d'origine artisanale ou paysanne, ayant du travail une notion individualiste, ces témoins d'une phase antérieure de la production sont dépayés d'abord dans un pays d'équipe où tout tend à s'organiser mécaniquement et collectivement. Dans cette liste il faut ranger les Méditerranéens, les Slaves et en général les immigrants venus après 1880.

La capacité d'absorption de la société américaine est telle que tous les éléments européens finissent par s'y intégrer. C'est seulement avec les races non blanches que l'assimilation ne se fait pas, ou du moins, et pour cause, ne réussit pas à se faire intégralement. Les Nègres, par leurs mœurs, sont authentiquement des Américains, souvent plus Américains que bien des nouveaux venus, mais la couleur de leur peau les empêche de « passer ». Dans leurs « réserves », les rares descendants des Peaux-Rouges se défendent par une résistance passive, et les Mexicains, qui sont aussi des Indiens, demeurent bien des Exotiques. Les jaunes sont capables d'une parfaite assimilation à la vie des États-Unis, mais là encore la race constitue une barrière infranchissable.

Dans les trois cas entrent en jeu deux facteurs, qui sont en lutte : le milieu géographique hâte l'assimilation, l'hérédité la retarde. C'est invariablement l'histoire jetée dans le creuset de la géographie, mais en fin de compte c'est toujours celle-ci qui l'emporte. L'influence du milieu apparaît, notamment dans le nouveau monde, d'une extraordinaire puissance. Les immigrants, surtout ceux de la troisième phase, sont arrivés vieux, [p. 40] chargés de siècles : c'est l'Orient, parfois même l'Orient biblique, jeté sans transition dans le XX^e siècle américain, mais il s'ensuit un étonnant, un merveilleux renouvellement : le nouveau venu, qui généralement avait souffert en Europe, secoue et renie son passé, il repart pour une nouvelle vie, dans un environnement continental nouveau ; a-t-il des bras robustes et de l'énergie au travail, on ne lui demande rien d'autre (du moins avant la réaction nationaliste d'après 1918) et il se découvre une dignité d'homme qu'il ne se connaissait pas, celle de celui qui gagne sa vie librement et sans entraves. Il en conçoit pour le pays qui l'accueille ainsi une reconnaissance éperdue, y ayant trouvé, avec l'indépendance, un niveau de vie supérieur.

Stanley, le grand explorateur, qui fut l'un de ces immigrants, a donné, dans son *Autobiographie*, un vivant tableau de cet état d'esprit :

Peu de semaines après mon arrivée à la Nouvelle-Orléans, j'étais devenu tout différent de caractère et d'esprit. Le sentiment nouveau de ma dignité me faisait redresser de toute ma hauteur et me plongeait dans une sorte d'extase. Les deux pieds carrés du trottoir que j'occupais m'appartenaient bien et aucun homme au monde n'aurait pu me bousculer qu'à ses risques et périls... Ici la pauvreté et l'inexpérience n'avaient rien d'amoindrissant, elles n'étaient pas exposées au mépris de la richesse ou de l'âge mûr. C'étaient là de fières pensées, je respirais plus largement, mes épaules s'élargissaient, mon dos se redressait, mes pas s'allongeaient à mesure que me pénétrait ce sentiment nouveau d'indépendance. Il me faudrait des siècles pour éteindre l'affection que je ressens pour la ville où il me fut révélé qu'un enfant peut devenir un homme ¹.

C'est dans un esprit analogue qu'Adlai Stevenson, alors gouverneur de l'Illinois, pouvait dire, en juillet 1952, dans son discours d'accueil à la Convention démocrate de Chicago qui devait le désigner comme candidat à la Présidence :

Jusqu'à il y a trois ans, l'Illinois n'avait jamais eu, en cent ans, que trois gouverneurs démocrates : l'un, John Peter Altgeld, était un immigrant ; le second, Edward F. Dunn, était Irlandais ; le troisième, Henry Horner, était le fils d'un Allemand. Altgeld était protestant, Dunn catholique, Horner juif. Et cela, mes amis, c'est l'Amérique et c'est toute l'histoire américaine, telle qu'elle se reflète dans ces choix de notre parti, ici à Chicago, au milieu des prairies de l'Illinois.

[p. 41]

Comme on comprend, à la lumière de ces citations, la magnifique confiance de l'Américain dans son pays, son optimisme foncier, sa conviction que ce nouveau monde, qui est désormais le sien, représente sur la terre quelque chose de véritablement nouveau ! Telle est la formation américaine, sous réserve que cette atmosphère d'accueil appartient maintenant au passé, dans un milieu où l'immigration est devenue impossible.

Le rythme de l'assimilation obéit à des lois d'une rigueur presque physiologique. La première génération reste habituellement étrangère, s'accumulant en groupes compacts dans certains quartiers, conservant ses mœurs, ses costumes, sa langue : dans certaines rues de New York, on pourrait se croire, même aujourd'hui, à Naples, à Lisbonne ou à Odessa. Par l'école et sous l'action toute-puissante du milieu, la seconde génération s'adapte avec une étonnante aisance : les enfants refusent de parler la langue héréditaire de leur famille et du reste, le plus souvent, ont honte de leurs parents, qu'ils jugent ridicules par leur accent, leur aspect hirsute ; d'où des scènes pénibles, à vrai dire pathétiques. Ces jeunes cependant, Germano-Américains, Italo-Américains, connaissent leur origine, en portent la trace dans leur nom, leur physique, leurs souvenirs ; s'ils renient l'Europe, s'ils cherchent systématiquement à l'oublier, ils conservent une

¹ Henry M. Stanley, *Autobiographie*, tome I, p. 130.

instinctive sympathie pour les pays d'où leur famille est venue. Avec la troisième génération, tout aspect étranger a cessé d'être visible : l'allure est devenue 100 p. cent américaine ; on a éventuellement changé de nom (Troudeau est devenu *Waterhole*, Sbarboro, *Barber*), parfois de religion ; le type physique cependant persiste dans une large mesure, justifiant la thèse selon laquelle l'hérédité demeure présente.

Ce rythme se retrouve curieusement partout où il y a immigration, en Argentine, au Brésil, en France, le processus ne pouvant davantage être accéléré que dans les expériences chimiques, mais dans quelle mesure y a-t-il vraiment assimilation ? On voit aisément ce qui s'acquiert vite et sans peine : la langue, que les fils seuls parleront sans accent ; le costume et la coupe de cheveux, les vieux seuls conservant leur barbe hirsute ; *l'américan way of life*, auquel on tient à l'égal d'une religion ; surtout l'allure, l'attitude américaine, s'exprimant dans la recherche du succès, le progrès du niveau de vie, l'habitude de ne pas s'embarrasser du passé. On voit aussi ce que le candidat à l'assimilation a laissé derrière lui, ce qu'il a perdu en route en passant l'Océan : [p. 42] sa tradition ancestrale, que l'école américaine brise sans ménagement et qu'il est du reste le premier à renier ; sa façon européenne de réagir, selon des points de vue anciens adaptés à l'échelle réduite du vieux continent. Le déracinement est effectif, c'est comme si une tige avait été coupée : il y a certaines choses de l'Europe qui ne réussissent jamais à traverser l'Atlantique. Attention, cependant ! Ce déraciné devenu Américain prend bien en surface la suite de la tradition américaine, mais il ne l'a pas faite sienne ; il n'a pas acquis la formation morale du puritain, cet esprit protestant qui est le fondement de la nation ; il a pris l'extérieur, ce qui était facile, mais l'essence risque de lui demeurer étrangère : cet Italien qui sera devenu méthodiste, ce juif converti à l'anglicanisme et qui maintenant s'appelle Smith sont-ils d'authentiques Américains de nature à satisfaire les exigences des Pères de la Constitution ? Nietzsche écrivait dans *Zarathoustra* : « Il n'est pas facile de comprendre du sang étranger ; chaque peuple a son langage du bien et du mal : l'étranger ne le comprend pas. »

Des problèmes se posent ainsi, qu'avant la seconde moitié du XIX^e siècle les États-Unis n'avaient pas pressentis et l'on pense instinctivement à la comparaison du palimpseste, où des inscriptions plus anciennes transparaissent sous des inscriptions plus récentes. Sous un uniforme, sous un masque américain persistent des courants spirituels exotiques :

Les tentes posées par les nomades, chaque soir, dans un pays nouveau, écrit Barrès, n'ont pas la solidité des antiques maisons héréditaires, mais quelle joie pour ces errants de se mêler aux races autochtones et de dire avec elles l'hymne du matin, tandis que, pour l'embellir, la mémoire secrètement y mêle les chants appris la veille chez des étrangers.

La nation américaine a été formée, dans ce qui fait sa force essentielle, par le renoncement puritain générateur d'énergie et par cet esprit civique qui me paraît être la véritable épreuve d'une complète assimilation. Les gens qui, par la suite,

sont venus pour profiter plus que pour créer ont surtout emprunté au milieu nouveau des notions matérielles, succès, niveau de vie, qui ne sont pas dans la ligne de l'ancien idéal. De là, dans le fleuve puissant né de tous ces affluents, un courant singulièrement mélangé du meilleur et du pire : civisme anglais et scandinave, solidité allemande, sérieux hollandais, mais aussi génialité erratique irlandaise, réactions juives, pratiques méditerranéennes, [p. 43] influences orientales, que sais-je encore ? C'est sans doute visible à tous les yeux dans la pègre des gangsters ou les machines politiciennes qui lui sont parfois associées, mais ces présences lointaines existent même chez ceux qui sont le plus empressés à les renier. C'est souvent le dernier venu qui s'affirme agressivement le plus Américain, plein de dédain pour ces Européens dont hier encore il faisait partie. Dans sa *Case de l'Oncle Sam*, Henri Troyat a spirituellement évoqué pareille attitude protectrice de la part d'un de ses amis russes, fraîchement débarqué :

Ici, dit Boris, chacun est élevé dans l'idée de sa responsabilité à l'égard du prochain, c'est une sorte de politesse civique. – N'as-tu pas tendance à voir un peu trop l'Amérique en rose ? – Oh ! non, dit Boris, j'ai horreur de la politesse civique, mais que veux-tu, nous avons cela dans le sang. – Dans le sang ? Tu es d'origine russe, il me semble ! – Il y a trois ans que j'ai passé mon examen pour devenir citoyen des États-Unis, dit Boris avec indignation. Je n'osai le contredire.

II

L'assimilant anglo-saxon n'a pu digérer complètement la masse immigrante. L'immigration a pratiquement cessé depuis un quart de siècle : il subsiste néanmoins des blocs humains non intégrés, cependant qu'une présence étrangère latente demeure sensible, davantage peut-être qu'il y a cinquante ans. Dans les milieux étrangers, on se marie de préférence dans sa communauté d'origine : chez les Juifs et les Italiens de la côte Atlantique les mariages mixtes ne dépassent pas respectivement 10 et 15 p. cent, et l'on ne peut s'étonner que chez les Noirs ou les jaunes la proportion en soit presque nulle.

Le mélange, dans ces conditions, est long à se faire, de sorte qu'il y a lutte entre deux formations. C'est de l'ancienne que continue d'être issue l'élite agissante : elle doit sa force à sa tradition britannique lointaine, à ses principes moraux d'essence protestante ; c'est d'elle que Nietzsche eût pu dire : « Ils ne sont pas venus pour être heureux. » Mais très différent est le caractère des Américains issus de l'immigration du XIX^e siècle, surtout de la marée slavo-latine qui a envahi le pays à partir de 1880 ou 1890. La thèse de Gobineau *, fort à la mode

* À voir sur Les Classiques des sciences sociales :
<http://classiques.ugac.ca/classiques/gobineau/gobineau.html> [MB]

aux États-Unis lors de la première guerre mondiale, avait alors convaincu les milieux anglo-saxons et protestants que ces nouveaux venus ne [p. 44] pouvaient représenter qu'une humanité inférieure. L'expérience prouve cependant qu'individuellement le Méditerranéen, le Slave sont mieux doués, plus vifs, plus débrouillards, éventuellement plus créateurs en art et en science que le Nordique. Le succès récent de nombre d'Italiens, de Polonais, de Russes en est la preuve. L'influence de cette section du peuple américain s'est accrue d'autant, entraînant un progrès correspondant du catholicisme. Les États-Unis se sont de ce fait enrichis de possibilités que la seule hérédité anglo-saxonne ne leur eût certainement pas fournies. Il est vrai que la société américaine a été pénétrée en même temps d'une inspiration qui n'était plus celle de la Nouvelle-Angleterre : esprit de facilité matérielle, de jouissance, de profit sans le contrepoids d'une conscience exigeante. Si, selon le mot de Saint-Just en 1793, « le bonheur est une idée neuve en Europe », c'est une relative nouveauté que cette idée du bonheur ait fini par exprimer l'idéal américain : elle devait particulièrement séduire ces dernières recrues qui, comme les bas humains méprisés de Zarathoustra, avaient « abandonné les contrées où il était dur de vivre ».

Même quand il n'est pas d'origine strictement anglo-écossaise, mais Hollandais ou Scandinave, l'Américain de la tradition est toujours de tradition protestante et britannique. L'Angleterre lui a transmis sa langue, sa culture, sa littérature, son code de manières, sa législation, nombre de ses institutions et il appartient indéniablement de ce fait à la famille anglo-américaine. C'est lui qui tient, encore aujourd'hui, les véritables leviers de commande, non pas tant politiques (surtout municipaux) que sociaux ; en vertu d'une loi non écrite, certains postes de confiance, dans les universités, les églises et même les grandes affaires, lui appartiennent par une sorte de privilège : il suffit de considérer dans *Who is who* la composition des leaders sociaux pour en être persuadé. C'est comme une délégation implicite, en vertu de laquelle, selon le mot de ce prédicateur du XVII^e siècle, « Dieu a filtré toute une nation pour transmettre dans le désert une graine de choix » : une saine hérédité confirmée par une saine tradition. Les personnalités repérées dans le *Who is Who* comprennent 56 p. cent d'Américains ayant déclaré une affiliation religieuse, mais, sur ces 56 p. cent, les catholiques sont seulement 5 p. cent. Sur 34 présidents de la République, de Washington à Eisenhower, 28 sont d'origine britannique et 31 protestants (Jefferson, Lincoln, Hayes ne se sont déclarés [p. 45] membres d'aucune Église, encore qu'appartenant au protestantisme, au moins indirectement). En marge de cette tradition britannique il faut mentionner l'Allemagne, qui s'approche plus près de l'axe moral américain que les Slaves ou les Latins ; au cours de mes rencontres, je ne me rappelle pas avoir vu un président d'université Italien ou Russe d'origine.

L'étranger qui relève d'une tradition autre que nordique apparaît évidemment très différent. Cela se voit dans son nom, quand il ne l'a pas changé (on éprouve le besoin de demander aux gens comment ils s'appelaient à leur naissance), dans sa religion, catholique, juive, orthodoxe même, quand il ne s'est pas converti. Cela se

voit aussi au caractère brillant, parfois génial, de ses dons individuels (c'est parmi les « personnes déplacées » que la recherche atomique a trouvé quelques-uns de ses collaborateurs les plus brillants), mais l'esprit civique, héritage calviniste, n'est pas inné chez ces hommes, dont le mérite est plus personnel que social. S'ils parviennent, et de plus en plus, à des postes éminents, c'est en vertu d'une supériorité tout individuelle et souvent, comme les aventuriers, par les chemins de traverse. L'art, le théâtre, la littérature ont été longtemps, sont encore leur domaine, de même que la politique municipale et ces activités commerciales, éventuellement importantes, qui relèvent du trafic à l'orientale plutôt que de l'organisation économique à l'occidentale : Giannini, fondateur de la plus grande banque de dépôts des États-Unis et sans doute du monde, était un rude et fruste montagnard du Piémont, que j'ai encore pu connaître à San Francisco. Je me suis amusé, en 1925, à compulser les noms des musiciens du *Symphonic orchestra* de New York – il n'y avait que des consonances en *ski*, en *vich*, en *ino*, mais pas un ne s'appelait Smith ! L'exclusive qui écartait des positions d'influence les Slavo-Latins s'atténue rapidement. Elle existe cependant encore. S'il faut en croire un reportage du *New York Times*, en date du 9 juillet 1953, l'entrée dans telles écoles de médecine dans l'État de New York serait plus difficile pour les juifs, les Italiens catholiques, que pour les protestants. On ne peut nier qu'une barrière ne se soit souvent dressée devant ceux que ne favorisait pas une naissance anglo-saxonne et protestante, mais elle tend à être forcée, les Néo-Américains s'élevant de plus en plus nombreux aux étages supérieurs, où ils introduisent une influence catholique hier encore inconnue à ce niveau. La société américaine se pénètre [p. 46] ainsi de ferments qui l'enrichissent, mais sans accroître son unité morale.

Il ne faut pas ignorer cependant que l'élément étrange, n'a d'autre alternative que de s'intégrer dans l'armature anglo-saxonne léguée par le passé. Cette intégration, génératrice de conformisme, est l'épreuve d'une américanisation qu'il veut atteindre à tout prix, au point d'y prétendre par toutes sortes de surenchères, à la manière des nouveaux convertis. De ce point de vue, et encore qu'elle ait perdu sa pureté première, c'est donc malgré tout la conception anglo-saxonne qui reste victorieuse.

III

Il n'y a en somme pas de race américaine, pas plus du reste qu'il n'y a de race française, et nul pays n'a moins que les États-Unis le droit d'être raciste, mais il y a sans conteste un peuple américain. Américain, authentiquement tel, ce peuple l'est, non par ses traits physiques étonnamment disparates, mais par son allure, c'est-à-dire par sa façon de réagir, de sentir, de se comporter. Qu'il soit encore en voie de formation, mal fixé, c'est indéniable, mais il évolue dans un certain cadre, comportant essentiellement, avec la langue anglaise, un ensemble d'institutions

politiques et civiles imprégnées de protestantisme : c'est à cet environnement que les immigrants et leurs enfants doivent impérieusement s'ajuster.

Ce qu'il faut souligner surtout, c'est que ce peuple a coupé ses racines européennes. Le 100 p. cent est là depuis si longtemps ! Et l'immigré est venu pour oublier, entendant bien lui aussi devenir un 100 p. cent. C'est maintenant avec une rapidité croissante que la civilisation américaine se sépare de la tradition du vieux monde : elle perd le contact de la culture gréco-romaine, qui n'est plus pour elle une réalité, et si elle reste foncièrement chrétienne, c'est plutôt à la façon juive qu'à la façon grecque, éprise de témoignage plus que de raisonnement critique. Si l'assimilation a joué en américanisant des dizaines de millions d'immigrants, elle n'en a pas fait des Anglo-Saxons du vieux type, tout proches encore de l'Angleterre, mais un peuple nouveau qui, dans son américanisme, n'est pas si loin en somme du rêve mystique de Zangwill. La géographie a pris le pas sur l'histoire, le milieu sur l'hérédité.

[p. 47]

Chapitre 6.

LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION AUX ÉTATS-UNIS

[Retour à la table des matières](#)

Le peuplement des États-Unis s'est fait d'abord par immigration, puis surtout et enfin presque exclusivement par excédents de naissances. L'immigration, limitée au début à la côte Atlantique, s'est ensuite portée vers l'Ouest, soutenue par une série de migrations intérieures issues de l'Est, mouvement humain massif qui a abouti à la mise en valeur de tout un continent.

La colonisation de l'Ouest s'est opérée après les guerres de l'Empire et surtout après la guerre de Sécession. Le mouvement était à peu près achevé vers 1890, la « frontière » ayant reculé de plus en plus. Je me rappelle, juste après la traversée des Alleghanies, avoir entendu des gens s'écrier avec satisfaction : *We are getting West !* Mais il s'en trouvait d'autres, à Saint-Paul (Minnesota), pour dire avec une égale conviction : *Way down East in Chicago*, ce qui souligne à quel point cette notion d'Ouest, plus mystique que géographique, est mouvante. La côte du Pacifique est colonisée depuis la découverte de l'or en 1848, mais les premiers prospecteurs arrivaient par Panama et le premier transcontinental, l'*Union Pacific*, remonte seulement à 1870. L'histoire ne s'arrête pas là, car la seconde guerre mondiale a donné lieu au brassage de populations sans doute le plus important, entraînant une redistribution qui a modifié sensiblement le centre de gravité du pays.

[p. 48]

I

On distingue, au XIX^e siècle, deux courants migratoires principaux. Le premier, issu de la Nouvelle-Angleterre, se dirige vers l'Ouest par le Sud des Grands Lacs, à travers l'Ohio, l'Indiana, l'Illinois, l'Iowa, le Missouri, le Kansas, transplantant sur son passage la tradition puritaine des premiers colons du Nord-Est, établissant partout une élite de pionniers et de leaders, dont l'influence dirigeante est encore sensible aujourd'hui (c'est de façon analogue que les écossais presbytériens des Provinces Maritimes ont colonisé l'Ouest canadien). Un courant parallèle plus au Sud, issu de la Virginie, du Tennessee, peuplait la partie méridionale de ces mêmes États, amenant aussi des protestants, mais plus pauvres et d'un autre esprit, ayant souvent même le caractère de pauvres blancs (Lincoln, on le sait, provenait de cette origine).

La signification de cette double migration est essentielle, car elle a prolongé vers l'Ouest la différence originelle de deux types d'Américains, correspondant à deux tempéraments politiques, républicain au Nord, démocrate au Sud, la répartition géographique des votes étant encore déterminée, dans l'Illinois par exemple ou le Missouri, par cette origine distincte des électeurs. L'esprit du Centre-Ouest, devenu plus typique de la personnalité nationale qu'une Nouvelle-Angleterre envahie d'Irlandais, de Canadiens français et d'Italiens, s'explique largement par cette présence au cœur même du continent de véritables garnisons puritaines ayant pris la tête du progrès économique. Ces migrations initiales se sont par la suite ramifiées, d'une part droit vers l'Ouest et le Pacifique, d'autre part vers le Texas et la Californie du Sud par la *Santa Fé trail*, enfin vers le Montana et l'Oregon. Une tradition républicaine s'est ainsi imprimée au Nord-Ouest, et au Sud-Ouest une tradition démocrate.

Les courants de base sont dans le sens de la latitude, mais une migration continentale importante, venue du Nord, a, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, peuplé la Nouvelle-Angleterre de 1 000 000 de Franco-Canadiens, main-d'œuvre de l'industrie cotonnière : la langue française (une langue assez corrompue, il faut l'admettre), la religion catholique se sont ainsi implantées dans la partie traditionnellement la plus anglaise et la plus protestante du pays, contribuant à altérer sa pureté initiale.

[p. 49]

Les grands mouvements de population que nous venons d'évoquer sont antérieurs à 1914 et même à 1900, mais il s'est produit depuis lors des redistributions démographiques, dont la grande importance ne saurait être méconnue : populations plus pauvres attirées par des régions de niveau de vie

supérieur, classes sociales enrichies émigrant vers des climats plus agréables. La principale de ces migrations est celle qui, depuis la première guerre mondiale, a drainé vers les grandes villes du Nord une fraction massive des Noirs du Sud, dont l'industrie avait besoin comme main-d'œuvre, cependant qu'ils espéraient y trouver un traitement social meilleur. C'est ainsi que New York contient 1 000 000 de Nègres, Chicago plus de 500 000.

Cet attrait du Nord n'est pas limité aux Nègres. On estime en 1952 à 260 000 le nombre des Porto-Ricains établis à New York, où ils forment, en marge du quartier noir de Harlem, une pègre dont on ne peut se défendre dès l'instant qu'aucun visa d'immigration n'est requis en l'espèce, Porto-Rico étant possession américaine. Mais bien autrement massive, dans l'Ouest, le Sud-Ouest, la Californie, est la pénétration des Mexicains. Ceux-ci sont attirés par la perspective de salaires plus élevés que chez eux, encore que, d'un point de vue américain, ce soient souvent des salaires de famine. En raison de la mécanisation agricole la main-d'œuvre stable tend à disparaître des campagnes, aussi les cultivateurs sont-ils contents de disposer de ces travailleurs temporaires, frustes mais vigoureux, avec lesquels on se gêne d'autant moins qu'ils ont la plupart du temps passé la frontière en fraude, notamment en traversant à la nage le Rio Grande, d'où leur surnom de *Wetbacks* (dos humides) : sur une frontière de 1 600 milles¹, 600 hommes de police sont évidemment bien incapables de les empêcher de passer. On estime qu'en 1952 plus de 1 000 000 de ces Mexicains ont été employés aux États-Unis : on en a arrêté 635 000, qu'on a renvoyés de l'autre côté de la frontière, mais au fond l'Ouest, qui s'en accommode, souhaite que rien de décisif ne soit fait pour arrêter ce flux exotique, qui tend à devenir un aspect presque normal de la vie des États au delà du Mississipi, car moissons, travaux des mines et des routes ne se passeraient pas volontiers de pareil recrutement.

C'est que, refusant depuis une génération l'immigration [p. 50] régulière en provenance de l'Europe, les États-Unis ressentent un besoin chronique de cette main-d'œuvre de force qu'Américains et assimilés refusent de plus en plus de fournir, main-d'œuvre à proprement parler coloniale, qu'en vertu de la loi des vases communicants la différence des niveaux de vie appelle vers le Nord.

Par une sorte de chassé-croisé, tandis que les pauvres sont attirés vers le Nord, les riches ou enrichis sont attirés vers le Sud. La Floride se peuple de luxueux hivernants ou estivants qui en modifient le caractère, la pénétrant de foyers républicains, altérant l'intégrité ancienne de son esprit sudiste. La Californie du Sud, après la prospérité agricole de la première guerre mondiale, a reçu toute une population de fermiers de l'Iowa et du Kansas, cherchant sur les rives du Pacifique un climat plus clément : ils forment à Los Angeles une classe spéciale de retraités, apportant paradoxalement dans ces régions d'atmosphère latine je ne sais quelle influence protestante du Centre-Ouest. Il faut mentionner, dans une

¹ Rappelons que le mille anglais équivaut à 1 km 609 m.

catégorie analogue, la migration de qualité qui attire vers l'altitude et les ciels sans nuages du Nouveau-Mexique ou de l'Arizona des colonies sélectionnées de malades ou de convalescents, de peintres, de poètes ou d'écrivains : Santa Fé, Taos sont de petits foyers artistiques et littéraires, où le souvenir de D. H. Lawrence demeure vivant.

Mais le mouvement séculaire lié à la mise en valeur du territoire se poursuit, non plus seulement vers l'Ouest, mais vers le Sud. Jusqu'à la première guerre mondiale, le vieux Sud, encore marqué du sceau de la défaite, était resté somnolent et à l'écart. Dès après 1918 a eu lieu la migration de l'industrie cotonnière des États du Nord-Est vers la Caroline du Nord, la Géorgie, l'Alabama : les trois quarts de ses broches et métiers sont désormais dans cette partie du pays. Puis sont venus les booms d'après la seconde guerre mondiale, qui ont sensationnellement développé le Texas et sont en train d'industrialiser les États du bas Mississippi avec une étonnante rapidité. Ce double développement n'est du reste qu'une suite de l'activité économique prodigieuse dont la dernière guerre a été l'occasion, l'État ayant pris en main, pour l'organiser, la diriger, l'orienter, l'ensemble de la production nationale, tendue vers les fins de la victoire. Des déplacements massifs de main-d'œuvre se sont produits de ce fait, portant sur des effectifs évalués à huit millions d'hommes. La répartition ancienne de la population en a [p. 51] été sensiblement affectée, car, si beaucoup de ces déplacements étaient temporaires, nombreux sont ceux qui, ayant apprécié l'agrément de milieux et de climats meilleurs, ont décidé de s'y fixer.

La direction générale du mouvement est vers l'Ouest, qui, dans la période décennale de 1940 à 1950, s'est accru dans la proportion de 39,8 p. cent, l'accroissement national moyen étant de 14,3 p. cent. La côte Pacifique, qui vient en tête, a gagné 47,6 p. cent, la région des Rocheuses 21,6 p. cent, le Sud-Est Atlantique 18 p. cent. Ce sont les États du Sud-Ouest et du Pacifique qui se sont le plus accrus : Californie, 51,9 p. cent ; Arizona, 49,3 p. cent ; Nevada, 43,6 p. cent ; Oregon, 38,8 p. cent ; Washington, 36,1 p. cent ; mais la Floride, de son côté, a gagné 44,6 p. cent. Ce progrès s'est fait dans une certaine mesure au détriment du Nord-Ouest et de l'Ouest proprement dit, de certains États du Sud également : l'Oklahoma a perdu 4,8 p. cent de sa population, le North Dakota 3,7, l'Arkansas 2,4, le Mississippi 0,5 p. cent, cependant que dans l'Iowa, le Kansas, le South Dakota, le Nebraska, les gains sont si minimes qu'ils correspondent à une stagnation.

Au lendemain de la première guerre, l'attraction avait été indéniablement vers le Centre, mais elle joue maintenant en faveur des régions excentriques. L'industrie, libérée du charbon, n'est plus comme autrefois liée au sol, à certains sols, et la crainte nouvelle des bombardements lui déconseille une concentration excessive à l'Est ou au Nord ; il faut ajouter que, le besoin de confort se substituant à l'ascétisme du pionnier, on se résigne de moins en moins aux rudes climats dont les générations antérieures s'étaient contentées. Le XX^e siècle n'a pas pour les impératifs de la nature la déférence de son prédécesseur.

II

L'importance respective des diverses régions s'est notablement modifiée dans l'intervalle des deux derniers recensements. En 1940, les dix États les plus peuplés étaient par ordre : New York, Pennsylvanie, Illinois, Ohio, Californie, Texas, Michigan, Massachusetts, New jersey, Maryland. Un 1950, l'ordre n'est plus le même : New York, Californie, Pennsylvanie, Illinois, Ohio, Texas, Michigan, New jersey, Massachusetts, Caroline du Nord. Trois États monstres ont plus de 10 000 000 d'habitants : [p. 52] New York, Californie, Pennsylvanie. La Californie, devançant la Pennsylvanie, l'Illinois et l'Ohio, passe du cinquième au deuxième rang. Si l'Est demeure de beaucoup le foyer démographique le plus dense, l'Extrême-Ouest tend à lui faire contrepoids.

Ce déplacement d'équilibre se répercute politiquement sur la répartition géographique des 531 votes présidentiels (435 sièges de la Chambre des représentants au prorata de la population, plus 96 sièges sénatoriaux à raison de deux par État) : trois États disposent d'un bloc massif de plus de 30 votes (New York 45, Californie et Pennsylvanie chacune 32). Quatre autres États disposent de plus de 20 votes : Illinois 27, Ohio 25, Texas 24, Michigan 20. Dans ces conditions l'Est reste sans doute la source principale des voix, mais, par rapport à 1946, les trois États du Pacifique ont passé de 34 votes à 41, le Sud-Atlantique de 56 à 60. La Californie, qui avait 23 votes, en a maintenant 32, le Washington a passé de 6 à 7, la Floride de 6 à 8, le Texas de 23 à 24. Par contre, New York tombe de 47 à 45, la Pennsylvanie de 35 à 32, l'Illinois de 28 à 27. Ces déplacements sont significatifs d'un changement de centre de gravité démographique, dont le recensement de 1950 nous permet de mesurer la portée.

Le 18 octobre 1951, le bureau du Census a officiellement annoncé par radio que le centre de gravité de la population des États-Unis se situe, en 1950, à 8 milles au Nord-Ouest d'Olney, dans le Sud-Est de l'Illinois, près de la frontière de l'Indiana. En vue du calcul de cette position, le territoire national est considéré comme un plan absolu, les habitants étant supposés avoir tous le même poids : si un pivot pouvait être placé sous ce plan, le centre de gravité serait à l'endroit où le plan serait en équilibre parfait par rapport au pivot ; chaque individu, dans ces conditions, exerce par sa position géographique son influence sur cet équilibre, qui reflète de la sorte, de la façon la plus sensible, les déplacements de population lors de chaque recensement décennal.

Depuis 1790, date du premier calcul, le déplacement a été de 644 milles, le centre initial étant à 23 milles au Nord de Baltimore. Ensuite, le mouvement a toujours été en direction de l'Ouest, se maintenant à peu près sur l'axe du 39° parallèle, avec une tendance peu accentuée vers le Sud : il avait dépassé l'Ohio en 1890, il était en 1940 dans l'Ouest de l'Indiana. Cette orientation persistante

correspond au développement de la [p. 53] mise en valeur du continent, dont l'intensité s'est accrue de façon frappante à partir de 1850. Pendant la période décennale de 1850 à 1860, le centre s'est déplacé de 81 milles, passant alors de la Virginie occidentale à l'Ohio. Entre 1860 et 1870, le déplacement a été de 42 milles vers l'Ouest et de 7,6 vers le Sud. Le centre est actuellement au point le plus méridional de toute l'histoire des États-Unis, ce qui prête à des conclusions intéressantes.

La carte industrielle du pays se transforme rapidement. Il n'y a plus, comme antérieurement, de région ayant le monopole de l'industrie : on tend au contraire à produire industriellement partout ; d'autre part, les progrès de la technique agricole permettent la mise en valeur de terrains nouveaux avec une main-d'œuvre réduite, dans des conditions différentes du passé ; telles parties du pays, hier relativement négligées comme le Sud, attirent maintenant l'attention, sont l'objet d'une sorte de colonisation. Ajoutons enfin, comme facteur important du mouvement vers l'Ouest, la répartition industrielle résultant de la guerre, notamment en ce qui concerne l'aviation, la construction navale, l'automobile.

La première guerre mondiale n'avait pas eu cet effet entre 1910 et 1920, le déplacement de centre de gravité vers l'Ouest n'avait été que de 10 milles ; la concentration de l'industrie de guerre s'était opérée principalement sur l'Est et le Centre-Ouest, attirant vers le Nord une importante migration noire. C'est seulement après 1918 que des glissements de population sensibles se sont manifestés vers la côte du Pacifique. Mais cette fois les déplacements ont pris un caractère massif, du fait de la politique qui visait, pour des raisons stratégiques, politiques ou de rendement, à décentraliser systématiquement la production. C'est pour ces raisons que l'Ouest, l'Extrême-Ouest, le Sud pèsent désormais d'un poids dont il faut tenir compte dans l'équilibre, non seulement économique mais politique du pays. Une erreur commune aux voyageurs était déjà de ne pas attribuer au versant du Pacifique une importance suffisante. Cette erreur est devenue impardonnable.

Sans doute le centre de gravité de la population, notion purement théorique, ne donne-t-il pas une idée réelle des conditions économiques et sociales infiniment complexes de son groupement, mais son déplacement persistant est significatif. Entre les deux guerres, le foyer effectif de la puissance industrielle [p. 54] avait passé à la région des Grands Lacs, au cœur même du continent. La tendance est maintenant périphérique, en ce sens que les États qui ont le plus progressé depuis quinze ans ne sont pas ceux du Centre, mais ceux de la côte Pacifique ou du Golfe. Le tout dernier développement industriel est au Texas et dans le bas Mississippi. Il faut probablement signaler, parmi les causes profondes de cette modification d'équilibre, l'ouverture du canal de Panama, qui a permis à des États hier encore excentriques comme la Californie d'entrer en communications directes avec la côte Atlantique et l'Europe et en conséquence de devenir industriels. De ce point de vue, le Centre, surtout si l'on songe que les minerais du Lac Supérieur tendent à s'épuiser, se trouve handicapé par rapport aux régions possédant un front

maritime. Cela ne signifie pas que l'Est, zone des capitales, des traditions industrielles et financières, que le Centre-Ouest, expression la plus authentique de la puissance économique américaine, soient en déclin : c'est bien toujours là que reste le foyer animateur. Mais le tableau complémentaire simplifié d'un Est industriel et financier s'opposant à un Ouest agricole et minier a certainement cessé d'être vrai.

[p. 55]

Chapitre 7.

TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES GÉNÉRALES DU PEUPLE AMÉRICAIN

I

[Retour à la table des matières](#)

Depuis l'Indépendance, le progrès numérique de la population des États-Unis a été constant et dès maintenant le chiffre de 160 000 000 est dépassé.

Les chiffres décennaux d'accroissement ont été de plus en plus forts :

1800-1810	1 931 398
1850-1860	8 251 245
1890-1900	13 046 861
1900-1910	15 977 691
1920-1930	17 064 426
1930-1940	8 894 229
1940-1950	18 886 317

On notera seulement l'effet de la grande dépression sur la période tout exceptionnelle de 1930 à 1940, mais, en faisant le pourcentage des taux d'accroissement, on constatera qu'ils tendent à diminuer : s'ils restent supérieurs à 30 p. cent avant 1880 et à 20 p. cent jusqu'en 1910, ils descendent ensuite au-dessous de ce niveau :

1910-1920	14,9 p. cent
1920-1930	16,1 p. cent
1930-1940	7,2 p. cent
1940-1950	14,3 p. cent

[p. 56]

Le résultat n'en demeure pas moins massif : parmi les nations c'est le quatrième bloc humain par le nombre, incontestablement le premier par l'efficacité productrice et la puissance.

Dans ce développement le facteur de l'immigration est important, mais non décisif : sur un accroissement total de 145 077 129 habitants entre 1800 et 1950, elle en a fourni 38 325 484, soit 26 p. cent. Ce pourcentage a du reste varié selon les périodes : 22,6 p. cent entre 1820 et 1880, 42 p. cent entre 1880 et 1910, 28 p. cent de 1920 à 1930, 6 p. cent de 1930 à 1950. Il est maintenant réduit pratiquement à rien, de sorte que le développement démographique ne dépend plus que du rapport entre la natalité et la mortalité. Les résultats de la période 1940-1950, correspondant au *Baby boom* (boom de la natalité), prouvent que, sans l'immigration, le progrès, relatif comme absolu, peut demeurer important et même presque sensationnel.

Il y avait eu, depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, une tendance persistante à la baisse de la natalité. Venue de plus de 30 p. 1 000, elle était encore de 25,1 en 1915, mais avait baissé jusqu'à 16,7 en 1936. Aux yeux des contemporains le mouvement paraissait irréversible et répondant à des conditions démographiques destinées à devenir permanentes. Les États-Unis étaient par excellence le pays des petites familles, strictement limitées par un *birth control* généralisé qui faisait de la reproduction un acte conscient ; l'état d'esprit était, non pas hypocritement mais ouvertement, malthusien : on ne voulait plus croire aux grands nombres à l'âge de la machine et les grandes familles, ridiculisées, faisaient presque scandale. Si le taux de natalité restait, par rapport à tels pays européens, aussi élevé, c'était en raison de la fécondité des immigrants non encore assimilés, des fermiers de l'Ouest, des pauvres blancs du Sud, tous milieux en retard sur une mode acquise partout ailleurs.

Aussi est-ce avec étonnement qu'on a constaté, à partir de 1940 et surtout de 1945, un renouveau absolument inattendu de la natalité, passant à 21,5 p. 1 000 en 1943, 25,8 en 1947, se maintenant à 23,5 en 1950. Le nombre des naissances, d'environ 2 000 000 à 2 500 000 entre 1935 et 1942, dépassait 3 000 000 à partir de 1946, 3 500 000 à partir de 1947. Quelles étaient les causes de ce renversement de tendance qu'aucun expert n'avait prévu ? La guerre, sans doute, dont les effets dans ce sens sont partout les mêmes : on hâte les mariages en prévision des appels et, au retour des démobilisés, une foule de naissances différées [p. 57] s'accumulent, cependant que la loi américaine accorde un délai d'appel militaire aux maris dont la femme attend un enfant. En 1950, la guerre de Corée renouvelle ces conditions, génératrices d'une fécondité exceptionnelle. Ces causes circonstanciées ne suffisent pas à expliquer le mouvement et il faut faire entrer en jeu un changement durable dans les mœurs : la mode était depuis plusieurs générations à la petite famille, souvent limitée à un seul enfant, mais il semble maintenant qu'on en accepte volontiers trois ou quatre ; en 1940, 18,6 p. cent des

femmes avaient un deuxième enfant, or en 1950 cette proportion s'est élevée au-dessus de 30 p. cent, la tendance étant la même pour la troisième et la quatrième naissance. Loin de presque ridiculiser comme naguère la famille élargie, on paraît la considérer avec faveur, comme exprimant la vitalité de la race. Dans la recherche des explications, on est tenté cependant de se rappeler en l'espèce le dicton scandinave, selon lequel « l'Arbre Ygdrasyl bourgeonne et se dessèche selon des lois trop profondes pour être scrutées ». Il se peut du reste que ce sursaut soit simplement temporaire et que la tendance de fond vers la baisse de la natalité reprenne insensiblement. Le *Baby boom* n'en marque pas moins un phénomène démographique important, dont les effets se feront sentir longtemps.

Les conséquences en seront d'autant plus sensibles que le taux de mortalité est en baisse constante depuis le début du siècle : 17,2 p. 1 000 en 1900, 13 p. 1 000 en 1920, 9,6 p. 1 000 en 1950, sans que la guerre ait en rien contredit la tendance. Cette orientation est due au fait que l'immigration, puis ensuite la reprise de la natalité, ont accru le pourcentage des jeunes, mais surtout aux progrès sensationnels de l'hygiène, notamment de l'hygiène sociale, dans un pays neuf, non encombré, où les mesures sanitaires sont respectées et efficaces. Le taux de survie, dans ces conditions, est élevé (13,9 p. 1 000 en 1950), entraînant un accroissement annuel de trois à quatre millions d'Américains.

À la veille de la seconde guerre mondiale, les experts croyaient unanimement à une baisse continue de la natalité devant entraîner statistiquement une hausse de la mortalité par accroissement de l'âge moyen ; ils prévoyaient en conséquence, dans un pays désormais sans immigration, un ralentissement du rythme de progrès de la population. Celle-ci, pensaient-ils généralement, atteindrait péniblement un niveau de [p. 58] 180 000 000, pour s'y maintenir ensuite comme à une sorte de palier. De ces évaluations et de leur signification se dégagait toute une philosophie sociale, celle du mépris des grands nombres dans une civilisation mécanique, s'accommodant et même se prévalant du malthusianisme. Dans les conférences démographiques internationales, un conflit, parfois violent, se déclarait invariablement entre les champions de la famille nombreuse et les tenants américains du *Birth control*, les uns et les autres également intransigeants. On conçoit dans ces conditions que le catholicisme, hostile par principe à toute limitation volontaire des naissances, dût figurer aux États-Unis comme un corps étranger.

Les prévisions se sont maintenant renversées : avec 4 000 000 de naissances annuelles et une mortalité restant au niveau le plus bas, il est normal d'atteindre un accroissement de 30 000 000 à 40 000 000 d'ici vingt-cinq ans, même en tenant compte d'un ralentissement vraisemblable de la natalité et d'un relèvement éventuel du taux de mortalité dû à un âge moyen grandissant ; les 200 000 000 seraient ainsi atteints vers 1975. Le ton des commentaires change en conséquence et, comme tous les peuples, les Américains sont séduits par le prestige d'une population nombreuse : on vante la fécondité américaine, preuve de vitalité, de puissance nationale.

II

En se développant avec les années, le peuple américain passe de la jeunesse à une certaine maturité démographique, mais il continue d'évoluer, avec une rapidité éventuellement déconcertante. De ce fait, il n'est plus aujourd'hui ce qu'il était hier, et demain il sera encore différent, ce qui comporte un changement psychologique correspondant. Il y a curieusement tendance au vieillissement, et en même temps persistance des traits de la plus extrême jeunesse.

Un progrès certain de la maturité s'exprime dans la diminution relative de la masculinité. Au début du siècle, l'intense immigration de la vague slavo-latine avait amené aux États-Unis, ce qui est normal, plus d'hommes que de femmes : en 1900, il y avait 110 hommes pour 100 femmes. Il en avait été de même dans la colonisation de l'Ouest au XIX^e siècle, notamment en Californie, où, lors du boom de l'or, les premiers *settlements* ne [p. 59] contenaient pour ainsi dire aucun élément féminin. Les conséquences sociales de pareil phénomène sont de grande portée, dès l'instant qu'en vertu de la loi de l'offre et de la demande, qui jouait en l'espèce, la femme a traditionnellement fait prime aux États-Unis, d'où la situation privilégiée qu'elle y occupe. Mais avec les années et surtout avec l'arrêt de l'immigration, la tendance a été vers l'équilibre des sexes, 101 hommes pour 100 femmes en 1940, et même vers la prédominance numérique de celles-ci, 98 hommes pour 100 femmes en 1950.

Il s'agit sans doute là d'une moyenne globale, car si l'Est et le Sud ont plus de femmes, l'Ouest au contraire a plus d'hommes, et d'autant plus qu'on s'avance vers le Pacifique : 115 hommes pour 100 femmes dans le Montana, 109 dans le Washington. Mais plusieurs États de l'Ouest sont en train d'évoluer dans le même sens que l'Est et le Sud : entre 1940 et 1950, l'Illinois par exemple passe de 101 à 95,5 hommes pour 100 femmes, la Californie de 103 à 97,6, la raison étant qu'en Californie c'est une migration, non une immigration de l'ancien type qui a récemment peuplé l'État, tandis que dans l'Illinois il n'y a eu ni immigration ni migration, mais simple accroissement naturel.

On peut se demander dans ces conditions si la suprématie féminine, trait distinctif et qui semblait permanent de la société américaine, n'a pas atteint, et même dépassé, son point culminant ? La femme est traditionnellement reine aux États-Unis, toujours sollicitée et n'ayant qu'à choisir entre de nombreux cavaliers se chargeant généreusement des dépenses de la sortie commune. Il se pourrait que demain il n'en soit plus tout à fait ainsi et que, comme en Angleterre, les avances n'incombent plus toujours au côté masculin. Une enquête récente a montré qu'une femme distinguée dans l'Est a moins de chance de trouver mari qu'une femme médiocre au Texas : s'il est vrai que les hommes redoutent les femmes distinguées, le fait n'en prouve pas moins que la relation numérique entre les

sexes joue en l'espèce comme un facteur important. On se trouve ainsi en présence d'un mouvement à longue échéance et de grande portée sociale, qui marque aux États-Unis la fin d'une première jeunesse démographique.

C'est le cas particulier d'un courant général tendant à l'accroissement de l'âge moyen : celui-ci, qui était en 1826 de 17 ans, s'est élevé à 30 en 1950. Il y a en conséquence plus de [p. 60] vieux : les plus de 65 ans se sont accrus de 36 p. cent entre 1940 et 1950, les 45 à 64 ans de 16,7 p. cent. Si 25 p. cent des plus de 65 ans sont en mesure de gagner des salaires d'appoint, les trois quarts d'entre eux doivent vivre d'épargnes, de pensions ou d'aide familiale, ce qui signifie que des préoccupations toutes nouvelles s'imposent maintenant à un nombre croissant d'Américains. Ce peuple n'avait eu jusqu'ici qu'une psychologie de jeune, ne pensant ni à la mort ni à la vieillesse, confiant dans sa capacité de travail et sa certitude (ébranlée depuis la dépression) de trouver quand il le voudrait des emplois. Un souci nouveau se fait jour maintenant, celui de la sécurité : l'âge vient pour beaucoup, cependant que le chômage apparaît comme une menace possible. Il y a toujours eu aux États-Unis un souci de prévoyance, s'exprimant sous la forme classique de l'assurance, mais la grande dépression a déclenché des épreuves qui n'étaient plus à la mesure des précautions individuelles, de sorte qu'on a passé avec le *New Deal* à l'étape de la politique sociale : la campagne du docteur Townsend en faveur des vieux a connu un immense succès, plusieurs États donnent des pensions et, dans les réclamations des syndicats ouvriers, on a vu plusieurs fois l'organisation de la sécurité primer un accroissement de salaires. Il y a là, dans la psychologie américaine, un aspect qui marque un éloignement croissant de la pure jeunesse.

C'est dans ce courant, qui semblait à sens unique, que surgit le courant contraire du *Baby boom*. Alors que la population s'est accrue globalement de 14,5 p. cent, le groupe des « moins de 10 ans » s'accroît, entre 1940 et 1950 de 39,3 p. cent. Ce rajeunissement par le bas, même s'il n'est que temporaire, modifie l'atmosphère. Il y a quinze ans, on ne parlait que d'hôpitaux, de maisons de retraite, de petites voitures, de pensions. Il s'agit maintenant d'équiper le pays pour cette recrue qu'on n'attendait pas : appel massif d'instituteurs, construction d'écoles, politique accentuée de logements, mais aussi fourniture de matériel scolaire, fabrication de jouets, bref tout ce qui concerne l'enfance... Aussi parle-t-on, – car on est en Amérique, – d'un nouveau boom auquel les affaires doivent se préparer. Les États-Unis retrouvent là leur vraie génie. On les reconnaissait mal quand il n'était question que de dépression, de restrictions, de sécurité, de retraites. Il faut, pour que ce pays soit lui-même, qu'il demeure invariablement tourné vers la hausse.

Quelle que soit cette reprise de jeunesse, c'est malgré [p. 61] tout vers un état de maturité qu'évolue le pays. Des complexes de défense apparaissent auprès des complexes d'expansion, ce qui ne peut manquer d'entraîner des conséquences profondes sur le caractère américain. L'influence européenne, qui du fait de l'immigration avait été prépondérante, tend à diminuer, laissant la première place

à celle d'un climat géographique dont les effets lointains sur la race restent encore inconnus. Sous son action se forme peu à peu une race nouvelle, biologiquement différente par son cycle nerveux des peuples de l'Europe. À sa vitalité se joint une instabilité comportant des oscillations plus marquées, de l'attention à la distraction, des joies de l'action au surmenage pathologique générateur des *break downs*, des engouements à leurs contraires, cependant que la perfection même des mécanismes modernes pourrait à la longue susciter en elle une certaine paresse de l'esprit par respect excessif des recettes techniques et des experts. Il s'agit d'un nouveau type d'hommes, expressif d'une civilisation industrielle à laquelle le nouveau monde a permis de prendre tout son développement.

[p. 62]

Chapitre 8.

LA QUESTION NOIRE (LE LEGS DU PASSÉ)

I

[Retour à la table des matières](#)

Il y a aux États-Unis trois minorités qui ne sont pas ou pas encore complètement assimilées : les Catholiques, les juifs et les Noirs ; les deux premières le seront ou pourront l'être, la troisième non, d'où la gravité du problème de la couleur.

Au recensement de 1950, les Noirs sont 14 894 000, 9,8 p. cent de l'ensemble de la population, alors que les chiffres de 1940 étaient 12 812 000 et 9,7 p. cent. Il s'agit d'un bloc qui, s'il n'accroît pas proportionnellement sa place, grandit absolument de dix en dix ans et en tous cas maintient une présence hétérogène massive, de telle sorte qu'il n'y a, qu'il ne peut pas ne pas y avoir, une question noire. La définition du Nègre varie selon les États : en général on est qualifié tel si l'on a un huitième de sang noir, c'est-à-dire un grand-père ou une grand'mère de couleur, mais il suffit souvent d'avoir *any negro blood* : une seule goutte suffira. La notion est passionnelle, plus que juridique ou même simplement ethnique.

Avant 1914 la presque totalité des Noirs étaient dans le Sud, mais à partir de la première guerre mondiale une importante migration en a attiré plusieurs millions vers le Nord, du Sud-Est Atlantique vers la Pennsylvanie, New York et la Nouvelle-Angleterre, du bas Mississippi vers l'Ohio, le Michigan, l'Indiana, l'Illinois : on y avait besoin d'eux comme main-d'œuvre industrielle et ils espéraient y trouver un traitement meilleur. Si la grande majorité reste dans les treize États du Sud, – 9 530 000, en 1947, soit 64 p. cent, – il y a maintenant [p.

63] dans les États du Centre et de l'Est 4 600 000 Noirs, soit 30 p. cent, et les États du Sud-Ouest et du Pacifique en ont reçu, du fait de migrations récentes, 892 000, soit 6 p. cent. Les États ayant le plus fort pourcentage d'hommes de couleur sont ceux du Sud, où ils constituent des blocs massifs : Mississippi 49 p. cent, Caroline du Sud 43 p. cent, Alabama 35 p. cent, Géorgie 34 p. cent, Floride 27 p. cent, Arkansas 25 p. cent, Virginie 24 p. cent, sans oublier le district fédéral où ils sont près d'un tiers. Les villes ayant la plus forte population noire sont celles de l'Est et du Centre : New York 819 000, Chicago 447 000, Philadelphie 439 000, Detroit 348 000, Washington D. C. 286 000, chiffres qui continuent de s'accroître rapidement, car l'effectif doit actuellement dépasser 1 000 000 à New York et 500 000 à Chicago. Il s'agit, dans le Nord, d'un élément aux neuf dixièmes urbain, tandis que dans le Sud c'est une population aux deux tiers rurale, formant souvent des majorités locales compactes. C'est ainsi qu'est née, dans des communautés blanches éventuellement réduites à d'infimes minorités, une hantise de l'envahissement noir que les statistiques ne justifient pas.

II

On sait comment cette population, si différente de tout ce qui l'entoure, se trouve là : ce sont les descendants des esclaves importés d'Afrique à l'époque coloniale par les planteurs du Sud, avides d'une main-d'œuvre exotique adaptée à un climat déjà tropical. Le besoin ne s'en faisait pas sentir dans le Nord. L'esclavage, pour cette raison, ne s'y était pas développé, mais il avait connu une recrudescence dans la seconde moitié du XVIII^e siècle quand la découverte de la machine à trier le coton, stimulant sa culture dans les États sudistes, y avait accru la demande de main-d'œuvre servile. Quand la traite eut été abolie en 1808, la Virginie, le Maryland se mirent à faire un véritable élevage de Noirs pour les vendre dans le Sud, où l'esclavage survivait à la traite. En 1820, alors que le Nord avait 5 152 000 habitants, tous Blancs, le Sud en avait 2 966 000, dont 1 518 000 esclaves, soit 51 p. cent de sa population.

Les réactions à l'égard de l'esclavage étaient différentes selon les régions et même contradictoires. Le Nord le jugeait scandaleux, mais le Sud le considérait comme une institution normale nullement contraire aux exigences de la religion. Il [p. 64] n'était du reste pas question d'en contester l'existence là où il existait, mais que ferait-on dans les nouveaux États se constituant dans l'Ouest à mesure que celui-ci se colonisait ? Seraient-ils esclavagistes, seraient-ils libres ? Selon la réponse on aboutirait à deux conceptions entièrement différentes du travail, de la société, de la vie elle-même, contradiction susceptible de mettre en péril l'unité même du pays, car, sur une question de cette importance, celui-ci ne saurait à la longue s'accommoder de deux statuts incompatibles, *half slave and half free* (mi-esclave, mi-libre) selon la formule fameuse de Lincoln. La crise est inévitable,

mais on la recule par des demi-mesures. Le compromis de 1850 admet l'esclavage au Sud du 36° degré de latitude, mais au Nord de cette ligne il appartient à chaque État de décider s'il le reconnaît ou l'interdit. Ce n'est pas une solution, car le Nord ne supporte qu'avec une impatience croissante un régime qu'il condamne, tandis que le Sud redoute qu'il ne se forme finalement une majorité d'États acquis à la liberté et tentés de l'imposer.

C'est ainsi que le problème prend peu à peu la première place dans les discussions fédérales. Les politiques, soucieux de maintenir l'Union, admettent pour le Sud une institution qu'ils réprouvent, mais, en 1832, s'est fondée à Boston la Société pour l'abolition de l'esclavage, qui, elle, place la question sur le terrain moral : la conscience chrétienne et humaine ne saurait tolérer davantage un régime incompatible avec les principes sur lesquels doit reposer l'unité de la nation ! Le Sud alors, qui commence à comprendre tout ce que cette position implique, en vient à se dire qu'il tient au fond à l'esclavage plus qu'à l'Union. Lincoln, qui se classe parmi les moralistes par son idéal humain mais parmi les politiques par son souci primordial du maintien de l'Union, accepte de tolérer l'esclavage au Sud, mais conclut qu'il ne devra s'étendre à aucun nouvel État, et c'est sur ce programme qu'il est élu en 1860 à la présidence de la République. Le Sud alors fait sécession, déclenchant une guerre qui ne se terminera en 1865 que par sa totale défaite.

Le Nord vainqueur abolit l'esclavage (XIII^e amendement), confère aux Noirs les droits du citoyen (XIV^e amendement), imposant par la force aux vaincus le régime abhorré de la « Reconstruction », saturnale de Nègres déchaînés et de *carpet baggers* (aventuriers venus du Nord). Le souvenir en subsiste encore aujourd'hui, avec une rancune tenace que le temps n'a pas [p. 65] abolie. Les Blancs du Sud cependant ne se sont pas soumis. Par une résistance locale obstinée ils reprennent peu à peu possession des gouvernements d'États où s'étaient installés des cliques de Nègres et de politiciens, et les esclaves libérés sont de nouveau réduits, par une législation à vrai dire inconstitutionnelle, à une sorte de servage. Ainsi le Nord, quoique vainqueur par les armes, n'a pas réussi à faire prévaloir son point de vue : le Sud reste aux États-Unis quelque chose de spécial.

En ce qui concerne les relations entre les races, l'esclavage était une mauvaise solution, mais c'était une solution : le Noir était intégré dans une société ethniquement hiérarchisée où il avait sa place ; en dépit d'abus affreux, il était dans une certaine mesure membre de la famille, admis parfois à exercer sur ses maîtres une grande influence. Mais que faire désormais de l'esclave libéré ? L'égalité absolue, affirmée par les XIII^e et XIV^e amendements, est-elle acceptable ? Faut-il au contraire, selon une formule courante dans le Sud, *keep the negro in his place*, c'est-à-dire le maintenir sous le talon ? La première alternative aboutit à la longue à l'intégration, la seconde immédiatement à la ségrégation. Étant donné l'importance du bloc des gens de couleur, le problème ne peut être éludé, ni dans le Sud où il est pressant, ni maintenant dans le Nord où il devient impossible de l'ignorer : problème de vie quotidienne, se posant non seulement au

législateur mais à chacun à tout instant, mettant en cause la conception même qu'on doit se faire de l'Union. Cette constitution, qui comporte des droits égaux pour tous, devra-t-elle être appliquée aux Noirs ? Ceux-ci le prétendent, au nom des principes du XVIII^e siècle. Mais alors ?...

III

Au fond, le Sud n'a jamais changé son point de vue. Sa thèse, c'est que l'affaire ne regarde que lui et qu'il est seul apte à traiter un problème dont le Nord n'a pas à se mêler. La race noire, en tant que telle, est congénitalement inférieure et il faut la maintenir au bas de l'échelle, où est sa place selon la nature des choses, et définitivement. À ce niveau le Noir peut être utile, en subordonné, dans une société où il ne sera nullement traité en étranger. Il n'est même pas exagéré de dire qu'à la différence du Nord, dont la bienfaisance reste théorique et distante, le Sud serait [p. 66] porté à aimer le Nègre, dans la mesure où il est soumis et se reconnaît tel :

Nous seuls, dit-on, savons le commander, selon l'autorité naturelle de la race supérieure, nous seuls savons lui parler, le traiter familièrement, plaisanter avec lui sans perdre les distances... Mais si on lui rend la main, tout est perdu, car, considérant toute concession comme une preuve de faiblesse, il deviendra insupportable et ne sera plus qu'une bête dangereuse, qu'il faudra éventuellement abattre, comme un chien enragé. Le Nord joue avec le feu, car il ne s'agit pour lui que d'une affaire secondaire, mais pour le Sud, s'il doit rester *a white man's country*, c'est une question de vie ou de mort.

En dépit d'atténuations notables, surtout depuis sa sensationnelle renaissance économique des dernières années, je ne crois pas que le Sud ait au fond abandonné cette façon de voir les choses.

Lorsque les saturnales de la Reconstruction eurent pris fin, les Noirs du Sud, théoriquement citoyens, se virent imposer un régime d'exclusion, actuellement en train de se corriger comme nous le verrons plus loin, mais dont les traits essentiels durent toujours. Selon ce régime, que la politique des *civil rights* entreprend de battre en brèche, le droit de vote est dénié à l'homme de couleur : on l'empêche de s'inscrire ou de se présenter aux urnes, et s'il insiste c'est éventuellement au péril de sa vie : tout récemment encore par exemple, en 1948, un Nègre de Géorgie, Isaiah Nixon, est assassiné pour avoir pénétré dans un bureau de vote et refusé d'en sortir. L'exclusion se pratique sans explication, par chicane ou en vertu de textes législatifs. C'est ainsi que la *Poll tax*, impôt perçu sur les votants dans divers États (Alabama, Arkansas, Missouri, Texas, Virginie...), vise à décourager l'électeur noir, mais l'arme est à deux tranchants car celui-ci, quand il a des moyens, la paie, cependant qu'elle frappe par ricochet nombre de pauvres blancs.

La *Grandfather clause* disqualifie, selon certaines législations, les petits-fils dont les grands-pères n'étaient pas eux-mêmes électeurs : or ceux-ci ne l'étaient pas, et pour cause ! Le subterfuge de l'examen sur la Constitution est parfois employé, et naturellement on est toujours recalé. Dans ces conditions, le nombre des gens de couleur réussissant à voter est resté infime dans le Sud jusqu'à une époque toute récente : on estime qu'en 1940 le chiffre ne dépassait pas 250 000.

En vertu de la ségrégation (*Jim Crow laws*), la population de couleur est reléguée dans certains quartiers, de voirie et [p. 67] d'égouts rudimentaires, d'autant plus mal équipés que leurs résidents ne sont pas représentés dans les conseils municipaux : la population, de densité excessive, s'y entasse dans des maisons délabrées ; l'entretien négligé fait contraste avec la netteté municipale des rues occupées par les Blancs. Exclue des théâtres, des hôtels, des restaurants de la race privilégiée, les Noirs ne peuvent circuler, dans les trains ou les tramways, que dans des compartiments spéciaux, *for negroes* ; on ne les admettrait pas dans un wagon-lit. Les Églises elles-mêmes comportent une discrimination ethnique et, quant à la séparation des races dans les écoles, le Sud en fait une question de principe sur laquelle il ne semble pas disposé à céder. Le Nègre en somme est systématiquement traité en inférieur. Même s'il est éduqué, on met la plus grande mauvaise volonté à l'appeler « Monsieur », on lui dira John ou Joseph et il devra répondre, avec une déférence éventuellement cordiale, *Sir, Boss* ou *Captain*. Théodore Roosevelt, recevant Booker Washington, aurait, dit-on, éludé la difficulté, s'agissant d'un évolué, en l'appelant *Professor*, mais chez les Anglo-Saxons ce mot n'est pas sans comporter une légère ironie. On conçoit qu'à ce régime il n'y ait pas de justice pour la race opprimée : souvent l'assassin blanc d'un Noir ne sera pas poursuivi, ou l'étant il sera acquitté par un jury volontairement exempt de toute sévérité ; même impunité dans les questions de mœurs : le Noir risque d'être lynché, mais contre le Blanc coupable la victime de couleur ne protesterait pas sans risque. On a l'impression d'un scandale permanent et l'on est tenté de citer Shakespeare : *Something is rotten in the State of Denmark...*

Il est curieux de constater que, dans cette haine de races, ce sont les classes inférieures qui témoignent le plus de violence. Avant la guerre de Sécession, les propriétaires d'esclaves, ayant leur propre main-d'œuvre, ne recrutaient pas de travailleurs libres, d'où la naissance d'une classe de pauvres blancs, chômeurs chroniques, réduits à vivre d'assistance, à se réfugier dans la montagne ou à s'engager dans l'armée. Dans une certaine mesure, ces conditions ont longtemps survécu à l'esclavage, la concurrence du Noir, moins prétentieux et plus docile, empêchant le travailleur Blanc d'élever son niveau de vie. Celui-ci redoute surtout d'être confondu avec la race inférieure, et d'autant plus qu'il est plus proche d'elle économiquement. Aussi règne-t-il dans le Sud une sorte d'union sacrée fondée sur la race, qui [p. 68] jusqu'ici a surtout servi l'intérêt conservateur du patronat : les leaders faisant appel au sentiment de classe des pauvres blancs, un Huey Long par exemple, y sont restés exceptionnels. La tradition, dans cette partie du pays, est

réactionnaire et de droite : la présence d'une race de couleur produit partout ce même effet. On se tromperait en attribuant principalement cette attitude obstinée de la race blanche à des raisons économiques. Les Blancs du Sud, encore que majoritaires, sont hantés par la présence noire, souvent majoritaire localement, on ne doit pas l'oublier. Il en résulte un état d'esprit, obsidional en quelque sorte, que le Français, du moins quand il n'est pas colonial, ne peut que difficilement imaginer. Il s'agit d'une hantise, irraisonnée mais insidieuse, de la déchéance qui résulterait du mélange des sangs, d'une crainte presque physique de cette population nègre, dont le contact malgré tout s'impose. Le sentiment est trouble, relevant curieusement de l'atmosphère équivoque des affaires passionnelles, car, si les mariages entre Noirs et « Caucasiens » sont interdits, il y a quand même des relations d'ordre sexuel entre les deux races, moins naturellement par les femmes blanches que par les femmes de couleur. Nombreux sont les Blancs qui ont des maîtresses nègres et l'on ne saurait nier, en dépit de la répulsion physique officiellement affectée, qu'il n'existe aux États-Unis un *sex appeal* particulier de la couleur. Au temps de l'esclavage les relations de cet ordre étaient courantes et elles n'ont pas cessé. On estime que 7 000 000 à 8 000 000 de Blancs ont du sang noir et, qu'autant de Noirs ont du sang blanc : il suffit du reste de regarder ceux-ci pour se rendre compte qu'il s'agit d'une race de métis, combien différente de la pureté africaine.

Cette question de la défense physique de la race apparaît si fondamentale au Sud que tout lui paraît permis pour l'assurer, la menace, la violence, le lynchage : aucun principe ne tient contre cette réaction instinctive, susceptible de devenir terrible quand elle est collective. Nous connaissons en France de pareils déchaînements dans certaines scènes affreuses de nos révolutions. C'est pour préserver son intégrité que le Sud a fait sécession en 1860 et au fond son état d'esprit n'a pas changé ; mais s'il n'évolue pas, le monde évolue autour de lui et il n'est plus de force à résister à une pression venue du dehors et s'exerçant avec une insistance croissante.

[p. 69]

IV

Quel contraste dans l'attitude du Nord ! Traditionnellement, la question est pour lui théorique, comme en somme elle l'est pour nous en Europe : en fait, il n'y a eu de Noirs dans les grandes villes de l'Est et du Centre que depuis la première guerre mondiale. Avant cela on ne les connaissait pas et, selon la psychologie de M. Perrichon, on leur voulait du bien de les avoir émancipés. Du fait de la migration massive dont nous avons parlé, il y a maintenant à Chicago, à Detroit, à Philadelphie, à New York, des minorités nègres compactes, ce qui soulève, quoique de façon différente, les mêmes problèmes que dans le Sud.

Le Nord, fidèle à ses principes, reconnaît aux Noirs les droits du citoyen. Ceux-ci peuvent donc voter, être élus, envoyer leurs enfants dans les écoles, circuler dans les trains et les tramways, travailler dans les usines à côté des Blancs, occuper des postes qualifiés, faire des mariages mixtes, résider en principe sans condition de ségrégation. Tout ce que la loi peut faire dans le sens de l'égalité ethnique, elle l'a fait. La question cependant n'est pas résolue, parce que les mœurs n'ont pas suivi. Le Nègre est exclu des hôtels, des restaurants, des clubs en fait réservés aux Blancs. S'il prétend, comme il en a le droit, s'établir dans un quartier peuplé de Blancs, la violence souvent l'en chasse. S'il se baigne, à Chicago par exemple, sur telle plage où on le considère en intrus, une émeute s'ensuit éventuellement, comme en 1919. Il subsiste une jalousie contre les travailleurs de couleur, soit qu'ils occupent des postes « qualifiés », soit qu'ils soient maintenus dans leur emploi quand l'ouvrier blanc chôme. La paix règne sans doute, mais il y a des ferments, toujours latents, de guerre civile.

Pas plus que dans le Sud le Noir n'est donc admis à se fondre dans une population qui lui reste étrangère et au fond hostile. Mais il s'adapte à la vie des villes, à la civilisation occidentale, qui dans une large mesure devient la sienne, de sorte qu'avec plus de raison que ses frères de la zone tropicale du Golfe il peut prétendre s'intégrer dans une société qui le repousse, encore qu'elle soit devenue en grande partie la sienne. Le problème est différent, mais on ne voit pas davantage quelle pourrait en être la solution.

Maintenant, que pense le Nègre de tout cela, dans le Sud comme dans le Nord ?

[p. 70]

Chapitre 9.

LA QUESTION NOIRE (LE PRÉSENT ET L'AVENIR)

I

[Retour à la table des matières](#)

Persécuté, brimé ou simplement toléré, l'ancien esclave devenu libre peut du moins essayer de se défendre, mais le fait-il ?

Le Nègre du Sud a traditionnellement une attitude parasitaire, gravitant instinctivement autour du Blanc, comme autour d'un patron naturel dont il reconnaît la supériorité ethnique. Il chercherait plutôt à s'adapter qu'à résister, mais il porte lourdement le poids de l'hérédité servile, découragé par le traitement qui lui est appliqué, par le mépris dont il se sent entouré. Les Noirs venus dans le Nord conservent de leur enfance dans le Sud le souvenir d'un enfer. Cependant, mêlés quand même assez intimement à la vie sociale des Blancs, ils discernent avec subtilité le rang auquel ceux-ci appartiennent : ils savent les juger finement, pleins d'ironie pour les parvenus, car ils ont conservé la mémoire des aristocraties du passé, pleins de dédain pour des pauvres blancs souvent plus misérables qu'eux.

Dans le Nord, l'attitude devient rapidement autre, car s'agissant d'un élément presque exclusivement urbain, l'assimilation aux mœurs ambiantes est plus facile. La couleur mise à part, le Noir s'américanise beaucoup plus vite et souvent plus complètement que nombre d'immigrés européens. Du reste, ne peut-il faire valoir qu'il est un Américain de trois siècles ? Oubliant volontairement sa lointaine ascendance africaine, il entend ne se réclamer que de la tradition du nouveau monde. Dans le milieu, plus anonyme, des grandes agglomérations de l'Est ou du

Centre il est certainement mieux traité que ses frères du Sud, mais, dans [p. 71] la mesure où il est plus évolué qu'eux, il souffre aussi davantage des discriminations dont il est l'objet, et le fait même d'avoir des droits civils lui rend plus amer de se voir refuser les droits sociaux.

Il cesse, dans ces conditions, d'être soumis et obséquieux selon la formule du « Moi, bon Nègre », pour devenir revendicatif et souvent même insolent. Se sentant de moins en moins différent par la façon de vivre de ceux qui l'entourent, il tend à supporter impatiemment un ostracisme qui lui rappelle à tout instant que la couleur de sa peau n'a pas changé.

Dans le Nord comme dans le Sud, l'attitude des Noirs entre eux est significative de l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes et de leur statut. Ils considèrent l'hérédité servile comme humiliante et les descendants d'ancêtres libres n'aiment pas se mêler aux autres, mais ils restent néanmoins marqués par l'atmosphère et la hiérarchie de l'esclavage : à la façon de tels *butlers* anglais du XIX^e siècle, les petits-fils d'esclaves ayant servi les familles des planteurs les plus aristocratiques en conçoivent quelque vanité. On dirait qu'ils continuent de tout juger en fonction de la race dominante, par exemple la teinte de leur peau, d'autant plus estimée qu'elle sera moins foncée et dont ils observent les nuances avec une invraisemblable subtilité. Voici, selon l'*American Mercury* de Mencken, l'extraordinaire palette cutanée selon laquelle ils se distinguent entre eux : « noir, brun, brun foncé, jaune, brun-rouge, jaune-foncé, brun-noir, chocolat, gingembre, clair, brun-clair, rouge, rosé, tanné, olive, cuivré, bleu, crème, noir-brut, noir-atténué, bronzé, banane... ». Il est connu qu'une négresse épousera plus volontiers un homme plus pâle qu'elle. Par contre un pasteur, un agitateur auront plus d'influence s'ils sont très noirs, sans doute parce qu'ils ne peuvent « passer ».

« Passer », quand on est déjà de complexion claire, c'est réussir à se faire passer pour Blanc. L'opération se pratique de plusieurs façons. On peut « passer » exceptionnellement et temporairement, se glisser sans être reconnu dans un restaurant ou un théâtre, mais celui qui change de statut ethnique le fait généralement sans esprit de retour. La pratique est courante et l'on estime à 20 000 ou 30 000 annuellement le nombre de ceux qui se perdent ainsi dans l'océan blanc. Les Noirs semblent indulgents pour ces désertions : ils connaissent trop bien leur lourd handicap pour ne pas comprendre qu'on essaie de s'en libérer. Il arrive cependant que des hommes de couleur ayant déserté [p. 72] leur race soient saisis d'un scrupule et rentrent volontairement dans leur famille ethnique d'origine : un interlocuteur, rencontré à Atlanta et pris par moi pour un Blanc, m'a ensuite déclaré qu'il était Nègre, qu'il avait « passé », puis qu'il avait rallié sa race, par apostolat et pour la servir.

La race noire, en tant que telle, a cependant des aspirations autres qu'individuelles, mais celles-ci varient grandement selon l'étage social envisagé. La masse noire est encore, par rapport aux Blancs, dans une situation si inférieure, sans rapports autres que professionnels ou domestiques, qu'elle se soucie surtout

de vivre, tant bien que mal. Dans la mesure où la race a une conception de sa destinée, c'est sous la forme des humiliations, des souffrances qu'elle a séculairement endurées. Qu'il y ait dans ce fait un sentiment pathétique, ayant donné lieu aux plus hautes expressions de l'art, les *Negro Spirituals* sont là pour nous le rappeler. Autrement, encore que l'homme de couleur soit habile à profiter des occasions individuelles, le reste est surtout passivité, sinon résignation.

Mais il y a une élite, de plus en plus nombreuse et évoluée, manifestement capable de concevoir un programme d'action et de le défendre. Elle comprend le groupe de ceux qui ont réussi économiquement et qu'on peut classer, même du point de vue blanc, comme des riches ; puis les Noirs ayant connu le succès dans les professions libérales, pourvus de diplômes universitaires, instruits, éventuellement fort cultivés : 32 000 médecins, 1 400 dentistes, 1 000 avocats, 800 infirmières ; enfin les artistes, les écrivains, nombreux dans cette race si bien douée pour la musique, la danse, le théâtre, plusieurs de renommée internationale et tenant une place importante dans la vie artistique des États-Unis. Leurs aspirations ont évolué avec les années. Le programme du retour à l'Afrique, naguère préconisé par Harvey, ne doit pas être pris au sérieux : peut-être les Noirs du nouveau monde ressentent-ils ethniquement une solidarité africaine, mais ils n'ont pas la moindre envie de retourner dans leur continent d'origine et je les soupçonnerais volontiers d'avoir une certaine commisération dédaigneuse pour ces frères de niveau de vie inférieur ; ils se sont fait une conscience américaine, au nom de laquelle ils seraient tentés de regarder de haut tout ce qui est ailleurs, y compris nous-mêmes à l'occasion. Le standard de vie d'un Noir de New York ou de Chicago n'est-il pas supérieur en somme à celui de bien des Européens ?

[p. 73]

À la fin du XIX^e siècle, Booker Washington, le fondateur de l'Université nègre de Tuskegee (Alabama), avait entrepris de relever les siens par l'instruction, dans une attitude de déférence à l'égard de la race blanche, et non sans quelque complexe d'infériorité. Puis, au début du XX^e, Burghardt du Bois (prononcer du Bois), descendant de Noirs libres antillais et de réelle distinction physique et intellectuelle, créait la revue *The Crisis*, dont le programme était le relèvement du Noir par le Noir. À son école, toute une presse de journaux et de revues s'adresse maintenant à la population noire, l'entretenant de ses intérêts de race, stimulant sa fierté des réalisations, souvent remarquables, qui sont les siennes.

Il me semble cependant, à la lumière de nombreuses conversations avec les leaders noirs de Chicago ou de New York, que ceux-ci veulent autre chose, une chose que malheureusement ils n'obtiendront pas. C'est vers le but de l'intégration qu'ils ont les yeux tournés, et non pas d'aujourd'hui seulement, car dès les années trente j'avais recueilli d'eux semblable impression : « Ne sommes-nous pas des hommes comme les autres habitants des États-Unis, et ne sommes-nous pas des Américains, fiers de leur citoyenneté, susceptibles de se réclamer des droits de la Constitution ? Nous demandons qu'on nous traite en êtres humains et en

Américains. Il y a la couleur, dites-vous, mais n'est-ce pas secondaire au regard du reste ? » Jamais ils ne parlent d'eux-mêmes comme étant des Noirs américains, mais toujours comme étant simplement des Américains. À cet égard leurs sentiments envers les États-Unis, qui les ont si mal traités, sont ceux d'un complet loyalisme. De même que les Juifs allemands, persécutés par les Allemands, ne réussissent pas à ne pas admirer ces derniers, les Nègres, qui pourtant auraient tant à se plaindre de leur marâtre américaine, n'arrivent jamais ni à dire, ni semble-t-il même à penser, du mal des États-Unis.

Le Noir Ralph Johnson Bunche (prix Nobel 1950) écrit dans ce sens :

Aussi loin que je puisse suivre mon ascendance, je suis un *native-born American*, ainsi que mes ancêtres. Ce pays est mon pays. J'ai assurément subi des outrages et des humiliations du fait de ma race et bien des obstacles se sont dressés sur ma route, que j'ai surmontés, ce que d'autres n'ont pas toujours pu faire. Mais j'ai bénéficié aussi de grands avantages. Je comprends mon pays, je lui suis dévoué, conscient de mes devoirs de citoyen envers lui. Je crois aux institutions démocratiques, j'aime la liberté, la [p. 74] dignité du citoyen, de l'individu, et je suis attaché au principe de l'égalité des peuples qui en est la conséquence. Je ne connais que peu de Noirs qui ne partagent pas ma manière de voir en l'espèce ¹.

Dans ces conditions, l'égalité civile, telle que légalement reconnue dans le Nord, ne suffit pas encore, car il faut en outre qu'elle soit réalisée socialement. Qu'est-ce que cela signifie ? Que les hôtels, les restaurants, les théâtres, les maisons des Blancs soient ouverts à l'autre race, mais aussi l'accès au mariage, sans les humiliantes restrictions d'aujourd'hui. C'est bien cela que réclame l'élite noire, davantage, me semble-t-il, que l'attribution à la couleur d'un statut distinct... Sans doute, secouant le lourd fardeau de leur race, la plupart des Noirs – et notamment les plus évolués – « passeraient »-ils volontiers, s'ils le pouvaient.

Quelle est, à ces aspirations, la réponse des Blancs ? Chez les Américains de l'élite, le progrès vers un certain libéralisme est indéniable et un effort sérieux est fait pour améliorer les relations entre les deux races : Roosevelt, Truman se sont prononcés ouvertement, presque solennellement, en faveur des *civil rights*. Mais, en dépit d'une attitude volontairement plus bienveillante, l'instinct de défense ethnique persiste dans le Sud et même, sous une forme plus atténuée, dans le Nord. La seconde guerre mondiale, si elle a marqué une amélioration dans le traitement des Noirs, n'a pas en somme rendu la solution du problème plus facile, parce que ceux-ci, ayant combattu en Europe dans les armées occidentales, ayant trouvé au delà de l'Atlantique des dispositions meilleures à leur égard, ayant souvent même été promus officiers, n'ont plus supporté avec la même patience les humiliations quotidiennes dont ils continuaient quand même à être l'objet. Ils avaient appris d'autre part, surtout depuis le *New Deal*, le parti qu'ils pouvaient tirer de leur vote, pour obtenir non seulement la reconnaissance juridique de leur

¹ Revue *Survey*, mars 1951.

droit, mais son application. Ainsi la question est de plus en plus posée sur le terrain général, et l'on peut dire qu'elle est engagée.

II

Les efforts accomplis par les Noirs eux-mêmes sont importants. Dans le domaine de l'enseignement ils ont créé de nombreux établissements à eux destinés : l'*Atlanta University*, la *Fisk* [p. 75] *University*, le *Hampton Institute*, le *Houston College for negroes*, la *Howard University*, la *Lincoln University*, le *Tuskegee Institute*, la *Xavier University*... Le nombre de leurs analphabètes, qui était de 90 p. cent en 1865, est tombé en 1947 à 11 p. cent (mais la proportion est seulement de 1,8 p. cent pour les Blancs !). Au lendemain de la guerre civile, il y avait tout au plus une vingtaine d'hommes de couleur diplômés, il y en a maintenant plus de 7 000. Plus de 80 000 Noirs font leurs études dans des collèges et plus de 650 000 sont d'anciens étudiants. Cependant la ségrégation de l'enseignement reste légale dans une quinzaine d'États, notamment dans le Sud, et les universités blanches n'ouvrent leurs portes qu'avec beaucoup de réserves. De très longue date, mais surtout depuis la première guerre mondiale, il s'est développé d'autre part une presse noire de grande importance : le *Chicago Defender*, la *Crisis* ou l'*Opportunity* sont des journaux ou revues de haute classe, typiquement américains dans leur présentation, qui cherchent fort intelligemment à mettre en valeur la contribution nègre à la civilisation, en particulier à la civilisation des États-Unis, dans la littérature, le théâtre, l'art, les sports. De son côté, la *National Negro Business League*, de concert avec de nombreuses associations analogues, défend les intérêts matériels de la race, préoccupation de plus en plus importante à mesure que ses succès économiques se multiplient. La cohésion de tous ces mouvements est renforcée par le rôle des groupements religieux noirs, surtout des baptistes et des méthodistes, dont l'activité et la conviction, sinon toujours la valeur éducative, sont incontestables. La minorité nègre a en somme compris de longue date qu'elle doit se charger elle-même de conquérir son salut.

Mais elle ne peut y réussir qu'avec le consentement, le concours des Blancs. Les Églises protestantes du Nord témoignent à cet égard d'une sincère bonne volonté, mais on n'aboutit pas jusqu'ici au culte commun. C'est même parmi les milieux protestants du Sud que se recrutent les adversaires les plus passionnés de la libération noire : le pasteur baptiste blanc est traité par le Ku Klux Klan¹ avec une faveur toute particulière. Il faut signaler d'autre part les efforts souvent efficaces de nombreuses Chambres de Commerce en vue d'une collaboration ethnique, mais les partis politiques sont restés longtemps sans s'occuper utilement

¹ Au sujet du Ku Klux Klan, cf. p. 233.

ou efficacement de la question. Tradition-[p. 76] nellement, le parti démocrate, dont la base est le *Solid South*, est celui de la défense blanche intransigeante. Les républicains, en principe favorables aux Noirs, n'ont pas à leur égard de programme agissant. Du reste, dans le Sud, où règne le système du parti unique, il n'y a presque pas de républicains : il s'ensuit que pratiquement la minorité ethnique n'est pas représentée. Un renversement complet de ces positions résulte du retour des démocrates au pouvoir en 1933 avec Roosevelt : défenseur par principe des immigrés non encore assimilés, le parti est amené, notamment parce qu'il y a dans le Nord un nombre croissant de Nègres munis d'un bulletin de vote, à inclure ceux-ci dans le groupe des minorités appartenant à sa clientèle, ce qui provoque naturellement dans le Sud une série de sécessions, dont la principale est, en 1948, celle des *Dixiecrats*, refusant de soutenir la candidature d'un Truman, partisan des *civil rights*. C'est en conséquence sur le terrain politique que la question noire va se débattre de plus en plus.

Dès la seconde guerre mondiale, le président Roosevelt abolit dans l'armée, les discriminations raciales, cependant qu'en 1948 le président Truman propose au Congrès tout un programme de *civil rights* : création d'une *Civil rights division* au ministère de la justice et d'une commission permanente des droits civils, égalité de traitement à assurer par la loi, protection fédérale contre le lynchage, abolition des *poll taxes* et garantie du droit de vote, suppression des discriminations dans l'industrie et les transports, protection spéciale des Noirs dans le District fédéral... On conçoit que le Sud proteste violemment et qu'associé à divers éléments républicains il réussisse à empêcher cette politique d'aboutir. Mais l'opinion noire, alertée et se sentant soutenue pour la première fois, réagit sous la forme de l'agitation et de l'intervention parlementaire, efficacement dirigée par la *National association for the advancement of colored people*. Avec quels résultats ?

III

Le droit de vote des Noirs, reconnu dans le Nord, ne l'est pas dans le Sud, mais une pression croissante venue du dehors tend à l'y imposer, en dépit d'une résistance passive s'exprimant notamment par la mauvaise volonté des bureaux à recevoir les inscriptions. Il paraît probable que, dans les années à venir, le [p. 77] vote de couleur comptera de plus en plus dans les élections du Sud. Celles-ci, en raison du régime de parti unique qui y prévaut, se font effectivement dans les *primaries*, où les électeurs blancs prétendent demeurer entre eux, comme dans un club fermé, mais là encore la porte s'entr'ouvre : la Cour Suprême a décidé en 1944 que les Noirs devraient y être admis. Sans doute reste-t-il à appliquer pareille décision, mais néanmoins sur toute la ligne la résistance faiblit. Dans plusieurs villes du Sud, comme dans toutes les villes du Nord, le vote de couleur

compte, au point parfois de pouvoir faire pencher la balance et il n'est plus exceptionnel que des postes électifs soient confiés à des Nègres.

La ségrégation cependant subsiste en fait, partout, en dépit des jugements qui de plus en plus l'interdisent. En 1896, la Cour suprême l'avait admise dans les transports, mais un jugement de 1946 la déclare illégale s'il s'agit d'un trajet au delà de la frontière d'un État. Jusqu'ici pourtant la Cour n'a pas prononcé la condamnation générale d'une pratique qui, au Sud d'une certaine ligne, demeure universelle. Même dans le Nord, il est exceptionnel de voir un Nègre dans un Pullman. S'agissant du logement, la question n'avance guère davantage. Légalement, la ségrégation existe partout dans le Sud, mais ailleurs elle n'est pas moins la règle de fait. À Chicago, à New York, un Noir peut assurément se prévaloir de la loi pour prétendre habiter où il veut et, en 1948, une décision de la Cour Suprême, venant après beaucoup d'autres, a déclaré nuls tous contrats interdisant la location à un Nègre ou à un Juif, mais en fait, quand un homme de couleur vient s'installer dans une maison, les Blancs qui l'occupent, ou bien la désertent, entraînant ainsi une baisse catastrophique de la valeur de l'immeuble, ou bien empêchent par la violence ce Noir de s'y installer. Le cas a été décrit par Sinclair Lewis dans son *Kings blood Royal*, mais l'émeute qui s'est produite dans le quartier de Cicero à Chicago en 1951 n'est qu'un exemple entre cent de la fréquence d'incidents de la sorte : les mœurs demeurent réfractaires au contact intime des deux races.

Il en est de même en ce qui concerne les hôtels, les restaurants, les théâtres et en général les lieux de divertissements : un Noir demandant une chambre dans un hôtel se la voit refuser, à Chicago comme à la Nouvelle-Orléans ; s'il veut s'asseoir dans un restaurant, il n'y aura jamais pour lui de place disponible. Le fait qu'en justice son droit sera toujours reconnu n'y changera [p. 78] pas grand'chose, même s'il s'agit d'un homme cultivé ou occupant quelque situation importante : lors d'une réunion d'évêques épiscopaliens à la Nouvelle-Orléans, l'un d'entre eux, de race noire, était descendu au plus grand hôtel de la ville où j'étais moi-même, mais il ne put y rester, le personnel domestique de race blanche ayant refusé de le servir et menacé de faire grève. Quand des délégations européennes comprenant des membres de couleur viennent à New York, elles ont toutes les peines du monde à obtenir que ceux-ci partagent leur logement. La présence aux États-Unis de délégations étrangères de plus en plus composites a pour conséquence un certain relâchement de cette sévérité et l'on peut dire qu'au moins dans le Nord elle tend à s'atténuer : dans certains milieux d'esprit libre il arrivera qu'on invite des Nègres. Un intellectuel noir, assez clair de teint je dois le dire, m'avait convié à déjeuner dans un grand restaurant de New York, dont la direction, me disait-il, voulait bien fermer les yeux sur sa présence : il ne se passa rien, mais le festin me rappela un peu celui du rat de ville et du rat des champs. Là encore la question, quoique moins virulente qu'hier, n'est pas sur la voie d'une solution.

S'il y a quelque part progrès sensible, c'est dans l'armée, où la ségrégation, condamnée depuis Roosevelt, tend à s'éliminer de la marine et de l'aviation,

beaucoup plus lentement des armes de terre. Progrès également dans l'industrie, où l'ordre 8802 interdit depuis 1941 toute discrimination dans les usines travaillant pour la guerre. Cette interdiction s'étend à tous les travailleurs de l'État et en général aux entreprises ayant des contrats fédéraux. Dans les ateliers du Nord et de l'Est on s'est accoutumé de longue date à voir travailler côte à côte des ouvriers appartenant aux deux races ; les Noirs y sont admis aux métiers qualifiés et ils y ont en fait les mêmes droits que les autres travailleurs, sous cette réserve qu'on les relègue aisément au rang des manœuvres et qu'en cas de crise ils soient licenciés les premiers ; s'ils ont été admis de suite dans le *Committee for Industrial Organisation*, l'*American Federation of Labor* les a longtemps exclus de ses syndicats. Quoi qu'il en soit, on s'oriente sérieusement vers l'égalité de traitement et le mouvement s'étend maintenant au Sud, dont l'industrialisation rapide est souvent le fait d'entreprises énormes, venues du Nord, qui n'ont pas le préjugé de la race. Une dizaine d'États, tous du Nord, ont des lois interdisant la discrimination raciale dans l'industrie, mais [p. 79] un projet de loi fédérale dans ce sens n'a pas eu raison au Congrès de l'obstruction sudiste.

C'est enfin à propos de la ségrégation scolaire que les passions semblent rester les plus vives. Légale partout dans le Sud, elle est censée ne pas exister dans le Nord, où du reste la présence des enfants noirs dans les écoles publiques semble généralement acceptée et où les étudiants de couleur sont de plus en plus admis dans les collèges et universités, du moins à titre individuel et dans des proportions limitées. La Cour Suprême, depuis 1896, admet que la ségrégation scolaire, manifestement contraire au XIV^e amendement, peut cependant être admise si, dans des écoles séparées, les enfants noirs bénéficient d'avantages scolaires égaux à ceux des enfants blancs ; s'il n'en est pas ainsi – ce qui, en fait, est le plus souvent le cas – des jugements plus récents exigent l'admission, l'admission loyale, c'est-à-dire autre qu'au compte-gouttes, dans les établissements publics. La jurisprudence de la Cour s'oriente donc dans le sens d'une condamnation générale de principe, conforme à la tendance qu'elle manifeste dans les autres aspects de la ségrégation, mais il est vraisemblable que le Sud refusera de se soumettre et qu'il sera difficile de lui imposer un régime dont manifestement il ne veut pas. Dans divers états en marge du Sud où l'école publique a reçu d'autorité des élèves de couleur, les parents ont en grand nombre retiré leurs enfants et il s'est même produit, comme à Cairo (Illinois) en 1952, de véritables émeutes. La parade du Sud pourrait être de renoncer à l'enseignement public, en n'ayant plus que des écoles « privées » dans lesquelles la ségrégation ne pourrait être interdite comme anticonstitutionnelle.

IV

On voit aisément en somme les raisons qui font évoluer la question et celles qui l'empêchent d'aboutir à une solution. Dans la première catégorie il y a le fait que les Noirs se civilisent, surtout dans le Nord, et qu'une opinion internationale, plus sensible aux États-Unis depuis l'O.N.U., se dessine dans le sens du libéralisme ethnique. Mais dans la seconde se range l'incontestable constatation d'une différence indélébile entre les deux races, différence dont le Nord, après le Sud, s'aperçoit maintenant que lui aussi a ses Nègres.

[p. 80]

Aucune solution, dans ces conditions, n'apparaît satisfaisante, ou même possible. Celle qui consiste à maintenir le Noir *in his place*, c'est-à-dire sous le talon à la manière sud-africaine, aurait sans doute la préférence du Sud, mais à la longue elle se révèle aussi impossible à pratiquer intégralement que l'avait été l'esclavage il y a un siècle : le Sud lui-même commence à s'en rendre compte. Le mélange des races, qui avec les Portugais a produit la paix ethnique, peut donner au Brésil d'heureux effets en tendant à absorber l'élément de couleur, mais au prix de cette intrusion insidieuse de sang exotique que les Américains semblent redouter par-dessus tout. La ségrégation dans l'égalité et la dignité serait sans doute la meilleure solution, celle convenant le mieux non seulement aux Blancs mais aux Nègres eux-mêmes ; or elle apparaît irréalisable : l'humiliation subsiste pour l'inférieur d'hier, dans la mesure même où il ne se sent pas traité en égal, encore que différent.

Dès lors, s'il est possible d'escompter un progrès dans les relations entre les deux races, toute solution acceptable pour l'une et l'autre paraît s'éloigner au moment même où l'on s'en approche. La population noire se fera, surtout grâce au vote, reconnaître une place dans la société américaine, avec des garanties inscrites dans la loi, qui finiront par se faire plus ou moins respecter ; sous l'influence des nécessités internationales, et aussi parce qu'ils le mériteront de plus en plus par une valeur personnelle, les plus distingués d'entre les Noirs seront traités avec plus de courtoisie et même admis à des postes importants. Mais il est douteux que l'homme de couleur soit jamais traité en égal autrement que dans la loi et reçoive cette reconnaissance de dignité sociale sans laquelle il ne pourra se déclarer satisfait. Dans l'Autriche de l'ancien régime, on disait ironiquement que « l'homme, commence au baron ». Commence-t-il dès le Nègre aux États-Unis ? Le message américain au monde a, dans ces conditions, la faiblesse de ne pouvoir être tout à fait humain.

[p. 81]

Chapitre 10.

LE FACTEUR RELIGIEUX DANS LA FORMATION AMÉRICAINE

[Retour à la table des matières](#)

Pour la compréhension d'un peuple, son attitude à l'égard du Divin est toujours importante. Ici elle est essentielle. Il faut, dans l'Occident chrétien, distinguer trois conceptions religieuses, qui conditionnent le développement spirituel, le comportement social et par conséquent la formation de l'esprit national. Elles sont issues de trois traditions, celles de Luther, de Calvin, de l'Église catholique romaine. À laquelle convient-il de rattacher les États-Unis ?

Aux yeux de Luther les lois de la nature sont foncièrement mauvaises : dans le domaine politique c'est la force qui règne et les règles de l'Évangile sont en conséquence inapplicables dans le monde. Le chrétien s'attachera donc à préserver la pureté de sa vie intérieure, mais dans les démarches de la vie extérieure il obéira au Prince, dont Dieu a permis, donc légitimé l'existence de fait. La conception, du point de vue de la terre, est pessimiste, mais elle aboutit à un idéalisme spirituel exempt de compromission.

La tradition calviniste au contraire n'admet pas qu'il puisse y avoir deux attitudes morales, l'une de protestation spirituelle, l'autre de soumission politique, car l'idéal chrétien doit s'appliquer dans le monde et pas seulement dans l'intimité de la vie de l'âme. Régénéré par la grâce, l'élus collaborera donc à l'œuvre divine sur terre, ce qui veut dire qu'il entreprendra de moraliser la société et l'État. Le salut ne résulte pas des œuvres, [p. 82] mais celui qui aura reçu gratuitement la

grâce devra en témoigner en agissant conformément à la loi divine : ce sera donc un homme d'action, tirant de sa foi un optimisme agissant, car le Royaume de Dieu peut être réalisé sur la terre.

Du point de vue catholique enfin l'Église constitue, dans ce monde mauvais, une société spirituelle distincte. L'individu, en tant que personnalité spirituelle, ne vit que par cette famille particulière, en fonction de cette Église qui, bien qu'existant sur cette terre, ne vit pas pour elle et dont les bienfaits se confèrent par le sacrement, par l'entremise du clergé qui en est le seul dispensateur. L'intérêt principal n'est pas ici-bas, mais sous cette réserve la conception est optimiste.

Disons tout de suite que l'Américain est fondamentalement protestant, de formation calviniste. L'observation est essentielle pour la compréhension de la société américaine. Il y a d'importantes minorités luthériennes et catholiques, mais elles ne sont pas typiques et l'on peut même dire que l'élément catholique n'est pas dans l'axe national.

I

Dans la formation religieuse du peuple américain il est possible de distinguer trois phases d'évolution :

La source initiale, celle dont la marque est demeurée la plus forte, provient des puritains anglais du XVII^e siècle : non-conformistes ayant refusé de se soumettre à l'Église établie, protestants authentiques, de foi calviniste, de constitution presbytérienne. Conformément à cette tradition leur christianisme est un christianisme d'élus, comportant le devoir missionnaire d'une élite (au sens étymologique) chargée d'améliorer le monde : dans cette conjonction de la vie religieuse et de la vie pratique il n'est pas question de se retirer en soi-même, et Dieu bénira les affaires de celui qui le sert. L'attitude américaine s'est toujours ressentie de l'élan moral que lui a imprimée cette conviction des premiers colons : aujourd'hui comme hier tout protestant américain est un évangéliste, qu'il s'appelle Billy Sunday le revivaliste ou Eisenhower, qu'il soit le missionnaire de la vérité biblique, de l'*American way of life* ou du progrès technique. Ne pas discerner dans cet apostolat social la source religieuse serait en méconnaître le véritable caractère, d'autant plus que, [p. 83] dans cette transposition du spirituel au social, il n'y a rien qui contredise la foi, la loi morale conduisant naturellement au succès matériel.

Le puritain de la Nouvelle-Angleterre était un ascète, considérant comme coupables les joies de la vie : il enseignait que l'homme est pécheur, seulement préservé de la damnation par la grâce. Mais il lui fallait coloniser et mettre en valeur un continent, ce qui nécessitait les vertus de l'action et non celles de la contemplation, de sorte que, dans l'atmosphère du nouveau monde et de la

démocratie, le siècle des lumières a trouvé le milieu idéal pour le développement d'un optimisme qui est devenu l'un des traits essentiels de la psychologie américaine. Rousseau traverse l'Océan pour trouver une société où son influence, qui y dure toujours, s'exercera avec plus de force qu'en Europe : Franklin, Jefferson, et avec eux la plupart de leurs concitoyens, croient que les hommes, libérés des conditions sociales injustes de l'ancien régime, se conduiront sagement et vertueusement. Cette transposition curieuse du puritanisme en pragmatisme produit une combinaison dont la remarquable efficacité caractérise encore aujourd'hui l'esprit américain : l'énergie ascétique du puritain, bien loin d'être incompatible avec les réalisations sociales, les sert au contraire admirablement, cependant que la discipline consentie des communautés presbytériennes, habituées à s'administrer elles-mêmes, constitue la meilleure éducation de civisme et de démocratie. Il n'y aura jamais aux États-Unis d'opposition entre le protestantisme et la société civile, parce que des deux côtés l'esprit est laïque (nous verrons qu'on ne peut en dire autant de l'Église catholique).

Au XIX^e siècle – troisième phase d'une longue évolution – on tente de jeter un pont entre la tradition du XVII^e et celle du XVIII^e. Il y a glissement du puritanisme ascétique à l'acceptation des biens de la terre, du péché originel à la croyance en la bonté naturelle de l'homme : né pessimiste et calviniste, voilà l'Américain devenu optimiste et rousseauiste ! La doctrine s'adapte en conséquence : on continue d'enseigner que l'homme est né mauvais, mais, dès l'instant que régénéré il devient bon, on affirme en pleine bonne foi la confiance en son énergie, ses possibilités, sa puissance. Le Diable insinue aux États-Unis la dangereuse tentation du succès. Travailler pour la production, n'est-ce pas travailler pour Dieu ? Le quiétisme, le mysticisme, [p. 84] la contemplation ne sont pas condamnés en tant que tels, mais au fond on les désapprouve. C'est surtout l'action qui est recommandée comme saine, presque comme sainte. L'expérience des choses ne va pas toujours dans ce sens, mais au réalisme d'un La Rochefoucauld on préfère cet optimisme dangereux qui prétend réconcilier le succès et la morale.

Il importe de souligner que ce protestantisme n'est pas à proprement parler une Église, au sens où l'entendent les catholiques, mais une religion démocratique d'individus, dans l'esprit non des Églises établies mais du non-conformisme. L'individu y est responsable devant sa conscience, sans intermédiaire entre Dieu et lui. Le sacrement, qui est celui de Zwingli, de Calvin, éventuellement de Luther, n'est pas le sacrement catholique, ce qui signifie qu'il n'entraîne pas l'existence d'un clergé, dans l'acception stricte du terme. La conception d'un clergé sacramentel et hiérarchique est étrangère à l'esprit américain, qui la considérerait même avec une sorte de méfiance comme *unamerican*. Le pasteur tient autant du tribun que du prêtre. Dans ces conditions la religion peut pénétrer toute la vie, sociale et même politique, d'une présence insistante sans que le caractère laïque de la société soit mis en cause. Il y a séparation constitutionnelle des Églises et de

l'État, mais nullement de la religion et de la société, ce qui explique la place énorme tenue par le protestantisme dans une nation qui se veut protestante.

II

L'effectif total des Américains déclarant appartenir à une Église, quelle qu'elle soit, s'élève en 1951, d'après le *Year Book of American Churches*, à 88 673 000, soit 58 p. cent de la population. Le chiffre correspond à 252 religions ou dénominations diverses (*religious bodies*) et à 252 592 lieux de culte. Dans cet ensemble les protestants figurent pour 52 162 000, soit 59 p. cent, les catholiques pour 29 242 000, soit 32 p. cent. Le pourcentage des affiliés, encore qu'il soit en progrès, paraît faible, mais il y a plus d'indifférence que d'hostilité et, si le sentiment anticatholique se fait parfois violent, il n'y a guère d'affirmations antireligieuses : d'une enquête faite par le *Catholic Digest* sur l'étendue de la croyance en Dieu, il ressortirait que 87 p. cent des protestants comme des catholiques y croient *absolutely sure*, 10 p. cent *fairly* [p. 85] *sure*, 2 p. cent *not quite sure* et qu'il n'y aurait en conséquence que 1 p. cent d'athées, les proportions étant à peu près les mêmes de part et d'autre. D'après la même enquête, 25 p. cent des protestants suivraient assidûment le culte, 43 p. cent irrégulièrement tandis que 32 p. cent n'y paraîtraient jamais, les proportions pour les catholiques étant respectivement de 62, 20 et 18 p. cent. Il convient d'observer ici que la position donnée pour la force relative des deux Églises est trompeuse : les statistiques ne s'appliquent qu'aux affiliés, mais les non-affiliés sont la plupart de formation protestante, de sorte qu'on peut conclure qu'en dépit d'une forte minorité catholique le peuple américain est essentiellement protestant, sans doute dans la proportion des quatre cinquièmes.

Il y a 250 dénominations protestantes enregistrées, dont 97 p. cent relèvent de 50 d'entre elles et 80 p. cent de huit Églises principales ; les sectes repérées ne correspondent qu'à 3 p. cent du total, mais celles qui ne l'ont pas été sont innombrables. Du point de vue protestant, cette diffusion, dans la mesure où elle ne verse pas dans des excès ridicules, n'a rien de malsain, étant dans l'esprit même de la Réforme, et les mouvements d'union ou de groupement qu'on constate actuellement ne sont pas sûrement le signe d'une foi grandissante. En réalité, les dénominations qui comptent vraiment ne sont qu'au nombre d'une dizaine : baptistes 16 728 000, méthodistes 11 387 000, luthériens 5 607 000, presbytériens 3 393 000, épiscopaux (anglicans) 2 417 000, disciples 1 793 000, congrégationalistes 1 241 000, *Church of Christ* 1 000 000... Ce ne sont cependant là que des groupements, car il y a 22 variétés de baptistes, 21 variétés de méthodistes, 20 variétés de luthériens, 10 variétés de presbytériens, mais il s'agit de familles religieuses bien caractérisées. On notera le peu d'importance relative des épiscopaux et des luthériens, qui représentent une double influence

anglaise et allemande : l'ensemble est nettement d'esprit non-conformiste, les grands nombres étant baptistes et méthodistes, mais les presbytériens, les congrégationalistes représentant une valeur qualitative de premier ordre. Les Nègres sont surtout baptistes et méthodistes.

En dehors des Églises se rattachant à la Réforme, les catholiques sont 29 242 000, les Juifs 5 000 000, les orthodoxes grecs 1 859 000, les catholiques dissidents 337 000, les bouddhistes 73 000. La seule minorité vraiment importante (en dehors des [p. 86] Juifs) est celle des catholiques. C'est une minorité compacte, disciplinée, en accroissement numérique constant, ce qui, dans l'équilibre moral et politique du pays, pose un problème délicat, susceptible de s'envenimer à tout instant. Contrairement à ce qu'on croit d'ordinaire, le progrès des catholiques par rapport aux protestants n'est pas évident : entre 1926 et 1951 ils se sont accrus numériquement de 57 p. cent, mais le chiffre correspondant pour les protestants est de 65 p. cent ; par rapport à l'ensemble de la population ils sont 19 p. cent, contre 16 p. cent en 1926, les protestants étant 33 p. cent, contre 27 p. cent en 1926. Les conversions au catholicisme sont spectaculaires et une publicité conforme aux meilleures méthodes américaines ne les laisse pas ignorer, mais en fin de compte le pays n'est pas en train de devenir catholique.

III

La répartition géographique des églises est instructive. Les protestants, issus de la première et de la seconde immigration, se trouvent surtout dans l'intérieur des États de l'Est, dans le Sud, le Centre-Ouest, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, dans la Californie du Sud et les deux États de l'Extrême Nord-Ouest, en somme partout sans exception. Les groupes issus des puritains originels, presbytériens, congrégationalistes, unitariens, se trouvent de préférence en Nouvelle-Angleterre ; les quakers en Pennsylvanie ; les baptistes dans le Sud, mais aussi dans la Nouvelle-Angleterre ; les méthodistes surtout dans le Centre-Ouest, le Sud, la Nouvelle-Angleterre ; les luthériens, Allemands ou Scandinaves, dans le Centre-Ouest (Ohio, Illinois, Wisconsin) ainsi que dans le Nord-Ouest ; les épiscopaux dans l'Est, la Californie et en général les quartiers élégants des grandes villes. Quant aux catholiques, produits authentiques de la seconde et de la troisième immigration, ils se sont principalement accumulés dans les grandes agglomérations urbaines de la côte Atlantique, du Centre-Ouest, de San Francisco, cependant que les populations catholiques de la Louisiane et de l'extrême Sud-Ouest sont respectivement d'origine française, espagnole ou mexicaine.

Non moins significative est la répartition selon les classes sociales. À l'étage supérieur, il y a le groupe des presbytériens, congrégationalistes, unitariens, et celui de l'Église épiscopale. Le premier, dans l'Est et en particulier en Nouvelle-

Angleterre, [p. 87] se recrute dans les vieilles familles de richesse ancienne, dans les milieux cultivés, dans une bonne société assez fermée, dont le prestige mondain est du meilleur aloi. Les épiscopaux se rencontrent dans les milieux riches, snobs, un peu anglomanes des grandes villes, non sans être quelque peu envahis de parvenus cherchant à se pousser socialement ; un juif converti se fera volontiers anglican. À l'étage social moyen se rencontrent surtout les méthodistes, Église puissante, politiquement influente, ayant perdu son caractère ancien de secte dissidente pour abriter une masse, confortable et satisfaite, de gens arrivés ou en voie de réussir, éducateurs, pasteurs, hommes d'affaires. Enfin, à l'étage de la petite classe moyenne ou du peuple (dans la mesure où ce mot a un sens aux États-Unis), figurent les baptistes, les catholiques, les membres des sectes. Initialement recrutés parmi les Irlandais, les Italiens, les continentaux européens de la troisième vague d'immigrants, les catholiques n'ont représenté longtemps que les milieux les plus inférieurs, ceux que les protestants antérieurement établis ne considéraient qu'avec condescendance, mais en raison du progrès récent des éléments immigrés ce n'est plus aussi vrai, surtout depuis que des membres de l'élite mondaine se sont convertis. Quant aux sectes, c'est dans les milieux du petit peuple qu'elles prospèrent, exactement comme chez nous dans le Midi de la France : les gens moins fortunés, d'étroite tradition biblique, y trouvent une diversion.

La lecture du *Who is Who* est à cet égard fort instructive, en tant qu'expressive d'une hiérarchie sociale, presque de caste, curieusement liée à l'affiliation religieuse, dans un pays par ailleurs passionnément égalitaire. La rigueur des distinctions tend sans doute à se relâcher, mais entre les deux guerres il ressortait de l'annuaire que, sur 100 personnes y figurant et déclarant appartenir à une Église, il y avait 21 anglicans-épiscopaux, 21 presbytériens, 14 méthodistes, 11 congrégationalistes, mais seulement 9 baptistes et 5 catholiques. Si j'avais à rédiger un guide de l'attitude religieuse à choisir pour se pousser dans le monde aux États-Unis, je constateraï qu'un presbytérien n'a aucune raison de se faire anglican, mais qu'un méthodiste enrichi ou quelque grand juif n'aura pas tort d'y songer ; j'aurais dit, il y a trente ans, qu'il n'y avait jamais aucun avantage social à se faire catholique, mais je ne le dirais plus aujourd'hui, l'expérience prouvant que c'est maintenant possible sans grave dommage mondain.

[p. 88]

Chapitre 11.

TENDANCES ET RÉACTIONS RELIGIEUSES AUX ÉTATS-UNIS

I

[Retour à la table des matières](#)

Trois tendances, correspondant à trois tempéraments religieux, se distinguent traditionnellement dans le protestantisme américain. L'orthodoxie ou fondamentalisme est issue, soit du XVII^e siècle anglais puritain, soit du romantisme méthodiste du XVIII^e, mais l'élan initial, transmis au XIX^e, se conserve au XX^e, périodiquement ranimé par des « réveils » (*revivals*). Le libéralisme ou modernisme, legs du siècle des lumières, vise à adapter la religion aux besoins du progrès contemporain. L'invention religieuse des sectes, prophétique, mystique ou fantaisiste, perpétue dans le nouveau monde une tradition biblique, dont la source est au plus profond de l'Ancien Testament, mais qui sait à l'occasion se servir de toutes les ressources de la technique moderne.

L'orthodoxie se fonde sur l'interprétation littérale de la Bible, considérée comme « le Livre », dépôt de toute vérité. Pour les Américains de vieille allégeance, c'est surtout « le Livre de nos Pères », donc de la tradition nationale, et l'on a l'impression qu'ils en viennent parfois à oublier que c'est un livre juif, appartenant aussi à d'autres peuples. Il est admis sans discussion que tout ce qui s'y trouve inscrit est vrai, jusqu'au plus extraordinaire miracle. En 1925, au procès resté fameux de Dayton (Tennessee), relatif à l'enseignement de l'évolution, William [p. 89] Jennings Bryan, ancien secrétaire d'État et leader fondamentaliste, répond ainsi aux questions de l'avocat adverse :

Q. Prétendez-vous que tout ce qui est dans la Bible doit être interprété littéralement ? – *R.* Je crois que tout ce qui est dans la Bible doit être accepté tel quel. – *Q.* Vous croyez que Dieu a créé un poisson assez gros pour avaler Jonas ? – *R.* Oui, et laissez-moi vous dire qu'un miracle est aussi facile à accepter qu'un autre. – *Q.* Facile, dites-vous, d'admettre que la baleine a avalé Jonas ? – *R.* Oui Monsieur, si la Bible le dit.

Un humoriste suggère qu'un libéral est celui qui croit que la baleine a avalé Jonas, tandis que le fondamentaliste croit que Jonas a avalé la baleine, mais on doit se rendre compte que Bryan était fort sérieux. Par son intransigeance, cette orthodoxie a créé et maintenu une armature morale solide, comportant la condamnation des mœurs dissolues importées des Babylones européennes, mais aussi la répudiation des doctrines scientifiques susceptibles d'ébranler la croyance. Il ne faut pas croire que ce soit une attitude périmée : elle persiste non seulement dans les milieux vieil-américain et chez les petites gens du *Bible belt* (zone biblique), mais encore chez de riches et puissants hommes d'affaires, respectueux de la tradition, qui sont les piliers et les banquiers de l'Église. Il y a un nationalisme américain qui trouve dans le fondamentalisme sa base la plus solide et c'est de lui par exemple que se réclame le Ku Klux Klan.

Le libéralisme au contraire cherche à se dégager du dogme étroit, de la religion littéralement et étroitement révélée, pour se concentrer sur la recherche de l'esprit, sur l'action morale et sociale. De la transcendance il tend à passer à l'immanence, dans une préoccupation spirituelle où l'humanisme s'impose. Il se rattache en cela au mouvement libéral européen du XIX^e siècle, mais il s'en distingue par un souci, un peu puéril, qui se rencontre du reste aussi dans le fondamentalisme, de moderniser la religion par un usage systématique des techniques les plus actuelles et des vocabulaires les moins ecclésiastiques. Certains pasteurs se font assister de psychanalystes ; et, après tout, pourquoi Dieu ne serait-il pas moderne ? Dans son *Middletown*, Robert S. Lynd raconte la scène suivante :

Quand les *Bearcats* (l'équipe sportive du collège de Middletown) étaient en train de jouer pour le championnat de basketball, ceux qui n'avaient pu aller assister au match s'étaient réunis dans l'auditorium du collège pour entendre au fur et à mesure [p. 90] l'annonce des résultats. Un pasteur présidait le meeting, l'inaugurant par une prière. À un moment donné un moniteur se dresse « Oh ! Dieu, nous devons gagner ! Jésus, ne voudras-tu pas nous aider ? » Les *Bearcats* ayant quand même été battus, le pasteur répond à quelques objections faites par les élèves : « On m'a demandé s'il était juste de prier pour la victoire des *Bearcats* et l'un de vous m'a dit qu'ayant prié pour les *Bearcats*, et ceux-ci ayant été vaincus, il ne croit plus à l'efficacité de la prière. Je crois que la prière devrait être réservée pour les cas

où c'est une issue morale ou spirituelle qui est en jeu. Dieu pourrait favoriser la moins bonne équipe, mais, de sa part, ce ne serait pas sportif. »

L'Européen est porté à rire, à moins qu'il ne se sente un peu choqué, mais l'opinion américaine se plaît à ces rapprochements qui soulignent le caractère pratique que, dans le nouveau monde, doit prendre la religion. Une agence religieuse ne vantait-elle pas son *most efficient Prayer department* ? Mais, s'il faut citer ces fantaisies, on ne doit pas perdre de vue que, libéré de certaine étroitesse dogmatique, ce modernisme reste essentiellement religieux, axé sur l'esprit, mais ne sachant pas séparer la vie spirituelle de l'action, notamment de l'action sociale. Au risque de perdre tout cadre de croyance positive, l'Église tend alors parfois à devenir surtout un instrument de réalisations sociales, avec des promesses, des rapports et des ordres du jour analogues à ceux des partis politiques.

Quant aux sectes, elles constituent aux États-Unis un jaillissement spontané, sporadique, qui ne se tarit pas. Leur institution repose généralement sur l'interprétation particulière de tel verset de la Bible, sur la révélation d'un fidèle, sur quelque superstition trouvant sa preuve dans les Écritures, sur quelque rite, sur l'affirmation d'une règle puritaine. Elles sont du reste indéfiniment diversifiées, généralement exclusives, souvent microscopiques, parfois grotesques. Les *Primitive friends* sont 25, les *Bullockite free will Baptists* 36. La moitié des sectes ont moins de 7 000 membres. Certaines restent totalement inconnues, quasi impossibles à identifier : les *Predestinarian Baptists*, les *Pillars of fire*, la *House of Prayer*, la *Church triumphant*... La *Church of God and Saints of Christ* doit sa naissance à la révélation d'un cuisinier nègre du Santa Fé Railroad ; selon la *Church of living God*, Job, David, Jésus étaient Noirs ; les *Amish Mennonites* considèrent les boutons, les bretelles comme des instruments de péché. Mais les *Jehovah's witnesses*, qui rayonnent sur les cinq continents, sont à même de réunir, le 19 juillet 1953, [p. 91] 82 861 fidèles dans le *Yankee stadium* de New York. Le mouvement des sectes n'est pas propre à l'Amérique : l'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse, le Midi cévenol lui fournissent traditionnellement un milieu favorable. Mais il semble qu'aux États-Unis le terrain se soit manifesté particulièrement réceptif à leur épanouissement. Refuge de déshérités, elles bénéficient de la crédulité de gens sans culture, émus par le prophétisme, séduits par l'illusion du retour à l'Église primitive, invraisemblablement prêts à accepter n'importe quelle affirmation : si je disais que je suis Élie ressuscité, il se trouverait des Américains pour le croire ! Il faut classer avec les sectes les *revivals*, fondés sur l'émotion, selon la tradition méthodiste des conversions subites : émotion savamment dirigée par des animateurs connaissant à fond la psychologie des foules, la technique de la publicité religieuse. Ces réveils attirent et secouent éventuellement des foules immenses, qui, prises en main par des évangélistes convaincus mais avertis, se convertiront, quitte à retomber ensuite... mais de nouveaux réveils les ressaisiront. Dans l'*Elmer Gantry*, de Sinclair Lewis, un revivaliste professionnel discute

longuement la question de savoir si l'on a le droit de compter deux fois les mêmes convertis...

Le fondamentalisme et le modernisme sont aujourd'hui, dans une large mesure, des polémiques dépassées. Le modernisme, dans l'ensemble, a vaincu, encore qu'on n'aime pas se dire libéral, formule péjorative en tant que suspecte de *leftism* (gauchisme), mais la tradition fondamentaliste, toujours vivante, notamment dans le Sud et le Centre-Ouest, a maintenu aux États-Unis une solide fidélité au culte, à la vie religieuse de la paroisse, à la conception protestante de la religion comme inspiratrice de la vie. Il y a ainsi certains traits, certaines tendances qui appartiennent en commun à tous les protestants américains, notamment, en dépit de la croyance au péché originel, cette confiance dans l'homme, dans l'homme régénéré si vous voulez, qui conduit à la mystique proprement américaine de l'énergie, susceptible de se dégrader en mystique du succès.

Ainsi la religion doit construire, organiser : il s'agit moins de méditer que d'agir, d'agir socialement, la dignité de l'homme finissant par ne plus toujours bien se distinguer de son niveau de vie.

Dans ces conditions, le Christ, encore qu'il reste bien le centre de la croyance, tend à ne plus tant être le Christ du sacri-[p. 92] fice et de la rédemption qu'une sorte de Christ surhomme, modèle devant servir à un idéal de vie, mais, comme nous le disions tout à l'heure, de vie moderne, adapté à toutes les exigences du présent. La littérature américaine affectionne particulièrement l'image d'un Jésus vivant de notre temps, servant d'exemple par sa parfaite sainteté, associée cependant à un parfait modernisme. Le livre classique est celui de Sheldon, *In his steps what would Jesus have done*. Il est permis d'évoquer un Christ rotarien, boy scout, membre d'une Chambre de Commerce. Le plus extraordinaire est celui de Bruce Barton, dans *The man nobody knows*. Il nous y est montré comme le créateur de « la plus grande organisation que le monde ait jamais vue », comme un exécutif, un chef (Chapitre I), comme le fondateur des affaires modernes (Chapitre VI), sachant se servir de la publicité, nullement comme un être physiquement inférieur (aurait-il pu chasser les marchands du temple ?), ni comme un rabat-joie (*the most popular dinner guest in Jerusalem*)... En lisant le livre, j'ai cru d'abord à quelque spirituelle galéjade, mais, renseignements pris, l'auteur était fort sérieux.

Je m'en voudrais, par ces allusions d'ordre humoristique, de paraître rabaisser l'esprit du protestantisme américain, car celui-ci est essentiellement sincère dans sa recherche d'une vie spirituelle meilleure entraînant une dignité sociale accrue. Cependant on ne peut s'empêcher de constater que la religion, ainsi comprise, devient une réflexion de la vie américaine, tout autant qu'une force spirituelle indépendante. Nombre d'Églises, dans ces conditions, tendent à devenir moins des lieux d'adoration que des clubs sociaux, dans lesquels les réunions de sport pour les jeunes ou les soupers du dimanche soir revendiquent une place importante à

côté de la liturgie ou du sermon. On attend du pasteur qu'il soit un animateur, un *good mixer*, leader effectif de sa communauté, qu'il aura à défendre contre la concurrence de communautés rivales. Le civisme religieux, dans cette conception, devient une caractéristique du protestantisme aux États-Unis : il faut suivre le Christ dans les Bourses, les usines, les banques, les antichambres du gouvernement (*follow Christ in the market Place, the factory, the banking house, and the halls of government*), car la nation doit être religieuse et c'est le devoir du chrétien d'y veiller. C'est dans cet esprit que protestants laïques et pasteurs interviennent en tant que tels dans la lutte politique, s'efforçant de transformer en lois les impératifs de la [p. 93] morale, luttant pour les réformes sociales, le *clean government*. Le danger est que, pour réussir dans le monde, on est amené à adopter certaines de ses méthodes : tout n'est pas pur dans la façon dont la prohibition par exemple a été défendue. Agissant en tribuns, il a fallu que tels pasteurs montrassent les qualités d'un candidat, mais ils risquaient d'en contracter aussi les défauts. Ces critiques ont été souvent faites, mais ce programme qui consiste à moraliser l'État n'en est pas moins d'une inspiration qui honore le protestantisme américain.

II

Le protestantisme ainsi compris n'a pas manqué de susciter certains reproches. Il s'agit d'une religion d'Anglo-Saxons, satisfaits de leur respectabilité, *gentlemen of principle and prosperity*, reléguant les étrangers et les immigrés dans une sorte de seconde zone religieuse, morale et sociale. Certains suggèrent aussi que, dans cette conception systématiquement orientée vers l'action, les éléments essentiels de la religion tendent à être perdus de vue : la préoccupation toujours présente du résultat, presque du rendement humain, ne tient plus assez compte de la transcendance divine et de l'esprit d'adoration désintéressé ; d'autre part le souci d'être moderne entraîne chez certains évangélistes une sorte de cordiale vulgarité qui nuit à la poésie du culte, parfois presque à sa dignité. Les esprits religieux estiment éventuellement qu'il manque quelque chose. Le catholicisme a, dans une certaine mesure, bénéficié de ces objections, mais elles ont par contre-coup provoqué des redressements protestants qui ne sont pas sans importance.

Le catholicisme souffre traditionnellement aux États-Unis de graves handicaps. Il y est considéré comme la religion des étrangers, des *aliens* pourrait-on même dire, en donnant à ce mot son sens péjoratif. C'est l'Église des immigrants, des mal assimilés, par conséquent des petites gens qui sont au bas de l'échelle sociale – le fils d'un magnat protestant ayant – quel scandale ! – épousé une catholique, sa mère, s'étant rendue à cet effet à la petite église romaine du lieu, remarquait qu'elle n'y était jamais venue que pour marier ou enterrer ses serviteurs. Il n'est pas exagéré de dire que la pompe romaine, avec la splendeur de

son rituel, l'éclat de ses costumes ecclésiastiques, la [p. 94] magnificence de ses processions sur le passage desquelles s'agenouillent les fidèles, laisse aux vieux Américains l'inconfortable impression d'un exotisme déplacé dans un pays protestant. Cette impression s'accroît encore du fait qu'il s'agit d'une Église formée de groupes nationaux dont la fusion est longue à se faire : à côté d'un élément irlandais traditionnellement dominant, on y distingue des Italiens, des Allemands, des Polonais, des Canadiens français...

Se sentant tenu en marge, hors de l'axe, alors qu'il entend prendre part sur pied d'égalité à la vie nationale, le catholicisme américain tient avant tout à s'américaniser. De grands prélats, tels que M^{gr} Ireland, M^{gr} Gibbons, étaient en voie de réaliser ce programme à la fin du siècle dernier, mais si depuis lors l'immigration slavo-latine a retardé cette assimilation, elle n'en est pas moins en voie de se faire, d'autant plus que les nouveaux venus, nous le savons, mettent un empressement extraordinaire à adopter les mœurs du nouveau monde. S'ils le font, c'est du reste avec la volonté bien nette d'intégrer le catholicisme tel quel dans la communauté américaine. Il s'agit en effet dès maintenant d'une Église adaptée à l'atmosphère nationale ambiante : elle est fière de sa richesse, de l'importance des monuments ecclésiastiques qu'elle a édifiés, du confort tout moderne de ses écoles et de ses couvents. Ses prêtres, bien chauffés, bien nourris, habitués à voyager en sleeping, doivent éprouver pour leurs pauvres collègues européens une commisération pleine de condescendance. Leur contribution à la pensée religieuse universelle est médiocre, mais ils ont le sentiment de leur puissance, qui n'est du reste pas sans inquiéter les milieux protestants, accoutumés de longue date à un monopole d'influence.

L'action catholique aux États-Unis s'exerce donc authentiquement dans le cadre national, mais elle relève néanmoins d'un américanisme moral et religieux spécial. Son moralisme est essentiellement conçu sous l'angle de la famille, dont elle se fait, beaucoup plus que les protestants, le défenseur. Elle s'éloigne cependant des tendances de fond de la société américaine dans la position prise par elle sur le devoir, qu'elle affirme avec intransigeance, de ne pas limiter les naissances, d'être contre le *birth control*, contre la stérilisation. Elle s'en éloigne également dans sa conception de l'école séparée, réclamant pour celle-ci des subventions assurément contraires au principe constitutionnel de la séparation des Églises et de l'État. L'existence d'une [p. 95] minorité religieuse recevant les instructions d'un pape étranger et par aggravation italien indispose de plus en plus les protestants, qui, en présence d'un développement catholique indéniable, reprennent tous les arguments d'un anticléricalisme que nous connaissons bien. Encore, plutôt que d'anticléricalisme, faudrait-il parler ici d'anticatholicisme.

Si pareille inquiétude se fait jour aux États-Unis, c'est que le catholicisme y bénéficie, depuis la première guerre mondiale, d'une certaine faveur. Il faut dire qu'en général le niveau social de la population catholique s'est élevé, mais il y a eu aussi de nombreuses conversions du protestantisme. À quoi sont-elles dues ? L'austérité du culte protestant détourne certains Américains de la sévérité

réformée vers l'attrait d'un rituel plus poétique, plus mystique, ménageant mieux dans la religion le prestige du mystère : selon Sinclair Lewis, dans la platitude quotidienne des petites villes de l'Ouest, les seules fenêtres sur l'infini sont le passage du train et la messe catholique. Comme partout ailleurs la dispersion protestante fait apprécier à des esprits avides de discipline la force d'une Église fondée sur l'autorité. Je crois que le progrès du catholicisme aux États-Unis tient surtout à son excellente organisation, à l'efficacité d'un clergé singulièrement actif, à sa propagande infatigable, à son intelligente pression sur les hommes politiques. Il faut ajouter qu'une natalité plus forte tend à augmenter naturellement le nombre des catholiques américains.

Les statistiques, nous l'avons vu, montrent en effet un accroissement impressionnant de leur effectif, qui va bientôt dépasser de beaucoup 30 000 000, mais la proportion par rapport à la population totale ne s'accroît pas. Il n'en reste pas moins qu'il y a progrès incontestable de l'influence catholique, et c'est une phase nouvelle dans l'histoire du pays. Il y a désormais une minorité importante en mesure de faire entendre sa voix, pour préconiser des thèses dont on ne peut dire qu'elles soient en accord avec les doctrines de base qui ont traditionnellement inspiré les États-Unis. Une religion d'autorité, ne reconnaissant pas l'école publique laïque, non résignée au fond à la séparation de l'Église et de l'État, c'est dans l'organisme national l'équivalent d'un corps étranger. Il n'est pas question de ne pas lui faire sa place, mais cette admission est l'occasion d'adaptations difficiles et de graves divergences politiques.

Cela ne signifie pas que le patriotisme des catholiques [p. 96] américains, disons même leur nationalisme, le cède en rien à celui de leurs concitoyens protestants plus anciennement établis ou assimilés. Le patriotisme de ceux-ci se réfère à une conception anglo-saxonne et protestante des États-Unis. Celui des catholiques est l'effet d'un attachement loyal et même passionné à l'*American way of life* et d'une reconnaissance sincère à l'égard du pays qui leur en accorde le privilège. Le nationalisme américain du passé était protestant, tel celui du Ku Klux Klan, mais il peut exister désormais un nationalisme catholique, non moins exclusif quoique ayant d'autres lignes de défense : qu'on pense par exemple à celui d'un McCarthy.

III

Les prétentions, de plus en plus insistantes, de la minorité catholique ont suscité chez les protestants un renouveau d'anticatholicisme. Tous les arguments les plus rebattus de notre anticléricalisme reparaissent, avec une fraîcheur qu'ils ont perdue chez nous : le pape est un souverain étranger auquel il est scandaleux que des Américains obéissent dans leurs votes, la hiérarchie romaine est incompatible avec la constitution américaine, Rome n'a pas renoncé à la conquête

de l'Amérique, *caveant consules* ! Quand le président Truman a voulu, en 1951, nommer un ambassadeur au Vatican, il s'est heurté à une opposition protestante dont la violence étonne : les pasteurs, en chaire, ont qualifié la mesure d'intolérable scandale, d'insulte faite au caractère protestant de la nation et d'innombrables listes de signatures ont confirmé leur protestation. La profondeur de cette réaction ne doit pas être méconnue, elle répond à une défense instinctive d'un monopole religieux maintenant périmé.

La présence d'une pensée catholique a cependant exercé une influence à l'intérieur même du monde protestant. On constate une évidente attraction vers les formes catholiques du culte, non seulement dans les milieux *high church* de l'Église épiscopale où il y a un véritable débordement de vitraux, de croix, d'encens, de candélabres, de cierges et de vêtements sacerdotaux somptueux, mais jusque dans les Églises de la plus pure tradition réformée, où se fait jour une préoccupation d'esthétique bien étrangère à l'ascétisme antérieur : le temple baptiste confié par Rockefeller au pasteur Fosdyk est la reproduction de la cathédrale de Chartres, avec des chapelles consacrées à de grands hommes tels que Lincoln ou Pasteur, et un souci d'élégance se remarque un peu dans toutes les dénominations. On aurait tort du reste de voir là le signe d'un retour aux pratiques catholiques, car la préoccupation reste exclusivement esthétique, sans conséquences sacramentelles comme dans l'anglicanisme. Il faut signaler néanmoins des tendances vers une conception plus strictement religieuse de la religion, je ne sais quelle lassitude d'un christianisme trop pratique au point d'en être terre-à-terre, la réapparition dans le culte de l'adoration, avec l'accent mis sur l'autel et non plus uniquement sur la chaire (*pulpit*). La *Federation of Churches of Christ* a institué une *section of worship* (section de l'adoration). La notion de la transcendance divine, longtemps éclipsée par l'immanence issue du XVIII^e siècle, a reparu avec l'influence de Karl Barth, encore que celle-ci soit sur le déclin, et l'intérêt pour la théologie est en progrès certain. Ces tendances, où se reconnaît l'influence de mouvements européens analogues, marquent aussi, dans une certaine mesure, une endosmose de l'atmosphère catholique, mais sans que celle-ci entraîne des conséquences sur l'essence même du protestantisme.

Bien au contraire, celui-ci, se sentant menacé par la concurrence d'un catholicisme bénéficiant de son unité et faisant masse de son organisation, éprouve à son tour le besoin de se concentrer en s'organisant. En présence de menaces extérieures, telles que l'athéisme communiste d'un côté, la propagande romaine de l'autre, les querelles doctrinales séparant les dénominations semblent quelque peu démodées et l'union des Églises prend la première place dans les préoccupations. On insiste sur le fait que ce qui unit les protestants est plus important que ce qui les sépare et, comme on est aussi dans le pays de la rationalisation, on fait valoir que le groupement des unités cultuelles permet logiquement de sérieuses économies de pasteurs, de missionnaires et de gestion. Le mouvement irrésistible qui, dans le domaine économique, conduit à la concentration des industries, se manifeste parallèlement dans le domaine

ecclésiastique. Créée en 1912, la *Federation of Churches of Christ*, maintenant *National Federation of Churches of Christ*, groupe plus de 700 unités de culte locales dans tout le pays. En quarante ans il y a eu quatorze unions importantes d'Églises, insistant sur l'oubli volontaire de différences minimales au bénéfice de ce qu'elles [p. 98] avaient de commun. Le mouvement, il est vrai, n'a pas atteint les sectes, mais on en mesure toute la portée dans le concours américain à l'œcuménisme protestant, dont les États-Unis ont été les initiateurs et demeurent le soutien le plus convaincu et le plus efficace. Je ne sais si ce courant vigoureux qui porte à l'union exprime un renouveau de la foi plutôt qu'un besoin d'efficacité administrative. Si les sectes représentaient la jeunesse religieuse, ce libéralisme axé sur l'organisation serait plutôt expressif d'une sorte de maturité.

De son côté le puritanisme, qui au lendemain de la première guerre mondiale avait marqué un retour offensif caractérisé, apparaît maintenant en régression, le *turning point* pouvant être fixé à l'abandon de la prohibition en 1933. Après un long refoulement, certaines tendances de la nature humaine ont fini par se faire jour en dépit d'une armature morale oppressive, mais cette libération s'est faite quand même dans un esprit où l'individualisme protestant transparaissait. C'est en vertu d'une sorte de mystique que des formules telles que « vivre sa vie », « faire soi-même sa destinée », soit dans le domaine du sentiment, soit même dans celui de la vie sexuelle, ont trouvé aux États-Unis une renaissance inattendue : c'était pour l'esprit religieux une façon de se transposer dans des domaines où l'Europe a quelque peine à l'imaginer. Il y a jusque dans le *Rapport Kinsey* je ne sais quel Rousseauisme différé. Le courant de la pensée religieuse américaine a été si fortement orienté de la transcendance vers l'immanence, de l'autre monde vers celui-ci, de la théocentrie à l'anthropocentrie, du dualisme vers le monisme, qu'il est devenu impossible de l'arrêter dans cette voie ; mais, sous quelque forme que ce soit, l'élan religieux initial est toujours visible.

IV

En somme, même quand il n'y a pas de foi doctrinale authentique, l'Amérique demeure essentiellement protestante et les problèmes continuent d'y être toujours envisagés sous l'angle protestant, moral et moralisant. Les catholiques eux-mêmes subissent cette ambiance, cependant que l'incroyance, sévèrement comprimée par un conformisme peu tolérant, n'existe pas sous la forme agressive et ne s'exprime guère que dans un agnosticisme respectueux. Les Églises protestantes se prévalent du [p. 99] nombre récemment accru des gens déclarant une affiliation religieuse pour affirmer un progrès de la foi ou du moins de l'attachement au culte. L'Européen est frappé en effet par le grand nombre des Américains fidèles à leur Église, portant la marque de la conscience protestante. On peut dire qu'à cet égard le pays reste dans sa tradition, qui est celle d'une nation se voulant chrétienne et

spécifiquement protestante, affirmant la séparation des Églises et de l'État, mais n'ayant nullement l'idée qu'il doive y avoir une séparation entre la religion et la nation. Ce pays reste aussi dans sa vocation missionnaire, sincèrement désireux d'améliorer le sort moral des hommes par l'élévation de leur niveau de vie. Si l'angle de vision est souvent matériel, l'inspiration demeure idéaliste, d'un idéalisme dont la source est religieuse. L'Europe, qui a souffert, voit une opposition entre la religion et la vie et se méfie des philosophies qui prétendent sanctifier le succès. L'Amérique, qui n'a pas souffert, conserve dans son optimisme la conviction que les deux notions ne s'opposent pas.

[p. 100]

Chapitre 12.

LA MINORITÉ JUIVE

[Retour à la table des matières](#)

Pour comprendre le problème juif aux États-Unis (et du reste n'importe où) il faut considérer à la fois le facteur ethnique et le facteur religieux, et c'est pourquoi nous avons différé jusqu'ici d'en parler. On pourrait même nous reprocher ce délai, tant la question touche de près à la vie même du pays. En 1950 il y a aux États-Unis 5 000 000 de juifs, ce qui fait un chiffre important, et il y en a 2 100 000 à New York, ce qui proportionnellement est énorme dans une agglomération urbaine de 10 000 000 d'hommes, mais ces chiffres ne permettent en rien de mesurer la place qu'ils tiennent dans une communauté où leur fusion dans le creuset paraît d'abord la plus étonnamment rapide, mais où en fin de compte ils demeurent hétérogènes, inassimilés.

I

La composition de cette minorité, du reste compacte, comporte toute la gamme, depuis l'aristocrate de haute banque issu de Londres ou de Francfort jusqu'au pouilleux échappé des ghettos d'Ukraine ou de Pologne, sans oublier l'intellectuel génial se recrutant indifféremment dans tous ces milieux. En France, un vocabulaire, que je ne prends naturellement pas à mon compte, distingue l'Israélite, le Juif, le youpin, le youtre ; mais le vocabulaire correspondant aux États-Unis comporte une vingtaine d'expressions, et le fait s'explique si l'on considère les conditions dans lesquelles l'immigration juive s'y est développée.

Quatre vagues successives la composent. Avant l'Indépendance, il s'agit surtout de Hollandais, peu nombreux et de [p. 101] niveau social élevé, qui jouent un rôle important dans les premières relations entre l'Europe et l'Amérique. Puis, dans la première moitié du XIX^e siècle, arrivent des Juifs originaires d'Allemagne, venant chercher dans le nouveau monde une dignité de vie que l'ancien, du moins en Europe centrale, leur refuse ; ce ne sont pas des misérables et l'esprit libéral qu'ils apportent est une contribution au nouveau peuple qui se forme, dans lequel ils retrouvent du reste de nombreux concitoyens allemands : ils se joignent naturellement à leurs communautés, notamment dans le Centre-Ouest, développant tout un petit commerce, d'où sortiront par la suite les grands magasins juifs des principales cités. La qualité jusqu'ici est restée relativement élevée, mais avec la vague slavo-latine de la fin du siècle elle se détériore : les immigrants juifs de cette période, issus d'une Europe orientale, russe, austro-hongroise ou roumaine, où ils sont persécutés, souvent victimes de pogroms, trouvent un refuge aux États-Unis. Il s'agit d'éléments inférieurs, d'une pauvreté touchant fréquemment à la misère, marqués des stigmates d'une persécution séculaire, apportant avec eux l'atmosphère exotique des ghettos de l'Orient ; ils s'accumulent dans les grands ports de l'Est, les plus grandes villes du Centre-Ouest, trafiquants autant que commerçants, petits artisans, fournissant une nombreuse main-d'œuvre de tailleurs, d'où proviendront ultérieurement les grandes maisons de confection de New York ou de Chicago. Survient la première guerre mondiale, la fin de l'immigration européenne. Mais, avec la persécution hitlérienne, avec la seconde guerre mondiale et son lendemain, elle reprend, l'Amérique ayant retrouvé au moins temporairement son caractère traditionnel de pays de refuge. Parmi les « personnes déplacées » l'élément juif est naturellement représenté. On ne sait si l'injection est bienfaisante ou nocive. De la même façon que l'Angleterre ou l'Allemagne après la Révocation de l'Édit de Nantes, l'Amérique bénéficie d'un précieux apport de techniciens, de savants, éventuellement géniaux, sans lesquels la recherche atomique n'eût peut-être pas abouti, et c'est pour le pays l'enrichissement d'une valeur dont il a justement besoin. Mais la communauté américaine est en même temps pénétrée d'un renouveau d'exotisme, sensible à l'observateur le moins prévenu. Le problème juif, toujours posé, jamais résolu, en reçoit un regain d'acuité.

[p. 102]

II

La personnalité profonde des peuples, disions-nous, dépend surtout de leurs réactions en présence du problème religieux, de leur attitude, optimiste ou pessimiste, à l'égard de la vie terrestre. Où classerons-nous le juif, spécialement le juif américain ? À la façon des puritains, qui du reste tiennent de lui cette tradition, c'est assurément un optimiste. À ses yeux, le royaume de Dieu doit être réalisé sur la terre, par et pour le peuple élu : il y a là, s'adressant à une race

déterminée, une promesse strictement terrestre. Sous sa forme messianique, on connaît la persistance, la vitalité extraordinaire de cet espoir : il subsiste même quand la notion du Messie se dépersonnalise, quand l'attente messianique devient simplement une aspiration éperdue vers le progrès social, ou telle autre forme de progrès humain. « Le Messie, me disait un juif *cum grano salis*, ce n'est pas nécessairement un homme, c'est le progrès social, c'est la hausse du pétrole ! » Cet optimisme de réalisation sociale est tout au fond de la croyance juive la plus authentique. L'histoire nous a enseigné la foi des rabbins dépositaires de l'espoir de la race ; l'expérience nous montre également, tout comme chez les puritains, la déviation qui détourne parfois vers l'argent cette ardeur. Ne nous y trompons pas cependant, la nature de l'espoir juif est spirituelle : le juif n'est exclusivement ni un homme d'affaires ni un dilettante, il veut coopérer à l'œuvre de Dieu. C'est de Zangwill que jaillit ce cri déchirant : « Enlevez-moi l'espoir que je peux changer l'avenir, et vous me rendez fou ! ¹ » Étrange ressemblance entre le Juif et le puritain : pas de prêtres, des pasteurs ou des prophètes qui sont des tribuns et, de part et d'autre, attrait, sanctification du succès, de telle sorte que parfois « l'autre vie » finit par pâlir au second plan. Et pourtant, qui osera soutenir que le juif n'est pas pessimiste ? La tristesse métaphysique de la Bible est présente à toutes les mémoires. Qui ne se souvient de ce verset des Psaumes, repris par la liturgie des enterrements réformés : « La vie est comme la fleur des champs... » ? Nul n'a trouvé de pareils accents. Et comment ce peuple de la tradition, qui n'oublie rien, pourrait-il oublier les persécutions toujours renaissantes qu'il a souffertes, le nomadisme incurable que le destin lui a imposé ? Cette mélancolie philosophique, l'un des [p. 103] traits les plus poignants de la pensée juive, est aussi l'une des sources les plus émouvantes de la poésie d'Israël.

La combinaison, l'enchevêtrement, la contradiction de ces deux tendances dessine l'axe même de la personnalité juive. Optimiste, le juif l'est pour lui-même, pour sa race, pour le progrès social ; pessimiste, il l'est pour la vie en général et singulièrement pour le destin des sociétés où la diaspora le fait vivre. Par suite d'une sorte de dissociation intellectuelle, il sait juger celles-ci, même quand il en est devenu membre, avec la froide lucidité d'un étranger, témoignant même à l'occasion dans cette dissection je ne sais quel sadisme. « Ils manient, écrit Barrès, les idées du même pouce qu'un banquier les valeurs, comme des jetons qu'ils trient sur un marbre froid. ² » Occidental par son aisance à se mouvoir dans le mécanisme moderne, le juif est donc demeuré oriental par la profondeur de son sentiment religieux. Il faut se méfier des protestations de scepticisme que prodiguent les Israélites. Herzl, le fondateur du sionisme, n'était ni orthodoxe ni croyant, mais penserez-vous un seul instant qu'il ne fût pas religieux ? Le sens de Dieu dans l'âme juive est indéracinable : « Il voulait Dieu, écrit encore Zangwill d'un de ses personnages, il était affamé de Dieu, du Dieu de ses pères. Il ne

¹ Zangwill, *Le Creuset*, acte II.

² Barrès, *L'Ennemi des lois*, p. 170.

pouvait rejeter mille ans de foi. » Mais cette religion, il semble qu'on veuille la goûter surtout sous forme de souffrance, recherchant moins le bonheur dans la conversion qu'on ne lui demande un fardeau. Par contraste avec le plat optimisme social des pragmatistes, ce pessimisme, ce sens persistant du tragique prennent toute leur grandeur.

III

C'est dans ces conditions, si spéciales, que se pose le problème de l'assimilation juive aux États-Unis. En apparence, l'élément juif s'américanise avec une rapidité, une aisance vraiment fulgurantes. Comme dans ces examens de l'École de Droit où l'on comprime en trois mois les inscriptions de trois ans, l'hirsute originaire de quelque ghetto d'Europe orientale semble bénéficier, pour devenir Américain, d'un stage réduit au minimum. Dès la seconde génération, parfois même dès la première, plus [p. 104] rien d'exotique n'apparaît, d'autant plus qu'on a souvent changé de nom. En somme c'est une façon de « passer », mais en l'espèce le passage est beaucoup plus facile que pour le Nègre même le plus blanc. La remarquable souplesse du Juif facilite sans doute son assimilation, mais ses qualités propres y contribuent directement, s'agissant notamment du milieu américain de formation protestante : il a le sens du devoir transmis héréditairement, il respecte et pratique les vertus familiales, plus que la plupart des immigrés européens il possède les vertus civiques et surtout un sens magnifique de l'apostolat social. Tout de suite à son aise à la Bourse ou à l'Université, il remplit les sociétés d'*Ethical culture*, où il retrouve les protestants libéraux, épris eux aussi de devoir social.

Et pourtant, même après trois générations écoulées, l'assimilation n'est pas intégrale. Quelque chose demeure irrémédiablement en dehors de l'association, et nous voyons bien quoi : cet être millénaire a existé, senti, souffert, bien avant d'avoir appartenu à la nation qui maintenant est la sienne et par ce passé il reste partiellement en dehors d'elle ; son âme est comme le palimpseste dont nous parlions, avec des traces de nation sur nation ; à l'hymne du matin, évoqué par Barrès, sa mémoire, secrètement, « mêle les chants appris la veille chez les étrangers ». Les réactions juives ne sont pas les mêmes que celles des autres Américains, il s'agit d'une sensibilité plus riche, débordant le sol national, sujette à des reprises religieuses, à des retours inattendus du passé. Bref le juif n'est pas dans l'axe et sans doute éprouve-t-il le besoin, quand il n'a pas « passé », de demeurer distinct. Or il ne suffit pas aux États-Unis d'assimiler des citoyens, ils veulent assimiler les âmes, les utiliser, les canaliser vers le moulin de la production, et c'est bien en somme le but ultime de l'américanisation. Mais, dans ce cas, il s'agit d'une âme indomesticable, qui finalement demeure comme un résidu non fusible au fond du creuset. La Bible, à cet égard, est mauvaise

conseillère : Jéhovah, qui savait pardonner, ne pardonnait pas aux juifs d'épargner leurs prisonniers, car il redoutait ainsi, dans le peuple élu, une intrusion d'âmes étrangères.

On comprend, dans ces conditions, qu'il y ait une question juive aux États-Unis, peut-être moins virulente qu'en Allemagne, mais beaucoup plus aiguë que dans les pays de l'Europe occidentale. Entre Américains et juifs les facteurs de rapprochement et de ressemblance sont pourtant nombreux. La conception optimiste [p. 105] des calvinistes en matière sociale, le goût du succès chez les puritains du nouveau monde, jusqu'au nomadisme singulier des Européens transplantés de l'autre côté de l'Atlantique, tous ces traits de ressemblance semblent faits pour rapprocher, presque pour confondre les fils d'Abraham et ceux de Calvin, ces derniers étant aussi, ne l'oublions pas, fils d'Abraham. Mais ce qui sépare s'avère ici plus profond encore que ce qui réunit. D'abord l'intellectualité des juifs, dont le rythme est trop fort pour la simplicité cérébrale de cette jeunesse du monde qu'est l'Amérique. On oublie trop que le juif, cet Oriental, est physiquement plus précoce que l'Occidental et qu'à âge égal, dans les écoles ou les universités, il surclasse sans peine ses camarades américains. Il ne servirait à rien de rendre plus sévères les examens d'admission, on ne ferait qu'exclure ceux-là mêmes qu'on veut protéger, et c'est ainsi qu'on en arrive parfois à pratiquer officieusement l'équivalent d'un *numerus clausus*. Également inquiétante apparaît la critique acerbe et pessimiste des penseurs israélites dans un pays où l'optimisme national est le premier devoir du citoyen. On en veut finalement au juif de persister à l'état de section distincte, ce qui, dans cette société trop assimilatrice, semble au cent pour cent une manière de provocation.

Le Juif, il faut le dire, n'apporte pas dans son désir d'intégration une entière sincérité. S'il pénètre quelque part, son groupe en tant que groupe ne tarde pas à l'y suivre, dans un esprit de solidarité ethnique contraire à une fusion véritable. Son accession, dans ces conditions, tend à ressembler à une intrusion, qui à son tour provoque une défense. Un juif est-il accueilli, voici bientôt qu'il y en a dix ; devient-il le client d'un hôtel, cet hôtel sera tôt ou tard exclusivement à lui ; s'installe-t-il dans un quartier, les chrétiens le désertent. Par réaction, une sorte de loi non-écrite – notamment à New York – exclut les juifs de cantons entiers de la vie sociale, en vertu d'un antisémitisme que ni la France ni l'Angleterre ne connaissent : nombreux sont les hôtels qui les refusent, les propriétaires qui ne veulent pas d'eux comme locataires, encore que ce soit contraire à la Constitution. Les grands clubs new yorkais ne les admettent pas, quelle que soit la valeur individuelle du candidat ou la distinction de sa situation dans le pays. On rencontre sans doute des juifs dans le monde, et dans le meilleur, mais ce qu'on appelle la société leur oppose une barrière beaucoup plus efficace que dans les milieux les plus fermés d'Europe.

[p. 106] Il en est de même dans certaines forteresses de l'influence nationale. On croit souvent que la Banque juive domine Wall Street. Elle y est puissante, mais elle l'est moins que la haute Banque protestante. Les grands noms de

l'histoire industrielle américaine sont protestants : Rockefeller, Carnegie, Ford... Dans la politique elle-même, les juifs sont puissants à l'étage municipal et représentés au Sénat, à la Chambre, plus rarement parmi les gouverneurs d'État : à New York aucune liste n'a de chance de succès si, à côté d'un Irlandais et d'un Italien, elle ne contient le nom d'un Israélite. Brandeis, Cardoso, Frankfurter sont ou ont été membres de la Cour Suprême. Il y a eu de nombreux secrétaires d'État ou ambassadeurs juifs, mais on n'imagine pas un président de la République juif, pas plus qu'il n'est actuellement possible en tant que catholique. Roosevelt a pu s'entourer d'un *brain trust* largement israélite, mais Truman, Eisenhower ne l'ont pas suivi dans cette voie. Si le point de vue juif réussit à s'imposer, notamment dans la politique étrangère, c'est qu'une minorité de 5 000 000, surtout douée de telles ressources financières et si habile à s'en servir, ne saurait être négligée de gouvernements toujours à l'affût de l'électeur : l'attitude américaine, à l'égard de l'Allemagne hitlérienne, de l'État palestinien, du monde arabe en général eût sans doute été différente, en tout cas beaucoup moins affirmée, si l'épéon de cette minorité ne se fût constamment trouvé là. Ce serait pourtant se tromper que de prétendre, avec les nazis, que les juifs inspirent et dominent l'Amérique : ce sont les protestants.

IV

On voit donc pourquoi l'Amérique n'a ni absorbé, ni même assimilé cet élément si spécial, encore que partout ailleurs elle ait montré son extraordinaire capacité assimilatrice. C'est même peut-être aux États-Unis que la communauté juive demeure la plus distincte. C'est d'abord que son immigration s'y est produite en doses massives. C'est aussi qu'à la différence de ce qui se passe en Europe occidentale (je ne dirais pas en Europe centrale) les juifs d'Europe orientale y sont particulièrement nombreux. Au contact de ces individualités, toutes chargées encore d'une tradition séculaire, la persistance religieuse de leurs frères antérieurement arrivés se recharge constamment [p. 107] d'énergie nouvelle. Il arrive souvent que d'anciens juifs qui avaient tacitement trahi leur passé soient ressaisis par l'attrait éternellement jeune de ce même passé. Péguy ne disait-il pas que là où le catholique lit depuis cinquante ans et le protestant depuis quatre cents ans, le juif, lui, lit depuis deux mille ans ? Cette tension mystique, dont le rythme, l'intensité sont autres, empêche au fond l'adaptation. L'assimilation se fait facilement aussi longtemps qu'il s'agit d'affaires, de costume, de langage ou même de civisme, mais, pour qu'elle réalise toute sa vertu, il faut jeter au creuset bien autre chose que des langues, des mœurs ou même des manières de sentir : le creuset n'a pas fonctionné tant que l'âme elle-même n'a pas été malaxée comme le reste.

Ainsi le Juif agit aux États-Unis à la manière d'un ferment, dans le sens où Bismarck disait de lui qu'il apporte « un certain moussieux qu'on ne saurait dédaigner ». L'Américain en apprécie la valeur, mais en estimant que certaines doses deviennent dangereuses si on ne les mesure pas. Quand les éléments vraiment traditionnels de la nation prennent contact avec cette flamme biblique, avec cette intelligence amère et insatiable, perpétuellement inquiète et insatisfaite, si peu anglo-saxonne dans son éclat d'acier, ils s'effraient, se raidissent et se ferment, et c'est là que se décèle la source sans doute la plus profonde de l'antisémitisme d'outre-Atlantique.

[p. 108]

Chapitre 13.

VUE GÉNÉRALE DU PEUPLE AMÉRICAIN

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons étalé, comme sur une table d'expérience, les éléments humains disparates qui ont contribué à former le peuple américain tel qu'il existe aujourd'hui, mais ces éléments, malaxés dans le creuset, ont-ils abouti à une individualité psychologique ? L'impression qui domine, c'est la transformation du XX^e siècle américain par rapport au XIX^e, transformation qui porte sur le physique de la race, sur sa psychologie, sur les conditions nouvelles dans lesquelles elle vit.

I

En un sens et paradoxalement, il y avait à la fin du XIX^e siècle une civilisation américaine plus achevée, plus fixée que maintenant. Avant l'immigration slavo-latine, les apports irlandais, allemand et juif, se superposant à l'ancienne culture anglo-coloniale, avaient composé une société qui restait anglo-saxonne, mais avec certains piments, certains mousses qui la faisaient dévier de la classique tradition britannique. Cette société avait ses types devenus légendaires, mais que les gens de mon âge ont encore pu connaître : l'oncle Sam, l'oncle d'Amérique, Buffalo Bill, le capitaine d'industrie, l'aristocrate de la Nouvelle-Angleterre, les Quatre cents, la « belle Américaine », au port de déesse, empanachée, encombrante, ressemblant à une actrice. Relisez *Les Transatlantiques* d'Abel Hermant ! L'Amérique était bien ainsi, la fenêtre encore ouverte sur l'Ouest, créatrice, excentrique et passionnée de records. On y pouvait discerner des cultures [p. 109] locales distinctes, évoluant chacune selon son milieu et sa tradition, celle de la

Nouvelle-Angleterre avec son puritanisme, de Philadelphie avec ses Quakers et le souvenir de Franklin, de Baltimore déjà sudiste, de la Nouvelle-Orléans où subsistait l'influence française, du Centre-Ouest teinté de germanisme, de la Californie plus latine qu'anglo-saxonne. Il y avait des cuisines, celle de Baltimore, la plus typiquement nationale avec son *Virginia ham*, sa soupe à la tortue, son *Mulligatawny*, celle de la Louisiane, créole, celle de San Francisco, italienne et française. Profondément marqués par la tradition anglaise protestante, les écrivains de l'époque étaient pourtant de purs Américains : Mark Twain, Whitman, Edgar Poe, Emerson, James, Adams, Thoreau, Louisa Alcott... Mais peut-être, de même qu'un Lincoln formé par les classiques et par la Bible, étaient-ils quand même plus proches de nous, plus compréhensibles pour nous que les Américains d'aujourd'hui, dont nous avons l'impression que les racines européennes ont été coupées ?

Pourquoi cette Amérique, celle qu'avait encore connue et décrite Bourget dans son *Outremer*, n'est-elle plus ? Il y a eu la désanglo-saxonisation de la grande vague slavo-latine. Puis un changement dans le centre de gravité : l'esprit authentique de la tradition protestante a passé au Centre-Ouest, la côte Atlantique, hier forteresse du puritanisme, devenant méconnaissable sous une inondation exotique cependant que les États du Pacifique comptent de plus en plus dans l'équilibre général de la nation. Le physique même de ce peuple a changé. Je ne retrouve plus guère les types de 1900 ; c'est comme une race nouvelle qui remplit les rues de New York, de Chicago. Même impression dans les universités, dont l'effectif professoral comprend un nombre frappant de maîtres dont l'origine allemande ou juive transparaît dans l'accent. Il y a eu certainement un retour offensif de l'exotisme, tandis que, dans le Centre-Ouest qui maintenant déborde sur le Sud, se développait un type nouveau de businessmen, trapus, sérieux, sans rayonnement derrière leurs lunettes, avec je ne sais quoi de germanique dans leur comportement. Zangwill souhaitait un américanisme qui fût américain sans être nécessairement anglo-saxon : peut-être son souhait est-il en train de se réaliser ?

Je crois cependant que le facteur le plus efficace de cette transformation doit être cherché dans l'apparition d'une nouvelle vie matérielle. L'équipement technique du XX^e siècle, basé sur le [p. 110] machinisme, la série et la masse, a vraiment renouvelé la société. Ses effets, implacables, irrésistibles, s'exercent sur l'outillage et les méthodes de la production, l'équipement de l'existence quotidienne, l'ensemble des rapports sociaux, qu'il s'agisse de la presse, de la littérature, de l'enseignement, de la religion, de la politique. On passe de l'âge du pionnier, qui s'exprimait dans l'énergie personnelle, l'acceptation d'une vie d'efforts et d'ascétisme, à celui de la production collective, fondé sur l'organisation, le travail en grandes équipes, la discipline de masse. L'impression que laisse désormais la société américaine serait plutôt celle d'une splendide organisation, comportant un peuple immense d'employés ayant chacun son job et bénéficiant d'un niveau de vie supérieur, non pas à l'allemande, car l'atmosphère

est restée humaine, avec une apparence de laisser-aller, mais selon un système où la fantaisie, la liberté ont moins libre cours qu'antérieurement.

Peut-on, dans ces conditions, parler d'un peuple américain ? D'une race américaine certainement pas, car, si l'on considère du point de vue physique une réunion d'Américains, tous les types européens, du Celte au Slave, du Scandinave au riverain de la mer Noire, sans oublier les Touraniens ou les Arabes, y sont représentés. L'énumération officielle des peuples ayant contribué à l'immigration entre 1900 et 1910 est fantastique : « Africains, Arméniens, Bohémiens et Moraves, Bulgares, Serbes, Monténégrins, Chinois, Croates et Slovènes, Cubains, Dalmates, Bosniaques et Herzégoviens, Hollandais, Flamands, originaire des Indes Orientales, Anglais, Finnois, Français, Allemands, Grecs, Hébreux, Irlandais, Italiens du Nord et du Sud, Japonais, Coréens, Lithuaniens, Magyars, Mexicains, originaires des îles du Pacifique, Polonais, Portugais, Roumains, Russes, Ruthènes, Scandinaves, Écossais, Slovaques, Espagnols, Syriens, Turcs, Gallois, originaires des Indes Occidentales... » et, scrupuleuse, la statistique se croit obligée d'ajouter : « autres peuples » ! Sauf dans le Sud, les campagnes, la bonne société, on ne peut pas dire que le type anglo-saxon domine. Je me suis souvent amusé à considérer de ce point de vue des groupes d'étudiants américains visitant l'Europe : ils eussent tout aussi bien pu être Méditerranéens ou Slaves qu'Anglais ou Scandinaves.

Il faut conclure cependant qu'en dépit de ce kaléidoscope ethnique il y a là un peuple, dans le plein sens du terme. Tous ces gens, quelle que soit la diversité de leur origine, ont acquis [p. 111] une allure commune : ils ont tous la même façon de s'habiller, de se tenir, de marcher, d'écouter, de répondre, de téléphoner, d'attendre ; tous ont les mêmes réactions spontanées, la même lenteur de pensée, de parole, de mouvements, faisant contraste par exemple avec la vivacité latine, mais coïncidant cependant avec une certaine excitation, une *restlessness* toute différente du flegme anglais. Il s'agit, paradoxalement, d'un tempérament lent dans un rythme trépidant, implacable, d'où sans doute ces *nervous breakdowns* si communs aux États-Unis.

Le support de cette unité d'allures réside probablement dans l'unité matérielle de l'*American way of life*, dont l'équipement n'est si parfait que parce qu'il est si complètement standardisé : partout mêmes trains, mêmes hôtels, mêmes restaurants, même cuisine, mêmes journaux. Il faut noter que cette monotonie est non seulement acceptée mais aimée. L'Américain, jadis excentrique, est devenu conformiste dans ses mœurs : plutôt que de se distinguer par une originalité dans la tenue ou la façon de vivre, on veut être comme les autres ; c'est le moyen pour l'immigré de prouver qu'il est bien assimilé. Cette assimilation, admettons-le, était nécessaire si le pays voulait préserver son caractère initial, mais elle a joué à la manière d'un rouleau compresseur. Il se peut que la prospérité américaine soit à ce prix.

II

Ayant parlé au singulier du peuple américain, peut-on parler au singulier de sa psychologie ? Oui et non, car il est encore, dans une certaine mesure, à la recherche de sa personnalité. Le Français, l'Anglais sont des gens ayant achevé leur maison (je ne le dirais pas de l'Allemand), mais l'Américain, resté nomade, évolue encore, n'étant pas prisonnier comme nous d'un édifice de pierre, construit pour les siècles. Le mieux serait plutôt de se demander où est le centre de gravité psychologique du pays, quels sont les types dominants, quel est l'Américain le plus typique. On est tenté de se dire que c'est celui du Centre-Ouest, chez qui survit la tradition puritaine, coïncidant avec le progrès économique le plus autonome. Mais New York n'est pas moins représentatif de la civilisation nationale. J'y ai vu une pièce de théâtre dont l'auteur était juif, le metteur en scène Arménien, la musique [p. 112] nègre, et la critique parlait d'une victoire de l'art américain. C'était à bon droit : si les quarante-huit États ont chacun leur personnalité, comme il ressort des belles évocations de Gunther (*Inside U.S.A.*), de Cartier (*Les 48 Amériques*), ils ont tous un dénominateur commun dans cet *American way of life*, dont ils sont fiers au point d'en faire la meilleure justification de leur patriotisme.

S'il y a donc diversité c'est dans l'origine, et s'il y a unification c'est dans la façon dont les nouvelles méthodes de production ont permis, ont imposé un genre de vie commun. Les deux affluents qui ont formé le splendide courant de ce peuple restent cependant discernables. On peut distinguer un étage social dirigeant, correspondant à l'élément initial, autochtone et traditionnel, et d'autre part une masse, largement étrangère encore, n'ayant pas participé à la fondation nationale, dans une certaine mesure passive. Ce n'est pas affaire de classe, mais plutôt de caste, car malgré tout l'origine ethnique compte encore, et c'est aussi affaire de structure sociale : dirigeants et employés. Sur cette échelle de Jacob, qui va du dernier manœuvre au président de la République ou au milliardaire, la circulation reste libre, sinon ethniquement, du moins économiquement et socialement : c'est pour le pays une condition indispensable de santé, sans quoi, se figeant, il connaîtrait bientôt les insolubles problèmes sociaux de la vieille Europe.

Ce qui caractérise l'étage dirigeant, ce sont essentiellement des traits actifs, qui proviennent manifestement de la formation puritaine. Individuellement, il faut noter l'efficacité, née du sens de la responsabilité, de la conscience morale appliquée à l'effort. Socialement, – et ceci est plus important encore, – le sens du *service*, le devoir de collaborer à la communauté, l'esprit missionnaire également, s'exprimant dans le besoin instinctif de transmettre sa conviction, d'améliorer passionnément les hommes et les choses. On ne saura exagérer la part des

hommes de cette formation dans l'œuvre magnifique qui, du XVIII^e au XX^e siècles, a fait des États-Unis la première nation du monde.

Mais il faut reconnaître que cette psychologie est seulement celle d'une élite. Les dizaines de millions d'immigrants venus du continent européen, dont les fils ou les petits-fils constituent sans doute aujourd'hui la majorité du peuple américain, relèvent d'une autre origine morale. Ils se sont intégrés [p. 113] dans une structure sociale qu'ils n'avaient pas contribué à construire. Or cette structure, issue de l'initiative, de l'effort, de la responsabilité individuelle, s'est muée, du fait des conditions nouvelles de la production, en organisation. Il n'y a plus d'Ouest, de « frontière », de pionniers, mais une société industrielle où règne, avec les grandes entreprises, la discipline collective. Les vertus demandées ne sont plus celles du pionnier, de l'aventurier : il s'agit désormais de régularité dans le travail, d'efficacité dans l'équipe. L'ascension sociale est toujours possible, il est important de le souligner, mais elle se fait normalement dans le cadre d'une hiérarchie où tout le monde, du dernier recruté au directeur général, est employé. Dès le milieu du XIX^e siècle, les nouveaux immigrés relevaient d'une psychologie différente. Individuellement, ils avaient souvent un sens artisanal et artistique plus développé, des dons naturels originaux, un sens du débrouillage inconnu des Anglo-Saxons. Mais, venus en profiteurs pour participer à un niveau de vie meilleur, ils n'avaient en rien la tradition civique des premiers Américains ; à la suite des Irlandais, virtuoses en la matière, ils entendaient bien, non pas servir l'État, mais en tirer le maximum sous forme de *jobs*. À mesure que l'industrie s'est concentrée, constituant des personnels d'ouvriers et d'employés de plus en plus massifs, la préoccupation du *job*, c'est-à-dire de l'emploi, est devenue de plus en plus dominante.

Il en est résulté une attitude particulière aux masses américaines. Elles acceptent sans le discuter le système américain, qu'elles comparent avantageusement avec celui de l'Europe, et en conséquence, même sujettes à la démagogie, elles ne sont jamais révolutionnaires. En dépit d'une apparence indisciplinée, elles constituent la foule sans doute la plus docile, la plus patiente du monde ; son nationalisme enfin dépasserait, si c'est possible, celui des 100 p. cent : fière d'être américaine, son dédain de la vieille Europe est total. Cette discipline sociale, qui va en s'accroissant, n'est pas un bien sans contre-partie, car elle s'applique aussi au monde des idées. L'Américain moyen a une magnifique confiance dans l'éducation. Les peuples très évolués finissent par comprendre qu'il y a des choses qui ne s'apprennent pas. Ce n'est pas sa conviction, il se plaît même à penser que les méthodes de l'industrie peuvent être appliquées à la diffusion de la pensée : il aime la science mise en boîte, les comprimés de science, les notions faciles, préparées par les experts et que l'on [p. 114] absorbe sans effort, comme des pilules. Il en résulte une certaine paresse intellectuelle, que favorisent encore le cinéma, la radio, la télévision. L'expert, dans ces conditions, prend une dangereuse autorité, au détriment de l'esprit critique, de plus en plus difficile à exercer dans une société où l'organisation surplombe de toutes parts l'individu.

Il se forme ainsi une pâte sociale qui sert excellemment le régime de la production de masse, réagissant admirablement aux directives de la publicité et sur laquelle les propagandes mordent efficacement. Ces traits sont largement ceux de l'enfance. Qu'il était vieux, pliant sous le faix de souffrances et de traditions séculaires, l'immigrant qui débarquait il y a cinquante ans sur les quais de New York ! Le voici rajeuni, presque jusqu'en deçà de l'âge adulte. Il ne ressemble plus en rien à ses ancêtres européens, mais il ne ressemble pas non plus aux fondateurs de la nation américaine. Cependant, s'il n'a pas assimilé leur civisme, il participe de leur optimisme continental : il accepte le jeu, à l'américaine, avec ses risques, persuadé qu'il peut et doit réussir, passionnément dévoué aux États-Unis.

[p. 115]

TROISIÈME PARTIE

L'ÉCONOMIE

AMÉRICAINE

[Retour à la table des matières](#)

[p. 117]

Chapitre 14.

LA PÉRIODE HÉROÏQUE ET LES DÉBUTS DE L'ORGANISATION INDUSTRIELLE

[Retour à la table des matières](#)

Dans le développement économique des États-Unis, depuis le XIX^e siècle jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, on peut distinguer quatre phases principales.

La première, qui couvre l'ensemble du XIX^e siècle jusqu'à la guerre de Sécession (1860-1865) et même jusqu'en 1890, se caractérise par la conquête de l'Ouest et la mise en valeur du continent, après quoi, la « frontière » n'existant plus dans cette marche en avant, on s'oriente vers une conception et une organisation nouvelle de la production. C'est alors que se constitue vraiment la grande industrie, dont la guerre de Sécession a déclenché l'épanouissement ; la période héroïque des trusts, après 1870, marque le début d'un programme de rationalisation qui prendra tout son magnifique essor au lendemain de la première guerre mondiale. La troisième phase est celle de la grande dépression, entre 1929 et 1941 : coup d'arrêt grave, qui donne lieu à un profond rajustement, à l'introduction du point de vue social dans la politique américaine. La quatrième, qui coïncide avec la seconde guerre mondiale et son immédiat après-guerre, s'exprime dans une prospérité retrouvée, dans un merveilleux effort de progrès technique, selon des méthodes qui ne sont peut-être pas spécifiquement nouvelles mais qui le sont par leur incomparable dynamisme. Le pays s'étonne de cette prospérité, se demande chaque jour si elle est là pour durer. Il est vraisemblable qu'une cinquième période commence avec la fin de la guerre de Corée, mais du point de vue de ce livre elle appartient à l'avenir.

[p. 118]

I

Il y avait, dès les guerres du Premier Empire, une industrie américaine, mais c'est seulement à partir de la guerre de Sécession que cette industrie dessine son véritable développement. Tout l'y invite alors, la guerre elle-même, ruine pour le Sud mais prospérité pour le Nord, comme aussi l'expansion agricole et minière rapide d'un Ouest requérant pour sa mise en valeur un immense équipement. L'atmosphère de l'époque est celle d'une création aventureuse relevant encore de l'esprit de conquête, avec ses exagérations, ses désordres, son romantisme. Il y a collaboration entre un capitalisme déchaîné, intégral, et une politique de crédit, splendide de confiance, d'acceptation du risque : et ceci dans un pays neuf, encore fruste, dont les possibilités sont illimitées, où l'optimisme déborde parce que tout espoir y est légitimement permis. Ce capitalisme initial est plus financier que proprement industriel, les banquiers en sont les animateurs et le facteur dirigeant ; l'initiative trouve par excellence son climat dans une société sans freins ni traditions, où chacun est pressé d'agir, de réaliser, de réussir, où les forces individuelles tentent leur chance dans une concurrence implacable, à laquelle le libéralisme intégral du milieu n'oppose aucune limite. À vrai dire, cette Amérique n'est pas libérale au sens de Cobden ou de Gladstone, dès l'instant qu'elle est protectionniste dans son cadre continental et que la doctrine du *free trade* anglais n'a pas traversé l'Océan. Elle se réclame cependant d'une philosophie libérale, en ce sens que tout s'y fait par l'initiative individuelle, en dehors de tout dirigisme de l'État. Le respect de la concurrence est l'équivalent d'une religion et l'on aboutit ainsi à une liberté de tout faire, s'expliquant par la jeunesse même de cette société, qui favorise les fulgurantes ascensions : on pense au mot de La Bruyère, « jeunesse du Prince-source des belles fortunes ». C'est aussi du reste une période de corruption, comportant une collusion entre les affaires et la politique, triomphe des *bosses* et des « machines » électorales. N'est-il pas naturel qu'un courant si puissant charrie aussi quelques scories ?

Les capitaines d'industrie sont les pionniers de cette grande œuvre. On les voit plus soucieux de créer des industries que de les organiser. C'est la phase de l'achat en Bourse du [p. 119] contrôle des entreprises, pour les amalgamer et leur donner un commencement de grande organisation : *corners* sensationnels, étranglements massifs de *short sellers*, comme dans le cas du *Panama Railroad* ou du *Northern Pacific*. Les politiciens se prêtent à ces combinaisons, pour lesquelles leur concours est requis. Certains financiers achètent des législatures entières. « J'avais besoin, déclare Jay Gould dans une déposition, de la bonne volonté des législateurs de quatre États. J'ai "fait" les législatures de mon argent : je trouvais que c'était meilleur marché. » Et Havemeyer, président du *Sugar trust* : « Nous contribuons toujours aux fonds réunis par les partis pour leurs campagnes électorales d'États... Là où l'incertitude est par trop grande, le trust souscrit aux

fonds des deux partis, afin d'être assuré d'avoir des droits sur les vainqueurs, quels qu'ils soient. »

D'excellents portraits des grands leaders de l'époque ont été donnés par Abel Hermant dans ses *Transatlantiques* : le fameux Jay Gould de l'*Erie Railroad* y figure sous les traits de Jerry Shaw. Mais il y avait également des chefs de plus grande envergure, un Rockefeller, créateur de l'industrie du pétrole, un Cornelius van der Bilt, animateur du *New York Central*, le maître de forges Carnegie, le banquier Morgan... La richesse fantastique de ces hommes apparaît aujourd'hui d'autant plus phénoménale qu'elle n'était limitée par aucun impôt sur le revenu et qu'une opinion publique complice faisait plus que tolérer, approuvait ses excentricités : somptueux hôtels de la Cinquième avenue, maisons d'été de Newport, fêtes dignes de la tradition romaine. Dans cet âge romantique on a l'impression que chaque Américain se disait : « Demain ce peut être mon tour ! »

Le centre moteur de tout le système restait à Wall Street. Tout reposait, à l'Ouest comme à l'Est, sur le crédit issu de New York, de la Nouvelle-Angleterre : c'est là qu'était la source des capitaux, à supposer qu'un courant venu d'Europe occidentale ne continuât pas à l'alimenter. Dans cette mise en valeur pleine de passion et de dynamisme, il était moins important de posséder que de recevoir d'un prêteur les moyens d'agir, et il s'agissait moins en somme de propriétaires et de non-propriétaires que de créditeurs et de débiteurs. Cette époque, si pleine de personnalité et qui pendant si longtemps nous a fourni l'image classique de l'Amérique, est révolue dès 1900, encore que par vitesse acquise elle survive quelque temps. Entre Carnegie et Ford il y a la différence de deux âges. Dès la fin du siècle cependant se [p. 120] sont formés les trusts, ces précurseurs : avec eux apparaît le premier essai d'une rationalisation de la production, mais compromise par une ambition de monopole, relevant de l'aventure et que l'avenir ne ratifiera pas.

II

Si les trusts se préoccupent d'organiser l'industrie, c'est que, vers la fin du siècle, la conquête du continent est achevée. L'ère des pionniers continue dans le *Far West*, mais l'Ouest n'est plus géographiquement ouvert aux espoirs infinis : il y a passage, du moins dans l'espace, d'un rêve sans contrainte aux exigences d'une réalité superbe, mais comportant des conditions. En même temps les entreprises tendent à devenir si grandes qu'il faut les organiser, les consolider ; au romantisme erratique de la création succède l'âge de l'administration. Ce n'est pas que l'esprit pionnier disparaisse, mais il se transpose et ceux qui maintenant organisent ne sont pas en somme moins créateurs que leurs devanciers. Il s'agit en tout cas d'un mouvement d'ensemble : en 1890 il y avait seulement 24 trusts, en 1900 il y en a 183, et en 1904 ils contrôlent 40 p. cent du capital industriel. 26 de

ces trusts contrôlent 80 p. 100 de la production de leur spécialité, et 8 d'entre eux 90 p. cent. S'il s'est produit après 1920 un second mouvement caractérisé de concentration, et si la tendance s'est toujours maintenue depuis, étant dans l'esprit même du machinisme triomphant, l'inspiration des premiers trusts était cependant particulière.

Elle répondait essentiellement au besoin de diminuer les prix de revient par la mécanisation et la concentration, celle-ci rendue de plus en plus nécessaire par les besoins énormes de capitaux qu'exigeait un outillage immensément accru. Les entreprises, soucieuses de s'assurer le ravitaillement de leurs matières premières et la sécurité de leurs transports, tendaient à la concentration verticale ; elles se trouvaient ainsi logiquement conduites à absorber fournisseurs, transporteurs et petits concurrents. Dès ce moment une vérité troublante se faisait jour obscurément, à savoir que si la concurrence est plus dynamique, le monopole est techniquement plus efficace. Charles Beard, cet observateur avisé, le fait remarquer dans cette phrase lourde de signification : « Les nouveaux barons de l'économie étaient des organisateurs d'hommes et de matériel, des maîtres dans l'art [p. 121] d'administrer, dont les yeux pénétrants apercevaient le gaspillage et les imperfections du système de la concurrence. » Technocrates avant la lettre, ils étaient les ancêtres du dirigisme. La conception dans une large mesure était saine, conforme aux exigences techniques de la grande production moderne, mais l'interprétation des trusts méconnaissait ses exigences économiques et sociales. Dès l'instant que le monopole leur permettait d'imposer leurs prix aux consommateurs, en disposant de l'excédent par dumping –, ce qui tenait compte des conditions de la fabrication de masse –, ils étaient tentés, soit d'étrangler l'acheteur réduit à merci, soit de supprimer par force les compétiteurs gênants, les prix n'étant plus déterminés par le jeu naturel des marchés, mais par la volonté de quelques puissants producteurs. Une logique impérieuse amenait ceux-ci à intervenir dans la politique, car, sans une protection douanière hermétique, la concurrence étrangère fût venue rabattre un système de prix maintenu artificiellement à un niveau trop élevé. Sans doute rencontraient-ils, surtout avec les républicains, un État éventuellement docile, mais ils allaient à l'encontre d'une opinion américaine de base, instinctivement et profondément hostile à tout ce qui fait figure de monopole. C'était le sentiment politique d'une démocratie jalouse, non de la richesse, mais de la puissance abusive que certains pouvaient être tentés d'en tirer.

De là ces mesures anti-trust qui, après plus d'un demi-siècle, demeurent l'axe de la politique américaine, la création, en 1887, de l'*Interstate commerce commission*, et surtout ce *Sherman Act* de 1890, dont le *chief justice* Hughes disait qu'il avait le caractère et la généralité d'une disposition constitutionnelle : « Tout contrat, combinaison ou trust, tentative d'accaparement ou restriction de la liberté commerciale sont déclarés illégaux. Toute personne qui tentera de monopoliser ou monopolisera ou s'associera avec d'autres pour monopoliser une branche de commerce... sera réputée coupable. » Le principe de cette législation correspond,

aujourd'hui comme hier, à la volonté populaire, et nul parti ne saurait aller à l'encontre. C'est toutefois affaire d'application, notamment selon l'interprétation donnée par la Cour Suprême. Le parti républicain serait porté à ménager les trusts, l'offensive procédurière de Théodore Roosevelt n'étant certainement pas dans sa ligne. Plus sincères dans leur hostilité sont les démocrates, qui détiendraient dans la baisse du tarif douanier une arme dont ils ne [p. 122] se sont du reste jamais vraiment servis. Dans son jugement historique du 15 mai 1911, la Cour Suprême, dissolvant au nom de la loi Sherman le trust du pétrole, l'autorisait cependant à se reconstituer dans les conditions d'«une restriction raisonnable de la concurrence», considérant que toute mesure législative interdisant «une restriction raisonnable» serait inconstitutionnelle comme contraire à la liberté des contrats. Les trusts se sont ainsi trouvés consolidés en fait, mais en perdant toute possibilité de monopole. En dépit de nombreux avatars juridiques, ils n'ont jamais retrouvé leur puissance initiale, et s'il y a maintenant des corporations géantes, surveillées du reste par une Cour Suprême attentive, elles respectent ce principe fondamental de la concurrence, dont la jurisprudence ne s'est jamais écartée.

L'âge des trusts a néanmoins laissé sur l'évolution industrielle une marque décisive. Il s'agit du premier effort pour organiser rationnellement la production de masse, et à cet égard la vision de ces précurseurs était juste. Mais ils méconnaissaient qu'à cette production de masse doit nécessairement correspondre une consommation de masse et que celle-ci est incompatible avec une politique de monopole, de restrictions ou de hauts prix. C'était moins un crime qu'une faute, une faute que Ford, autre précurseur, n'a pas commise. Les leaders de grande classe qui s'engageaient ainsi dans la voie sans issue du monopole restaient donc, en dépit de leur génie rationalisateur, des aventuriers qu'on doit classer encore dans l'âge romantique des pionniers. Ils marquent en même temps une transition, celle du passage à la grande entreprise du XX^e siècle, dominée par son équipement technique dont elle est prisonnière, entité collective dépassant la taille humaine, déshumanisée... Ce néo-capitalisme n'obéit plus aux impératifs de l'individualisme libéral ; tendant à la rigidité, il aboutit en fait à une technocratie. Nous sommes là en présence d'un des grands tournants de l'évolution industrielle moderne et même d'un des grands tournants de la production dans tous les temps. Marx a bouleversé le paysage social du monde actuel en posant le problème de la nationalisation des moyens de production, mais le fait que la grande entreprise ne répond plus à la mesure de l'homme correspond à une étape humaine, ou si l'on préfère inhumaine, dont la portée est peut-être plus grande encore.

[p. 123]

III

Une éthique se dégage de cette jeunesse du capitalisme américain. Si elle ne répond plus aux conditions du XX^e siècle, elle a si profondément marqué la société des États-Unis qu'elle y survit, non seulement dans la propagande de la grande production mais dans une tradition populaire restée paradoxalement vivace. Il s'agit d'une morale, au fond conservatrice, tendant à prouver que l'énergie, le travail, l'intelligence sont génératrices de succès et que ce succès est possible dans le cadre existant. On l'affirme doctrinalement avec d'autant plus d'insistance que certains pourraient commencer à en douter. Mais, fin XIX^e, quand le slogan du *Young man, go West* est encore plein de vérité, la mystique du succès, qui reste entière, lui sert de support. Chacun a bien la conviction que, selon le mot de Napoléon, il a son bâton de maréchal dans sa giberne.

Carnegie, symbole lui-même de la plus fabuleuse réussite, se fait, une fois parvenu au sommet, l'apôtre d'une morale fondée sur la conscience et l'initiative des subordonnés destinés à devenir chefs. « Faites votre métier, leur dit-il, mais ne vous contentez pas de faire votre métier, distinguez-vous dans son exercice, en affirmant par votre personnalité, par votre caractère, que vous êtes digne d'une promotion. » Le précepte est vieux comme le monde et chacun connaît l'épingle de Laffitte. La différence est que nous n'y croyons pas trop, tandis que, dans l'atmosphère américaine du siècle dernier, tous les espoirs d'ascension étaient permis. « Il y a toujours de la place au sommet (*There is always room at the top*) », affirmait non sans raison Carnegie, qui concluait : « Soyez roi dans vos rêves (*Be king in your dreams*). » Le commentaire que donnait ensuite cet Écossais transplanté dans le nouveau monde était si typiquement américain qu'il vaut encore aujourd'hui :

Il n'y a pas d'homme qui souffre plus que le patron de ne pas trouver pour une place l'homme complet qu'il cherche. Il n'y a pas une entreprise à Pittsburgh qui ne soit à la recherche de capacités commerciales. Tous les chefs vous diront que, sur le marché, il n'y a pas de valeur qui soit plus rare que celle-là. Il y a toujours un boom des cerveaux (*there is always a boom in brains*). Cultivez donc ce produit, car, si vous le possédez, vous aurez un marché excellent, où la surproduction ne sera jamais à craindre. Plus vous aurez d'intelligence à vendre, plus vous en tirerez de prix.

[p. 124]

J'aime cette citation, d'un optimisme si complaisant, parce qu'elle est vraiment à la température du nouveau monde. Le vice et la vertu, selon Taine, sont « un produit, comme le vitriol ou le sucre », mais Benda s'inquiète que le « clerc » ne « trahisse » en l'utilisant dans l'action. Avec quelle sécurité morale l'Amérique ne considère-t-elle pas la vertu comme un instrument de rendement !

Tout respire, dans ces propos, l'air chargé d'oxygène d'un âge héroïque, dont il faudrait parler dans le style de l'épopée. Mais l'éthique de Carnegie survit dans la propagande, officielle ou camouflée, de la grande production et nous pouvons aujourd'hui même en retrouver authentiquement la trace dans l'optimisme systématique du *Reader's Digest*. L'élan initial continue donc, en dépit d'une structure sociale dans laquelle il ne s'agit plus de conquérir aventureusement mais de produire rationnellement.

[p. 125]

Chapitre 15.

FORMATION, COMPOSITION ET CARACTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE AMÉRICAINE

[Retour à la table des matières](#)

À partir de 1918, en dépit depuis lors de transformations formidables, on peut parler de l'industrie américaine au présent, car, qu'il s'agisse de la période Coolidge, de la période Roosevelt ou de la période Truman, l'esprit et les méthodes relèvent de la même inspiration, à travers la prospérité et la crise, la paix et la guerre.

La première question rencontrée ici est celle de la main-d'œuvre. Nous allons y retrouver l'aspect démographique envisagé plus haut, mais cette fois sous l'angle de la production.

I

Au XIX^e siècle, pour faire face aux besoins d'une consommation constamment accrue et d'une mise en valeur insatiable d'outillages, l'industrie avait dû recruter sa main-d'œuvre plus rapidement encore que la population ne se développait, d'où le rôle décisif de l'immigration dans ce recrutement. Elle fournissait en effet une recrue précieuse, susceptible de servir d'appoint aux heures de booms, plus flexible parce que plus docile que la main-d'œuvre autochtone ou déjà assimilée, et surtout jeune, puisque, dans les trois cinquièmes d'hommes qu'elle contenait, les âges entre 14 et 44 ans figuraient pour 80 p. cent. Le nombre des *foreign born*

était donc important dans l'armée du travail. En [p. 126] 1870, il correspondait à 65 p. cent de l'ensemble dans l'Idaho, 58 p. cent dans l'Utah, 54 p. cent en Californie ; dans l'Ouest en général il était de 42 p. cent, de 28 p. cent dans le Nord-Est, de 26 p. cent dans le Centre-Ouest, mais la présence noire l'empêchait dans le Sud de s'élever au-dessus de 3 p. cent. En 1930, alors que l'appel de la « frontière » avait disparu cependant que la vague slavo-latine avait inondé la côte Atlantique, les *foreign born* n'étaient plus que 16 p. cent dans l'Ouest et 17 p. cent dans le Centre-Ouest, mais ils restaient 24 p. cent dans le Nord-Est, tandis que le Sud n'en contenait plus que 1 p. cent ¹.

Les immigrés, surtout à partir de 1880, sont principalement issus des basses classes agricoles de l'Europe orientale et méditerranéenne, ou d'un artisanat généralement archaïque. On leur demande le plus souvent d'assumer dans les gros travaux la tâche du manœuvre. Ils eussent fréquemment fourni des hommes de métier, mais le handicap de la langue et le dédain où ils étaient tenus les détournait en fait des étages supérieurs, réservés aux Américains ou à des devanciers déjà adaptés. Un système relevant dans une certaine mesure de la caste présidait à cette division du travail et, à cet égard, l'atmosphère américaine des débuts ressemblait à celle de ces colonies d'exploitation où une élite blanche se superpose à une masse de couleur. L'assimilation, puis la suppression de l'immigration ont conduit maintenant à une intégration croissante de ces éléments disparates, mais les différences originelles sont encore sensibles.

L'assimilation permet à l'immigrant de s'élever dans l'édifice social, cependant qu'il est remplacé à l'étage qu'il déserte par de nouveaux flux d'arrivants. En débarquant il lui a fallu accepter les besognes les moins payantes, qu'il s'agît de l'effort physique de l'homme de peine ou du bricolage artisanal. Déjà son fils, qui s'est adapté, accède à un métier plus relevé, comportant un niveau de vie meilleur et l'admission de fait dans le milieu américain, cette promotion entraînant d'habitude un changement de quartier, le logement misérable de la basse ville passant à quelque dernier arrivé, qui recommence le cycle. De ce fait le même appartement, la même maison voient se succéder dans leurs murs la plus étonnante succession d'Irlandais, d'Italiens, de Russes, de Nègres... Le défilé semble continuer, car en cinq ans tel quartier de New York comportait hier [p. 127] encore 78 p. cent de changements d'adresse. Dans la Nouvelle-Angleterre, l'industrie cotonnière a d'abord, jusqu'en 1870, recruté des Anglais, des Écossais, des Irlandais, remplacés ensuite par une marée de Canadiens français, mais à partir de 1890 environ il s'agit de Russes, d'Italiens, de Slavo-Latins de tous ordres. Que sont donc, dans ces conditions, devenus les premiers ? L'Anglo-Écossais a fait un contremaître, un commerçant, un industriel ; l'Irlandais est devenu politicien, entrepreneur : en réussissant, les uns et les autres (plus lentement dans le cas des Irlandais) se sont perdus dans la masse des assimilés.

¹ Cf. A. J. Jaffe et Ch. D. Stewart, *Manpower resources and utilization (principles of working force analysis)*, New York, John Wiley and Sons.

Traditionnellement la répartition des travaux s'est donc opérée selon les affinités ethniques. En vertu de ses dons naturels, l'Américain, en cela suivi par l'assimilé, se plaît au travail intelligent et alerte de l'équipe, autour d'une machine, tâche exigeant, en dehors de tout effort physique, une bonne technique mécanique et le sens de l'organisation. Le génie artisanal n'est pas son affaire, il se spécialisera naturellement dans les postes de technicien, d'organisateur, d'animateur, demandant plus de compétence et d'esprit de coopération que d'ingéniosité individuelle ou de goût pour le débrouillage. L'immigré, surtout celui de la première génération, sera bon pour les besognes de force, le travail d'endurance devant les machines automatiques, la bricole des petites réparations, qu'il est seul aux États-Unis à se soucier de faire, et, dans la mesure où l'on a besoin d'un labeur paysan, c'est lui qui le fournira, avec une patience et un sens des lois de la nature qui, en l'espèce, le rendent supérieur à ceux qui méprisent en lui le *back bender*, le dos courbé vers la terre du serf de la tradition.

À mesure que les immigrants s'assimilent ou cessent d'arriver, ces distinctions tendent à s'atténuer et l'on peut imaginer un temps où elles ne répondront plus à aucune réalité. Elles étaient encore très sensibles dans la période décennale de 1920 à 1930. Les Américains d'origine étaient alors plus de la moitié, dans les professions libérales, parmi les employés de tous ordres ; ils formaient également la majorité des ouvriers qualifiés de la grande industrie et des *farmers* en tant que chefs d'entreprises. L'origine étrangère dominait au contraire chez les manœuvres, les ouvriers demi-qualifiés du textile, de la chaussure et en général des industries très développées en machines-outils, les ouvriers et employés de l'alimentation, de même que dans certains métiers qui avaient conservé une tradition artisanale, [p. 128] les boulangers, les tailleurs (même mécanisés), les mouleurs, les maçons, les peintres en bâtiment ; la corporation des domestiques était largement étrangère, de même que celle des maraîchers : les étrangers étaient par exemple 53 p. cent dans la métallurgie lourde du fer, 52 p. cent dans les mines de cuivre, 77 p. cent dans la confection, 50 p. cent dans l'ameublement, 49 p. cent chez les boulangers, 60 p. cent (dont 39 p. cent de Noirs) dans le personnel domestique ; les porteurs dans les gares (*red caps*) et les pullman *porters* étaient, et sont encore du reste, à 100 p. cent de race nègre. J'avais, en 1925, noté avec soin la répartition des occupations en Californie : Mexicains et Nègres dans la culture du coton ; Portugais dans les artichauts ; Italiens, Français, Arméniens dans les raisins ; Allemands, Suisses, Italiens dans la laiterie ; Slaves du Sud dans les pommes ; Japonais dans les cantaloups ; Japonais, Hindous dans le riz ; Portugais, Grecs, Finlandais, Japonais dans la pêche ; Mexicains dans les terrassements, les routes, les gros travaux ; Français, Italiens, Grecs, Dalmates dans les restaurants. La même enquête, reprise en 1950, donne les résultats suivants : Italiens, Espagnols comme petits possédants ruraux ; Italiens, Français dans les vignobles ; Mexicains dans les tomates ; Espagnols dans la culture du noyer ; Américains dans l'arboriculture scientifique ; Irlandais dans l'élevage ; Russes, Slaves dans les scieries ; Mexicains comme journaliers agricoles, mais hier encore Japonais ou Philippins

(« un petit diable jaune vaut trois Mexicains ! ») ; Basques, Français, Chinois dans les blanchisseries ; les Français font prime comme employés de magasins, tel grand magasin s'attachant à recruter des employés ayant l'accent français ou l'imitant...

En vertu de cette hiérarchie, moins sociale qu'ethnique et relevant de la caste plus que de la classe, la société américaine apparaît au fond moins totalement égalitaire qu'on ne le croit d'habitude, et elle ne reste vraiment démocratique que parce que ces distinctions ne sont pas figées, un courant permanent se maintenant de bas en haut. Il y a en effet toute une série de travaux dont l'Américain ne veut pas, soit qu'il les estime trop pénibles ou insuffisamment rémunérateurs, soit aussi qu'il les méprise comme peu nobles : traire les vaches, servir comme domestique, réparer les objets usagers. Les États-Unis ont en fait disposé jusque tout récemment d'une classe serve, avec laquelle on ne se gênait pas et dont l'appoint, bien commode, [p. 129] correspondait aux avantages d'une colonie d'exploitation. Si sévères pour le colonialisme, les Américains oublient trop qu'ils ont eu, non seulement à l'égard du Nègre mais de l'immigré de basse classe, la mentalité du colon vis-à-vis de l'indigène.

II

Le nouveau régime de l'immigration, qui au lendemain de la première guerre mondiale aboutissait en fait à la supprimer, privait les employeurs d'une source de main-d'œuvre sur laquelle ils avaient toujours compté. La crise était d'autant plus sérieuse qu'elle coïncidait, vers 1924, avec une reprise presque sensationnelle de la production et de la prospérité. L'effort d'adaptation que fit alors l'industrie s'avéra de la plus grande portée, notamment en ceci qu'une intense mécanisation en fut la conséquence. On avait recours en même temps à toutes les mains-d'œuvre de remplacement disponibles : Nègres importés du *Deep South*, Mexicains dans le Sud-Ouest comme travailleurs de force, Philippins doués de la plupart des qualités chinoises, pauvres blancs du Sud peu exigeants pour les salaires, jeunes filles ou femmes à titre d'appoint... Il s'agissait surtout d'ouvriers peu qualifiés, mais qu'on ne payait pas cher et qui n'étaient pas syndiqués, capables de servir des machines automatiques simples, que l'ingéniosité technique s'attachait à simplifier à leur usage, tendance qui orientait davantage encore la production dans ce qui semblait être son sens unique : le machinisme, la série et la masse.

Comme l'immigration n'a jamais repris, ces conditions ont continué depuis lors de produire les mêmes effets, l'afflux persistant des Noirs et des Mexicains vers le Nord et l'Ouest en étant un signe évident. Mais la seconde guerre mondiale a exercé sur la composition et la répartition de la main-d'œuvre nationale une action décisive, d'où celle-ci est sortie largement transformée. Dès l'instant que

l'armée soustrayait à la vie civile des millions d'hommes cependant que la production devait s'accroître dans des proportions inouïes, les besoins de main-d'œuvre se révélaient énormes. Bien que ce fût sans conscription civile ni suppression de l'entreprise privée, le gouvernement avait assumé la direction générale de la production, ce qui lui donnait la haute main sur le recrutement et même la répartition géographique des travailleurs, selon des considérations d'efficacité, [p. 130] d'équilibre social, mais aussi de sécurité. Comme en 1924, mais bien davantage encore, il fallait faire flèche de tout bois : on fit appel aux femmes, notamment à celles qui en temps normal n'eussent point songé à prendre un emploi, aux gens âgés, déjà en retraite, qui autrement n'eussent pas repris d'activité, à toutes sortes de gens que le besoin ne poussait pas à gagner leur vie. L'effectif total occupé passa ainsi de 54 millions en 1939 à 64 millions en 1944, dont 53 millions dans la production civile et 11 millions dans l'armée. Le vide provoqué par celle-ci avait été comblé par un recours à des forces exceptionnelles.

Les circonstances étaient exceptionnelles en effet, mais il en est résulté des conséquences durables, en particulier sous la forme d'une redistribution géographique monstre de la *labor force* : on estime que, de 1940 à 1945, 15 millions d'Américains ont changé de résidence, cependant que l'immédiat après-guerre suscitait encore une nouvelle vague de migrations portant sur plusieurs millions de travailleurs. Les répercussions, économiques, sociales, politiques, de ces mouvements massifs sont considérables, mais mal connues encore. On observe une attraction générale des campagnes vers les villes : plus de cinq millions de gens quittent les milieux ruraux pour s'établir dans les cités, plus exactement dans leurs faubourgs, qui s'enflent démesurément, souvent au détriment des centres urbains anciens qui s'inquiètent de voir émigrer leurs grands magasins et jusqu'à leurs buildings vers la périphérie. La statistique repère, sous le nom de *rural not farm*, toute une population spécifiquement urbaine qui s'établit à la campagne, sans participer en rien à sa vie. Par un choc en retour l'agriculture, qui manque de bras, s'attache à s'en passer en se surmécanisant. Nous avons montré plus haut comment les nouvelles industries de guerre et d'après-guerre sont attirées par la Californie, le Texas, tout récemment enfin vers le vieux Sud, réveillé d'une longue léthargie.

Cet étonnant brassage a pour effet, non seulement d'unifier une main-d'œuvre hier encore marquée de sa diversité d'origines, mais d'en accroître l'effectif de façon permanente. Beaucoup de femmes, de gens âgés, que les besoins de la guerre avaient exceptionnellement appelés au travail, se sont accoutumés à toucher un salaire et entendent maintenant continuer, prêts à se déclarer chômeurs si la demande faiblit : demain on appellera crise ce qui peut n'être que le simple retour à la normale.

[p. 131]

Ainsi, une fois de plus, comme au temps des pionniers, l'Ouest a exercé son appel. Un regain de nomadisme s'est manifesté dans ce peuple d'esprit nomade : le moment n'est pas encore venu où il se stabilisera, sa maison n'est pas achevée.

III

En 1950, année de recensement décennal, la civil *labor force* des États-Unis est de 62 millions d'unités, soit 41,3 p. cent de la population, contre 38,5 en 1940. Sur quatre hommes, trois en font partie, mais une femme seulement sur trois : l'effectif féminin comprend surtout des jeunes filles de moins de vingt ans et des femmes de plus de trente-cinq ans ; entre vingt et trente-cinq ans, le ménage et le soin des enfants prennent le pas sur le travail. De façon générale, c'est entre quinze et soixante-cinq ans qu'on travaille surtout aux États-Unis, mais après cet âge il y a encore 27 p. cent des hommes et 8 p. cent des femmes qui occupent des emplois.

D'un siècle à l'autre on a assisté à un déclin persistant de la population rurale, qui est tombée de 71,5 p. cent en 1870 à 15,6 p. cent en 1950. On ne veut plus vivre à la campagne, où du reste le besoin d'effectifs importants ne se fait plus sentir, les opérations vraiment importantes de transformation se faisant désormais dans les villes. Les récriminations sur la démoralisation résultant de l'exode rural n'ont plus aucun sens dans une société industrielle moderne, où il est normal qu'à un homme aux champs correspondent six ou sept hommes ayant une activité urbaine.

Un regroupement de grande envergure est en cours dans les occupations depuis le siècle dernier. L'agriculture, qui en 1870 employait 6 428 000 personnes, n'en occupe en 1940 qu'un chiffre à peine supérieur : 8 475 000. L'effectif industriel et minier a passé de 2 846 000 à 13 542 000, mais celui de la distribution (au sens large, celui des activités tertiaires) de 2 889 000 à 23 149 000. Ces chiffres ne prennent toute leur signification que si on les envisage sous forme de pourcentages : on voit alors que l'agriculture a baissé de 53 à 18,8 p. cent, que l'industrie n'a fait qu'un gain médiocre de 23 à 31,5 p. cent, tandis que la distribution est montée en flèche de 24 à 49,7 p. cent. Ainsi, par comparaison avec 1870, l'agriculture a perdu 34 p. cent, [p. 132] l'industrie n'a gagné que 8,5 p. cent, mais la distribution s'est accrue de 26 p. cent. C'est l'effet d'une tendance de fond qui, dans la production industrielle, met de plus en plus l'accent sur les exigences de l'administration, c'est-à-dire de l'organisation. Rien d'étonnant, dans ces conditions, que le nombre et le pourcentage des effectifs employés dans le bureau, les transports, l'échange, le commerce, les professions libérales, le service domestique (collectif sinon personnel) aille sans cesse en grandissant. D'une enquête récente, il résulte que les jobs devant vraisemblablement offrir le plus de débouchés dans les années prochaines

comprendraient surtout le personnel de bureau, les transports, le commerce, les professions libérales, la recherche scientifique, l'enseignement primaire, la police, les pompiers, les experts du téléphone et de l'électricité, le service domestique, le bâtiment... Dans ce mouvement qui conduit vers les activités de la distribution et qui s'étend à toute la civilisation occidentale, les États-Unis ont une fois encore joué le rôle de pionniers.

Cette transformation résulte du passage d'une structure agricole à une structure industrielle, puis d'une structure industrielle mécanique à une structure industrielle administrative. Le changement d'équilibre social qui s'ensuit provient de ce que le machinisme a libéré un quart de l'effectif strictement producteur qui, devenu disponible, a passé à la distribution, de telle sorte qu'il y a relativement moins d'agriculteurs, moins d'ouvriers, et davantage d'employés. Ce reclassement massif, véritable mutation de fabricants en distributeurs, s'opère aux États-Unis sans heurts spectaculaires. C'est que, sous réserve de crises, il se fait dans une économie en expansion et pleine de souplesse, qui a absorbé sans peine un excédent sans cesse croissant de travailleurs. Il s'agit en somme d'une civilisation économique nouvelle, fondée sur des méthodes industrielles proprement américaines, qu'il nous faut maintenant étudier.

[p. 133]

Chapitre 16.

L'ESPRIT ET LES MÉTHODES DE LA PRODUCTION : PRINCIPES DE BASE

[Retour à la table des matières](#)

La Révolution industrielle du machinisme, qui a renouvelé la face du monde, est née en Europe, mais ce sont les États-Unis du XX^e siècle qui en ont tiré toutes les conséquences, faisant ainsi à leur tour figure de créateurs.

L'originalité de l'œuvre américaine réside essentiellement en un principe d'organisation, indépendant de toute technique ou source d'énergie particulière. Susceptible d'être appliquée à n'importe quelle production, il s'agit d'une méthode en voie de transformer la vie humaine tout entière. La tentation de s'en servir est universelle, c'est un corrosif qui attaque toutes les civilisations, toutes les cultures et d'autant plus que le niveau en est plus bas. La Russie des Soviets est un disciple technique des États-Unis ; c'est sur le plan américain que le monde d'aujourd'hui se renouvelle.

Ce succès exceptionnel s'explique par trois circonstances spéciales conditionnant le développement industriel des États-Unis : une abondance extraordinaire de ressources naturelles, une main-d'œuvre chère, la disposition d'un immense marché intérieur protégé, de proportion continentale plutôt que nationale.

La nature a bien servi les États-Unis. Avec 6,7 p. cent des terres émergées de la Planète et 6,2 p. cent de sa population globale, le territoire national produit, au lendemain de la seconde guerre mondiale, 47 p. cent de la houille dans le monde, 51 p. cent du pétrole, 62 p. cent du minerai de fer, 55 p. cent de la fonte, [p. 134] 59 p. cent de l'acier, 62 p. cent de l'aluminium, 55 p. cent des phosphates, 40 p.

cent du minerai de plomb, 50 p. cent de la viande, 60 p. cent du maïs, 37 p. cent du blé... Ces ressources sont disponibles sur place, d'un accès généralement facile, en quantités souvent illimitées. S'il y a quelque vieillissement, comme dans le minerai de fer, c'est tout récent, toute l'histoire économique du pays laissant au contraire une impression de pléthore. Par contre, les besoins de main-d'œuvre ont presque toujours dépassé les progrès de la population. Le patron court après l'ouvrier, d'où un niveau de salaires ne permettant même aucune comparaison avec quelque pays que ce soit. Mais la plus grande originalité, l'avantage sans doute le plus étonnant de l'industrie américaine est de posséder, à l'intérieur d'une muraille de Chine douanière, un marché national de taille continentale dans lequel règne un libre-échange capable d'y produire tous ses effets. Le régime se prête, en vase clos, aux conceptions d'ensemble, et non seulement à la production mais aussi à la consommation de masse.

Une psychologie particulière se dégage de ces conditions. Si l'on peut impunément gâcher les produits, – ce dont on ne se fait pas faute, – il faut économiser l'effort des hommes, dont le concours est trop coûteux. Là où l'Europe, qui sait épargner les choses, gâche les hommes, l'Amérique, qui gaspille les choses, a appris à épargner les hommes, et c'est la base de toute sa philosophie du travail. On nous dit qu'il faut l'imiter, en quoi l'on a raison, mais les atmosphères continentales sont-elles transmissibles ? Monsieur de La Palisse nous rappellerait que le nouveau monde est nouveau, ce qui n'est pas le fait de l'ancien. Tout, du reste, n'est pas à imiter : notre admiration s'arrête quand nous voyons la façon barbare dont, au XIX^e siècle, l'Amérique a dilapidé ses ressources naturelles, conduit au bord de l'érosion les terres les plus magnifiques : notre paysan, fils de la nature, a su mieux préserver la fertilité du sol européen.

La méthode américaine de production, souvent qualifiée en Europe de rationalisation, consiste en quatre opérations distinctes mais coordonnées : recours systématique au machinisme, production de série et de masse, organisation scientifique du travail, concentration de la direction industrielle. Il ne s'agit ni d'un système de plans à la russe, ni d'une économie dirigée, mais de l'œuvre à la fois collective et individuelle de tout un peuple. C'est assurément une des grandes réalisations de l'histoire humaine.

[p. 135]

I

La cherté des salaires deviendrait vite prohibitive si l'on ne réussissait à diminuer le nombre d'ouvriers par unités fabriquées. En fait les industries où la mécanisation ne peut être poussée à son maximum ne réussissent pas aux États-Unis. Le recours au machinisme résulte sans doute d'un esprit de progrès, mais il répond surtout à une nécessité impérieuse, qui s'est imposée finalement à l'ouvrier lui-même. Il y a cinquante ans, il se trouvait encore en Nouvelle-Angleterre des

salariés du textile pour briser les machines, mais maintenant les *unions* (syndicats) ont compris. Contrairement à ce qui se passe dans les pays où la main-d'œuvre ne coûte rien, le haut salaire est ici générateur de progrès.

Techniquement, l'outillage américain n'est pas en soi supérieur au nôtre, mais le patron des États-Unis bénéficie de facilités infiniment plus grandes, soit pour se procurer par l'emprunt les moyens de mettre sur pied de plus puissantes installations, soit pour disposer à tout instant des pièces détachées nécessaires, soit pour avoir en fin de compte des machines de la plus haute qualité. Il peut aussi, pour mécaniser hardiment, licencier sans scrupule n'importe quelles quantités d'ouvriers, sachant bien que ceux-ci se reclasseront, soit dans leur spécialité soit dans une autre, sur place ou ailleurs, sans que l'opinion générale ou même l'opinion ouvrière s'en indigne. C'est le fait d'une économie en expansion, dans laquelle l'expérience prouve, à la différence de l'Europe, que le progrès technique « paie » toujours.

Nulle part l'automatisme de la machine n'a produit aussi implacablement ses effets, se substituant progressivement à l'effort musculaire du travailleur, à son initiative, à son intelligence, d'où, par rapport à la production, la position diminuée de l'individu. Il s'agit d'une entreprise magistrale d'élimination de l'homme par lui-même, dès l'instant que, déchargé de l'intervention physique, il l'est aussi de tout effort d'intelligence, aboutissant en fin de compte à disparaître, dans tel atelier où, nuit et jour, les machines travaillent toutes seules, devenant même capables d'opérations compliquées ressemblant à un raisonnement. L'intelligence il est vrai demeure nécessaire, et même plus indispensable que jamais, mais ce n'est plus à l'étage de [p. 136] l'ouvrier : elle se cantonne au niveau supérieur où la machine se conçoit, se fabrique, se met en œuvre, se répare. La succession des opérations industrielles comporte une hiérarchie nouvelle, dans laquelle la préparation du début, le contrôle de la fin prennent la place essentielle, l'exécution, devenue chose automatique dès l'instant qu'elle est en quelque sorte « donnée » d'avance, n'ayant plus qu'une importance secondaire.

La production, dans ces conditions, dépend des énergies de la nature, qu'on substitue systématiquement au bras de l'homme, libéré de ce fait pour d'autres tâches. Or ces énergies de la nature, l'Amérique les possède en abondance, dans des conditions de disponibilité, de transportabilité, de flexibilité, qu'une technique admirable multiplie encore. Sous des formes multiples, la force motrice pénètre partout, et avec elle la machine, qui peu à peu envahit tous les domaines. À cet envahissement l'Américain ne résiste pas, bien au contraire il le favorise, il s'y associe, sans regret d'un passé artisanal qu'il n'a pas connu. Eschyle fait dire à Prométhée : « C'est moi qui, le premier, accouplai sous le joug les animaux, désormais esclaves de l'homme, et le corps des mortels fut dès lors soulagé du poids des travaux les plus rudes. » L'Amérique pourrait, en les transposant, reprendre à son compte ces fières paroles, assurée de fouler, sur cette ligne qui va du Caucase à Détroit ou à Chicago, la grande voie du progrès technique humain.

II

L'Europe connaissait la série, mais mieux qu'elle l'Amérique a compris l'immense parti qu'on pouvait en tirer dans un régime mécanique. La machine ne fournit toute son utilité que si elle fabrique dans le cadre limité de certains modèles, sur une matière première préparée à cet effet. Celle-ci, pour se prêter à l'automatisme d'un traitement régulier mais aveugle, doit avoir été rendue homogène, l'outillage ne pouvant, comme l'artiste, se plier aux particularités de telle ou telle pièce. Si ces conditions sont remplies, la machine travaille mieux que l'homme, sans faute ni faiblesse, avec une régularité implacable, qui rend tout finissage, tout fraisage inutile. « On atteint, écrit Taylor, de bien meilleurs résultats même avec des standardisations de qualité médiocre, qu'avec des instruments ou des produits de qualités [p. 137] différentes, les uns bons, les autres simplement ordinaires. C'est l'uniformité qui est ici le facteur nécessaire. »

Cette uniformité permet, avec un outillage réduit, des combinaisons multiples, comportant une remarquable économie de matières premières et de matériel, en même temps que le facile remplacement des pièces détachées. Une logique impérieuse commande dès lors de donner au procédé une application quasi indéfinie, en réduisant à l'extrême le nombre des modèles. Telle usine textile, spécialisée dans la fabrication d'un seul numéro, réalisera des prix de revient défiant toute concurrence, et l'on sera conduit à standardiser dans le même esprit les pièces, les vis, les claviers de machines à écrire, les formules de la correspondance commerciale, toutes les mesures en un mot. Mais, à ce degré, on sort de la pure technique pour déborder sur le domaine social, car il n'est pas question de standardiser tout seul, un concours collectif étant nécessaire, soit de la part des autres producteurs, soit de la part de la consommation, celle-ci devant en fin de compte s'y prêter. Dans cette éducation des industriels et du public, les États-Unis se sont comportés en précurseurs. Faisant appel à la coopération des patrons, quand il était secrétaire d'État au Commerce sous Coolidge, Hoover a obtenu d'eux que le nombre des modèles de bouteilles fût réduit de 210 à 20, les roues d'autos de 175 à 4, les briques de 66 à 7, les pneus de 287 à 32, les paniers à raisins de 71 à 11. Simplification bienfaisante s'il s'agit des outillages, des pièces, des mesures, plus contestable dans le cas des articles de consommation, quand elle aboutit à la standardisation impitoyable d'un produit, d'un sachet de vanille, d'une couleur de papier peint, d'un programme musical...

Enrégimentée par la publicité, l'opinion s'est du reste laissée éduquer avec la plus grande facilité. Elle a compris que la série était la condition *sine qua non* d'une production abondante et à bon marché, donc d'un niveau de vie en constant progrès, et comme le *schlecht und billig* (bon marché et mauvais) n'a jamais été le fait de l'industrie américaine, le public n'a jamais associé l'idée de série à celle de

la mauvaise qualité. Il n'y a pas non plus de nostalgie du « sur mesure », l'Américain n'éprouvant pas le besoin de se distinguer de son voisin, mais préférant au contraire, en toute circonstance, se mettre à l'alignement. L'élégance même n'est pas exclusive ; elle est incontestable et soutient aisément n'importe quelle concurrence, mais [p. 138] c'est une élégance de masse. Ces conditions, vraiment providentielles pour l'industrie, ont permis à la publicité de produire tous ses effets : elle est devenue un instrument indispensable du régime qui, par la machine et la série, assure à la consommation une abondance sans cesse croissante de produits. C'est grâce à elle que, éduqué dans ses goûts et ses préférences, le public est canalisé vers un certain nombre d'avenues, conformément aux exigences d'une standardisation sans laquelle le fonctionnement même du système ne serait plus concevable.

Il faut en effet, pour produire bon marché, produire beaucoup, c'est-à-dire que la série ne « paie » que sous l'angle de la masse. La voie est à sens unique. Si la machine est réglée une fois pour toutes pour répéter indéfiniment la même opération, selon un rythme automatique, en vertu d'un *continuous stream*, c'est-à-dire sans interruption, la masse confère à la série tous les avantages qu'on peut en attendre. Butterworth, l'un des présidents de la Chambre de Commerce des États-Unis pendant l'entre-deux-guerres, donne comme exemple des industries répondant à ces conditions : l'automobile, les pneus, les baignoires, les bouteilles, les écrous, les confiseries, les conserves, les réfrigérateurs électriques, les moteurs à essence, les machines à calculer, le *chewing gum*, les cols, les peignes, la pharmacie, les moteurs électriques, les épingles, le ciment portland, la radio, la verrerie, les mouchoirs, les machines agricoles, les tuyaux à gaz, le papier, le pétrole, les chemises, la chaussure, les tracteurs, les machines à écrire, les valves, les *vacuum cleaners*... Ces industries, qualifiées de grande série, sont celles où l'Amérique est décidément imbattable.

III

Jusqu'ici l'Amérique n'a guère fait que développer magistralement des principes dont l'Europe, avant elle, avait découvert, sinon pratiqué, l'efficacité. Mais l'organisation scientifique du travail est vraiment une création des États-Unis.

De quoi s'agit-il ? D'obtenir d'un outillage coûteux, d'une main-d'œuvre hors de prix, leur rendement maximum. L'organisation seule peut donner ce résultat. Or le problème, s'il est technique, est également social, car, pour utiliser rationnellement l'effort individuel de chaque ouvrier, il faut l'intégrer dans un ensemble où chacun est mis à sa place, la place où il sera le [p. 139] plus efficace. Il se peut que pareille préoccupation existe depuis qu'il y a une humanité évoluée, par simple application à la production des règles du bon sens : les Égyptiens, les

Chinois, les constructeurs maritimes hollandais du XVIII^e siècle, Vauban lui-même sont ici d'authentiques précurseurs. Mais, si les États-Unis ont fait en l'espèce des merveilles, c'est parce qu'ils ont, les premiers, pris le problème dans toute son ampleur. L'atmosphère ambiante les y invitait : aucune routine chez des patrons travaillant sur du neuf, ne regrettant le prestige artistique d'aucun artisanat, n'ayant guère à ménager une main-d'œuvre souvent exotique, avec laquelle on ne se gênait pas, qu'on avait aussi l'intelligence de bien payer. La liberté d'esprit était complète et, dans ce milieu, les leçons de Taylor devaient produire tout leur effet.

Taylor ne représente qu'un des aspects du *scientific management*, mais c'est de lui que dérivent tous les systèmes visant à organiser rationnellement la production. Encore que la psychotechnique moderne ait immensément amélioré ses méthodes, l'initiative en ce domaine provient bien de son génie. Réorganisateur de la *Bethleem Steel C^o* (1896), de la *Dodge* (1901), auteur de livres restés classiques, *The art of cutting metals*, *Shop management* (1901), *Principles of scientific management* (1916), c'est lui qui par son exemple, par ses œuvres, a prouvé de façon décisive que, sans toucher aux salaires, on peut par une organisation rationnelle réduire dans des proportions phénoménales les prix de revient.

High wages and low labour costs (un poids réduit de la main-d'œuvre en dépit de hauts salaires), sa formule n'a rien de contradictoire si, par une direction intelligente du travail de chaque ouvrier, le rendement de celui-ci est poussé au maximum. La véritable originalité de la doctrine est son caractère rationnel, presque agressivement rationnel. On fait d'habitude confiance à la pratique du métier, héritage d'une tradition millénaire. Taylor veut au contraire que les gestes de l'ouvrier, soustraits désormais à sa propre initiative, soient étroitement éduqués et dirigés, la Direction prenant à sa charge l'inspiration, l'orientation, le contrôle du travail individuel de chaque collaborateur, si modeste soit-il. Le but est d'obtenir, pour chaque opération, la meilleure façon de procéder, ce *one best way* à quoi l'on arrive par une étude rationnelle, que viennent ensuite contrôler et confirmer ces chronométrages, ces analyses de mouvements dont [p. 140] la pratique est devenue universelle. Ne nous y trompons pas, la portée de la méthode est révolutionnaire, car elle consiste à remplacer la tradition artisanale par une science des mouvements faisant passer la responsabilité, de l'ouvrier à la Direction, de l'atelier au bureau d'études, l'organisation collective se substituant à l'initiative de l'individu.

La sagesse des nations avait découvert l'outil, sa forme, son usage, mais la raison n'avait pas eu à intervenir pour régler et coordonner les mouvements de nombreux travailleurs servant des machines selon la loi de la division du travail. Il va falloir dans ce cas que chaque acte de chaque ouvrier soit précédé, accompagné, suivi d'autres actes, accomplis par d'autres ouvriers, selon une harmonie préétablie de l'ensemble. Il ne suffit pas de déterminer ce qui sera fait par chacun ; le rythme devra être réglé comme dans une horloge, la manutention

des matériaux, des hommes eux-mêmes étant rationalisée par suppression des mouvements inutiles. C'est affaire de disposition topographique des machines, de façon que chaque travailleur ait sous la main, à l'instant voulu, la matière et l'outil dont il aura besoin. Les vides de temps sont l'ennemi numéro un, car pendant l'hiatus le salaire continue d'être payé alors qu'il ne correspond à aucune production. La chaîne d'assemblage est, entre beaucoup d'autres, l'aspect le plus spectaculaire de cette méthode : dès le lendemain de la guerre de Sécession les Abattoirs de Chicago en avaient été les premiers initiateurs et Ford en a donné depuis l'image la plus classique, mais le génie créateur en l'espèce c'est bien Taylor. C'est par lui que l'opération industrielle a pris l'habitude de se développer en trois stades, la préparation, l'exécution et le contrôle.

Dans ce système, ce qui est productif, ce qui est créateur, ce n'est pas l'ouvrier, c'est la Direction. L'habileté manuelle le cède à l'organisation ; au bénéfice du secrétariat, il y a paradoxalement déclin technique du prolétariat. L'effectif ouvrier se diversifie en conséquence. Le manœuvre disparaît, la machine se chargeant à sa place de tout ce qui exige un effort physique ; elle tend même, dans certaines usines super-mécanisées, à éliminer le manœuvre spécialisé, en prenant à son compte des fonctions automatiques pour lesquelles l'intervention humaine n'est plus nécessaire. Mais à l'autre extrémité le métier qualifié et même ultra-qualifié demeure plus indispensable que jamais, dans la fabrication des machines, leur réglage, leur réparation. [p. 141] Une classe nouvelle enfin, celle des cadres d'organisation, s'insère entre l'ancien prolétariat et l'ancien patronat, état-major instruit, capable de raisonner, de construire, de résoudre des problèmes. La complexité de ce personnel est extrême : moniteurs, coordonnateurs, contremaîtres (*gang bosses*), régulateurs de rythme (*speed bosses*, *route clerks*), *disciplinarians*, psychologues, régulateurs et réparateurs des outillages, inspecteurs, contrôleurs, dessinateurs de tous ordres... La classe ouvrière aurait-elle, du point de vue technique, passé son pic, alors qu'elle est au maximum de sa puissance sociale ? La vraie nouvelle classe dirigeante est celle des managers, qui, forte des prestiges de l'expert, s'oriente vers une technocratie rappelant le « despotisme éclairé » du siècle des lumières.

Ainsi l'industrie moderne devient un organisme complexe dont toutes les parties doivent se mouvoir à une cadence déterminée. Dans le fonctionnement de la chaîne, toute variation dans la vitesse de ses maillons entraîne un engorgement et même un fatal arrêt. Il ne sert à rien de faire du zèle, de prétendre aller plus vite que le voisin : il faut se régler sur le rythme collectif. Celui qui ne veut pas s'y plier risque de bloquer tout le système, comme Charlie Chaplin dans la spirituelle satire de ses *Temps modernes*. Contre la méthode, imposée sans ménagement, il n'est pas étonnant que la dignité ouvrière se rebelle. Taylor, respectueux du haut salaire, comprenait mal cet humanisme quand il répondait à la question d'un ouvrier : « Vous n'avez pas à penser, il y a des gens qui sont payés pour ça. » La psychotechnique actuelle se préoccupe, comme nous le verrons plus loin, d'humaniser le travail, mais c'est une chose qui ne peut se faire désormais qu'en

vertu d'une nouvelle éthique, comportant, de la part de l'individu, l'acceptation de son intégration dans un ensemble qui le dépasse.

IV

La production devenant un ensemble collectif d'opérations strictement coordonnées, il est logique qu'elle tende à la concentration : ni la mécanisation, ni la série, ni l'organisation scientifique du travail ne sont possibles sans cela. Cette concentration peut prendre des formes diverses : technique, dans le cadre d'usines géantes ; géographique, par la spécialisation de telle [p.142] fabrication sur tel point du territoire ; directionnelle, sous la forme d'une unité d'inspiration, s'exprimant notamment dans un contrôle financier, compatible du reste avec une large décentralisation territoriale ; politique, sous l'angle d'une impulsion nationale donnée par l'État, comme pendant la seconde guerre mondiale. L'important est que le problème industriel puisse être pris de haut, dans des conditions permettant à des vues d'ensemble de se faire jour et de prévaloir.

L'avantage réalisé apparaît aussitôt éclatant. Il devient possible, dans une industrie donnée, de supprimer les usines les moins efficaces, de spécialiser chaque unité dans une seule fabrication, d'acheter rationnellement les matières premières, de procéder à une organisation générale de la distribution, d'envisager une publicité massive en même temps qu'une politique de *Public Relations*, de supprimer les doubles emplois, de grouper des bureaux d'études dotés de moyens puissants. Remarquons du reste que pareil programme ne prend toute sa portée que dans un marché suffisamment étendu : quand l'industrie américaine l'envisagea il y a un demi-siècle, les États-Unis avaient déjà 100 000 000 d'habitants et ce n'est pas trop aujourd'hui de 160 000 000 de consommateurs pour que ce vaisseau de haut bord ait sous la quille une profondeur suffisante. Il y faut ce cadre continental, que la guerre civile eût compromis si la vision géniale de Lincoln n'eût, envers et contre tous, maintenu l'Union.

La tendance de fond est donc à la concentration, mais attention ! nullement à la concentration géographique. De ce point de vue on assiste au contraire à une décentralisation accentuée, dont les raisons, surtout depuis la dernière guerre, apparaissent avec évidence : nouvelles sources d'énergie sur toute la surface du territoire, souci d'échapper au fardeau de transports excessifs en fixant la fabrication sur la matière première, attraction spontanée vers des mains-d'œuvre moins chères et moins syndiquées, opérations d'assemblage mieux placées dans des centres de distribution proches des clientèles locales, revendications d'indépendance de régions excentriques refusant d'être plus longtemps les colonies de Wall Street ou de l'Est, appel de climats meilleurs, attirance croissante vers les côtes, surtout maintenant que le canal de Panama assure entre Atlantique et Pacifique de faciles roades... Si l'Est et le Centre-Ouest demeurent quand

même le grand foyer industriel et financier, [p. 143] il ne s'agit plus, comme hier, d'un monopole et il n'est pas actuellement d'État qui ne se couvre d'usines.

Cette décentralisation ne contredit cependant pas une concentration parallèle, financière celle-ci, qui conduit dans des branches entières de la production à une unité, souvent nationale, d'inspiration et de direction. À l'âge des trusts a succédé celui des grandes corporations, de plus en plus indépendantes des banques, ayant en fait la puissance d'un État dans l'État. Les groupements d'entreprises, qui n'avaient jamais cessé, ont repris avec intensité depuis la seconde guerre mondiale. La moitié de la capacité de production est entre les mains de moins de quatre cents entreprises. On n'aboutit cependant pas au monopole. Une opinion publique jalouse s'y oppose, soutenue par la jurisprudence de la Cour Suprême, fidèle au principe de base de la concurrence, considérée comme fondement de la vitalité économique du pays. À côté des géants de l'industrie, la petite et la moyenne entreprise maintiennent une forte survie, capables – dans leur cadre restreint – de dynamisme et de rationalisation : solidement retranchées dans leurs Chambres de Commerce, leur Rotary clubs, leurs innombrables associations commerciales, elles sont en mesure, pour se défendre, d'exercer sur le Congrès une pression efficace, et ainsi, en plein courant d'intégration industrielle, persiste dans le pays une revendication d'individualisme et d'indépendance économique.

L'esprit du système n'en reste pas moins au fond celui de l'intégration, commandé par l'orientation technique de toute la civilisation occidentale. Après une phase artisanale presque inexistante et une phase mécanique triomphante, la production américaine arrive maintenant à ce que je propose d'appeler sa phase administrative. L'industrie est devenue si complexe qu'il ne suffit plus de stricts techniciens pour la diriger, il faut des administrateurs, les *managers* de Burnham. Parmi les Présidents des plus grandes entreprises, c'est de plus en plus des organisateurs, des *lawyers*, des hommes de formation administrative (au sens large du terme) qu'on rencontre. De cette évolution qui, en passant par l'ingénieur, va de l'artisan à l'administrateur, Raymond Cartier donne, à propos de l'automobile, ce raccourci saisissant :

La première génération fut celle des mécanos et la seconde celle des ingénieurs. Walther P. Chrysler avait commencé par être nettoyeur de locomotives à cinq cents l'heure. Le premier [p. 144] Ford était entré dans la richesse et dans la gloire par une passion du bricolage qui engendra le fameux modèle « T », puis le fameux modèle « A », et qui fit de l'auto la nécessité du pauvre, au lieu du luxe du riche. Du côté de la *General Motors*, succédant aux figures de cambouis du tout début, un formidable technicien, William S. Knudsen, représenta et incarna la deuxième période. Aujourd'hui, les sommets de l'industrie automobile sont avant tout des administrateurs. Lester L. Colbert, président de la Chrysler, n'a jamais fait que des études de droit et fut kidnappé au Barreau par

l'Auto. Wilson, ex-président de la *General Motors*, est ingénieur, mais ingénieur électricien... ¹.

C'est l'impérieuse exigence d'un âge de l'organisation, succédant à un âge d'aventure.

¹ Raymond Cartier, *op. cit.*, p. 223.

[p. 145]

Chapitre 17.

L'ESPRIT ET LES MÉTHODES DE LA PRODUCTION : LA NOUVELLE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

[Retour à la table des matières](#)

La seconde guerre mondiale n'a rien ajouté de spécifiquement nouveau aux principes de base que nous analysions dans le chapitre précédent : si je l'eusse écrit en 1939, il eût été à peine différent. En dépit de progrès techniques merveilleux les méthodes sont restées les mêmes, un Kayser lui-même, dans sa « fabrication » de bateaux, n'ayant fait qu'adapter en les élargissant des procédés antérieurement connus. C'est surtout l'ampleur, le rythme de la production qui, sous l'impulsion supérieure de l'État, se sont accrus d'incomparable façon : la recherche en particulier a pris une place décisive, qu'elle semble devoir conserver. Sur le terrain social par contre, l'après-guerre fait évoluer rapidement l'industrie : on constate un important effort des entreprises pour s'intégrer dans la communauté, plus qu'elles ne l'avaient fait dans les périodes précédentes, effort qui s'exprime dans l'accent mis sur les *human relations*, sur les *Public relations*. Il est permis de parler d'une nouvelle société industrielle, d'un nouveau capitalisme.

I

Les « relations humaines », dans l'industrie américaine, ont passé depuis un siècle par trois phases. Celle du patron de combat, selon le style de ces capitaines d'industrie de Pittsburg qui, au temps de Frick et de Carnegie, possédaient leurs milices poli-[p. 146] cières et brisaient allégrement les grèves par des importations massives de main-d'œuvre « jaune » ; c'était aussi celle d'un paternalisme, éventuellement bienfaisant, si passivement accepté des ouvriers que la trace psychologique s'en fait encore sentir aujourd'hui dans une curieuse absence de susceptibilité à l'égard d'interventions dans la vie privée du salarié, dont l'indiscrétion étonne l'Europe. La seconde phase, contemporaine de Taylor et de Ford, est celle de l'efficacité 100 p. cent, sans autre préoccupation sociale que celle du haut salaire, supposé suffire à tout : psychologie rudimentaire, dont la psychotechnique soulignera bientôt toutes les insuffisances, mais qui permit cependant à l'organisation scientifique du travail de se développer presque sans obstacles dans une étonnante période d'expansion. On en vient enfin, dans une troisième phase, à considérer l'entreprise comme un complexe où l'élément humain doit s'intégrer dans la productivité comme un des facteurs directs du prix de revient : il se peut que l'esprit de cette politique soit utilitaire, elle n'en aboutit pas moins à des préoccupations effectivement humanitaires.

Selon cette conception, dans l'industrie américaine moderne, patrons et ouvriers ont le même intérêt, qui est la vie, le développement, le succès de l'entreprise. On s'attachera donc à entretenir le personnel employé dans la conviction que cette solidarité existe, qu'il profitera de tous les progrès, techniques, d'organisation ou de productivité, qui seront accomplis. Il ne s'agit pas seulement de propagande, il faut bien se rendre compte que le patronat entend faire de cette solidarité une réalité. Dans une économie de marée montante, où tout progrès « paie », pareil programme a pu être réalisé plus facilement qu'ailleurs, la tradition paternaliste ayant certainement facilité l'éducation de l'ouvrier ; mais de son côté, dans un capitalisme évolué, le patronat a changé d'état d'esprit : employeurs et employés discutent d'égal à égal, sans qu'une conscience de classe suscite des hiérarchies ou des barrières dans la cordialité des relations personnelles.

Il faut avouer que ces *human relations* laissent une impression contradictoire. Cette cordialité affichée, plus sociale que vraiment personnelle, porte la marque d'une certaine standardisation. Je serais porté à croire que l'industriel français a personnellement plus d'égards pour ses ouvriers, tient davantage compte de leur personnalité, hésiterait plus à se séparer d'eux. [p. 147] Les « relations humaines » n'empêchent pas qu'aux États-Unis la discipline soit sans cœur, que la direction y renvoie (*fire*) sans merci les collaborateurs inutiles, que l'impression ne soit celle

d'une certaine dureté. L'ouvrier a cependant été convaincu, pour cette raison surtout qu'il n'a plus le sentiment de se trouver en face d'un patron de droit divin : l'employeur a sincèrement accepté le jeu, décidé, par utilité peut-être mais qu'importe, à faire sa place à la main-d'œuvre, à la faire participer aux progrès de l'entreprise. Cette confusion du devoir social et du profit est bien dans la tradition utilitaire anglo-saxonne et l'esprit américain, bien loin de s'en formaliser, en saisit au contraire tous les avantages.

II

C'est de la même inspiration que relèvent les *public relations*, expression vague qui correspond à quelque chose de très précis. Dans un siècle où la production de masse nécessite complémentaiement une consommation de masse, le régime économique ne peut être que démocratique, puisqu'il repose en fin de compte sur le consensus d'opinion des grands nombres. Pour conquérir et garder sa clientèle, toute entreprise devra donc justifier son existence auprès de la masse. Au delà d'une certaine grandeur, elle sera logiquement conduite à avoir ses départements ministériels comme un gouvernement : non seulement un ministère de l'intérieur ou du travail, mais un ministère des affaires étrangères ou de l'information, c'est-à-dire de la propagande. Les gouvernements démocratiques vivent de votes, les industries vivent du plébiscite des consommateurs : dans les deux cas c'est affaire de contacts, de publicité, de persuasion. Dans ces conditions les P. R. peuvent se définir : tout ce qu'une entreprise, un organisme quel qu'il soit, doit dire ou faire pour se faire connaître et apprécier, soit de son personnel, soit de sa clientèle, soit du grand public.

Ainsi comprises les *Public relations* sont un peu la prose de Monsieur Jourdain. Elles correspondent cependant à une conception élargie de la démocratie industrielle et il ne faut pas s'étonner que ce soient les Américains qui en aient les premiers fait une technique, avec un personnel spécialisé, ces innombrables « conseillers en P. R. » qu'on rencontre maintenant aux États-Unis. L'idée provient de cette philosophie optimiste, vraiment [p. 148] benthamienne, en vertu de laquelle le « service » s'accorde naturellement avec l'intérêt bien entendu : la prospérité d'une entreprise ne saurait à la longue se maintenir si elle n'est conforme à l'intérêt général de la communauté, mais il faut en informer, en persuader le public. À qui s'adresseront donc les P. R. ? Au personnel d'abord, à qui l'on expliquera ce que fait l'entreprise, comment elle le fait, comment elle est gérée, en quoi ses bénéfices sont justifiés : pour pratiquer ce programme, il faudrait évidemment n'avoir rien à cacher ; il doit bien y avoir des caisses noires aux États-Unis, mais une politique de secret y devient de plus en plus difficile, dans la mesure où les recherches atomiques ne réintroduisent pas ce secret par une autre porte. On s'adressera ensuite à la clientèle de l'affaire, message qui

ressemble à la publicité mais en diffère néanmoins par des nuances importantes. Et finalement on cherchera à toucher le grand public, pour bien disposer l'opinion, même si en l'espèce celle-ci n'a rien à y voir directement. Une industrie, au delà d'une certaine ampleur, ne peut pas se passer de la bonne volonté générale.

Peut-être n'y a-t-il dans tout cela rien de spécifiquement nouveau ? Ce qui est original, c'est qu'aux États-Unis cette propagande, acceptée comme allant de soi, a donné lieu au développement de toute une technique, comportant une psychologie simplifiée mais forte, des méthodes éprouvées, des recettes comprimées en slogans, dont l'ingénuité paraîtrait friser le cynisme si elles n'étaient en effet ingénues dans un pays où le réalisme publicitaire ne connaît pas de limites. C'est pourquoi les P. R. exigent en Europe de fortes adaptations...

III

On voit qu'il est en train de se constituer en Amérique quelque chose comme un néo-capitalisme, adaptable dans sa forme évoluée aux conditions du XX^e siècle et déjà fort différent du capitalisme de la tradition. Ses conceptions tiennent compte de la grande révolution de notre époque, qui est l'extension à la vie tout entière de la production mécanique, sous le signe de la série et de la masse. Ses procédés envahissent implacablement toutes les provinces de l'activité humaine, l'agriculture, le travail de bureau, la chirurgie, l'organisation des armées. Il s'agit d'opérations dépassant de beaucoup le domaine mécanique, compor-[p. 149] tant une administration entièrement nouvelle des efforts humains. L'entreprise moderne est née de cette révolution, et c'est sa constitution qui marque la plus grande transformation sociale, plus même que les systèmes juridiques ou politiques sous lesquels elle fonctionne. Les conditions d'efficacité d'une production sont en somme les mêmes en Amérique et en Russie, dans une société de libre entreprise et dans un régime communiste. Peut-être aussi la nouveauté vraiment révolutionnaire réside-t-elle dans la dimension des unités industrielles modernes, celles-ci n'ayant plus la personne humaine comme mesure. On ne peut s'étonner qu'à l'âge de l'année-lumière et du micron la question des rapports humains dans la production comporte quelque effort de révision.

Avec des dimensions de cet ordre, l'entreprise appartient de moins en moins à des individus, même quand juridiquement ce sont des individus qui en possèdent la propriété. Elle tend à appartenir en fait à la communauté tout entière, à moins qu'elle n'aboutisse à s'appartenir à elle-même. Ford avait discerné cette tendance quand il écrivait : « La rémunération du chef, du propriétaire, du personnel doit être incorporée dans les dépenses de l'affaire, mais le bénéfice proprement dit appartient à l'affaire elle-même, dont il est la sauvegarde et dont il permet l'accroissement. Le reste fait partie du prix de revient. » L'entreprise, dans cette conception, est à la fois moyen et but. Il faut qu'elle assure un service social, mais

que la rétribution de ceux qui la servent soit en fonction du service rendu. Mieux que les Européens, les Américains ont compris qu'il est choquant, qu'il est devenu impossible de demander à l'employé de s'intéresser à l'entreprise, de collaborer à sa productivité, s'il n'y est pas raisonnablement et honnêtement intéressé. Dans ce sens l'entreprise moderne ne peut plus se permettre de n'utiliser que des prolétaires, et il n'est plus question pour elle d'être au service d'intérêts particuliers qui soient en conflit avec l'intérêt général de la société tout entière.

L'industrie américaine s'oriente de plus en plus vers des conceptions de cet ordre. Sans doute confond-elle, avec quelque complaisance, l'intérêt général avec ses intérêts particuliers ? Certaines propagandes indiscretes nous fatiguent presque jusqu'à la nausée. L'esprit anglo-saxon se prête volontiers à ce facile et rassurant optimisme. Sachons cependant reconnaître que cette philosophie est celle d'un capitalisme évolué, fort différent du [p. 150] capitalisme sans frein d'il y a un siècle, et que, dans la mesure où il a été appliqué aux États-Unis, il y a servi les intérêts des travailleurs en même temps que leur dignité. Je me demande quelquefois si l'Amérique ne s'est pas élevée à un optimum, difficile à maintenir, dès l'instant que, vivant encore sur l'élan initial de la libre entreprise, elle bénéficie déjà de toutes les possibilités de l'organisation.

IV

Cette efficacité industrielle, de l'avis général trois ou quatre fois supérieure à la nôtre, à quoi tient-elle ? Il faut écarter, comme explication, une supériorité intrinsèque soit de l'ouvrier, soit du patron américain, et il n'est pas certain que, dans l'ensemble, la technique soit supérieure à celle de l'Europe. Mais l'outillage est de meilleure qualité, le patron bénéficiant de conditions de trésorerie ou de crédit qui lui permettent de se procurer l'équipement le plus perfectionné, tandis que le remplacement des pièces détachées est pour lui de la plus extrême facilité ; et, si cet outillage n'est pas meilleur, il est invariablement plus massif, se prêtant mieux à la production de série et de masse. La même observation s'impose pour les matières premières, que l'industrie américaine est toujours en mesure de se procurer dans les meilleures conditions et de la meilleure qualité, avantage essentiel qu'aucune habileté, aucun tour de main ne peuvent compenser. L'énergie est également disponible, en plus grandes quantités, à meilleur marché, plus régulièrement, avec plus de diversité : houille, pétrole, électricité, gaz naturel... Enfin la main-d'œuvre travaille mieux, dans un climat ouvrier de coopération, comportant sans doute de rudes discussions d'intérêts, mais sans glisser à la lutte de classe. Il s'agit d'un climat économique se prêtant au maximum aux exigences de la production mécanisée de masse. On ne soulignera jamais assez la simplicité géographique de ces grands espaces, qui semblent faits pour la machine agricole, pour les grandes créations industrielles *ex nihilo*. Il faut insister aussi sur la

simplicité de ce marché national énorme, sans barrières, rendu homogène par l'assimilation. N'oublions pas enfin la simplification sociale résultant d'un milieu où pratiquement il n'y a pas de classes, où les gens veulent ce que la publicité les incite à vouloir, où le rouleau compresseur de l'américanisation réalise la prophétie faite il y a cent ans par Tocqueville : une société [p. 151] de 160 millions d'habitants, égaux de condition, venus là pour les mêmes causes, parlant la même langue, ayant la même religion, les mêmes habitudes, les mêmes manières, recevant leurs opinions d'une même source de propagande... Voilà des gens qui ne sont pas encombrés de traditions ou de préjugés, qui regardent vers l'avenir plus que vers le passé, qui ne sont conservateurs que dans la mesure où ils ont quelque chose à conserver.

Je crois que, pour bien comprendre la productivité de l'industrie américaine, il faut se rendre compte qu'elle résulte moins de tel ou tel facteur séparé que d'une atmosphère d'ensemble, liée soit à la jeunesse économique du nouveau monde, soit à la maturité d'un peuple, composé d'éléments vieux qu'un milieu neuf a rajeuni. Il faut ajouter que la production bénéficie, dans le fonctionnement de la vie économique, d'une régularité que ni la révolution, ni l'occupation étrangère, ni même la guerre ne sont venues compromettre : l'argent s'emprunte aisément et à bon marché, point besoin de stocks massifs dès l'instant que, sur un coup de téléphone, la pièce demandée, la matière première même arrivent aussitôt. Une crise peut compromettre temporairement ces conditions, mais elles sont de base et repaîtront tant que le nouveau monde restera le nouveau monde.

Ce climat, normal au delà de l'Atlantique, ne l'est pas chez nous, ou à certains égards ne l'est plus. Faute de capitaux ou de crédit, le patron européen ne peut se constituer un outillage aussi perfectionné et il lui faut souvent économiser sur la qualité de la matière première, à supposer qu'il ait des devises pour se les procurer ; il ne bénéficie pas au même degré, parfois par sa faute, de la coopération ouvrière et ce n'est qu'avec une extrême timidité qu'il ose licencier la main-d'œuvre que lui économiserait une mécanisation pourtant nécessaire ; ayant à servir, dans des marchés nationaux plus étroits, une clientèle plus diversifiée, les simplifications résultant de la série lui sont fréquemment interdites.

Plusieurs de ces circonstances sont l'effet exceptionnel des guerres qui ont pesé sur le vieux monde, parce que la guerre se faisait sur son territoire, mais les causes du désavantage européen sont plus profondes et viennent de plus loin. Socialement, politiquement, géographiquement, il y a, entre l'Europe et l'Amérique, le contraste de deux continents et en même temps de deux âges. La simplification américaine, condition presque *sine qua non* de la production industrielle moderne, est impossible dans [p. 152] l'Europe d'aujourd'hui : trop de pays, trop de souverainetés distinctes, trop de douanes, trop de monnaies, trop de mœurs différentes entraînant des diversités de clientèles, trop de passés nationaux, trop de langues nationales. La structure est ancienne, vétuste, compliquée comme celle d'une vieille forêt encombrée de lianes, de parasites, d'innombrables broussailles, alors que le milieu américain ferait plutôt penser à la netteté

géométrique de quelque verger californien, immense et d'un seul tenant. Raymond Cartier imagine ce que serait la Californie si elle était en Europe.

Enfermée dans les barrières douanières du vieux monde, elle ne serait, malgré son pétrole, qu'un corps économique incomplet, condamné à languir. Son agriculture elle-même n'aurait ni le marché immense de 150 millions de consommateurs voraces, ni le colossal équipement qui lui permet d'améliorer sans cesse son sol. Une Californie européenne serait une pauvre nation méditerranéenne... Elle n'est ce qu'elle est – cet éblouissement de richesse et cet épanouissement de bonheur humain – que par la vertu du grand ensemble dans lequel elle est intégrée, en dépit des montagnes, des déserts et des distances qui lui font les meilleures de ces frontières naturelles qui furent et qui sont encore le rêve maladif des pays européens. C'est la leçon éclatante et éternelle de l'Amérique, que l'Europe, cloîtrée dans ses douanes et dans ses haines, n'arrive pas à assimiler ¹.

Abattez ces cloisons périmées, nous dit-on, constituez un marché européen unique qui, à l'Ouest du Rideau de Fer, réunirait plus de 300 millions de consommateurs ! Le conseil est juste et le bénéfice immédiat serait immense, mais annuler une frontière franco-allemande ou belgo-hollandaise est bien autre chose qu'ignorer la limite entre le North et le South Dakota. Ce n'est pas seulement à des positions acquises qu'on se heurte, mais à des habitudes héritées d'un passé séculaire, où la routine et l'égoïsme ne se distinguent pas toujours de quelque noble tradition. C'est chose que, dans sa simplicité, l'Américain ne comprend pas quand il nous dit : « Faites comme moi. »

La vérité est que cette massive opération de défrichage s'impose à l'Europe, si elle veut tenir sa place dans la concurrence internationale du XX^e siècle, ou même simplement survivre. Mais transformer une vieille structure est autrement malaisé que construire un nouvel édifice, surtout quand il s'agit d'une Tour de Babel. Les États-Unis ne savent pas à quel point la [p. 153] nature et la destinée les ont favorisés. Ils ne mesurent pas non plus à quel point les choses sont facilitées quand on est soulevé par la marée montante.

V

Dans une première période de la Révolution mécanique, le cadre réduit du vieux continent s'est révélé suffisant pour permettre à l'Europe d'être le leader industriel du monde, mais quand la série a déchaîné toutes ses possibilités, le « petit cap occidental de l'Asie » n'a plus fourni un théâtre adéquat. Les Allemands post-bismarckiens, ces remarquables précurseurs, avaient conçu l'entreprise d'une industrie ultra-moderne fondée sur la masse, mais ils chevauchaient un coursier qui n'était pas à la taille. Le XX^e siècle exige pour cette

¹ Raymond Cartier, *op. cit.*, p. 19.

œuvre, non plus l'articulation diversifiée d'une vieille péninsule, mais le support de continents massifs : c'est le siècle des États-Unis, de la Russie.

La source cependant demeure européenne et c'est bien dans notre tradition, philosophique et technique, que s'inscrivent les méthodes industrielles de l'Amérique. Par leur recours systématique, agressif à la raison, elles sont, paradoxalement peut-être mais effectivement, d'essence cartésienne. Voici le commentaire d'un Américain averti :

La méthode de Taylor est l'aboutissement, d'abord d'une analyse, puis d'une synthèse. L'expert, auquel un problème industriel est posé, commencera par le décomposer en ses éléments constitutifs. Il subdivisera ces éléments constitutifs eux-mêmes en leurs composants élémentaires. Puis il examinera chaque question séparément, recherchant la solution la plus efficace pour chaque cas particulier. Il commencera alors à reconstruire, ajoutant élément à élément, ajustant les solutions distinctes les unes aux autres si c'est nécessaire, jusqu'à ce qu'il aboutisse à une synthèse. Finalement il indiquera les conclusions auxquelles il sera parvenu, relativement au but à atteindre, aux meilleures matières premières à choisir, au meilleur outillage à sélectionner, en tenant compte naturellement des conditions pratiques du travail, des investissements à faire, de l'élément humain. Suivre ces instructions devient ensuite le devoir de la Direction technique et des ouvriers ¹.

Cette façon de conduire délibérément la pensée comme une action, n'est-ce pas authentiquement celle du *Discours de la méthode* ?

[p. 154]

Par tradition toutefois et par tradition anglo-saxonne l'Américain est expérimental de tempérament, de sorte qu'il serait faux, et presque ridicule, d'en faire une espèce de polytechnicien. Ayant raisonné et conclu selon la raison, il vérifie par l'expérience, en admettant une forte marge d'erreur, ce en quoi il se comporte comme un Anglais, méfiant de la logique et des constructions de l'esprit. Je me demande quelquefois si ce n'est pas nous qui sommes, avec notre système métrique, les vrais pionniers de la standardisation ? L'Américain, lui, serait bien capable quelque jour de standardiser sur des mesures non métriques.

Je trouve enfin une filiation machiavélique, dans le sens – mais c'est le vrai – où Machiavel est moins machiavélique que simplement réaliste. Comme l'Allemand, l'Américain, quand il poursuit un but, est capable de devenir parfaitement objectif : il fait alors ce qu'il faut, sans s'encombrer ni de doctrine, ni de préjugés, ni de routine. Il se place devant le problème à résoudre comme

¹ Sheldon, *Philosophy of management*, p. 213.

devant une page blanche, dans un état d'esprit de complète liberté. Telles études de marchés, pour déterminer ce qu'ils peuvent absorber et leur degré de saturation, relèvent véritablement du chef-d'œuvre. Dans un livre fameux, *How to make friends*, Dale Carnegie a même pensé pouvoir appliquer la méthode à la façon de se faire des amis.

Je reconnais volontiers que, d'un point de vue américain, pareil commentaire est, de ma part, parfaitement oiseux : « jamais, me dira-t-on, nous n'avons songé à tout ça, et du reste Taylor a-t-il seulement lu Descartes ? » je m'imagine, à la façon du professeur Nimbus, demandant à Ford, dans une interview, s'il était cartésien : comme Caton l'ancien chassant de Rome le sophiste grec, il m'eût pris pour un fou et m'eût expulsé de Detroit. Cependant, si je maintiens cette analyse de l'esprit américain, c'est que malgré tout je la crois juste.

Dès aujourd'hui les méthodes américaines sont intégralement victorieuses sur le champ de bataille industriel du monde : elles n'ont pas tant vaincu par la technique que par ce sens de l'organisation qui, plus que tout, caractérise cet âge nouveau de l'humanité qu'on pourrait légitimement appeler l'âge américain.

[p. 155]

Chapitre 18.

LA LEÇON DE FORD

[Retour à la table des matières](#)

Quand il mourut en 1947, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, Ford était déjà le passé. Par sa fulgurante carrière il appartenait encore à l'âge de l'aventure, et par plusieurs de ses conceptions sociales à l'âge des grands patrons de combat : pionnier d'un nouveau mode de transport, il se classait dans les figures de légende. Dans une étude, même visant à l'actualité, de la production américaine, il est impossible cependant de ne pas lui faire une place particulière, car, sur la gestion de l'entreprise, sur son rôle dans la communauté, la leçon qu'il laisse est toujours vivante. Toutes les fois que l'industrie américaine s'en est détournée, elle s'est écartée de son génie propre, et c'est sans doute dans la mesure croissante où elle s'y est ralliée que les États-Unis ont connu une prospérité qui a étonné le monde.

Fils d'un modeste agriculteur du Michigan, Henry Ford, né à Dearborn en 1863, n'avait reçu qu'une simple éducation primaire, ce dont sa culture s'est toujours ressentie. Mais ce primaire avait du génie. À dix ans il avait construit une machine à vapeur à turbine ; à douze ans, croisant sur la route une locomobile, cette rencontre avait déterminé sa vocation de mécanicien : apprenti à dix-sept ans dans un atelier de mécanique, il inventait un moteur, construisait de sa main une voiture à vapeur. Retenez bien ceci : à cette étape de sa carrière c'est un artisan, et il s'en souviendra toujours. Rentré chez son père, il se marie, installe un atelier ; en 1890, à vingt-sept ans, il entre chez Edison comme mécanicien et, deux ans après, fabrique une auto qui engloutit toutes ses économies. C'est du reste le moment où il trouve le moyen de s'établir à son compte : une auto de course qu'il réalise fait sa réputation. À ce moment, en 1896, il a [p.156] trente-trois ans et,

fort d'un premier succès, il fonde la *Ford Motors Society*. Son programme est simple, mais c'est la simplicité du génie : construire pour l'usage un type unique d'automobile, et la première année il vend 1 700 voitures. Sa première grande usine sort de terre en 1906, et à partir de cette date ses succès sont foudroyants. La guerre de 1914, loin de les arrêter, ne fait que les accroître. En 1906, sa production était de 8 423 voitures par an, mais elle s'élève à 1 250 000 en 1920 ; en 1925, – je me rappelle encore de sensationnelles affiches diffusant l'événement, – sa douze millionième voiture (*twelve millionth now on the road*) – est mise sur route, et en 1935 Ford a construit 25 millions de véhicules. Il y a à cette date aux États-Unis une auto par quatre personnes huit-dixièmes (maintenant une pour trois). Le nom du constructeur est célèbre dans le monde entier.

De son œuvre se dégage une conception de la vie, de la production, presque une philosophie. Il l'expose, dans sa formidable entreprise, dans son action de tous les jours, dans ses déclarations maintes fois répétées, dans des livres aussi... Ces livres, beaucoup de gens se sont demandé si c'était bien lui qui les avait écrits. Son biographe, A. L. Benson, répondant à l'insinuation, nous assure que le grand homme était capable de lire, d'écrire, il nous affirme même, presque sous la foi du serment : « je l'ai bien souvent vu et entendu lire, *je l'ai vu écrire*. » J'avoue n'avoir pas besoin de pareils témoignages. Que m'importe qu'il ait tenu la plume en publiant *Aujourd'hui et demain, Ma vie et mon œuvre* ? Il suffit de lire ces pages pour sentir la marque d'une personnalité vraiment créatrice et, ne reculons pas devant le qualificatif, géniale.

I

Toute la philosophie de Ford tient dans une vue simple, mais féconde, de la production dans le monde moderne : grâce à la machine, il s'agit de fabriquer en série des articles à bas prix, susceptibles de répondre aux besoins d'une consommation populaire mise de ce fait en mesure de les acquérir. La conception comporte donc une méthode de production, liée à l'affirmation d'une démocratie économique. C'est par là que le grand industriel de Detroit est original : encore qu'il soit leur successeur, il ne se confond pas avec le capitalisme des trusts, pionniers avant lui de la rationalisation.

[p. 157]

Ford reconnaît à la production une fonction sociale : servir la consommation, voilà le principe de base. L'affaire, ne vivant que par le consommateur, doit avant tout travailler pour lui, c'est la notion, typiquement américaine, du *social service*. Mais, dira-t-on, comment conserver le client à l'âge d'une surproduction, constamment menaçante dès l'instant que les possibilités mécaniques sont désormais sans limites ? « En fixant très bas le prix de vente, répond Ford, et en

s'attachant à en abaisser sans cesse le niveau : c'est le seul moyen de préserver, de stimuler, de créer le pouvoir d'achat de la masse. » Or, comme il faut un profit, le prix de vente doit être calculé en fonction d'un coût de revient laissant à l'entreprise un bénéfice. C'est ici qu'audacieusement le génial initiateur renverse le raisonnement et commence par fixer le prix de vente, disant ensuite à ses services : « Débrouillez-vous ! » C'est Cortès brûlant ses vaisseaux ou, pour prendre un exemple plus récent, Foch refusant de donner à ses chefs d'armées une position de repli, n'admettant même pas qu'on puisse envisager de reculer. Citons du reste le grand patron lui-même :

Il y a toujours assez de gens disposés à acheter, pourvu qu'on leur fournisse ce qu'ils veulent au juste prix... Le marché, dites-vous, est encombré de produits qui ne se vendent pas ? Ils se vendraient si le fabricant en demandait seulement un prix plus modeste. Mon principe à moi est d'abaisser les prix, d'étendre les opérations et de perfectionner les voitures, mais il faut que la réduction des prix vienne en première ligne. Je n'ai jamais considéré le prix de fabrication comme quelque chose de fixe. En conséquence je commence par réduire le prix de vente pour vendre davantage, puis on se met à l'œuvre pour y accommoder un nouveau prix de fabrication... La standardisation est chose mauvaise si elle ne s'associe pas à la réduction constante et systématique des prix de vente. Pareille réduction ne doit pas être une réponse au mécontentement du public : il faut que les progrès mêmes de la fabrication la permettent.

Cette politique n'est possible qu'en fonction d'un perfectionnement technique, dont la première condition, à l'âge de la machine, est une standardisation de plus en plus accentuée. Dès l'instant que le bas prix ne s'obtient que par la série, le public doit collaborer à ce progrès en acceptant de bonne grâce les limitations qu'il comporte et, une fois pour toutes, on lui demande de renoncer à la fantaisie du « sur mesure ». La formule donnée par Ford est restée fameuse : « je laisse à mes clients le [p. 158] choix de la couleur de leur voiture, à *condition qu'elle soit noire* » ! Dans l'évolution humaine, c'est tout un climat nouveau de la civilisation. Il conduit à une conclusion optimiste, que nous retrouverons quand nous étudierons la nature de la prospérité américaine : si le progrès technique permet de baisser suffisamment les prix, il ne doit pas y avoir surproduction.

Ce progrès technique, selon Ford, est illimité comme le sont les possibilités du machinisme lui-même :

Il est toujours possible de concevoir une machine capable d'exécuter un travail mieux et avec plus de précision que ne le ferait la main de l'homme. C'est l'intérêt de la production, mais c'est aussi celui de l'homme, dont il faut

épargner l'effort. Les spécialistes sont trop précieux pour les gaspiller à un travail que des machines, établies par eux, feront mieux qu'eux-mêmes.

Nous considérons souvent qu'une fabrication faite à la main est plus achevée, plus parfaite, mais c'est une idée qui demande révision, car les pièces réalisées en série sont infiniment plus régulières : l'automatisme en a éliminé les imperfections. L'assemblage vient ensuite et il exprime peut-être ce que la méthode a de plus original, son caractère d'organisation ou d'administration collective :

Nous considérons l'industrie avant tout comme une question d'organisation et, pour nous, administration et direction ne font qu'un. Lorsque la direction devient un travail, c'est que l'organisation de la production est mauvaise. Chaque pied carré paie sa part des frais généraux : il faudra donc que le consommateur paie un surplus de frais généraux et de frais de transport, si les machines sont placées seulement à six pouces trop loin l'une de l'autre.

Ces vérités de bon sens sont sans doute connues, mais pour en saisir toute la portée il faut se trouver en présence d'une fabrication de masse, car alors la moindre simplification se répercute sur le coût de revient de la façon la plus évidente :

Une petite usine, qui fabrique une seule pièce avec une force motrice bon marché, est plus économique qu'une grande usine fabriquant, avec une force motrice aussi avantageuse, un grand nombre de pièces, même si elle est divisée en plusieurs sections : aucune usine n'est assez grande pour faire deux sortes de produits différents.

Ici apparaît l'ouvrier, et là encore Ford est initiateur, même si, de divers points de vue, certaines de ses conceptions [p. 159] sociales relèvent de l'ancien régime. Il a mécanisé au maximum, tant qu'il a pu et presque agressivement, mais il admet avoir besoin du concours du travailleur. Sa politique à l'égard du salarié est à la fois utilitaire, généreuse et implacable. Le premier principe qu'il affirme, expressif en cela de l'atmosphère américaine, est celui de ne jamais chercher la réduction du prix de revient dans une baisse des salaires. Bien au contraire il se déclare – et les trompettes de la renommée sont chargées de nous en avertir – en faveur d'une politique systématique de hauts salaires. Pourquoi ? D'abord parce que le rendement du travailleur s'en ressent, ensuite parce que son pouvoir d'achat s'en trouve accru (peut-être devrait-il ajouter : parce que c'est une réclame pour la maison ?). Une condition cependant s'impose, c'est qu'à l'accroissement du salaire

corresponde un accroissement de la productivité. Voilà qui est essentiel, et trop souvent perdu de vue, car s'il n'en est pas ainsi le prix de revient s'alourdit, ce qui rend impossible l'abaissement du prix de vente, et dès lors tout l'équilibre de la conception se voit compromis : « Donner de gros salaires et diminuer la production, c'est s'engager sur la pente du marasme. Ce n'est pas le patron, c'est le produit qui paie le salaire, et la direction d'une usine consiste à orienter la production de telle sorte que ce soit le produit qui paie le salaire. » Une industrie qui trouve le moyen de payer davantage ses ouvriers tout en réussissant à diminuer ses prix est dans la bonne voie : autrement elle se détruit elle-même en limitant le nombre de ses acheteurs. Ford donne lui-même l'exemple, et de façon sensationnelle : en 1914, le niveau moyen des salaires à Detroit est de deux dollars par jour ; il le porte à cinq, puis en 1920 à six dollars, pour huit au lieu de neuf heures de travail. Ses concurrents le traitent de fou et il fait scandale, mais c'est lui qui aura eu raison.

Voilà donc un travailleur que le patron est disposé à bien rémunérer, mais que lui demande-t-il en échange ? De moins en moins quelque chose qui ressemble à un effort physique (c'est l'affaire de la machine), mais essentiellement un rendement au-dessous duquel il ne devra pas descendre. Il s'agit du reste moins de compétence technique que de conscience et de régularité dans le travail : sous la surveillance d'un contrôle presque hypertrophié, il devra faire preuve d'attention, d'agilité, de constance, d'endurance. Quand nous visitons l'usine de *River Rouge*, nous étions tentés de penser que ce genre de travail, monotone et [p. 160] ennuyeux, dégoûtait les gens : n'avaient-ils pas la nostalgie de l'effort intelligent et varié de l'artisan ? Ford, désabusé, ne le pensait pas et, s'il admirait son propre système, c'est avec une sorte de déception qu'il constatait, lui l'ancien artisan, que ses employés s'en accommodaient presque trop bien : « Pour la plupart des esprits, écrit-il, ce genre de travail n'a rien d'effrayant : pour certaines intelligences au contraire, c'est la pensée qui est quelque chose de redoutable. La difficulté, pour nous, n'est pas de trouver ceux qu'il y a lieu de faire avancer, mais ceux qui sont disposés à accepter de l'avancement. »

La chaîne d'assemblage, réalisée à Detroit pour la première fois sur une grande échelle, était psychologiquement fondée sur cette demi-passivité : « Le travail à faire doit arriver devant l'homme, l'homme n'a pas à aller le chercher, c'est le principe de notre fabrication : les plates-formes mobiles appelées chaînes ne sont qu'un des moyens de l'appliquer. » Il n'y a donc plus besoin de spécialistes, mais simplement de ce type d'ouvriers qu'on appelle les manœuvres spécialisés :

Si chacun des travaux de nos usines demandait des spécialistes, nos usines ne se seraient jamais créées. La grande majorité des hommes qui se présentent chez nous n'ont pas de spécialité : nous leur enseignons leur métier en quelques heures ou en quelques jours. S'ils n'ont pas appris dans ce bout de temps, ils ne nous seront jamais bons à rien. Ils n'ont pas besoin d'être vigoureux, quelques-unes des occupations de nos usines exigent une

assez grande force physique, mais elles disparaissent l'une après l'autre, très vite. Nous en avons d'autres qui ne demandent aucune force physique : la force d'un enfant de trois ans y suffirait.

La réaction de Ford, en présence de la mécanisation qu'il déchaîne, est singulière. D'un côté il s'en réjouit, et avec raison, comme d'un indiscutable progrès. Pourquoi s'obstinerait-on en effet à faire faire par des hommes ce que la machine, une fois réglée, fera toute seule, sans fatigue, indéfiniment et sans la moindre faute ? Le domaine de l'automatisme s'ouvre comme un terrain de conquête sans limites. Tout progrès mécanique est dans ces conditions un progrès humain : s'y opposer serait ridicule, coupable... Et pourtant ce même Ford se sent mélancolique à la pensée que tant d'ouvriers se contentent du genre de travail que lui-même il leur impose : il souhaiterait que ces travailleurs demandent une promotion, réclament plus d'initiative dans leurs fabrications, plus de technique, plus d'intelligence dans leur [p.161] labeur quotidien. On devine qu'au fond de lui-même il éprouve la nostalgie de l'artisan. Pourquoi même dire qu'on le devine ? Ne suffit-il pas, pour s'en persuader, de visiter l'étonnant musée que le rationalisateur a créé en marge de son usine ? Dans ce musée, volontairement archaïque, puisqu'on y arrive dans des landaus vétustes traînés par des chevaux, sont représentés tous les progrès techniques qu'au cours des siècles a réalisés l'artisanat : c'est le suprême hommage de la machine à l'outil, de l'âge de la série à l'âge de l'ingéniosité.

Dans ce même Detroit, j'avais le privilège d'être reçu par le grand Knudsen, de la *General Motors*, et il m'exprimait la même admiration pour l'ouvrier français, formé par des siècles d'artisanat, respectueux de son métier, penché sur les problèmes de sa fabrication, dont il essaie de maîtriser les multiples aspects. L'automatisme de la machine risque de tarir bien des sources d'imagination et de création individuelle. Il est significatif que ces grands leaders se soient préoccupés d'entretenir cette source, de préserver, en plein siècle de la série, les semences de l'individualité.

II

Avons-nous fait le tour de cette puissante personnalité ? Bien loin de là.

Les conditions de succès d'une entreprise ont tout d'abord été, de sa part, l'objet d'une pénétrante analyse, cependant que par son exemple il s'est une fois encore montré précurseur. Dans le cadre capitaliste où il inscrit son action l'épreuve de la santé d'une affaire, c'est, estime-t-il, qu'elle laisse un profit ; une affaire qui perdrait de l'argent, ou même travaillerait sans profit, n'est de son point de vue pas viable. Toutefois il ne s'arrête pas là, car il est parti du principe que la raison d'être de l'industrie est de servir le consommateur : « Si l'on prétend conduire l'affaire uniquement en vue d'un profit pécuniaire, sans se soucier des

services qu'elle peut rendre à la communauté, elle est condamnée à mort, parce qu'elle perd sa raison d'être. » Le profit sera donc considéré comme une épreuve d'équilibre, comme un signe de vitalité, un ferment d'activité. Que l'entreprise, soit une fonction sociale, c'est entendu, mais l'incitation à la production que constitue la recherche du profit est d'un autre ordre, conforme [p. 162] aux lois de la nature, et c'est là que réside l'instinct profond qui pousse à la création.

L'ouvrier, dans cette conception, n'est pas un des organes moteurs, il a sa place dans les frais généraux, et Ford, on l'a vu, lui fait même une part généreuse, mais le profit ne lui appartient pas, parce que ce n'est pas de lui qu'il provient. Le profit est l'œuvre de l'organisation. Mais ce terme est général et couvre des organes divers : le capital, l'actionnaire, le patron, la direction... À qui donc appartiendra le profit ? Selon Ford, ce ne doit être au capital, au patron, à l'actionnaire que pour une part limitée. Cette part une fois servie, le reste appartient à l'affaire elle-même, qui reversera en fin de compte cet excédent, soit sur l'outillage toujours perfectible, soit sur l'ouvrier (par accroissement de salaire), soit sur le consommateur (par baisse du prix de vente). Comme il arrive souvent dans la vie, on voit ici le moyen devenir but : on a pu croire au début que le but était de fournir un profit à l'entreprise, mais à la longue celle-ci devient un but en soi, que le patron poursuit avec une passion qu'on peut qualifier de mystique. Il devient alors le serviteur de son œuvre, faisant une distinction entre sa rémunération propre, qu'il incorpore dans les frais généraux, et le bénéfice proprement dit, qu'il attribue à l'entreprise en vue d'assurer sa survie et son développement.

III

Henry Ford II, le petit-fils du grand ancêtre, n'est plus aujourd'hui, en compétition avec Chrysler, qu'un « brillant second », loin derrière le géant qu'est devenu la *General Motors*, et la « vieille Ford » fait désormais figure légendaire ; sa descendance s'est diversifiée en une trilogie, avec la Lincoln, la Mercury et la Ford actuelle. Quand on regarde en arrière, on ne trouve pas que l'œuvre de Ford – le seul, le grand – soit liée à une invention technique quelconque. Sa contribution est de portée plus profonde, plus générale, en ce sens qu'elle dépasse le domaine de l'automobile. Son influence, on peut le dire, s'est étendue à toute la conception américaine de la production et elle continue de produire ses effets.

En ce qui concerne la fabrication, il s'agit essentiellement de méthode, d'une méthode qui, limitée d'abord à l'automobile, [p. 161] s'étend maintenant à toutes les industries opérant sur une grande échelle. Je serais même porté à croire que la grande leçon de Ford a trait à la façon de concevoir, non seulement la gestion de l'entreprise, mais la place qu'elle doit tenir dans la communauté. C'est lui qui, par son exemple, par son succès, a enseigné cette vérité de bon sens que la seule façon d'augmenter le pouvoir d'achat du consommateur, c'est de diminuer le prix

des objets qu'on lui vend. Peut-être fallait-il du génie pour faire cette découverte, qu'avant lui les trusts avaient méconnue, dont après lui le *New Deal* de Roosevelt n'a tenu aucun compte, et dont le comportement de notre industrie française montre qu'elle n'a pas compris la portée. Il semble par contre qu'un nombre croissant d'industriels américains se soient ralliés à la conception fordienne, réalisant qu'il vaut mieux faire un petit bénéfice sur un volume d'affaires accru qu'un fort bénéfice sur un chiffre d'opérations réduit, estimant également que la surproduction, toujours latente, s'élimine dans la mesure où la productivité permet de baisser les prix : c'est comme une nappe d'eau qui, en se retirant, découvrirait de nouveaux espaces, antérieurement inutilisés. Il y a là l'équivalent de l'ouverture d'une nouvelle frontière, d'un nouvel Ouest : la démocratisation du pouvoir d'achat. Que le patronat américain s'y soit associé, c'est le signe de son intelligence des conditions de notre temps. Qu'il se soit prêté avec conviction au programme du « service », c'est peut-être le fait de ses origines protestantes.

Je me sens souvent déçu, presque humilié, de devoir constater que cette sagesse économique, qui se généralise aux États-Unis, ne s'est pas imposée à une Europe qui respire encore à cet égard un air d'ancien régime. L'Amérique elle-même n'y est pas parvenue sans réticences ni retours en arrière, et il n'est même pas sûr qu'une crise ne la ferait pas revenir à d'anciens errements.

[p. 164]

Chapitre 19.

LES LIMITES DU SYSTÈME : SÉRIE ET QUALITÉ

[Retour à la table des matières](#)

Le système américain de production est arrivé à une sorte de perfection : c'est une technique dont les règles sont infaillibles et dont la logique propre exige une application intégrale. Mais elle rencontre finalement des limites : cette technique de la quantité ne convient pas à la qualité, la Qualité avec une majuscule ; et même dans le domaine de la quantité elle ne joue à plein que si la consommation s'accroît parallèlement et complémentirement à la production.

Du point de vue de cet équilibre quantitatif, le système a rencontré sa crise lors de la grande dépression. La guerre, depuis lors, a permis que le problème ne se pose pas, mais l'après-guerre a montré qu'une pratique intelligente de l'industrie, selon la grande leçon donnée par Ford, pouvait reculer quasi indéfiniment la menace d'une surproduction. S'il s'agit par contre de la Qualité (avec majuscule), l'expérience prouve que la série peut y tendre, mais ne saurait l'atteindre. L'objection, à vrai dire, est sans gravité pour les États-Unis, car à une ancienne civilisation fondée sur la qualité succède évidemment une nouvelle civilisation relevant du nombre de la série et de la masse. La question doit cependant être envisagée, surtout dans un livre écrit en français, même si l'opinion américaine l'estime oiseuse et périmée.

[p. 165]

I

Il faut distinguer certains termes qui, contrairement à telles interprétations courantes, ne sont pas synonymes : qualité, bonne qualité, luxe... et de même, progrès technique, progrès mécanique, progrès humain. Une production fondée sur telle ou telle acception de ces notions comportera des conditions bien différentes : soit chez le producteur, dans sa technique et ses méthodes, soit chez le consommateur, dans son éducation, dans sa critique d'acheteur ; soit dans l'atmosphère générale de la société, dont la culture sera autre selon qu'elle visera un perfectionnement artistique ou bien une amélioration du niveau de vie.

Même aux États-Unis, il y a des opérations que la machine ne peut faire. Ce sont celles qui par leur nature même échappent à l'automatisme, exigeant l'intervention non automatique du bras de l'homme, commandé par son cerveau. Il est vrai que la limite des impossibilités mécaniques peut se reculer quasi indéfiniment : peut-être n'inventera-t-on jamais la machine à cueillir les fraises, mais la machine à cueillir le coton fonctionne désormais dans le Sud... Il existe par contre une limitation plus sérieuse, s'il s'agit de pratiquer une production qualifiée de qualité, car alors les lois de la quantité ne jouent plus. Il y a dans ces conditions opposition de deux âges, celui de l'artisan avec son outil, celui de la machine et de l'ingénieur ; il y a aussi opposition de deux mondes, la vieille Europe se préoccupant encore de qualité.

La production de qualité relève de l'art et de l'individu. Il y a opposition fondamentale de l'art, qui est personnel, manuel en quelque sorte, et de l'industrie, qui est collective, anonyme, fondée sur l'automatisme et la répétition. C'est le contraste de la personnalité et de l'uniformité, de ce qui est fait sur mesure par une opération chaque fois nouvelle et de ce qui ne réussit bien qu'en série : esprit de finesse et esprit géométrique, car si le geste de l'artiste (ou de l'artisan, c'est tout un) doit être personnel, toute personnalité doit être exclue du geste de l'ouvrier attaché à la machine. Il y a là une différence, non de degré mais de nature, portant sur l'essence, et l'on ne peut pas plus passer d'un régime à l'autre que pratiquer les deux à la fois, de même qu'on ne passe pas de la ligne droite à la ligne courbe.

Les répercussions de ces deux méthodes de travail sur la [p. 166] psychologie du travailleur sont importantes. L'âge artisanal, qui va du néolithique à la Révolution industrielle, a conduit à la constitution séculaire, millénaire, d'une technique, d'une esthétique, d'une morale de la production, dans laquelle l'outil est éducateur de l'homme : « Il y a cinquante ans que je fais des sabots, disait un artisan, et ils ne m'ont pas encore dit leur dernier mot. » Dans l'âge de la machine, qui est en train de conquérir le monde, c'est autre chose : le progrès vient de l'outillage, non de celui qui le sert. Il naît ainsi sous nos yeux une nouvelle

civilisation, dont la technique, l'esthétique, la morale du travail ne sont plus celles du passé.

Une distinction importante s'impose ici, celle de la qualité et de la bonne qualité, en appelant « de bonne qualité » ce qui est parfaitement fini et bien au point, solide, pratique, éventuellement élégant et esthétique. Or aucune de ces caractéristiques ne contredit la série. Remarquez même que, si la machine opère sur une matière première uniformisée, elle la travaillera, en vertu de son automatisme, mieux que la main de l'homme. C'est ainsi que, dans la grande entreprise, la série conduit logiquement à la bonne qualité du produit, la qualité (dans le sens de la bonne qualité) devenant en quelque sorte un sous-produit de la standardisation. Rien n'est plus faux, s'agissant des États-Unis, que la formule appliquée lors de l'Exposition de 1878 aux premiers articles de série : *cheap and nasty* (bon marché et mauvais).

S'il faut par contre traiter une matière restée individualisée, la machine ne convient plus. Le ciseau du coupeur artiste tirera parti de telle pièce d'étoffe, là où la machine aveugle, qui dispose sans doute de cinquante épaisseurs à la fois, n'aura fait que la brutaliser : il faudra que la confection s'en accommode ! Le ciseau de l'artiste suivra les veines de tel billot de bois, de tel bloc de pierre : la machine ne peut que les ignorer, la raison d'être de son automatisme étant justement d'être aveugle. La même différence se manifeste quand le montage ou l'ajustage exigent, soit une attention intelligente, soit une intervention artiste : la qualité résulte alors d'un certain fini, qui confère à l'article une personnalité propre, et c'est justement ce qu'exclut le travail mécanique, qui dépersonnalise alors que la fonction de l'art est justement de personnaliser. La machine améliore la bonne qualité, mais c'est au détriment de la qualité ; elle élève indiscutablement le niveau minimum ou moyen de la production, mais elle le limite par le haut.

[p. 167]

C'est en ce sens qu'il y a contradiction entre qualité pure et industrie. L'œuvre d'art est unique, un vrai peintre ne fait pas deux fois le même tableau, et s'il se laisse tenter par le rendement, ce n'est plus un artiste mais un industriel, au sens dans ce cas péjoratif du terme. Il y a cependant un art industriel, une industrie d'art. Il s'agit alors d'introduire la personnalité dans la fabrication : dans les « cires perdues » chaque épreuve est retouchée, donc individualisée ; dans l'impression d'art on s'arrête après un certain nombre d'épreuves ; dans la haute couture, la série tue les modèles originaux. Il y a ainsi tout un ordre d'activités qu'une certaine standardisation compromet : nous aimons chez le médecin le diagnostic de qualité, dans la culture le jardin de qualité, chez le conférencier la conférence de qualité...

Mais ne peut-on, par la série, reproduire quantitativement telle création individuelle qui, cessant d'être le privilège de quelques-uns, soit ainsi mise à la portée de tous ? Les procédés modernes de reproduction, de transmission sont devenus si parfaits qu'on peut se croire en présence du chef-d'œuvre lui-même,

qu'on croit entendre l'orateur, que la télévision nous le fait voir. Le bénéfice social est immense, mais c'est une fois encore la différence de la bonne qualité et de la qualité, car tout au fond il y a quelque chose qui n'a pas été transmis : il n'y a pas présence réelle de l'acteur, le prototype ne sera jamais vu de personne, on n'en aura que la réplique. Lors de l'élection présidentielle de 1952, les candidats l'ont bien senti : le contact par radio et télévision n'a pas suffi, il a fallu qu'on les voie en chair et en os !

Quelle conclusion tirer de ces remarques ? C'est, me semble-t-il, qu'il y a deux domaines distincts, celui de l'art et celui de l'industrie. Il est dangereux d'industrialiser l'art, car la multiplication compromet la valeur artistique et risque de démoraliser l'artiste lui-même. On peut par contre multiplier des prototypes esthétiques, mais alors on a changé de domaine, on est sorti du domaine de l'humanisme, auquel la série n'ajoute rien. L'illusion serait néfaste de croire qu'à l'avenir l'original ne devra plus exister que sous la forme du prototype et que la multiplication d'une chose bonne équivaut à la création d'une chose originale et unique. Steinbeck écrivait, dans son *East of Eden* :

Notre espèce est la seule espèce créatrice, et elle n'a qu'un seul instrument de création, l'esprit individuel. Rien n'a jamais été créé par deux hommes ensemble. Il n'y a pas de bonne collaboration, ni en musique, ni en art, ni en poésie, ni en mathématiques, [p. 168] ni en philosophie. Quand le miracle de la création s'est produit, le groupe peut bâtir sur ce fondement et le développer, mais le groupe n'invente jamais rien. Tout le prix réside dans l'esprit solitaire de l'homme.

II

S'il existe donc une industrie de qualité, et ce ne peut être que dans un sens approximatif, elle relève de conditions techniques et économiques qui lui sont propres. Par rapport à l'ingéniosité du producteur la matière première employée y est de peu d'importance, et l'on y cherche avant tout la beauté du produit, indépendamment de son prix, puisqu'on s'adresse forcément à une clientèle limitée. Dès lors, au lieu de réduire systématiquement le nombre des modèles, on les multipliera au contraire en se spécialisant dans les qualités supérieures. Il faut pour cela toute une tradition artisanale ou artiste, chez l'ouvrier comme chez le patron, mais il faut surtout le soutien d'une clientèle avertie, éventuellement critique, c'est-à-dire qu'il faut une atmosphère ambiante, faite de culture et de technique héréditaires, évidemment difficile à transplanter, car elle est liée au lieu autant qu'aux personnes. Les exemples typiques, toujours et justement cités, sont ceux de la haute couture de Paris, des métiers à main du Cambrésis, de la soierie lyonnaise.

Demandons-nous maintenant dans quelle mesure les États-Unis peuvent réussir dans la production de qualité et du reste aussi dans quelle mesure ils y

tendent. Nous voyons qu'en fait l'industrie américaine se désintéresse des fabrications ne portant que sur de petits nombres. En vertu d'une sorte de consentement tacite, elle laisse à l'Europe ce qui se fait sur mesure, jusqu'à ces machines qui restent la spécialité de Winterthur, de Baden ou de Mulhouse. Chaque progrès du nombre est pour elle une victoire. Dans ces conditions elle tend à la bonne qualité et y réussit pleinement, au point qu'on peut souvent se croire en présence de la qualité elle-même, dans le cas de telles automobiles de luxe par exemple. Mais, sauf exceptions assez rares, elle reste limitée de ce point de vue par un plafond, celui de l'article susceptible d'une production de quantité. Ce sont là autant de raisons qui handicapent l'Amérique dans la recherche de la qualité : elle n'en est pas incapable, mais elle n'y est pas portée. Son génie, d'organisation plutôt que de création, ne l'oriente pas dans ce [p. 169] sens ; ses inventions visent surtout des économies de main-d'œuvre, cependant que ses outillages, une fois constitués, réclament plutôt des fabrications bloquées en direction que des fantaisies d'imagination individuelle. La préoccupation du débouché, qui ne peut être que massif, pèse sur toute la conception.

Dès lors, et en vertu de sa logique interne, l'industrie américaine réussira les bas de soie en série, mais le beau tissu de soie, chinois ou lyonnais, ne sera pas son affaire. L'Amérique aura les femmes les plus élégantes, mais les modèles de la haute couture ne seront pas conçus à New York. Dans les grands magasins, j'en ai souvent fait sur place la remarque, les articles de série seront nationaux, mais les articles de qualité ou de fantaisie étrangers. Le milieu critique, dont nous parlions tout à l'heure, manque pour distinguer la nuance, à vrai dire de plus en plus insensible, qui sépare la qualité de la bonne qualité. S'il subsiste quelque nuance entre la Cadillac et la Rolls Royce, il faut un œil bien averti pour s'en apercevoir et si le pruneau d'Agen reste individuellement meilleur, le pruneau de Californie l'emporte aisément sur lui par la régularité garantie de sa qualité. La tendance qui se fait jour en conséquence est de fabriquer toujours de préférence des articles mécanisés de série, d'où réduction dans la variété des objets de service courant. Le conseil de Hoover a été suivi et le public ne demande même plus tels objets de qualité dont il ignore l'existence.

Ce régime a produit les résultats sociaux étonnants que l'on sait. L'Américain est, sur cette terre, l'homme le mieux logé, le mieux habillé, le mieux transporté, le mieux nourri... Il dispose de la plus grande quantité de produits, dans une qualité dont le niveau moyen est supérieur à tout ce qui se voit ailleurs dans le monde. Il bénéficie d'une démocratisation générale du confort et même d'un luxe de série qui est la forme sociale du luxe moderne.

S'agit-il en l'espèce d'un progrès social incontestable, ou d'un progrès tout court de la civilisation ? N'est-il pas oiseux de parler encore d'une qualité qui resterait distincte de la quantité et ne se mesurerait pas sur les normes de la masse ? La réponse sera différente, selon qu'on sera assimilé ou non aux points de vue désormais universellement acceptés aux États-Unis. Raymond Cartier, qui vit dans l'atmosphère américaine, peut écrire :

Près d'un sur dix des poulets qui sont dévorés en Amérique vient de l'Iowa et la ponte annuelle des œufs atteint le chiffre phénoménal pour un seul État de 4 398 millions (58 milliards pour [p. 170] toute l'Amérique). En conséquence chaque Américain mange en moyenne plus d'un œuf par jour et le poulet est un plat d'ouvrier. Devant cette magnifique abondance alimentaire, avec toute la force, la santé et la démocratie qu'elle représente, la question de savoir si les poulets de l'Iowa sont légèrement moins savoureux que les poulardes de Bresse est d'une parfaite futilité ¹.

En présence de la puissante confection new yorkaise, la présomptueuse couture française, selon le même auteur, ne serait faite, de plus en plus, que pour fournir à *Garment Center* des modèles à copier. Dans le sens opposé, Rodier m'a raconté que, recevant il y a quelques années un collègue américain du haut textile, il lui avait dit que sa maison de la rue des Moulins faisait chaque année cinq cents modèles. « Vous êtes fou, s'exclama son interlocuteur ; il faut réduire à vingt-cinq ou trente tout au plus ! » Mais Rodier avait répondu : « J'ai compris, l'an prochain j'en ferai six cents. »

Qui a raison ? C'est le dialogue de deux civilisations. La seconde ne mène plus, je le crains, qu'un combat d'arrière-garde.

¹ Raymond Cartier, *op. cit.*, p. 169.

[p. 171]

Chapitre 20.

LES LIMITES DU SYSTÈME : LA MENACE DE SURPRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Pour l'industrie américaine, l'objection résultant de la Qualité (avec majuscule) est en fait sans importance. Il n'en est pas de même d'un péril qui semble inscrit dans sa nature même sa logique, échappant au contrôle des volontés individuelles, la pousse à un développement illimité de la production, lui permettant d'y procéder avec un nombre de plus en plus réduit de bras. La surproduction, nous l'avons vu, peut être évitée si de nouvelles couches d'acheteurs sont mises en mesure d'absorber cet excédent, et de même le chômage si les ouvriers libérés par la mécanisation se reclassent, soit dans l'industrie elle-même, soit dans la distribution. Mais le rythme de la menace, qui est technique, se révèle régulièrement plus rapide que celui de la parade, qui est sociale, d'où un décalage de Damoclès, qui pèse de façon chronique sur l'optimisme américain.

Dans cette lutte de vitesse entre la fabrication et la consommation, le demi-siècle qui vient de s'écouler nous révèle aux États-Unis trois périodes, qui demandent à être étudiées séparément : celle de la prospérité républicaine, entre 1896 et 1929 ; celle de la grande dépression, de 1929 à 1941 ; celle enfin, depuis Pearl Harbour, d'une néo-prospérité, liée à l'élan donné par la guerre à l'économie et que l'immédiat après-guerre a confirmée. Ces trois périodes correspondent à trois états psychologiques. Dans la première la prospérité est considérée comme résultant d'une sorte de droit divin américain, sans qu'elle com-[p. 172] porte de conditions : d'où la sanction d'une crise. Dans la seconde il s'agit d'un état pathologique où le peuple américain, devenu pessimiste, semble ne plus croire à son destin. Dans la troisième il se retrouve, non sans que la leçon de la grande dépression n'ait profité : sans doute la prospérité a-t-elle des fondements solides,

mais la guerre et la guerre froide ne l'ont-elle pas soulevée à un niveau anormal ? L'optimisme ancien a reparu, mais mêlé d'inquiétude pour un lendemain malgré tout incertain. Car il y a lieu de penser que la fin de la guerre de Corée marque le début d'un nouveau cycle.

I

De 1896 à 1929, la prospérité est continue, à peine temporairement interrompue, en 1907 par une crise de spéculation et de croissance, en 1921 par une crise de liquidation immédiate et superficielle de la guerre, mais à partir de 1924 l'allure devient triomphante : on l'attribue aux nouvelles méthodes industrielles, qui impressionnent profondément l'Europe dépassée et dont l'Amérique elle-même fait une doctrine. Toute cette extrême fin du XIX^e siècle et ce début du XX^e donnent aux contemporains l'impression d'un progrès sûr et garanti, ayant les caractères de la permanence, dont les sources éclatent à la vue. C'est d'abord la jeunesse d'un continent d'immenses ressources où tout est à faire, dont la population ne cesse de s'accroître, dont l'équipement à constituer est l'occasion de splendides profits, cependant que le pays, déjà industriel, reste gros exportateur de produits bruts, coton, pétrole, viande, blé... On pense au vers du poète : « Quand on est jeune on a des matins triomphants. » Cette croissance rapide, telle que la maturité de l'Europe en a perdu le souvenir, est cependant associée à la longue prédominance d'un parti républicain, politiquement conservateur, dévoué au monde des affaires, laissant libre cours à son initiative déchaînée.

S'il y a redoublement de cette prospérité au lendemain de la première guerre mondiale, on peut discerner dans ce fait des causes saines et d'autres qui sont occasionnelles, éventuellement malsaines. Dans la première catégorie notons la rationalisation qui, en accroissant à la fois la productivité et les salaires, développe massivement le pouvoir d'achat de la masse ; la paix sociale résultant d'une faible densité démographique, assurant à chacun [p. 173] sa place, avec l'espoir plausible de réussir ; l'esprit de progrès d'un peuple ayant fait ses preuves dans la paix et devenu par la guerre le premier peuple du monde. Dans la seconde catégorie on doit souligner la position anormalement favorable d'une Amérique devenue créancière et continuant cependant d'avoir une balance commerciale favorable ; à quoi il faut ajouter, dans une conjoncture où le succès porte à l'imprudence, le dopage d'une consommation qui s'essouffle, par d'autres procédés que la baisse des prix de vente recommandée par Ford, le volume général des affaires dépendant de plus en plus d'une spéculation trop largement encouragée par la dispensation du crédit, l'habitude prise de dépenser au delà de ses moyens, enfin une politique d'investissements excessifs.

Dans cette Amérique en progression constante, à laquelle le XIX^e siècle a légué une température de boom, le monde des affaires est soulevé par une marée perpétuellement montante. La consommation est insatiable et la production n'a d'autre souci que de la suivre dans cette course ; peu ou pas de souci de la vente, qui se fait toute seule. Il s'ensuit une confiance sans bornes dans les possibilités d'une économie qu'on sent vraiment exceptionnelle, un optimisme qui se reflète dans des formules stéréotypées : *Unlimited Possibilities, Unbounded Potentialities, America unlimited, God's own country, The country of opportunities...* Ce ne sont pas seulement là des mots, on croit à la chose, chacun est persuadé que la hardiesse « paie », qu'un progrès technique entraîne nécessairement un bénéfice, qu'on ne doit pas reculer devant un outillage coûteux, que la spéculation à la hausse enrichit, que s'il y a des crises elles se liquident d'elles-mêmes et restent sans lendemain. Vers 1926 ou 1927, quand la prospérité d'après-guerre bat son plein, naît la doctrine de la *New Era*, qui est celle de la prospérité continue : il faut abandonner la théorie classique des crises cycliques décennales, admettre tout au plus de simples rajustements tous les trois ans et demi, et chaque fois qu'un niveau supérieur a été atteint il se confirme à ce palier, car dans un pays comme les États-Unis les lois anciennes de l'économie politique sont périmées ! Cette satisfaction, plus ingénue qu'agressive et qui rappelle celle du pharisien, s'exprime officiellement dans un message du président Coolidge, le 4 décembre 1928 :

Dans le champ de nos affaires intérieures ont régné le contentement et la paix, un état de relations harmonieuses entre [p. 174] l'employeur et l'employé, l'absence de haine, enfin le plus haut record jusqu'ici connu de prospérité... La source principale de cette bénédiction sans exemple, c'est l'intégrité, le caractère du peuple américain. Nous devons étendre aux autres peuples le plus possible de générosité, de modération, de patience. Non contents de nous conduire d'une façon juste, nous pouvons nous permettre d'être humbles.

II

Il y avait néanmoins quelque chose de malsain dans cet excès même d'euphorie. Dès janvier 1928, je me rappelle avoir écrit un article intitulé : « Une crise est-elle en préparation aux États-Unis ? » Ce n'était pas l'avis des Américains, comme on vient de le voir, mais certains symptômes apparaissaient qui eussent dû inquiéter les augures.

Pour la première fois peut-être on éprouvait quelque difficulté à vendre. Dans leur course relative, l'Horace toujours bien portant de la production n'était plus suivi qu'à distance par les Curiaces d'une consommation donnant quelques signes d'essoufflement. L'impression se dessine qu'il y a trop de tout. Dans le numéro de septembre 1928, un collaborateur de l'*Atlantic Monthly* écrit :

Dans ma propre ville, que je connais naturellement mieux qu'une autre, il y a trop de commerçants, trop de marchands, trop de quincailliers, trop de banques, trop de pharmaciens, trop de vendeurs de charbon, trop de plombiers, trop de peintres, de charpentiers, de fleuristes, trop de restaurants, d'hommes de loi, de garages, de stations d'essence, d'entrepreneurs, de fumistes, de docteurs, et finalement... trop de chômeurs.

Il faut, dans ces conditions, solliciter l'acheteur, ce qui est onéreux, de sorte qu'on reperd en frais de vente ou de publicité ce qu'on avait économisé par la rationalisation de la fabrication, et le prix de revient global s'alourdit de nouveau.

On assiste dès lors à une hypertrophie des services de distribution : pour maintenir le volume de sa production, telle entreprise de brosseerie entretient plus de 2 000 démarcheurs (*canvassers*), dirigés par cent agences locales (*branch offices*) ; telle manufacture de bonneterie de soie emploie 10 000 démarcheurs, avec 250 agences locales. À l'intérieur des entreprises il y a rivalité entre la fabrication qui veut toujours standardiser davantage et la vente qui demande plus de diversité dans les [p. 175] modèles pour une clientèle qui se fatigue. Cette rupture de l'équilibre ancien au bénéfice des fonctions dites tertiaires est normale dans une période où, de mécanique, la production tend à devenir administrative, sous cette réserve que la distribution doit être à son tour rationalisée. L'effort sera fait, mais à la veille de la grande dépression la leçon de Ford n'avait pas encore été comprise de tous : pour galvaniser une clientèle fatiguée on recourait à des expédients insuffisants et finalement nuisibles.

Dès l'instant que la demande normale ne suffit plus à entretenir le courant des affaires, on entreprend de susciter des besoins nouveaux en « éduquant » le consommateur (éducation suspecte !). Il sera sollicité de telle façon qu'il lui faudra plus d'énergie pour s'abstenir que pour acheter. Tout l'y invitera, non seulement la publicité, les facilités de livraison ou de paiement, mais une morale de la consommation qui lui créera des devoirs. Une propagande intéressée lui enseigne que le bon citoyen n'est pas celui qui épargne mais celui qui dépense. La *General Motors* invente même la *Two cars consciousness*, le point d'honneur d'avoir au moins deux voitures.

La vente à tempérament entre à ce moment dans les mœurs : on prend livraison dès le premier versement, le reste se réglant par mensualités et l'objet vous étant repris si l'on en manque une seule. Le procédé n'a en soi rien de malsain, mais s'il se généralise il a surtout pour effet de faire dépenser plus tôt qu'on ne l'aurait fait, c'est-à-dire d'accélérer le rythme de la consommation en anticipant sur l'avenir. La jouissance est assurée à l'acheteur avant qu'il n'ait payé, mais, devenu débiteur, il doit gagner de l'argent pour faire face aux échéances. Le processus ancien, économiser d'abord, est renversé, combinaison qui met mal à l'aise le Français de la tradition, mais qui répond parfaitement à la mentalité

américaine. Les économistes de la prospérité au service du système, vrais successeurs des juristes de Philippe le Bel, ont soutenu qu'il y avait création de pouvoir d'achat, toute une littérature de propagande s'épanouissant dans ce sens, mais l'expérience a plutôt prouvé que la vente à tempérament escomptait surtout un pouvoir d'achat virtuel, permettant aux gens de vivre en quelque sorte un an en avance de leurs moyens : vienne un hiatus, le marché est bloqué, et d'autant plus que (comme c'est ordinairement le cas) les mensualités continuent d'être honorées. La préoccupation a été d'entraîner le système dans un rythme de plus en plus rapide, [p. 176] dont l'arrêt serait une catastrophe, son équilibre étant de mouvement.

Il a fallu en même temps développer la publicité, en l'appliquant surtout aux dépenses optionnelles, susceptibles d'être déplacées d'un produit vers un autre, par exemple l'auto, les savons, les parfums, le tabac, les spécialités alimentaires, la toilette, la lingerie féminine, les ustensiles ménagers, les voyages, les assurances... Là encore rien que de normal, mais il survient un aspect malsain si l'on prélève sur l'avenir un pouvoir d'achat simplement virtuel ou si, le pouvoir d'achat disponible ne s'accroissant plus, on se le dispute entre industries en prenant au voisin sa clientèle qu'on débauche. On voit, dans cette période fiévreuse de pré-dépression, une rivalité publicitaire se déployer, non plus seulement entre des raisons sociales mais entre des industries entières : fer contre ciment armé, pétrole contre charbon, soie artificielle contre soie naturelle, glace contre réfrigération électrique, cigarettes contre friandises, ville contre ville, Californie contre Floride... Certains slogans sont restés fameux : *Reach for a lucky, instead of a sweet* (au lieu d'une friandise achetez une cigarette), *Change to Shell* (changez de fournisseur d'essence et achetez à la Shell)...

Ce dopage même ne paraissant pas encore suffisant, il a semblé nécessaire de fournir aux gens du crédit, non plus seulement pour qu'ils achètent des produits mais pour qu'en spéculant à la hausse des valeurs ils réalisent des bénéfices leur permettant d'acheter davantage encore de produits. Dans cette période d'excitation singulière où tout montait, la spéculation devenait universelle : ce n'étaient plus seulement des professionnels qui achetaient et revendaient en Bourse, mais des gens n'ayant rien à voir dans les affaires, des employés, des garçons de courses, de petits chasseurs d'hôtels ou de cercles ; de nombreuses entreprises elles-mêmes utilisaient leurs fonds disponibles à de pareilles opérations. Ainsi, en dépit d'une prospérité effective, dont la base était parfaitement saine, le train de vie du pays s'élevait à un niveau artificiel, entretenu seulement par les bénéfices, nécessairement exceptionnels, d'une spéculation à la hausse, dont tout arrêt ne pourrait se révéler que comme catastrophique.

[p. 177]

Chapitre 21.

LA GRANDE DÉPRESSION

I

[Retour à la table des matières](#)

Le boom de l'après-guerre s'était déclenché lors de l'élection du républicain Coolidge contre le « radical » La Follette, et en 1928 l'élection du républicain Hoover contre le démocrate Al Smith était venue le confirmer. Conformément à la théorie de la *New Era*, l'économiste Irving Fischer envisageait la prospérité comme *a permanently high plateau*, et le nouveau président croyait pouvoir dire : « Bientôt, avec l'aide de Dieu, le temps sera proche où la pauvreté sera éliminée de la nation. » L'envolée de la Bourse entretenait cet optimisme : de 1928 au plus haut en 1929, l'*United Steel* montait de 146 à 259, la *General Motors* de 30 à 90. Toutefois, tandis qu'entre 1923 et 1928 les salaires avaient monté de 100 à 112, l'indice des gains de spéculation passait de 100 à 410. C'était un climat béni pour les intermédiaires : les *stockbrokers* étaient 70 950 en 1930 contre 29 609 en 1920. La hausse, dans ces conditions, ne suffisait plus, il fallait qu'elle fût en état de constante accélération. L'Europe avait commencé par s'inquiéter de cette atmosphère qui annonçait l'orage, puis, voyant que rien ne survenait, elle avait suivi l'Amérique dans son illusion. J'étais aux États-Unis pendant l'été de 1929 ; pas un interlocuteur ne me disait : « Ça ne peut pas durer comme ça ! »

On sait que la crise éclata subitement, en octobre, comme un orage dans un ciel serein. Il y avait eu quelques mauvaises Bourses au début du mois, mais ce n'était, disait-on, que des dents de scie sans portée dans la cote. Le 20 octobre il devint impossible de ne pas voir la vérité : c'était la crise et même, pour [p. 178]

employer un terme boursier désuet qui reprenait tout son sens, le *krach* : l'*United Steel* retombait en quelques semaines à 151, la *General Motors* à 36, mais c'étaient là des cotes qui allaient se retrouver en avril 1932 à 30 et à 11. Il semble cependant – et tel est mon souvenir personnel – qu'on se soit mépris sur la gravité de l'événement : « crise boursière », disait-on. Mais, dès l'instant que la prospérité était faite pour une large part des bénéfices d'une hausse maintenant brisée, il était impossible que la dépression demeurât limitée au *Stock Exchange* : la structure économique tout entière devait être mise à l'épreuve, avec risque de crise générale dans trois mois.

Il est intéressant d'étudier les réactions spontanées de l'opinion devant cette chose si nouvelle pour toute une génération : on refusait d'y croire. Mauvais citoyen, défaitiste (*knocker*) que celui qui osait parler de crise ! Toute une propagande se développe donc dans ce sens, orchestrée par les dirigeants : la structure est saine, affirment magnats et présidents, au lieu de vendre par panique profitez plutôt de la baisse pour acheter, car *Prosperity is round the corner*, au premier tournant, et c'est du reste ce que fait le bon sens américain, *Wall Street sells but Main Street buys* (Wall Street vend mais Main Street achète). Puis, comme le malaise dure, on cherche à se rassurer par l'affirmation qu'on peut par suggestion créer un état d'esprit générateur de reprise : « 90 p. cent du marasme vient de la peur », dit le président Hoover. En juin 1930, un éditorial du journal de Middletown intitulé « Libérons-nous », affirme que toute cette histoire de crise est surtout affaire mentale : « Si demain chacun de nous se réveillait avec la résolution de dénouer le cordon rouge de sa bourse, le premier août au plus tard le pays tout entier pourrait entonner "Les jours heureux sont revenus !" » C'est la phase des comités d'auto-suggestion rappelant notre système Coué, des *Buy more clubs*, des *Confidence wheel committees*, des *Pep committees*. D'extraordinaires slogans sont imaginés : *Buy now whether you need it or not* (achetez tout de suite, que vous en ayez besoin ou non), *Start your factory going whether you have orders or not* (mettez votre usine en marche, que vous ayez ou non des commandes), *Spend five dollars a week more* (dépensez chaque semaine cinq dollars de plus), *Ride in taxis instead of walking* (prenez un taxi au lieu d'aller à pied), *Keep money in circulation* (faites circuler l'argent), *Eat a steak instead of eggs for breakfast* (à la place d'œufs prenez un steak à votre breakfast.). Babbitt porte un [p. 179] *Booster club button* (on sait que le booster est un optimiste municipal), ce qui est en effet très « Coué », peut-être aussi un peu *Christian Science*.

Sous ces influences, sous celle aussi d'interventions bancaires, les cours se relèvent légèrement au début de 1930 : l'*United Steel* remonte à 180, la *General Motors* à 45. La confiance, qui est ébranlée, n'est pas détruite et l'Europe elle-même refuse d'abandonner l'espoir. Mais bientôt, comme on avait pu le prévoir, la crise, de simplement boursière, devient économique, entraînant une crise de mévente qui se répercute sur tout l'organisme : le chômage apparaît, se généralise, atteint 15 millions de sans-travail, la ruine des valeurs de placement est quasi

totale, on assiste à une faillite des débiteurs, à un effondrement du pouvoir d'achat, dont la chute est d'autant plus profonde qu'il avait été escompté à l'avance par les ventes à tempérament. En 1933, à Middletown (ville d'une cinquantaine de mille habitants, dans l'Indiana), on constate par rapport à 1929 une baisse de 67 p. cent sur la valeur de la production manufacturée, de 47 p. cent sur le nombre d'ouvriers employés, de 67 p. cent sur la masse des salaires effectivement payés.

Psychologiquement la chute est lourde, car on tombe de haut. L'après-guerre avait pu légitimement laisser l'illusion que tout était facile, jobs, bénéfices, spéculation, que sans efforts exceptionnels on réussirait toujours, que l'Amérique, *God's own country*, bénéficiait par rapport à l'Europe d'un statut privilégié. Or l'Américain passe par l'épreuve d'une sorte de « nuit de Jouffroy » ; selon la légende le philosophe, après une nuit de méditation, se serait rendu compte que sa foi en Dieu était morte, et le matin ses cheveux étaient blancs. Voici que l'homme du nouveau monde, qui s'était cru commercialement immortel, réalise que la crise, la mort peuvent l'atteindre lui aussi, tout comme les autres : dans sa chevelure économique se dessinent quelques fils blancs ! Là aussi il s'agit d'une foi qui s'effondre. L'opinion verse alors dans un pessimisme excessif où nous ne reconnaissons plus notre Amérique. Après avoir cru à une prospérité éternelle on se demande si le marasme finira jamais. Un instinct héréditaire attire les gens vers l'Ouest, mais qu'y trouveront-ils sinon une réplique accentuée de leur malheur : *Go West, young man and drown yourself in the Pacific* (Allez à l'Ouest, jeune homme, et noyez-vous dans le Pacifique) !

Il est vrai que l'épreuve était terrible et nous nous rendons [p. 180] mal compte à quel point elle a paru catastrophique aux contemporains : c'est par millions que les gens étaient ruinés, que les chômeurs cherchaient en vain du travail ; on vit des employés, des directeurs même qui, ayant perdu leur place, n'en trouvèrent jamais d'autre. L'impression fut si forte que la seconde guerre mondiale n'en produisit même pas de telle. Dans l'histoire des États-Unis, la grande dépression marque une étape aussi importante que 1917 Ou 1941. Ses répercussions, psychologiques, économiques, sociales, politiques ont été immenses.

II

Il y avait eu antérieurement d'autres crises, éventuellement violentes, mais il était entendu que l'individu devait se débrouiller tout seul (*Young man, go West !*). Ce n'était pas l'affaire de l'État, mais, s'il s'agissait de secours, de la Charité privée. Tel était l'esprit du président Harding en 1921, du président Hoover en 1929, encore qu'il dût évoluer en instituant la *Reconstruction Finance Corporation*. L'opinion cependant demandait qu'on fît quelque chose, mais sans bien savoir quoi. On ne constate aucune réaction communiste ou marxiste, malgré la présence cosmopolite ou juive que nous savons, mais plutôt une anarchie de

fait : protestation des fermiers contre le paiement des hypothèques, aboutissant à de véritables émeutes ; exodes tragiques et erratiques de chômeurs, souvent dans de vieilles autos... Mais il ne se développe pas d'esprit révolutionnaire, au sens européen. Plutôt un vague esprit anti-capitaliste, en réaction contre la propagande d'antan, s'exprimant dans une littérature hostile aux magnats de la finance ou de l'industrie : *La Tragédie de Ford*, *Les millions de Mellon*, *Les soixante familles...* Une philosophie, à laquelle on n'était pas habitué, nie la gloire du succès, le bonheur fondé sur la fortune (c'est le sujet d'un film : *You can't take it with you*), l'« Aide-toi, le Ciel t'aidera » des Almanachs de bon conseil.

L'idée se répand d'autre part qu'il s'agit moins d'une crise cyclique, selon la tradition, que d'une crise de fond mettant en cause la structure capitaliste elle-même : on dit *Before Crisis*, *After Crisis*, B. C. ou A. C., comme on disait Avant ou Après Jésus-Christ, Av. ou Ap. J.-C. Trois thèses nouvelles, toutes trois pessimistes et contredisant celles de la *New Era*, concluent [p. 181] que la production est condamnée désormais à toujours dépasser la consommation, que la machine crée le chômage technologique, que le régime bancaire et monétaire américain empêche une saine distribution du pouvoir d'achat. L'ancienne jalousie de l'Ouest contre le crédit monopolisé par Wall Street reparaît. Ainsi, en réaction contre la doctrine du laissez-faire, on incline vers le recours à la puissance publique, qui sera la véritable nouveauté du régime Roosevelt. Le parti démocrate capitalisera ces tendances, interprétées par l'habileté politicienne, mais indépendamment de la politique proprement dite il se développe une extraordinaire floraison de panacées, maintenant oubliées et qui pourtant auront laissé des traces.

Selon la Technocratie, thèse pessimiste et dirigiste, le capitalisme de profit entraîne nécessairement la surproduction et le chômage. Sous la direction d'ingénieurs, une économie technocratique peut résoudre le problème par une rétribution du travail en certificats d'énergie, équivalant à une monnaie fondante. « Prétentieuse ignorance de *cranks* », dit Lippmann, et cependant c'est un reflet de l'âge des managers.

Le Father Coughlin, le *radio priest*, dont l'éloquence irlandaise enflamme à la radio chaque dimanche des millions d'auditeurs, soutient que le crédit est la seule source de richesse, qu'il appartient au Peuple seul (avec un grand P), que cet instrument de puissance ne doit pas être abandonné à l'arbitraire des banquiers, qu'il faut donc le nationaliser, de même que la monnaie, pour reconstituer le pouvoir d'achat déficient. Avec les innombrables souscriptions qu'il reçoit, il a fondé à Royal Oak (près de Detroit) la *Church of the Virgin of the little flower*, dédiée à sainte Thérèse de Lisieux, et il acquiert une immense popularité, car il a touché la corde sensible de la défense du débiteur, de la protestation contre le monopole des puissants. Il faudra que l'Église, inquiète de cet usage de l'autorité ecclésiastique, lui retire la parole : prêtre discipliné, le *radio priest* se taira, pour disparaître ensuite dans un oubli profond.

Le Crédit social, selon la doctrine d'un ingénieur anglais, le major Douglas, fort écouté dans certains milieux du nouveau monde, prétend que la société attribue trop d'argent à la production, pas assez à la consommation et que, pour rétablir l'équilibre perpétuellement compromis, il faut distribuer au consommateur un « dividende social ». Si chaque citoyen reçoit un (dividende mensuel (de 25 dollars par exemple) en certificats [p. 182] ayant pouvoir libératoire mais constituant une monnaie fondante devant être dépensée avant la fin du mois, le volume des affaires sera automatiquement accru, ce qui permettra une baisse des prix de revient du fait de la production de masse retrouvée, sans déséquilibre avec la consommation. Le bénéfice réalisé appartient cependant à la collectivité, qui le récupérera en fixant un « juste prix ». La préoccupation est toujours la même, créer un pouvoir d'achat. L'essai de ce programme sera tenté, non aux États-Unis, mais dans la province canadienne de l'Alberta, par le pasteur-politicien Aberhart, sans résultats décisifs, encore qu'en 1953 ses partisans y soient toujours au pouvoir.

Le *Townsend Plan*, système conçu par le D^r Townsend et qui relève d'une inspiration analogue, est d'une extrême simplicité : toutes les personnes de plus de soixante ans doivent recevoir, à titre de pension, une somme mensuelle de deux cents dollars, mais à condition que ces deux cents dollars soient immédiatement dépensés, faute de quoi ils perdraient à la fin du mois toute valeur. Comment payer cette retraite ? Le docteur, quand la question lui fut posée dans une commission du Congrès, manifesta, paraît-il, quelque impatience : ce n'était pas son affaire, mais celle des législateurs ! Il admit cependant qu'une taxe indirecte sur toutes les transactions fournirait aisément le moyen de financer la proposition. Et c'est tout. L'avantage de la combinaison, c'est que les gens âgés, au lieu de continuer à concurrencer les plus jeunes dans la recherche des emplois, deviendront des consommateurs et d'autant plus qu'ils ne pourront accumuler, en conséquence de quoi les affaires seront stimulées, la consommation relancée.

Qu'était-ce donc que ce docteur Townsend ? Un quelconque docteur californien de Long Beach, faubourg de Los Angeles, que rien dans sa profession n'avait distingué jusqu'alors, un homme âgé, d'allure respectable, très typiquement anglo-saxon avec ses lunettes de professeur, sa correcte petite barbe en pointe d'évangéliste, son regard où la conviction ne s'atténuait d'aucune, non, d'aucune ironie. Rien de l'énergumène, mais ce je ne sais quoi d'inquiétant qui se rencontre parfois chez l'inventeur. Il était venu récemment dans la Californie du Sud beaucoup de gens âgés, retirés sur ces bords heureux avec une petite aisance au temps de la prospérité, et maintenant voici qu'ils étaient ruinés. Le docteur a vu leurs souffrances, il veut les secourir, tout en rendant au pays la prospérité perdue. Partout des *Townsend clubs* se constituent pour réclamer du Congrès les 200 dollars des « plus de soixante ans ».

Tous ces mouvements, doctrinaires, opportunistes, démagogiques ou simplement naïfs, qui jaillissent d'une même couche souterraine de l'opinion, relèvent d'un même souci, celui de constituer un pouvoir d'achat pour l'opposer,

dans un équilibre retrouvé, aux puissances illimitées de la production. Ils relèvent aussi d'un même doute, d'un même pessimisme quant à la possibilité de réaliser ce programme par les simples moyens que, dans son optimisme, la tradition américaine avait jusqu'alors envisagés : dans sa période de rapide croissance d'avant-guerre le pays avait trouvé naturel que la production fût sollicitée par une consommation insatiable ; puis, quand l'immigration avait cessé, Ford avait bien vu que la rationalisation, conjuguée avec une baisse des prix, ouvrirait à l'industrie des débouchés indéfiniment accrus. La crise faisait qu'on ne le croyait plus et, à la vérité, l'Amérique doutait d'elle-même, car ce qu'on réclamait n'était plus dans sa ligne. Cette démagogie au fond inflationniste, œuvre d'inventeurs sociaux généralement primaires, demandait une intervention de la puissance publique : si le pouvoir d'achat n'existe pas, qu'on le crée ; s'il est latent, qu'on le mobilise ; s'il est diffus, qu'on le concentre sur tels points précis où il pourra manifester sa vertu !

De cette atmosphère naît le régime Roosevelt, qui va introduire dans l'économie américaine, et sans doute pour durer, des points de vue entièrement nouveaux.

[p. 184]

Chapitre 2.

ROOSEVELT, LE NEW DEAL, LE WELFARE STATE

[Retour à la table des matières](#)

Depuis la guerre de Sécession c'étaient les républicains qui, normalement et presque sans interruption, avaient administré le pays : ils étaient les garants de la prospérité. En 1932, la crise rend le pouvoir au parti démocrate, cet oiseau des tempêtes : il le gardera vingt ans, après quoi l'ancienne Amérique ne se reconnaîtra plus, une marque indélébile nouvelle lui a été imprimée. Effet de la seconde guerre mondiale, pensera-t-on ? Non, mais de la politique rooseveltienne du *New Deal* et du *Welfare State*, introduite sans doute pour rester, quel que soit désormais le parti vainqueur.

Lorsque le président Roosevelt (Franklin Delano Roosevelt, en raccourci F. D. R.) s'installe à la Maison Blanche, le 4 mars 1933, la crise a développé tous ses effets et le pays est au bord de l'abîme : la dette hypothécaire est de 36 milliards de dollars, la dette industrielle et bancaire de 58 milliards, la dette publique de 19 milliards, la dette à court terme générale d'une centaine de milliards. Ces chiffres, qui ont cessé de nous impressionner, semblaient alors astronomiques avec une signification de catastrophe. Du fait d'un marasme devenu chronique, la vie économique était menacée d'un arrêt total : les prix étaient à 80 p. cent de leur niveau de 1913, le revenu national depuis 1929 avait baissé de moitié, le blé était à 42 cents, sa cote la plus basse depuis un siècle, l'industrie ne travaillait plus qu'à un faible pourcentage de sa capacité, il y avait 13 000 000 de chômeurs, [p. 185] cinq millions de familles secourues ; la veille même du jour où le nouveau président entrait en fonctions tous les États se déclaraient en faillite bancaire. Les

États-Unis glissaient vers une anarchie de fait : dans l'Ouest, des ranchers abandonnaient leur bétail, des émeutes de fermiers empêchaient les ventes hypothécaires, dans plusieurs grandes villes les fonctionnaires n'étaient plus payés, le public n'avait plus de monnaie utilisable pour ses transactions quotidiennes. En raison de la baisse profonde des prix les dettes contractées quand ceux-ci se trouvaient à un niveau plus élevé devenaient impossibles à honorer, de sorte que, quelque nom qu'on fût disposé à lui donner, une forme quelconque de faillite s'avérait inévitable.

Tel était le problème qui se posait le 4 mars 1933 à Franklin Roosevelt, devenu chef de l'État. Avec le recul du temps nous savons aujourd'hui que, dans l'histoire des États-Unis, cette date marque un tournant d'une immense portée.

I

Dans cette grande aventure, la personnalité de P. D. R. a tenu une place décisive. Membre d'une grande famille new yorkaise d'origine hollandaise ayant déjà donné au pays un président, d'un milieu aisé, socialement coté, et pour tout dire aristocratique, il avait à peine en besoin d'exercer une profession : c'était un fils de famille, un homme du monde, qui, à ses débuts dans le milieu des politiciens, y avait un peu fait l'effet d'un snob : *Speaks through his nose* (il nous regarde de haut, par dessus son nez), *Arrogant fellow that Roosevelt !* (quel type arrogant que ce Roosevelt !), disaient-ils. Ses dons remarquables de manœuvrier l'élevaient cependant, d'abord au Sénat de l'État de New York, dont il devenait gouverneur en 1928 : c'était la filière pour la présidence, où il parvenait en 1932 par sa victoire sur Hoover, le président sortant.

Cette carrière ne prend cependant tout son sens que si l'on tient compte d'une poliomyélite, contractée en 1921, qui avait fait de lui le malade qu'il resta toute sa vie (il ne put plus jamais se tenir debout). Une énergie extraordinaire lui permit de prendre le dessus, tandis que la souffrance développait en lui ce sens magnifique de la peine des autres qui est peut-être la source de l'étonnant contact qu'il sut établir avec le peuple, [p. 186] « le peuple souffrant » comme disait Michelet, disons simplement le peuple de la crise. Cette sentimentalité, jointe à des dons politiques exceptionnels, à une pratique incomparable des rouages électoraux, firent de lui l'un des leaders les plus puissants de toute l'histoire américaine. Il faut vraiment l'avoir vu, avoir entendu sa voix d'or (il était irrésistible quand il commençait, à la radio, « *My friend...* »), avoir croisé son regard chargé d'humanité, son *winning smile*, avoir éprouvé à quel point ses antennes lui faisaient deviner, accueillir l'interlocuteur, pour comprendre l'invraisemblable ascendant qu'il exerçait sur tous ceux avec qui il entrait en contact. Cet ascendant était fait de charme, d'une aisance supérieure dans ses rapports avec les grands et les petits, mais surtout d'une humanité spontanée qui transparaissait à travers la

finesse du politicien : on avait l'impression qu'il aimait les gens, tous les gens, qu'il les comprenait, qu'il compatissait à leurs maux. Son sourire stéréotypé, cent fois vu au cinéma, m'avait d'abord indisposé comme un produit de série, mais quand il le fit pour moi je fus séduit, et quand il me dit *I am glad to see you*, dois-je avouer que naïvement je le crus ? Des millions d'électeurs l'ont évidemment cru comme moi.

Eut-il une doctrine ? C'est peu probable. À la vérité c'était un pur opportuniste, et probablement un homme léger. Certains ont voulu voir en lui un révolutionnaire, une sorte de fasciste. En fait il a plutôt été le whig intelligent qui, d'une tradition, sauve ce qui peut être sauvé. Non qu'il fût solidaire des forces du capital ou du monde des affaires : il n'aimait pas les businessmen, n'ayant jamais été l'un d'eux, ayant vécu avec de l'argent hérité, non avec de l'argent gagné, et de ce fait jaloux peut-être de la puissance des milliardaires. Sa politique ressemble plutôt à un jeu de bascule perpétuel ; il ne s'entête pas, ne s'enferme pas : comme dans le gouvernail des canots, s'il tire la barre à droite c'est vers la gauche qu'il se dirige, et vice versa. Peut-être, répétons-le, s'agit-il d'un homme léger, qui ne s'en fait pas ? Jamais on ne le voit prisonnier de conseillers qu'il change sans cesse, aucun n'exerce d'influence durable sur lui, même Cordell Hull, le seul d'entre eux qu'il ait conservé du commencement à la fin. Il aime s'entourer d'intellectuels –, son fameux *brain trust* –, professeurs, juristes, économistes, souvent juifs, généralement hommes de gauche, hostiles en principe au capitalisme, parfois de tendance marxiste. L'atmosphère qui règne autour de lui, surtout au début, est celle d'une recherche [p. 187] des solutions nouvelles : Oubliez Adam Smith et lisez Karl Marx ! Le *New Deal* correspond à la *New Era*, mais en la contredisant.

Méfions-nous ici des termes, européens, gauche, droite, marxisme, fascisme, corporatisme, qui s'appliquent mal aux États-Unis, notamment en l'espèce, en dépit de superficielles ressemblances. La vérité est que, devant une crise sans précédent, Roosevelt n'a pas de plan. Sa politique est une succession de tentatives disjointes, liées entre elles par la seule personnalité du chef, qui reste avec son tempérament, quand les collaborateurs et leurs programmes changent. S'il y a une unité, c'est en effet celle d'un tempérament et d'une tendance. Il fait avec le peuple un serment d'alliance « *I pledge you, I pledge myself to a New Deal for the American people* » (je m'engage à un contrat avec vous, le Peuple américain). Tel est son langage quand, le jour de son inauguration, il parle, debout, – ce qui pour lui est un effort terrible, – en plein air, sans chapeau (c'est au mois de mars), d'une voix ferme et avec *an almost defiant chin*, comme si de son menton il voulait défier le destin. Et voici le ton qu'il adopte pour parler des leaders de la Finance : « les changeurs du Temple se sont enfuis des sièges qu'ils occupaient dans le Temple de la civilisation. Restaurons maintenant dans ce même Temple les vérités fondamentales, les valeurs sociales, plus nobles que celles du profit monétaire. » Enfin, non pas révolutionnaire mais démagogue, il préconise un État nouveau, considéré comme un *beneficent friend*, une économie dirigée à la place du rude individualisme d'antan (*planned economy versus rugged individualism*),

le régime de l'homme organisé remplaçant celui de l'individu anarchique (*Mass man, anarchic individual*), bref l'État providence (*Welfare State*) par contraste avec l'État libéral, indifférent devant la foire d'empoigne des intérêts. Selon le commentaire d'un observateur averti, William Allen White, c'est là une attitude nouvelle dans la vie américaine, le ferme propos, de la part du peuple américain, de se servir du gouvernement comme d'une agence providentielle de bonheur humain.

Ceci dit, les procédés de gouvernement de Roosevelt sont ceux d'un dictateur, mais d'un dictateur légalement mandaté, dans le pur esprit de la constitution américaine. S'il délègue ses pouvoirs présidentiels à des hommes de confiance, en dehors et par dessus la tête de ses ministres, il en a parfaitement le droit. Comme il change constamment les agents, les commissaires, les délégués innombrables dont il se sert, dans le cadre d'institutions, [p. 188] de commissariats, d'agences sans cesse transformés et remis sur le chantier, l'impression est celle de l'improvisation, de l'instabilité, de la confusion, du désordre, mais dans cette excitation il conserve sa tendance, dont la permanence est celle de son tempérament. Dans son livre, *The Roosevelt I Knew*, Miss Frances Perkins, qui fut son ministre du Travail, écrit :

Cette expression, le *New Deal*, qui rendait courage à tous, ce n'était qu'une affirmation politique, une attitude, nullement un programme fixe et étudié. Quand le président arriva à Washington, il n'avait aucun programme précis. L'idée que le *New Deal* répondait à une doctrine réfléchie à l'avance est ridicule. Les leaders du parti n'avaient eu à ce sujet aucune réunion préliminaire, mais la situation était claire dans l'esprit de Roosevelt et de ses partisans – c'est lui qui représentait le point de vue humanitaire. Le principe était que toutes les forces politiques de la Communauté seraient concentrées sur ce but : rendre la vie du peuple meilleure ¹.

II

Sous le coup de la nécessité, les premières mesures prises par la nouvelle présidence relèvent de la déflation la plus draconienne : moratoire général, reconduit de semaine en semaine ; fermeture des banques, dont les plus solvables sont ensuite seules autorisées à reprendre leur activité ; assainissement budgétaire par révision des pensions et retraites ; réduction de 15 p. cent des traitements et salaires fédéraux. Cette politique, strictement orthodoxe, contribue, par destruction de dépôts, par suppression de certaines parties malsaines de l'organisme, à un assainissement certain, mais, ce qui prouve bien l'absence de

¹ Frances Perkins, *The Roosevelt I Knew*, p. 166.

toute idée préconçue chez le président, elle est en contradiction manifeste avec tout ce qu'il fera par la suite. Comme toujours du reste la déflation se révèle vite trop pénible pour être longtemps poursuivie dans une démocratie : les politiciens protestent, surtout ceux de l'Ouest, dont la tradition est tout entière inflationniste, et c'est alors seulement que commence la vraie politique Roosevelt.

Deux alternatives se posent : déflation ou inflation ? Le président accepte l'inflation. Aura-t-on d'autre part, pour déclencher et stimuler une reprise, recours à des remèdes opportunistes ou bien à des réformes de structure ? Il choisit les réformes de structure. La réalisation se fera-t-elle enfin dans le libéralisme ou l'économie dirigée ? Le président se rallie à l'économie dirigée. [p. 189] Telles sont les tendances générales qui se dégagent de cette seconde orientation : elles dureront jusqu'à la fin du régime démocrate. Il ne faut cependant pas s'y tromper. Sous une fausse apparence dogmatique, due en partie au *brain trust*, il s'agira toujours d'une suite d'essais expérimentaux, de plans tactiques, sans liens entre eux, souvent contradictoires, le plus souvent dictés par les besoins du moment : un voilier modifie à tout instant sa voilure pour tenir compte des moindres sautes de vent ; Roosevelt ne procède pas autrement.

Dans la mesure cependant où il y a une idée directrice, transparait le souci persistant de soulager le débiteur, engagé au delà de ses possibilités : ayant contracté sa dette avant, la baisse des prix, il ne pourra s'en acquitter que si ceux-ci remontent. Une reprise de leur niveau reconstituera le pouvoir d'achat de la masse, celui des agriculteurs par la hausse des produits agricoles, celui des ouvriers par la hausse des salaires. On rétablira ainsi un équilibre, maintenant compromis, entre les prix industriels et les prix agricoles devenus trop bas, ce qui empêche le fermier d'acheter ; on rétablira de même un équilibre, également compromis, entre les classes aisées qui épargnent trop, investissent trop, ce qui conduit à la surproduction, et les classes populaires, qui ne dépensent pas assez par manque de moyens de le faire ; de façon générale, il faut transférer le pouvoir d'achat du riche au pauvre.

Il est facile de voir que cette politique reflète les idées courantes qui se sont répandues dans l'opinion du fait de la crise : lutte contre la surproduction, reconstitution du pouvoir d'achat défaillant, défense du débiteur contre le créancier. Mais il s'en dégage quelque chose de spécifiquement nouveau, en ce sens qu'elle introduit un facteur social, à peu près absent jusque-là des préoccupations américaines. Le président se fait tribun du peuple : « je ne vous abandonnerai pas dans l'épreuve », dit-il à l'homme de la rue désarmé... La réponse populaire est immédiate et quasi unanime. Il ne s'agit pas d'une attitude révolutionnaire. Roosevelt, à la veille de sa seconde élection, en octobre 1936, pourra dire avec raison : « C'est mon administration qui a sauvé le système du profit privé et de la libre entreprise, qui l'a recueilli au bord de l'abîme où l'avaient conduit ceux-là mêmes qui aujourd'hui, en son nom, essaient de vous épouvanter. » Dans le milieu américain la démagogie ne conduit pas à la révolution ; elle lui servirait plutôt de vaccin.

III

[p. 190]

Il n'entre pas dans le cadre de ce livre de donner une analyse détaillée des mesures qui constituent le *New Deal*, mais il convient d'en indiquer les étapes essentielles, car si la plupart de ces mesures n'ont pas survécu elles ont néanmoins laissé dans la politique américaine des traces durables.

Contre la marée descendante des prix, l'Amérique se souvient d'une de ses traditions, celle de l'argentisme. Par manipulation monétaire le gouvernement entreprend de déprécier le dollar par rapport à l'or : le 19 avril 1933 l'étalon d'or est abandonné, le 5 juin les clauses de paiement en or sont abrogées, l'or existant devant être remis au Trésor. Le président se fait donner le droit d'émettre jusqu'à trois milliards de dollars en billets et de dévaluer éventuellement jusqu'à 50 p. cent de l'ancienne parité (15 janvier 1934). L'émission des billets ne sera pas poussée au maximum, mais on procédera à une suite continuelle d'emprunts à court terme, conséquence d'un budget systématiquement déséquilibré : le but poursuivi est d'injecter volontairement ainsi dans l'organisme un pouvoir d'achat artificiellement suscité, ce à quoi l'on réussit par une politique de primes, de subventions, de travaux publics, d'indemnités de chômage, de créations massives d'emplois nouveaux. Il faut reconnaître que cette politique, sans être tout à fait dépourvue d'effet, demeure largement inefficace : en 1934, par rapport à 1933, le dollar a été dévalué de 41 p. cent, mais les prix de gros n'ont monté que de 22 p. cent, et en 1937 la hausse n'aura été que de 33 p. cent pour le gros, de 17 p. cent pour le détail. Cette apathie des prix reflète une absence de reprise, et en effet la confiance ne revient pas.

Le président et ses collaborateurs se sont cependant préoccupés d'aller plus profond. La *National Recovery Administration*, plus connue sous le nom de N.R.A., instituée le 16 juin 1933, vise à déclencher une reprise industrielle par amorçage de la pompe économique (*pump priming*). Il s'agit de remettre l'usine en marche, soit en restaurant le pouvoir d'achat ouvrier par une hausse des salaires, soit en réorganisant le fonctionnement industriel en général par une politique imposant aux intérêts particuliers du patronat les impératifs de l'intérêt général. La tentative est celle d'une réforme de structure, mais mal conçue, mal préparée, en fait improvisée et dont le sens profond [p. 191] apparaît mal. Le procédé consiste à susciter, au besoin à imposer des conventions collectives, sous la forme, dans chaque production ou profession, de « codes » rédigés par les intéressés, patrons et ouvriers, auxquels l'État confère ensuite force de loi. Le gouvernement dit aux industriels : « Faites-le, sinon je le ferai à votre place. » En principe la liberté est respectée, mais néanmoins il y a pression, la puissance publique étant prête à

imposer là où elle ne peut convaincre. C'est en ce sens que l'inspiration est dans une certaine mesure corporatiste.

Mais le système a des répercussions inattendues, sans doute imprévues de ses auteurs, qui équivalent à la répudiation d'une orientation politique acquise depuis plusieurs générations. L'État reconnaît au personnel le droit de s'organiser et il ne cache pas, ce qui est nouveau, que toute sa faveur va à l'employé contre l'employeur ; toujours avec l'arrière-pensée d'accroître le pouvoir d'achat, il fixe des salaires minima, et pour répartir plus généralement l'emploi défailant il limite les heures de travail. Par contre, en favorisant dans chaque profession une organisation collective patronale, il reconnaît implicitement entre producteurs les ententes industrielles dans le but de soutenir les prix : la contre-partie du salaire accru est l'établissement de prix minima. La N.R.A. apporte au travailleur la reconnaissance syndicale (sans cependant dire de quel syndicat), le principe du salaire minimum, la protection sincère de l'État, de telle façon que, durant tout le régime démocrate et jusqu'à l'avènement d'Eisenhower, ce sera l'ouvrier, non le patron, qui aura l'audience privilégiée de la Maison Blanche. Sans qu'il l'ait voulu, le président aura par contre, ce qui est surtout un avantage pour les grandes entreprises, admis la légitimité des ententes entre producteurs, que la législation antitrust leur avait toujours refusée. Il est vrai que le patronat voyait du plus mauvais œil l'intervention de l'État dans ses affaires, la faveur systématiquement réservée par lui aux revendications ouvrières. Le monde des affaires concevait à l'égard de Roosevelt une haine que sa mort même n'a pas désarmée.

En pratiquant cette politique le parti démocrate répudiait sa tradition de défenseur du consommateur, de protestation contre le monopole des trusts ; il méconnaissait surtout la sagesse de Ford préconisant la baisse des prix, rendue possible par la productivité, comme seul moyen de stimuler le développement des clientèles : on haussait les salaires, mais sans contre-partie [p. 192] exigée d'un rendement accru. Production sans productivité, c'était contraire à tout de qui avait traditionnellement fait la prospérité américaine. Devant cet effort la crise ne cédait pas. L'effort pourtant était réel, conçu sous le signe du *Blue eagle* (L'aigle bleu) dans un enthousiasme curieusement mêlé de mystique sociale et de publicité à l'américaine, selon les procédés classiques du *Ballyhoo* (bourrage de crânes) national : le système, étendu à un ensemble d'entreprises intéressant 22 millions d'ouvriers, comportait 546 codes, 185 codes supplémentaires, 685 amendements, 139 règlements généraux, 70 ordres exécutoires, 11 000 circulaires, une littérature de 18 volumes et de 18 000 pages¹.

Sous cette forme cependant la *National Recovery Administration* n'était pas destinée à durer : en mai 1935, la Cour Suprême la condamnait comme inconstitutionnelle en tant qu'empiétant sur le droit des États, le pouvoir de réglementer le commerce et l'industrie étant du ressort de chacun d'eux, à

¹ Cf. Louis Rosenstock Franck, *L'Expérience Roosevelt et le milieu social américain*, p. 53.

l'intérieur de ses limites, non de l'État fédéral. En présence de ce jugement, Roosevelt, qui avait déjà remplacé comme chef de la N.R.A. le général Hugh Johnson par un successeur moins convaincu, Donald Richberg, mettait l'institution en veilleuse, revenant à l'éloge de la « bonne vieille concurrence ». Après sa seconde élection, en 1936, il reprenait, sous forme atténuée, une deuxième N.R.A., celle-ci maintenant en fait un grand nombre de codes, pratiquement acceptés par les intéressés. La *National Recovery Administration* initiale, dans son état d'esprit ambitieux et agressif, avait vécu, mais elle laissait des traces durables notamment la reconnaissance, vraiment nouvelle aux États-Unis, de la légitimité du syndicalisme. Cependant la crise lui survivait.

Parallèlement à ce massif effort de réorganisation industrielle, le président entreprenait l'établissement d'une économie dirigée agricole. L'*Agricultural Adjustment Act* (A.A.A.) du 12 mai 1933 cherchait, dans la réduction suscitée de la production agricole, une hausse des prix susceptible de soulager, pour le fermier, le poids de sa dette hypothécaire. On vivait alors dans la hantise d'une économie de pléthore, dont on venait d'éprouver tous les méfaits. Il fallait donc inciter le cultivateur à réduire les surfaces plantées, d'où un régime d'indemnités à ceux qui s'y [p. 193] prêtaient, mais une pression touchant à la compulsion sur les autres, tous les grands produits de base étant visés : blé, maïs, riz, tabac, coton, produits laitiers, chanvre, orge, sorgho, arachides, sucre, bétail en général, troupeau porcin... Le 6 janvier 1936 cependant, un jugement de la Cour Suprême vient à son tour invalider l'A.A.A. Le gouvernement néanmoins reprendra son idée de fond dans le *Soil Conservation Act* qui, au nom de la lutte contre l'érosion, répondra à l'idée persistante de la réduction des emblavures. La sécheresse qui sévit à cette époque venant à l'appui, les prix agricoles monteront d'environ 50 p. cent. Il subsistera dans la politique américaine un planisme agricole, coûtant très cher aux États-Unis, mais dont aucun parti n'est à même de se dégager, tant reste influent le vote des fermiers. À la vérité l'agriculture ne trouvera de reprise qu'avec la guerre.

Indépendamment de ces mesures, qui peuvent se classer comme réformes de structure, la politique des dépenses systématiques se traduisant en indemnités et subventions de toutes sortes doit être considérée, je crois, comme l'aspect le plus typique de l'ère rooseveltienne. Couvert par l'emprunt, le déficit budgétaire érigé en doctrine permet de donner au contribuable plus qu'on ne lui demande, d'entreprendre des travaux publics utiles ou inutiles, de répandre de tous côtés, comme il pleut, des salaires, des primes, des secours, sans compter les créations d'emplois auxquelles le président peut procéder pour ainsi dire sans limites de crédits. Les sommes dont il dispose sont si énormes, si astronomiques même pour l'époque, qu'il paraît éprouver quelque peine à les utiliser. En parcourant le pays, on a l'impression qu'il fait tout ce qu'il peut pour y parvenir, mais sans toujours y réussir : toute demande de fonds, de la part de n'importe qui et pour n'importe quoi, peut raisonnablement escompter un accueil favorable, surtout naturellement

si elle provient d'amis politiques ; les travaux les plus inattendus, les moins justifiés, ont chance de se réaliser.

Chose singulière, la plate-forme du parti démocrate aux élections de 1932 comportait l'équilibre du budget, la restriction des dépenses, un *retranchement* tout gladstonien. C'est cependant cette inondation d'excitants économiques qui caractérise désormais la politique démocrate. C'est aussi le chapitre du programme présidentiel que l'opinion accueille avec le plus de faveur. Si le monde républicain des affaires se réfugie dans une opposition [p. 194] rageuse et un libéralisme d'amère protestation, dénonçant « les caprices de la bureaucratie », « la tyrannie du pouvoir autocratique », poursuivant de sa haine « *that man, a traitor to his class* » (cet homme, traître à sa classe), la masse, qui pense autrement, réélit triomphalement Roosevelt en 1936, tandis qu'en mai 1937 un Gallup donne quatre Américains sur cinq approuvant son action. On ne peut s'étonner, dans ces conditions, qu'il laisse le robinet ouvert. L'avantage qu'il en tire est évident : Capitol Hill et la Maison Blanche remplacent Manhattan et Wall Street comme cerveau et centre moteur de la nation.

IV

Vers quels chenaux de la consommation se dirige l'argent dépensé par l'État dans ses distributions destinées à stimuler la vie économique de la nation ? Après plusieurs années, l'expérience prouve que c'est moins vers l'industrie lourde, productrice d'outillages, que vers les industries travaillant directement pour la consommation de chaque jour. Le chômeur, le fermier qui touchent des indemnités aux caisses officielles n'achètent pas de machines, ils se paient un appareil de radio, des ustensiles ménagers, éventuellement une auto ; les plus sages affectent une partie de ces rentrées exceptionnelles au remboursement de leurs dettes. Il y a là une intéressante leçon, qui prouve que l'État peut bien répandre de l'argent dans la circulation, mais qu'il est incapable de diriger exactement ses subventions sur les points qu'il serait le plus utile d'atteindre. Les docteurs éprouvent des difficultés analogues dans l'application de certains médicaments, qu'ils font absorber par le patient, mais qui n'atteignent pas, dans l'organisme, l'endroit exact qu'il faudrait toucher pour obtenir la cure. Il faudrait, pour mettre vraiment fin à la crise, que les industries d'outillage, celles qui fabriquent les capital *goods*, reprennent leur activité. L'État peut amener la formation de ces capital *goods* en prenant des mesures à cet effet (détaxation des revenus réinvestis, amortissements accélérés), mais il faut pour cela que l'entrepreneur capitaliste veuille bien collaborer. Or cette confiance, que la masse accorde à l'État rooseveltien, les affaires persistent à la lui refuser.

Le *New Deal* a pu réussir comme mesure de réforme sociale, il échoue comme remède à la crise. Celle-ci ne prendra [p. 195] fin qu'avec la guerre. Mais, avec un

parti démocrate ayant renversé ses positions traditionnelles, devenu champion du dirigisme fédéral, soutien du syndicalisme et surtout dispensateur de la manne sociale, un ferment nouveau s'est introduit, sans doute pour y rester, dans la politique américaine. À cet égard, et sans même oublier les deux guerres mondiales, la grande dépression est peut-être l'événement le plus important de l'histoire des États-Unis depuis la guerre de Sécession.

[p. 196]

Chapitre 23.

NÉO-PROSPÉRITÉ, DE LA GUERRE ET DE L'APRÈS-GUERRE

[Retour à la table des matières](#)

Dans une tradition séculaire d'optimisme, la crise de 1929 avait surgi comme un avertissement, le signe sur le mur. À ce moment, l'Amérique avait douté d'elle-même. Pour la première fois dans son histoire elle avait connu la surproduction, ce qui déplaçait le centre de gravité de toutes ses préoccupations : autrefois c'était « toujours produire et produire encore » et voilà qu'il fallait se soucier de vendre, comme tout le monde. D'où, par crainte du chômage, cette hantise de l'acheteur capable d'absorber et de payer ; d'où encore ce souci de la sécurité, si nouveau et à vrai dire si troublant au pays de l'entreprise et de la confiance. Cette dépression morale, correspondant à la dépression économique, allait-elle marquer le caractère américain de traits destinés à durer ? La réponse est double : si l'Amérique a retrouvé du fait de la guerre – cause ou bien coïncidence – sa prospérité de base ancienne, la crise n'est pas oubliée ; l'optimisme récupéré n'a plus la pleine et ingénue assurance d'antan.

I

Ce que la guerre a rendu, par contraste avec le marasme chronique de la grande dépression, c'est l'atmosphère de la prospérité, avec cette psychologie de la prospérité qui en est inséparable. En reprenant, après cinq ans d'absence, contact avec les États-Unis en avril 1945, c'est cela, oui cela surtout, qui m'a [p. 197] frappé, dans une impression simple et directe qui ne pouvait pas tromper. Je

retrouvais une Amérique que j'avais déjà connue, non pas celle de 1935 ou de 1939, mais celle de 1925 : c'était bien authentiquement l'atmosphère coolidgienne, légendaire, d'une société déchaînée dans l'euphorie de la production, soulevée par une sorte de puissante marée. On avait secoué le poids d'une longue épreuve et le pays redevenait lui-même, conforme au type que nous nous étions accoutumés à lui attribuer : activité prodigieuse, rythme rapide, réalisations se dépassant continuellement elles-mêmes. Je me demande s'il est même possible d'évoquer par la plume cette température spéciale ? Il faut avoir respiré cet air d'un autre monde, et quelle mélancolie pour un européen dans la comparaison !

Au printemps de 1945, la guerre continue encore, mais la victoire est acquise. Quels sont à ce moment les signes distinctifs de cette extraordinaire reprise ? De 1939 à 1944, la guerre a stimulé de splendide façon l'économie américaine, contrainte par les circonstances à intensifier sa production dans « une mesure qu'aucune imagination n'eût pu prévoir : le volume des biens et services produits a augmenté de 50 p. cent, celui des matières premières de 60 p. cent, celui des articles manufacturés a triplé ; l'agriculture a augmenté sa production d'un tiers, le potentiel industriel s'est accru de 40 à 45 p. cent ; la mobilisation économique et militaire a absorbé sans peine 9 000 000 de chômeurs. De cette production hypertrophiée, 40 p. cent vont à l'armement, 50 p. cent à la consommation civile, 10 p. cent aux investissements et aux exportations, car l'Amérique joue vis-à-vis de ses alliés le rôle d'un fournisseur efficace et indispensable. En dépit de cet effort immense de production, les biens de consommation, quoique abondants, ne sont mis à la disposition des civils que sous la réserve d'un rationnement : d'où la demande intense qui s'est fait jour lors de la paix.

Il faut dire que cette activité, poussée au maximum, est universellement rétribuée et profitable. C'est vraiment le « plein emploi », dont on avait la nostalgie au temps du chômage : tout le monde reçoit un salaire et bénéficie de ce fait d'un pouvoir d'achat prêt à laisser tomber sur le pays une manne bienfaisante. Toutefois, dans ce système où la liberté subsiste encore que dirigée, les demandes de la consommation civile sont contrôlées et contenues avec une admirable rigueur. L'impôt éponge inexorablement l'excédent de pouvoir d'achat qui se reforme sans [p. 198] cesse : pour 10 000 dollars de revenus l'*income tax* est de 2 875 dollars, pour 20 000 il est de 8 290, pour 100 000 de 76 000. Tout est donc canalisé vers les besoins de la lutte et, dans ces conditions, la préoccupation du débouché n'existe plus, ce qui est bien dans la bonne tradition du XIX^e siècle. Mais, en raison de la mobilisation massive de millions d'hommes, la main-d'œuvre manque, on en réclame de tous côtés et l'angoisse du chômage cesse de sévir. Là encore c'est l'atmosphère des booms qui se retrouve : il faut mécaniser, mécaniser à outrance pour remplacer les bras qui manquent et il faut aussi tirer de chaque travailleur le maximum de ce qu'il peut rendre, conformément à la tradition classique issue de Taylor. Ainsi la note est technique, non commerciale : le producteur est déchaîné, la guerre apparaît comme une cause magnifique de progrès, je parle naturellement de la guerre qu'on ne fait pas sur son territoire,

toute la différence est là ! Le public n'a pu manquer de s'en apercevoir : ces années exceptionnelles lui apparaissent comme réalisant les conditions idéales d'une production libérée de la crainte du chômage et des soucis du débouché, dans laquelle on peut s'abandonner sans réserve à l'ivresse de la vitesse et du mouvement. Dans la mesure où l'on n'était pas au front, compte tenu du fait que les pertes humaines étaient relativement peu nombreuses, on ne peut s'étonner que, dans son souvenir, le peuple des États-Unis associe la guerre au retour de la prospérité. Je sais qu'en suggérant ceci je choque les Américains, mais c'est vrai.

Le retour de la paix peut apparaître comme une menace, car peut-on raisonnablement espérer que ces conditions exceptionnelles se maintiennent ? C'est cependant ce que souhaite l'opinion. L'industriel réclame le retour à la liberté, mais il voudrait quand même conserver d'aussi amples débouchés que lorsque l'État commandait, prenait et payait sans compter. Si son marché intérieur, qu'il considère comme une chasse gardée, venait à être menacé d'envahissement, son protectionnisme éternel reparaitrait aussitôt, mais, attention ! les solutions qu'instinctivement il recherche ne sont pas celles de la paresse et l'on va assister de sa part au plus magnifique effort d'adaptation.

L'ouvrier, l'employé tiennent surtout quant à eux à la continuation du plein emploi, cette doctrine d'économistes passée maintenant dans le domaine de l'imagination et de la passion populaires. Il va de soi que ce plein emploi doit comporter le maintien d'un taux de salaires tel que, quelles que soient les [p. 199] heures de travail, la feuille de paie demeure la même qu'auparavant : c'est, sous cette forme nouvelle, le vieux « droit au travail », équivalant à la revendication du maintien d'un niveau de vie. Il est entendu également que la main-d'œuvre d'appoint, exceptionnellement recrutée pour les besoins de la guerre, compte bien désormais conserver un emploi : on appellera chômage le licenciement d'une foule de ces travailleurs d'occasion qui naguère fussent tranquillement demeurés chez eux. Il faut maintenant plus d'argent pour vivre, soit parce que les prix ont monté, soit parce qu'on s'est accoutumé à gagner. On pense aussi au chômage, dont une expérience encore récente et non oubliée a révélé l'amertume. La crise a laissé comme un legs un besoin de sécurité que l'Amérique optimiste du passé n'avait pas éprouvé. *Jobs, security*, ces expressions reviennent sans cesse dans la conversation : elles sont significatives d'un changement dans les préoccupations, dans l'attitude politique aussi. Il n'est question ni de révolution, ni de nationalisations, ni même d'étatisme, mais l'idée s'est établie qu'il faut à tout prix assurer le *full employment* et que, si l'industrie privée n'y réussit pas, l'État devra y veiller. L'expérience de la guerre paraît avoir persuadé le public que le gouvernement peut beaucoup à cet égard et qu'il serait impardonnable de ne pas essayer de maintenir dans la paix le rythme d'activité économique qu'on avait atteint dans la guerre.

On voit à quel point le souvenir de la grande dépression demeure présent et détermine les réactions de l'opinion : tous les plus de 25 ans en ont souffert et redoutent obscurément son retour. Ils se rappellent aussi le *New Deal* et Roosevelt

et sa promesse de ne pas abandonner le chômeur, de ne pas se laver les mains à la Ponce Pilate quand le peuple serait malheureux. Une page a décidément été tournée dans la politique américaine : une attitude gouvernementale de laisser-faire apparaît désormais inadmissible à la masse. L'attachement affirmé du président Truman à la *free enterprise* n'empêche donc pas que, continuateur du programme rooseveltien, il croit devoir promettre qu'en présence d'une crise éventuelle et du chômage qui en serait la conséquence, l'État ferait tout en son pouvoir pour garantir le plein emploi.

En dépit de l'optimisme restauré par la guerre et la victoire, l'Amérique croit donc à la possibilité, à la vraisemblance d'une crise. C'est du reste l'avis à peu près unanime des experts, qui n'estiment pas que la reconversion, c'est-à-dire la réadaptat[i]on de l'économie à un équilibre de paix, puisse se réaliser sans de pénibles rajustements. Pour une fois, les Américains doutaient de l'Amérique, mais cette fois ils avaient tort.

II

Les prévisions des économistes, les craintes du public ne se sont pas matérialisées et, pendant l'immédiat après-guerre, aucune crise ne s'est produite. Bien au contraire, la paix retrouvée a entraîné le retour d'une prospérité qui durait toujours, quoique à partir de 1949 avec quelque hésitation, quand, en 1950, des menaces de guerre et en fait la guerre elle-même avec l'affaire de Corée ont reparu. D'année en année cette prospérité continuait, s'affermissait, se confirmait, à l'étonnement des observateurs, guettant les signes d'orage et s'émerveillant de ne pas les voir poindre à l'horizon. La production industrielle avait repris dans toutes les branches, battant continuellement ses propres records, et cependant le déséquilibre toujours redouté de la consommation ne se produisait pas. Des Cassandres déclaraient la situation malsaine, par l'excès même de cette euphorie qui ne se fatiguait pas, mais la continuation de la prospérité démentait leurs craintes. On n'avait pas retrouvé sans doute la belle, l'inconsciente sécurité de 1925, mais on était bien obligé de constater que les jours heureux du plus beau passé avaient été retrouvés et continuaient.

Ce retour et cette persistance de la prospérité s'expliquent en somme aisément. Pendant les années de guerre l'industrie avait travaillé à plein et, dans ces conditions, tous ceux qui n'étaient pas mobilisés dans l'armée avaient touché d'importants salaires. Mais, du fait des restrictions, ces salaires ne pouvaient se dépenser intégralement pour les besoins d'une consommation artificiellement réduite (encore que celle-ci eût paru pléthore à la misère européenne), de telle sorte que d'énormes dépôts en banque s'étaient constitués, par le fait d'une épargne qui, pour n'être pas spontanée, n'en était pas moins effective. Il est naturel que ces dépôts, auxquels s'adjoignaient de nouveaux salaires, aient alimenté la

consommation de l'immédiat après-guerre, consommation qui était d'autant plus insatiable qu'elle avait été plus longtemps comprimée. Les besoins de maisons, d'ustensiles ménagers, d'appareils de radio, d'automobiles se révélaient pratiquement sans limites et la clientèle manifestait sans la [p. 201] moindre peine la possession de tout le pouvoir d'achat nécessaire pour y faire face. En 1949, un certain flottement se faisait sentir, et déjà le spectre de la crise semblait surgir à l'horizon, mais à ce moment, retrouvant la plus nationale des ses traditions, l'économie américaine reprenait à plein la pratique des ventes à tempérament, ce qui rendait aux affaires une nouvelle impulsion que la reprise du réarmement allait bientôt accélérer. Dix années s'étaient maintenant écoulées depuis les heures sombres de la dépression : si le souvenir n'en était pas effacé, du moins la hantise quotidienne tendait-elle à s'en atténuer ; une nouvelle génération apparaissait ne connaissant la crise – ce qui ne compte pas – que par les récits des parents. L'idée renaissait d'un continent malgré tout privilégié, auquel les lois d'airain de la vieille humanité euro-asiatique ne s'appliquent pas. On revenait à la conception, au fond isolationniste, d'un marché national susceptible d'une absorption pratiquement illimitée, et peut-être ne se trompait-on pas.

Que serait-il arrivé, à cette étape de la conjoncture, si, l'atmosphère de la paix s'établissant pour de bon, l'économie avait dû y adapter son équilibre, la suite des événements ne nous a pas permis de l'imaginer. Ce que nous savons par contre, c'est qu'en janvier 1950 la révélation d'une trahison, celle de l'Allemand Fuchs, employé aux recherches nucléaires les plus secrètes, apprenait à l'Amérique que la bombe atomique n'était probablement plus pour elle un monopole : le réarmement, sous sa forme massive, allait, je crois, partir de là. Mais, dès le mois de juin de cette même année, la guerre de Corée venait, de façon tout à fait inattendue, reproduire les conditions qui, pendant les cinq années de la seconde guerre mondiale, avaient suscité une activité industrielle sans précédent. Ainsi, aux possibilités d'expansion de la paix, qui malgré tout continuait, s'ajoutaient celles de la guerre froide, cependant que les progrès techniques de la production permettaient de mettre à la disposition de la clientèle une quantité toujours croissante de produits, à des prix abordables pour le consommateur. Parallèlement à cette impulsion, le Plan Marshall jouait à la façon d'une prime à l'exportation, servant en somme de garantie contre le chômage en disposant, sous la forme d'une sorte de *dumping*, d'un excédent possible de production. Enfin le pouvoir d'achat de la masse bénéficiait encore d'un autre soutien, celui du *Fair Deal* du président Truman, suite du *New Deal* du président Roosevelt et relevant [p. 202] comme lui de la nouvelle attitude adoptée depuis la crise par le parti démocrate : déficits budgétaires keynésiens, primes largement dispensées à l'agriculture, aux anciens combattants, à toutes sortes de bénéficiaires. Les observateurs recouraient à toutes ces explications pour justifier la persistance, malgré tout considérée comme un peu paradoxale, d'une prospérité qui ne faiblissait pas.

La fin de la guerre de Corée en 1953 pose de nouveau le même problème qu'en 1945 : maintenir dans la paix le niveau d'activité auquel on s'était élevé dans

l'excitation et le tumulte de la guerre. En dépit de l'euphorie qu'il suscite, « cet état fiévreux que la santé ne peut imiter », dont parle Pascal, peut-il se confirmer dans le cadre d'une vie redevenue normale ? La question se peut d'autant moins éluder que l'on s'est accoutumé à un rythme de progression dans la prospérité dont le moindre ralentissement s'interprète comme le signe d'une crise.

À la vérité, l'économie américaine d'après-guerre, avant comme après la Corée, est travaillée de deux tendances contradictoires, dont le double jeu a pour effet de lui conférer une sorte d'équilibre, même s'il ne s'agit en somme que d'un équilibre de mouvement. Il y a d'une part une influence inflationniste persistante, qui résulte non seulement du réarmement, mais également d'une politique sociale, issue du Rooseveltisme, dont aucun parti au pouvoir ne pourra désormais se dissocier tout à fait. Le parti républicain se défend de vouloir faire de l'inflation et vise à établir des budgets équilibrés, voyant dans cet équilibre un facteur de confiance qui entraînera des initiatives privées de nature à fournir des emplois. Selon sa doctrine, l'État ne doit intervenir que dans la mesure où il sera constaté que cette conception ne joue pas (ce faisant, il n'agirait évidemment qu'à contre-cœur). Les démocrates au contraire estiment l'équilibre budgétaire secondaire et ils visent avant tout au plein emploi. En sens contraire on aurait tort de méconnaître la portée, essentiellement déflationniste, d'un progrès industriel admirable qui, en réduisant les coûts de revient, fait baisser les prix des articles offerts à la consommation. Pareil effort, inspiré des leçons de Ford, contient d'immenses virtualités de développement économique, pour le temps de paix plus encore que pour le temps de guerre ; s'il n'aboutit pas nécessairement à une diminution globale des prix, il freine cependant la hausse qu'une inflation latente tend sans cesse à leur imprimer.

[p. 203]

Le niveau de vie américain, dans ces conditions, cesse d'apparaître malsain ou même anormal, et l'on s'explique même que l'opinion en attende l'amélioration de toutes les circonstances quelles qu'elles soient, qu'il s'agisse de la paix, du réarmement, de la guerre elle-même. Le *New York Times* du 16 décembre 1950 écrit :

L'Américain moyen est un natif des États-Unis, de race blanche, de 30 ans d'âge environ, ayant une femme et deux enfants, demeurant dans une zone urbaine et dans une maison, généralement hypothéquée, lui appartenant. Il possède une auto, un réfrigérateur, une radio, le téléphone et ses enfants lui réclameront vraisemblablement la télévision pour Noël. Son revenu est d'environ 3 000 dollars.

Selon la *Kiplinger Letter* du 21 décembre 1951, 51 p. cent des Américains sont propriétaires de leur home, et 94 p. cent de ces homes ont l'électricité, 94 p. cent un poste de radio, cependant que 21 p. cent des maisons sont neuves, ayant été bâties depuis moins de dix ans. Il y a aux États-Unis, en 1952, 52 000 000 d'autos, ce qui signifie qu'en fait chaque ménage en possède une. Depuis 1929 le revenu de chaque Américain s'est accru de 50 p. cent.

Le maintien de cette prospérité est lié au maintien de l'emploi, du plein emploi, qui dépend lui-même de la capacité d'absorption du marché national, sur lequel on compte avant tout, comme on le faisait au lendemain de la première guerre mondiale. Les Européens, pessimistes et qui méconnaissent l'étonnante élasticité de cette économie, croient généralement la surproduction inévitable et c'est aussi l'idée, l'espoir de l'U.R.S.S. Peut-être se trompe-t-on ? Le progrès des prix de revient industriels, se répercutant sur les prix de vente, peut reculer quasi indéfiniment la limite de saturation du pouvoir d'achat. Mieux que nous l'Amérique a compris ce mot magnifique de Ford : « Le progrès n'est pas une frontière déterminée qu'il s'agit de franchir, c'est une attitude, une atmosphère. » Ces raisons militent en faveur du maintien de la prospérité, mais on ne saurait méconnaître que l'opinion américaine se fait, soit de la prospérité, soit de la crise, une conception particulière qui ébranle les raisonnements ordinaires. Les Américains s'habituent régulièrement au niveau d'activité économique le plus élevé, quelque exceptionnelles que soient les circonstances ayant permis d'y parvenir, avec un rythme de progression battant constamment [p. 204] ses propres records : ils appellent ensuite crise, ou plus modestement *recession*, tout ce qui s'établit en retrait, même si cette position de retrait est encore absolument satisfaisante. Par-dessus le marché, dès que le courant se renverse, on voit le facteur psychologique prendre le dessus, comme après 1929, ce qui est grave, car l'Uncle Sam est loin d'avoir la résistance nerveuse de John Bull. Sans doute a-t-il bien analysé la conjoncture et sait-il que la néo-prospérité d'après 1940 ou d'après 1945 ou encore d'après 1950, ne relève pas malgré tout de conditions qu'on puisse appeler normales : la guerre froide, la guerre de Corée, le réarmement, sans en être la cause unique ou même principale, lui ont cependant apporté un soutien continuellement renouvelé, et la grande dépression, après tout, n'a pris fin vraiment qu'au coup de tonnerre de Pearl Harbour. Il reste à prouver que sans l'administration de ces excitants (ou de tels autres que le gouvernement en cas de crise serait sommé d'appliquer) l'économie américaine peut se soutenir au niveau maximum où ces circonstances, vraiment exceptionnelles, l'ont portée, avec un équipement industriel conçu pour répondre à la marée la plus haute.

La réadaptation à un régime de paix ou de demi-paix moins fiévreux est susceptible de faire baisser la température économique. Rien à cela dont l'organisme américain ne puisse s'accommoder, mais psychologiquement la tendance, comme on dit à la Bourse, n'est plus la même, d'autant plus que, dans la conjoncture mondiale, il y a comme une haute mer qui commence à se retirer.

Que l'Amérique puisse se passer économiquement de l'Europe et être prospère seule, nous le verrons plus loin, mais peut-elle se soustraire à un climat s'étendant à la Planète tout entière ?

[p. 205]

Quatrième partie

LE MILIEU SOCIAL ET LA FORMATION DE L'OPINION

[Retour à la table des matières](#)

[p. 207]

Chapitre 24.

LES DIVERS ÂGES DE LA VIE

[Retour à la table des matières](#)

Aux États-Unis chacun donne son avis, sur n'importe quoi, avec une pleine assurance, mais comment se forme cet avis ? Nous verrons le rôle joué à cet égard par les Églises, les affaires, la presse, la radio, mais le terrain de base est fourni par un milieu social où la famille, les femmes, les hommes, les jeunes, les vieux tiennent respectivement leur place, en vertu d'une hiérarchie d'influences, sujette à changements, mais dont quelques traits permanents caractérisent plus que tout la psychologie collective des Américains.

I

Sur la famille américaine, l'Europe se contente d'une série d'idées toutes faites, généralement fausses, ne se rendant pas compte que par nature l'Américain est un homme de foyer. Mais il y a aux États-Unis une conception particulière du mariage, qui détermine un comportement tout autre que dans le vieux continent. Dans les pays de civilisation catholique le mariage est un sacrement, d'où il résulte que la famille est une institution, sacrée en quelque sorte, dans laquelle l'institution est plus importante que les individus qui la composent. Aux États-Unis par contre, pays de formation protestante, il ne s'agit pas d'un sacrement (les seuls sacrements réformés sont la sainte-cène et le baptême), mais un contrat, sous l'égide de l'Église, entre deux êtres humains de bonne foi, conception dans laquelle les individus sont plus importants que l'institution. Cet aspect de la [p.

208 question est fondamental, car, compte tenu de la minorité catholique, il libère dans une large mesure le mariage de son caractère « sacré », au sens antique, c'est-à-dire impliquant une intervention divine.

Dans le milieu continental nouveau des États-Unis, l'absence de traditions, l'instabilité des situations, l'industrialisation, un certain nomadisme, l'idée très protestante que sous sa responsabilité chacun doit « faire sa vie » ont fait évoluer le mariage dans le sens d'une affirmation croissante des droits de l'individu, notamment de la femme, dans le ménage : on ne saurait retenir quelqu'un dans une association, surtout de cette nature, si le cœur n'y est plus. La conséquence est une diminution de stabilité et de force de l'institution : elle est toujours reconnue comme fondamentale, mais la société n'a pas toujours confiance en elle comme instrument de progrès. Une correction s'impose cependant du fait de l'accroissement du nombre et de l'influence des catholiques, qui ne se font pas faute d'affirmer bruyamment leur point de vue, du fait aussi que la morale protestante est un ciment familial et que les Américains, beaucoup plus que les Anglais et un peu à la façon des Français, aiment les enfants, non seulement en doctrine, mais dans leur contact quotidien.

Dans les débuts, surtout en Nouvelle-Angleterre, la famille puritaine était nombreuse, fondée sur une forte autorité paternelle, avec une morale familiale rigide, d'inspiration biblique. Cette conception s'était transmise au pionnier, dont l'existence économiquement isolée comportait les vertus ascétiques de l'énergie, l'obéissance au *Pater familias*, le dévouement à une étroite collectivité. Ces traits ont duré à peu près aussi longtemps que le XIX^e siècle, mais dès la fin de celui-ci la généralisation des migrations intérieures a fait dominer l'instabilité : on changeait de ville, de métier, de résidence et bien souvent l'on ne connaissait même plus son grand-père. Le XX^e siècle, la seconde guerre mondiale surtout exagéraient encore cette fluidité : en 1947, 44 p. cent seulement des ménages vivaient dans la même maison qu'en 1940, 37 p. cent avaient changé de résidence dans le même comté, 20 p. cent avaient changé de comté. Comment s'étonner que, la famille perdant sa base territoriale, l'instabilité psychologique soit devenue l'un des traits les plus frappants de la psychologie américaine et combien démodé le rêve du poète : « Naître, vivre et mourir dans la même maison ! »

[p. 209]

La solidarité verticale se relâchant dans une conception devenue viagère, il ne se constitue pas de fortunes transmissibles de patrimoines familiaux établissant un lien entre des générations successives. L'impôt sur les successions détruisant l'héritage, et la dot n'ayant jamais été une tradition américaine, c'est à chaque génération de faire sa vie. La famille échappe ainsi aux tentations sordides que nous connaissons, mais elle ne connaît pas non plus cette étonnante solidarité qui fait chez nous sa grandeur. Elle se réduit à quelques devoirs, de plus en plus limités dans le temps, des parents envers les enfants, cependant que la femme, de plus en plus indépendante, travaille souvent de son côté, ce qui fait que le rôle du

mari change : il devient un associé, pas toujours le plus important, même quand c'est lui qui gagne le plus d'argent. En 1947, 56 p. cent seulement des familles déclarent le mari comme seul travailleur, tandis qu'un quart des femmes mariées (de 18 à 64 ans) ont un emploi. Dans ces conditions le volume du groupe diminue : alors qu'il avait fréquemment au XIX^e siècle cinq ou six enfants, il n'y en a plus que deux environ en 1950. Il faut ajouter qu'en raison des conditions habituelles de l'éducation, les enfants quittent jeunes la famille, échappant de ce fait très vite à l'influence paternelle. Quand ils sont à l'école, ou bien partis pour de bon, le ménage se réduit à un mari occupé tout le jour à ses affaires, à une femme ayant elle-même un *job* ou, étant sans obligations, disponible pour l'action sociale ou la vie collective de la société. Cet aspect, essentiel, expliquera bien des choses de la vie américaine.

Les relations entre les sexes étant fondées sur l'affirmation des droits de l'individu, il y a traditionnellement, et par contraste avec l'Europe continentale et catholique, une grande liberté d'allures entre les jeunes gens et les jeunes filles : il est admis depuis très longtemps qu'ils sortent ensemble sans les parents, et la coéducation est devenue peu à peu chose normale. Ces mœurs se sont maintenant répandues partout, mais hier encore elles étaient qualifiées d'« américaines ». Dans cette atmosphère le mariage est la suite d'un choix mutuel libre, ne concernant que les intéressés, dont l'amour ou du moins l'inclination doit être la source primordiale, les unions d'intérêt ou de convenance, rares du reste, étant jugées choquantes, immorales. Dans pareil accord l'intervention de la famille est réduite à rien, tandis qu'on aboutit à l'égalité complète des deux partenaires, toute notion de hiérarchie à l'antique ayant disparu, les droits, les devoirs [p. 210] étant les mêmes des deux côtés, ce qui, rappelons-le, n'est pas dans la tradition méditerranéenne (oserai-je dire, française ?). La conséquence, c'est que le divorce s'impose normalement, logiquement : si on ne s'aime plus, l'honnêteté commande de se séparer plutôt que de maintenir une hypocrite façade ; c'est le conseil qu'au nom de la morale le pasteur lui-même donnera. L'Église catholique, elle, ne voit que le respect du sacrement, plus important que tout : du moment qu'on a introduit Dieu dans l'affaire, toute rupture, quelles qu'en soient les excuses, est sacrilège, et le prêtre lui-même tolérera plutôt quelque violation en sous-main du pacte conjugal que le scandale d'un divorce. Toute une littérature du droit au bonheur, s'appuyant implicitement sur le respect protestant de la sincérité, conclut que l'individu doit passer d'abord, que le sentiment est la source, la justification de l'union.

Dans ce pays grégaire et publicitaire, il est probable que s'applique davantage encore qu'ailleurs la maxime de la Rochefoucauld : « Il y a des gens qui n'auraient jamais été amoureux s'ils n'avaient entendu parler de l'amour. »

Et puis, du rêve on tombe de haut dans les réalités du ménage, du ménage américain. Il ne s'agit plus de rien qui ressemble ici à la tradition européenne, surtout française. Ce n'est plus la gestion d'une maison, comportant l'administration générale par le mari, la tenue d'un ménage compliqué par la

femme, la direction d'une domesticité et les soins constants et prolongés requis par les enfants. C'est à la fois plus léger et plus lourd. Il n'y a généralement aucun service, seulement des femmes de journée ; l'homme et la femme doivent tout faire par eux-mêmes, la cuisine, le chauffage, la vaisselle, les souliers. Du reste, avec des instruments ménagers perfectionnés, les maisons sont habituellement fort bien tenues. On devine que, tant que les enfants sont petits, la charge est écrasante, équivalant pour la femme à un véritable esclavage : en dépit de la pratique des *baby sitters* il est pratiquement impossible de sortir. Par contre, quand les enfants sont à l'école puis à l'Université, le ménage se réduit en fait à presque rien : le mari déjeune toujours de son côté, le soir tout prétexte est bon pour dîner au club, de sorte que nombre d'appartements ne comportent plus que des installations atrophiées, la *kitchenette*, le *dining alcove*. Le foyer, au sens antique, a vécu. Cependant la famille reste forte, malgré tout, et si l'on divorce on se remarie : un scrupule instinctif, hérité du purita-[p. 211] nisme, condamne les relations sexuelles hors du mariage, mais on peut se remarier aussi souvent qu'on veut. Sauf la stabilité, la tradition persiste.

On conçoit le trouble que doit susciter, dans un même pays, la coexistence de deux conceptions du mariage aussi différentes que celle des protestants et des catholiques. Une revue traitait la question sous forme de diptyque : *What it means to marry a protestant* (ce que cela signifie d'épouser un protestant), *What it means to marry a catholic* (ce que cela signifie d'épouser un catholique). C'est en effet bien différent. Si vous vous mariez dans le catholicisme, le prêtre ne se désintéressera ni de l'éducation de vos enfants, ni de leur conception ; si au moment de la naissance l'enfant ou la femme doit être sacrifié, on pourra craindre qu'il ne demande le sacrifice de la femme et le lien sacramentel une fois noué le sera pour toujours. Nous nous rendons mal compte en France avec quelle rigueur la hiérarchie romaine aux États-Unis applique ces principes. Si l'on se marie dans le protestantisme, c'est toute autre chose : le pacte sera plus personnel, d'une sincérité peut-être plus directe puisqu'il ne comportera aucune intervention extérieure, mais au fond on ne mettra en commun qu'un nombre limité de choses, d'autant plus qu'on sait en somme ne pas s'engager nécessairement pour toute la vie. On s'installe moins : c'est, m'expliquait une Américaine, comme lorsque, dans un hôtel, on doit changer de chambre : on ne défait pas sa malle.

Ces conditions expliquent à la fois la popularité du mariage et la popularité du divorce aux États-Unis. De 1867 à 1947, tandis que la population a augmenté quatre fois, il y a six fois plus de mariages et soixante fois plus de divorces. Pour 2 000 000 de mariages il y avait, en 1947, 450 000 divorces, soit 22,5 p. cent. Les officines spectaculaires de Reno ou de Las Vegas dans le Nevada sont célèbres, mais on aurait tort de considérer le divorce américain sous l'angle du scandale : il s'agit plutôt d'une institution ayant pris sa place régulière dans le fonctionnement normal du mariage conçu dans le sens indiqué plus haut. Le renouveau de la natalité est lié à un renouveau de la nuptialité. Jamais l'intérêt pris au problème de l'union entre les sexes n'a été plus grand ; dans aucun pays professeurs,

enquêteurs, moralistes, statisticiens ne se sont penchés sur la question en aussi grand nombre, pour tirer des innombrables *facts and figures* recueillis par eux une moisson aussi impressionnante de conclusions phy- [p. 212] siologiques, sociales ou morales. On les écoute, car en toutes choses l'Amérique croit à l'expert.

II

La vie, la formation des jeunes se ressentent directement de ces conditions, mais ils ont moins à en souffrir qu'on ne pourrait le croire. Quand ils sont avec leurs parents, les enfants partagent leur existence dans le cadre d'une réelle familiarité. Ce n'est pas du tout l'école anglaise, selon laquelle une nurse stylée présente, non sans quelque appareil, de petits êtres bien sages aux grandes personnes, selon un horaire prévu d'avance. Non, l'enfant est là, tout le temps, écouté plus qu'il n'écoute, jamais contredit, corrigé ou remis à sa place, car, selon une doctrine qui eût plu à Rousseau, il faut laisser sa personnalité se développer librement ; il se mêle, sans qu'on l'en empêche, aux conversations, prend parti dans les élections, avertit ses parents des « complexes » de son petit frère ; il est non-élevé plus encore que mal élevé ; l'Européen le trouve insupportable, mais on est séduit quand même par cette liberté d'allures que rien ne vient contraindre.

Très vite du reste, cette période initiale prend fin : dès 7 ou 8 ans c'est l'école, puis le collège. Les enfants ne sont plus alors que de façon intermittente à la maison et ils ont pris l'habitude de mener leur propre vie, de recevoir des amis que l'autorité paternelle connaît à peine, d'aller de leur côté aux séances au moins bi-hebdomadaires du cinéma. Si maintenant la télévision les retient chez eux, c'est tout récent. Mais pratiquement leur éducation, en ce qui concerne leurs parents, est dès ce moment terminée : dans ces conditions le divorce, tout fréquent qu'il soit, ne produit pas tous les mauvais effets qu'on pouvait en redouter. Dans la mesure du reste où il y a effectivement éducation, au sens européen ou français du terme, qui en a la charge ? Ce n'est pas le père, absent tout le jour à son bureau et qu'on traite avec la familiarité à peine respectueuse qui se doit à quelque « grand frère » : s'il n'a pas d'autorité, il est dévoué, il aime la famille, prêt à toutes les petites besognes, comme de pousser la voiture de bébé, ce qui en Europe est resté un monopole féminin. La vraie puissance appartient à la femme, dont l'influence, surtout sur les garçons, est dominante et survit même à l'étape de la première jeunesse. Bien que la société américaine, pour la formation nationale, compte en somme davantage sur [p. 213] l'École, sur l'Université, sur l'Église, ce matriarcate, dont le prestige n'échappe à aucun observateur, reste une des réalités fondamentales de la vie sociale aux États-Unis.

Cette éducation, qui respecte dans l'enfant la liberté du cheval échappé, produit de curieux et inattendus résultats : comment se fait-il que l'Américain, ayant atteint sa majorité, nous apparaisse comme le type parfait du conformiste ?

C'est peut-être qu'ayant dépensé pendant l'enfance et l'adolescence tout ce qu'il possède virtuellement d'indiscipline et d'anarchie, il n'a plus ensuite aucune peine à s'intégrer dans un ordre collectif pleinement accepté de lui. Mais attention ! pendant toute cette période où l'Européen n'exerce aucune influence, parce que considéré comme encore dans ses langes, la sienne a été considérable, dans un pays où règne la démagogie de la jeunesse.

III

Le matriarcat américain reflète la puissance de la femme à tous les âges. Dans sa jeunesse elle est reine, courtisée, couverte de cadeaux, bénéficiant auprès du sexe fort de tous les privilèges, jouissant dès l'adolescence d'une liberté entière. Mariée jeune, de plus en plus jeune, – en moyenne 21 ans et demi en 1940, – c'est avec son premier enfant, – qu'elle a en moyenne à 22 ans et demi, – qu'elle connaît subitement les devoirs, les limitations, la dureté de la vie de ménage aux États-Unis : plus aucune liberté ni matérielle ni morale, car, au moins dans les petites villes, elle est étroitement surveillée par l'opinion. Le bon temps est fini. C'est alors du reste qu'elle montre tout ce dont elle est capable : technicienne avisée du ménage, très supérieure à l'Anglaise, par beaucoup de côtés semblable à la Française. C'est elle qui règne sur la maison et les enfants, chaque sortie devant être organisée, combinée, grâce à l'aide des *baby sitters*. Ceux qui prétendent qu'il n'y a pas de famille en Amérique font erreur, mais la période familiale finit plus vite qu'ailleurs, et alors la femme retrouve sa liberté. Dans la maison que les enfants ont désertée, je ne sais si elle éprouve le genre de vide que Michelet décrit dans son livre, *La Femme*, mais il est certain qu'elle se sent désœuvrée, avec une énergie encore intacte, avide de se dépenser. Les mondaines alors fréquentent les cocktails, les réunions de bridge, les country clubs ; les intellectuelles de province sont assidues aux sociétés [p. 214] de lecture ; les plus sérieuses, et c'est peut-être la majorité, se soucient, conformément à la tradition calviniste, de travailler pour la communauté, dans les associations de progrès social, dans les œuvres religieuses, dans la vie publique où leur influence est considérable. Dans aucun pays il n'y a autant de femmes se vouant au bien public, soucieuses de réformes sociales, et de là, dans un pays imbu de la notion quasi religieuse du « service », cette dangereuse collusion de la morale et de la politique, qui s'exerce dans l'antialcoolisme, dans l'anticolonialisme, dans les innombrables ligues en faveur du *good government*, dont les effets ne sont pas toujours uniformément bienfaisants.

L'homme, dans la mesure où les impératifs de l'intérêt ne l'en défendent pas, subit cet ascendant d'un sexe ayant plus de loisirs, plus de culture, plus d'entrain dans la recherche du plaisir comme du progrès moral. Il s'agit bien d'une société conduite par les femmes. Mais les hommes, en fin de compte, se ménagent un

domaine réservé, où ils entendent rester maîtres, sans intervention extérieure : soit dans les affaires, soit dans leurs clubs, soit dans leurs sports, ils préfèrent en somme demeurer entre eux, de sorte que, dans la vie sociale, dans la vie mondaine, dans la vie de l'esprit, il y a certainement moins d'associations entre les sexes que chez nous.

Le système aboutit, sinon à une séparation, du moins à une double revendication de liberté, entre parents d'une part, entre parents et enfants de l'autre. Les jeunes revendiquent leur indépendance vis-à-vis de la génération précédente, mais celle-ci revendique aussi la sienne par une pratique systématique du *birth control* : la reproduction de l'espèce est devenue aux États-Unis un acte relevant d'une volonté consciente. C'est une tentative humaine aventureuse que de prétendre substituer la « naissance dirigée » à l'instinct de la nature. Aussi croyait-on l'Amérique sur la pente de la stérilité. Le *baby boom* contredit cette tendance, mais peut-être s'agit-il simplement d'un retour offensif de la nature, coïncidant avec ces reculs de civilisation que produisent les guerres ?

IV

Si j'avais, il y a trente ans, cherché à évoquer les divers âges de la vie aux États-Unis, j'aurais à peine songé à parler de la vieillesse. Il semblait que l'existence prît fin avec la pleine maturité, [p. 215] après quoi tout d'un coup il n'y avait plus rien. On avait l'impression qu'il n'y avait pas de vieux, car, s'il y en avait, on ne les voyait pas. L'ancêtre chinois détenteur de toute sagesse, le vieillard selon Victor Hugo, aux yeux duquel « on voit de la lumière », l'homme d'État du vieux monde plein d'expérience et de conseils, autant de types humains que l'Amérique ignorait.

Voilà qui n'est plus vrai. Du fait de l'âge moyen qui n'a cessé de s'accroître – 17 ans en 1826, 30 ans en 1950 – il y a actuellement quatre fois plus de « plus de 65 ans » qu'au début du siècle ; les « plus de 45 ans », qui n'étaient que 13 000 000 en 1900, sont maintenant 40 000 000 ; en dix ans, de 1940 à 1950, l'étage humain dépassant 65 ans s'est accru de 36 p. cent, celui de 45 à 65 ans de 16,7 p. cent. La conséquence, c'est qu'il y a toute une classe de gens âgés, ayant conscience de leur âge, conscience aussi de constituer une classe et désormais décidés à dire : « Nous sommes là. » Dans la vie sociale, dans la vie politique, c'est, depuis la grande dépression, une singulière et paradoxale nouveauté.

Le problème pour eux, dans une économie où traditionnellement tout dépend de l'emploi, c'est de savoir comment ils vont pouvoir vivre, surtout dans une période où le pouvoir d'achat du dollar va constamment en se dépréciant. Parmi les « plus de 65 ans », les trois quarts ont des pensions, des retraites, ou bien sont soutenus par les leurs ; un quart d'entre eux ont des jobs, surtout depuis que la

guerre a eu pour effet de prolonger l'âge où l'on travaille. Mais, dès le massif chômage des années trente, la nécessité d'une politique du vieil âge s'était fait sentir. Du fait simplement de leur nombre, de leurs votes, les vieux imposaient la reconnaissance de leur présence et la nécessité de tenir compte de leurs revendications. Cette situation s'est maintenue, la tendance de fond au vieillissement paraissant plus durable que celle résultant d'un rajeunissement dû à une reprise de la natalité.

Comme il n'y a d'influence que par l'organisation, les vieux se sont organisés. Nous avons mentionné plus haut les *Townsend clubs*, qui groupent 5 000 000 d'adhérents. Mais le vieux docteur californien a eu de nombreux émules. Il faut citer le *Ham and eggs Plan* des frères Allen, le « Chacun roi » de Harry Jones, le *Civilians' committee for old age pensions* de l'ancien acteur de Hollywood McLain, dont les meetings se terminent par une prière et qui chaque semaine parle à vingt-deux stations de radio californiennes. Dans les États progressifs du Pacifique, où [p. 216] il y a un nombre anormal de vieux, toute une politique des pensions s'est développée : la législation californienne comporte 75 dollars par mois pour les « plus de 63 ans », sans disqualification aucune si l'on a une maison ou une auto ; l'État de Washington a institué un régime analogue pour les « plus de 65 ans », comportant en outre l'hospitalisation gratuite, des subventions pour les loyers, une remise des impôts antérieurs. Il est douteux que ces faveurs puissent continuer à s'accumuler, car elles constituent un imprudent appel à des gens qui seront à la charge de la communauté plutôt qu'ils ne serviront à son développement, mais néanmoins la question est posée, et elle l'est partout, non seulement du point de vue des bénéficiaires mais aussi du point de vue des enfants demandant à être déchargés du devoir traditionnel de soutenir des parents âgés qui, indiscretement ou non, sont là plus longtemps qu'autrefois. Ce souci de prévoyance, individuelle ou collective, marque dans l'évolution américaine une préoccupation nouvelle. Je ne sais si le prestige de l'homme âgé, en tant que tel, s'est accru, mais ce qui est incontestable c'est qu'il est là et que sa présence ne passe pas inaperçue.

V

Si j'avais, par comparaison avec l'Europe, à distinguer les facteurs qui influencent plus particulièrement la formation de l'opinion aux États-Unis, je retiendrais, je crois, les femmes et les jeunes. L'homme, dans sa maturité, tient sans doute les leviers de commande et la vieillesse a appris à se faire écouter, mais c'est le point de vue féminin, pénétré d'idéalisme moral et d'inspiration protestante, qui colore toute la vie du pays, cependant que la jeunesse et même l'enfance bénéficient, par une sorte de surenchère, de l'oreille du public, comme figurant l'avenir par rapport à ce passé qu'est la vieillesse et à ce demi-passé qu'est déjà la maturité.

[p. 217]

Chapitre 25.

L'OPINION PUBLIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis sont par excellence un pays d'opinion : c'est l'opinion qui inspire, oriente, contrôle la politique de la nation ; rien ne se fait ou ne peut durer sans elle, son veto est décisif. Ce qui la caractérise, c'est qu'elle est à la fois plus spontanée que partout ailleurs et cependant qu'elle est aussi, plus que partout ailleurs, sujette à être dirigée selon les techniques les plus efficaces de la propagande.

Dans quelle mesure la technique a-t-elle raison de la spontanéité, ou vice versa, c'est ici le problème essentiel.

I

Parmi les influences susceptibles d'agir sur l'opinion, ce sont les affaires qu'on rencontrera tout d'abord. Elles constituent une puissante organisation, dotée d'une forte cohésion. On pense instinctivement à Wall Street, et c'eût été plus vrai il y a trente ans, plus vrai encore au siècle dernier. Les grandes corporations, telles que la *General Motors* ou bien *Dupont de Nemours*, ont maintenant pris la première place, à supposer que l'on ne doive pas mettre au premier rang l'influence effective de l'homme d'affaires moyen, de *Main Street*, des Chambres de Commerce, des *Rotary clubs*. L'ensemble cependant forme un faisceau serré d'intérêts, s'exprimant dans une conception de la vie, de l'administration, du gouvernement, avec une certaine façon d'envisager la société, la production et

l'échange, la manière des hommes de [p. 218] se comporter entre eux, les relations internationales. Dans la pensée du monde des affaires, tout doit être conçu dans l'État en vue de la production, étant entendu que les intérêts des affaires et ceux de la nation coïncident exactement. C'est avec une parfaite bonne foi que, devenu secrétaire de la Défense, le président de la *General Motors* pouvait dire : « Ce qui est bon pour la *General Motors* est bon pour les États-Unis. » Nous avons, à chaque tournant de cette étude, rencontré cette philosophie utilitaire : c'est en son nom que les affaires se prévalent de l'intérêt général pour se faire les leaders de l'opinion.

Les républicains sont traditionnellement le parti des affaires, en vertu d'une conception qui n'est ni réactionnaire ni même strictement conservatrice, mais qui fait passer la production avant la politique, ou plutôt qui considère que production et politique sont une seule et même chose. Babbitt réclame *a good, sound business administration*, et dans les rangs du parti on s'étonne à peine que le Cabinet d'Eisenhower se compose « de huit milliardaires et d'un plombier ». Les démocrates ne sont pas hostiles aux affaires, mais ils sont moins dans leur dépendance : leurs appuis essentiels sont ailleurs. On disait, avant Roosevelt, que le char de l'État pouvait rouler sur des pneus démocrates, mais qu'il roulait mieux sur des pneus républicains. Il semblait autrefois que la prospérité fût de fondation républicaine. On a connu sous Truman une prospérité démocrate, mais les businessmen se sentent plus à l'aise avec les républicains. De puissants moyens permettent au monde des affaires d'entretenir, par la publicité, par la presse, par la littérature, une atmosphère d'optimisme, qui persuade aux gens qu'ils peuvent, aujourd'hui comme hier, gravir tous les échelons, que le système américain de la *free enterprise* qui leur en fournit le moyen est le meilleur qui soit au monde. La collection du *Reader's Digest* offre un reflet de cette propagande.

Il faut placer au moins sur le même plan les comités d'action et de réforme sociale. La passion moralisatrice et réformatrice, issue du calvinisme et du siècle des lumières, relève d'un fanatisme désintéressé et sincère. La conviction qu'il faut moraliser, christianiser l'État ne se limite pas aux seuls croyants ; elle a pénétré le pays tout entier, y compris le milieu catholique, encore que celui-ci envisage la question sous un angle spécial. De là ce pullulement de ligues, d'associations, qui, même lorsqu'elles ne sont pas d'affiliation religieuse, n'en restent pas moins mar-[p. 219] quées d'une indélébile couleur protestante et puritaine. L'action de ces groupements relève le plus souvent de la passion, notamment chez les femmes, qui y jouent un rôle important, chez les pasteurs aussi, dont nous avons vu qu'ils se comportent fréquemment en tribuns, intervenant sans timidité dans la vie publique. D'où le caractère passionnel de certaines campagnes, celles de la prohibition par exemple, dont les champions, dans leur fanatisme, n'ont pas hésité à emprunter aux politiciens les plus contestables de leurs armes. On ne saurait exagérer la puissance de ces lignes, dont la technique a atteint une sorte de perfection. Non contentes d'entretenir une « agitation » par la presse, la radio, les campagnes de conférences, elles se servent de démarcheurs professionnels,

exerçant leur action dans les couloirs du Congrès par ces *lobbies*, qui sont devenus à tel point un aspect normal de la vie parlementaire qu'un *Federal Lobbying Act* de 1947 a dû réglementer leur fonctionnement. Elles ont appris, dans les élections, à exercer une pression sur les candidats, puis une surveillance sur le vote des élus, auxquels leurs promesses électorales sont rappelées par une correspondance harcelante et éventuellement par de discrètes menaces ayant à l'occasion je ne sais quel relent de chantage. Dans ce régime d'opinion, l'influence de ces comités est au moins égale à celle de la presse, peut-être plus efficace encore.

Derrière les lignes, mêmes laïques, transparaît l'influence des Églises. On leur reconnaît le droit de dire leur mot dans les grands problèmes politiques et sociaux. Leur intervention, qui semble naturelle, appartient à une tradition qui remonte aux origines mêmes de la nation. Certaines dénominations protestantes sont par nature plus politiques, par exemple le baptisme et le méthodisme, mais l'Église catholique s'est adaptée rapidement et avec succès à ces mœurs du nouveau monde. On a pu même reprocher à certains groupements religieux de se préoccuper davantage de réformes sociales que de propagande religieuse proprement dite, mais n'avons-nous pas vu que, dans le protestantisme américain, l'axe social et l'axe religieux tendent à se confondre ? L'action catholique se concentre plutôt sur la défense de la famille, sur la discipline morale de la communauté, sur la condamnation du divorce, du *birth control*, de la stérilisation, pratiques contraires à la doctrine. L'action protestante s'exerce moins dans la famille et pour la famille que dans la communauté et pour la communauté, qu'il s'agit de rendre meilleur [p. 220] leure, dans un esprit de progrès où l'on reconnaît Franklin et Jefferson, qui considère non sans quelque optimisme l'homme et la société comme indéfiniment perfectibles.

Dans ce puissant courant moral l'idéalisme passe avant l'intérêt, mais à un moment donné on rencontre inévitablement l'intérêt. Il ne faut pas oublier que, dans la mesure même où ils sont religieux, les hommes d'affaires soutiennent financièrement les Églises : ils n'aiment pas que s'affirment en chaire des thèses susceptibles de nuire à la production. Il se peut aussi que certains courants nationaux ne soient pas dans la ligne de l'idéalisme chrétien authentique : l'expérience prouve que les Églises manquent de courage pour s'opposer à des mouvements d'opinion tels que le bellicisme, l'anticommunisme, l'exclusivisme national, dans lesquels elles redoutent d'être dépassées, débordées, délaissées. Il y a donc éventuellement lutte d'influences. Quand les affaires, l'action des ligues, les Églises sont du même côté, leur concours est irrésistible, car intérêts et passions vont alors dans le même sens : le cas s'est présenté, dans sa perfection, lors du vote de la prohibition. En vertu d'une confusion, qui ne choque pas dans un pays de civilisation utilitariste, c'est de bonne foi que la morale recommande le rendement, et c'est aussi de bonne foi que l'égoïsme industriel se sent inspiré de l'intérêt général.

Qu'arrive-t-il quand business et action sociale se contredisent ? Il n'est nullement sûr que business ait alors le dernier mot. Wall Street est excentrique, loin de l'axe idéologique de la nation, tandis qu'à Main Street des pressions locales peuvent s'exercer qui obligent les gens d'affaires à tenir compte du point de vue religieux : l'opinion est sentimentale, l'intérêt n'est pas nécessairement pour elle l'argument décisif. S'il s'agit d'employés contre employeurs, vous avez alors Roosevelt contre Wall Street. Le capital dispose de la presse, de l'argent, de toute une littérature dirigée, mais le *New Deal* ou le *Fair Deal*, maniés par des leaders experts à se servir de la radio ou de la présence réelle du *Whistle stop*¹, peuvent exercer sur l'opinion une action irrésistible. Il n'est pas sûr du reste que le salarié reçoive invariablement l'appui du grand public, qui reste indépendant des partis, des classes sociales, des organisations. Je retrouve ici cette spontanéité de l'opinion américaine, qui dès le début m'avait frappé.

[p. 221]

II

Les instruments dont on peut se servir pour agir sur l'opinion n'en sont pas moins extraordinairement puissants. Tout d'abord la presse, dont la liberté est garantie par la constitution : en vertu du *Bill of rights*, art. I, le Congrès ne peut voter aucune loi limitant la liberté de la parole ou de la presse (*Congress shall make no laws abridging the freedom of speech or of the Press*). Il s'agit là, aux États-Unis, d'une des « libertés nécessaires ».

La tradition du XIX^e siècle comporte l'existence d'un très grand nombre de journaux, exprimant chacun une opinion locale : contre 24 journaux en 1800 il y en avait 2 226 à la fin du siècle. Dans ce régime la presse avait un caractère essentiellement local, rédigée par des gens de la ville, que l'on connaissait plus ou moins personnellement, dont on attendait l'avis sur les questions du jour. Elle apparaissait dès lors comme l'expression normale d'une vie décentralisée, avec un ton familier, jovial, personnel. Le charmant livre de William Allen White, *In our town*, décrit à merveille cette atmosphère d'une ville moyenne du Kansas et de sa presse il y a cinquante ans. Les problèmes nationaux suscitaient ainsi des réactions locales, s'exprimant dans des éditoriaux conçus et rédigés sur place, à la fois inspirateurs et représentatifs d'une opinion dont la source était largement autonome. La seconde moitié du siècle voyait apparaître un type de journaux de haute classe, comme le *New York Times*, le *New York Herald*, le *Saint-Louis Post Dispatch*, le *New York World*. D'un rayonnement régional, presque national, ils dépassaient immensément en puissance leurs prédécesseurs, mais ils restaient

¹ Tournée électorale ferroviaire dans laquelle, à chaque arrêt du train, la foule, alertée à coup de sifflet, écoute l'orateur s'adressant à elle depuis son wagon.

néanmoins dans leur tradition de personnalité, avec des animateurs tels que Gordon Bennett et surtout Pulitzer.

Mais, au XX^e siècle, allait commencer une période nouvelle, intégrant à son tour la presse dans l'évolution technique générale de l'époque. Selon les méthodes éprouvées de la rationalisation industrielle, on entreprenait de fabriquer l'information tout comme un quelconque produit : les journaux, organisés en chaînes comme les magasins à succursales multiples, tendaient à obéir aux lois de la série, ce qui veut dire que, dans leur souci accru de la clientèle et de la publicité, ils se voyaient logiquement condamnés aux dimensions de la grande entreprise. La conséquence, c'est que le grand journal doté de personnalité [p. 222] comme le *New York Times* pouvait bien survivre (le sympathique et brillant *New York World* disparaissait pourtant), mais que le journal local de la tradition ne se maintenait plus qu'avec peine sous sa forme ancienne : concurrencé par des rivaux mieux équipés que lui pour la production de masse, il était embrigadé, racheté ou bien disparaissait. Dans ces conditions, la circulation s'épanouissait splendidement, de 24 000 000 en 1909 à 55 000 000 en 1951 (46 000 000 pour la presse du dimanche), mais le nombre des quotidiens tombait de 2 600 à 1 890 (les périodiques se chiffrant à 6 977 et les *Sunday papers* à 574). Selon ce régime, il n'y a pas, à l'exception sans doute du *New York Times*, de journal rayonnant sur tout le pays, mais la presse des grandes villes, dominant éventuellement la presse locale, peut étendre son action à toute une région, cependant que, dans nombre de cas, la concurrence est éliminée : dans les très grandes agglomérations deux ou plusieurs journaux réussissent à coexister, mais ailleurs il tend à n'en subsister qu'un ; 40 p. cent des quotidiens, 35 p. cent des éditions du dimanche bénéficient des conditions d'un monopole local.

En conséquence la rédaction change subrepticement de caractère, car, en dépit de certaines apparences d'individualité, le journal tend à ne plus être rédigé sur place ; il appartient souvent à des intérêts étrangers à la ville où il paraît et une large part de sa substance vient du dehors, les nouvelles reçues des agences naturellement, mais surtout l'« article syndiqué », écrit par une vedette de réputation nationale pour toute une chaîne de journaux (ancien dans les hebdomadaires, qui le pratiquaient dès 1875, cet article syndiqué a pris maintenant dans les quotidiens un grand développement). On ne s'étonnera pas que, dans ce système où l'information et la publicité l'emportent sur la discussion, l'éditorial ancien se réduise à un mince filet. Ce n'est pas que la qualité de l'information ait décliné : bien au contraire, sous réserve des tentations de la sensation, ce péché mignon des Américains, elle est excellente ; les reportages, qui répondent au vrai génie de ce peuple, sont vifs, alertes, pleins de détails pittoresques et bien observés, riches en vivants portraits, fidèlement évocateurs des séances du Congrès ou de ses comités ; le fait-divers, jadis envahissant, a été sauf exceptions remis à sa place. À ce magnifique progrès dans l'information correspond toutefois un affadissement de la couleur politique : il faut à la fois ne pas mécontenter la masse et ménager de puissants inté-[p. 223] rêts, ceux qui

fournissent la publicité notamment. De là une certaine timidité des éditoriaux, dans lesquels on hésite à contredire les courants de fond de l'opinion, la discussion se réfugiant plutôt dans les « Lettres à l'éditeur » (on dit que c'est parfois l'éditeur qui se les écrit à lui-même, quand il veut lancer dans la circulation quelque idée dont il ne se soucie pas d'assumer la responsabilité). De là aussi l'usage du slogan, procédé de publicité, prenant place à côté de l'argument, procédé de polémique.

Quoi qu'il en soit, la liberté de la presse demeure entière, et l'expérience prouve que l'existence de journaux libres, entièrement libres, grands ou petits, reste possible. Ce qui peut paraître troublant dans la formation de l'opinion, c'est qu'il semble que le courant en ait été renversé : telle qu'elle s'exprime dans le journal, elle n'est plus issue du terroir local, mais conçue et rédigée dans quelques centres spécialisés, pour être de là diffusée dans tout le pays. C'est un avantage pour le capital, qui dispose par préférence de cet instrument puissant qu'est la grande presse et c'est ce qui explique que celle-ci soit en grande majorité de tendance républicaine. Mais on aurait tort de perdre de vue que les ténors de l'article syndiqué sont libres, que leurs magnifiques émoluments sont une condition supplémentaire de leur indépendance. Il n'en reste pas moins que, dans ce système, le public est guidé de haut, ce qui n'est pas une forme saine de la formation d'une opinion.

Du moins chacun reçoit-il quotidiennement un volume d'informations dépassant de loin tout ce qui existe ailleurs. Le moindre journal a 24, 36 pages et le dimanche 60, 80 ou même davantage. Le gâchage de papier est formidable dans ces éditions qu'il serait bien impossible de mettre dans sa poche. L'abondance de nouvelles va du reste à l'encontre même de son but, car, dès l'instant qu'il ne saurait être question de tout lire, on se contente éventuellement de prendre connaissance des titres, rédigés je l'admets avec un sens génial du raccourci, mais ne se prêtant plus dès lors qu'à l'impression en coup de poing. Il resterait à voir si la presse est effectivement influente. On en peut douter : sous Roosevelt la plupart des journaux étaient républicains et il était toujours réélu. En 1952, la plupart des journaux, même républicains, étaient rédigés par des reporters qui soutenaient Stevenson et cependant celui-ci a été battu. Serait-ce ailleurs que se formerait vraiment l'opinion ?

[p. 224]

La radio, qui n'a pas remplacé le journal, qui même dans certains cas incite à le lire, est, plus que lui, devenue une nécessité. Tout le monde l'a (110 000 000 de radios en 1952), son usage est plus généralisé que celui du téléphone, de l'auto ; quand il faut se restreindre, on défend sa radio avec passion, c'est le dernier sacrifice auquel on se résolve. Avec elle ce n'est pas seulement l'information qui pénètre, plus vite que par la presse, c'est la voix même de l'orateur qui parvient à vous, presque comme s'il y avait présence réelle : Roosevelt, Truman, Eisenhower, Stevenson sont là ! Le commentateur des nouvelles vous parle en

personne, d'une voix devenue familière qu'on retrouve avec plaisir chaque jour. Il s'agit d'un contact humain, comportant presque l'établissement de relations personnelles, dans des conditions de facilité qui servent insidieusement la paresse, puisqu'il n'y a qu'à écouter, presque qu'à entendre, passivement. Dans un régime de libre discussion, l'État n'a pas fait de la radio un instrument privilégié du pouvoir. Contrôlée fédéralement « dans le sens des intérêts, des besoins, de la nécessité du public », elle permet l'exercice équitable de toutes les propagandes (on sait par exemple l'usage que le *radio priest* a su en faire), mais il n'y a pas de doute qu'elle ne tende à canaliser dans quelques chenaux les courants de l'opinion, figurant ainsi comme un facteur de groupement plus que d'individualisme.

La télévision, du moins dans sa pratique, est chose si nouvelle que nous en sommes encore à nous demander quels vont être ses effets sur la formation de l'opinion. Ce que nous savons c'est que ces effets seront et sont déjà considérables. Il y a plus de 30 000 000 de postes aux États-Unis et le nombre continue de s'en accroître sans cesse et davantage encore chez les plus modestes que chez les plus riches. Toutes les démonstrations politiques de quelque importance doivent désormais être télévisées. À la veille des deux grandes conventions électorales de Chicago, en juillet 1952, on se demandait encore si les délégués se prêteraient de bonne grâce à être télévisés dans l'exercice de leur mandat. Or au dernier moment la question ne s'est même pas posée, tant l'abstention eût été unanimement condamnée : il ne suffit plus aux gens de lire et d'entendre, ils veulent voir. Combinant la vue avec l'audition, le procédé fournit un contact susceptible d'émouvoir profondément la masse : nulle déclaration à la presse ou à la radio n'eût permis l'extraordinaire défense du vice-président Nixon, alors candidat : ses arguments valaient [p. 225] ce qu'ils valaient, mais, paraissant avec sa femme, il produisait par sa présence un puissant effet, relevant uniquement de l'émotion. C'était une transposition de l'éloquence antique, comme sur l'Agora.

S'il s'agit de la télévision d'une séance d'assemblée, l'effet est extraordinaire, car vraiment on y assiste, on en saisit les péripéties, on en ressent presque la température. Télévisée, la commission d'enquête sénatoriale où le sénateur Kefauver poursuit la corruption politicienne, frappe l'opinion comme n'eût jamais pu le faire la lecture du compte rendu dans les journaux ou la simple audition à la radio. Nous avons également à cet égard l'expérience des deux conventions électorales de Chicago en 1952, pour la désignation des candidats présidentiels. On a pu y voir les délégués soucieux de se bien tenir, car on pouvait surveiller leur comportement. On a pu constater aussi que, s'agissant d'une information nécessairement dirigée, l'écran suscitait des réactions en série. « Les personnes qui m'ont parlé de l'événement, m'écrivait un correspondant, m'ont toujours dit à son sujet les mêmes choses, et dans des termes où se retrouvaient ceux mêmes employés par le commentateur. » La réaction était d'autant plus grégaire que la télévision, dès cette époque, pénétrait dans les rangs les plus humbles : « Une femme de journée négresse que j'emploie, me disait le même correspondant, était

retournée dans sa famille au Tennessee pendant la convention démocrate. Elle m'a dit au retour en avoir suivi toutes les péripéties, radio et télévision étant quasi universellement utilisées dans son entourage, jusque dans les villages les plus isolés. »

Sans doute les manœuvriers continuent-ils de procéder aux combinaisons décisives dans le secret de leurs chambres d'hôtels, au *Conrad Hilton* ou au *Blackstone*, mais en séance la convention fonctionne sous l'œil de la nation. Quant aux reporters, la télévision facilite leur tâche : non contents d'observer le déroulement des séances, on les voit sortir de temps en temps dans les couloirs pour en noter sur l'écran l'image télévisée ; ils saisissent ainsi, expliquent-ils, des détails ayant échappé à la vision directe. Vue par des hommes de métier, cette technique de l'information est intéressante, en ce sens qu'elle augmente le champ de la vision individuelle.

Il ne s'agit cependant pas d'un succédané, car la vision a une qualité de vie plus intense « quand on est là ». C'est du reste l'avis des professionnels de la politique. Au début de la campagne [p. 226] présidentielle, ils avaient pensé que la télévision dispenserait les candidats des classiques tournées dans le pays. Or, dès la fin des conventions, trains et avions étaient tenus prêts et l'on voyait Eisenhower et Stevenson faire assaut auprès des électeurs, serrant les mains, embrassant les petites filles, apparaissant en pyjama au saut du wagon-lit devant des partisans enthousiastes, avides de voir leurs héros en chair et en os. Il y avait cependant quelque chose de changé : désormais, par son écran de télévision, l'Américain réagit, devant telle séance du Congrès, devant telle commission d'enquête, devant telle conférence de l'O.N.U. comme s'il y était. Je dis à dessein qu'il réagit, car son opinion se forme moins par un jugement de l'esprit que par une impression presque physique de sa sensibilité. Le caractère sentimental, émotionnel de ce peuple retrouve ainsi libre carrière, dans des conditions d'individualisme et de spontanéité qui contredisent curieusement une tendance qu'on avait pu croire à sens unique vers les mouvements collectifs et la standardisation.

III

De ces facteurs, en somme contradictoires, comment dégager une explication des conditions dans lesquelles se forme l'opinion ?

Depuis le XVIII^e siècle, et presque jusqu'à la première guerre mondiale, c'est le milieu qui jouait le rôle essentiel, par le métier qui formait les gens, par la famille qui les encadrait, par l'Église qui les inspirait, par les conversations du bar ou du club, par la presse locale. C'est sous ce régime qu'a fonctionné la démocratie du XIX^e siècle, dans des conditions issues du XVIII^e et relevant de la

propriété individuelle, de la tradition du pionnier, de l'esprit local, de la lenteur des communications.

Aujourd'hui l'information est si développée que le citoyen pourrait en somme tout savoir s'il avait seulement le temps de tout lire dans son journal, de tout écouter à sa radio, de tout voir à sa télévision. La difficulté est plutôt pour lui de juger, c'est-à-dire de choisir entre des faits et des arguments trop nombreux. En droit et idéalement il est censé raisonner librement sur des données dont il est informé impartialement. En fait il est moins pourvu de nouvelles objectives que dirigé par des slogans, conformément aux méthodes éprouvées de la publicité. Son opinion se forme alors sous l'influence de facteurs complexes, éventuel-[p. 227] lement contradictoires : l'intérêt personnel ou de groupe ; les pressions exercées par la presse, la radio, la publicité, sans qu'il en soit même conscient ; les traditions de son milieu familial ; les réactions de son tempérament propre devant les faits, que la télévision multiplie de plus en plus à ses yeux. J'aboutis à la conclusion contradictoire que sa docilité l'incline à suivre passivement les orientations indiquées par les propagandes, mais que, placé devant les faits ou les personnalités, il reste l'homme des réactions spontanées.

Dans ces réactions spontanées l'Américain demeure un peu toute sa vie l'enfant parfaitement libre d'allure qu'il a été. S'il ressent une impression, il la donne aussitôt, sans la moindre retenue ni la moindre gêne, et s'il prononce un jugement il le fait avec une parfaite sécurité, surtout s'il s'agit de condamner l'étranger, car la réprobation morale lui paraît plaisante. Voilà qui est très personnel, mais, comme le rouleau compresseur de l'assimilation a passé là, il se trouve curieusement que les réactions individuelles sont toutes les mêmes, à tel point que, dans telle circonstance donnée, une conversation avec le coiffeur ou le chauffeur de taxi vous donne un prélèvement assez exact de l'ensemble de l'opinion. On comprend alors qu'il se forme des courants collectifs susceptibles de devenir irrésistibles, que le gouvernement peut orienter, mais qu'il ne saurait toujours contenir. Nous disions que, dans la psychologie américaine, ce qui compte surtout ce sont les jeunes et les femmes. Ces traits se retrouvent dans la formation de l'opinion jeune, sensible et passionnée.

[p. 228]

Chapitre 26.

L'ESPRIT NATIONAL

I

[Retour à la table des matières](#)

On a cru longtemps que l'unité des États-Unis ne se fondait pas sur un esprit national solide, que le pays était trop grand, trop divers surtout dans ses origines, qu'il se diviserait tôt ou tard, incapable de résister aux épreuves. L'histoire a prouvé le contraire et jamais le sentiment national n'a été plus fort.

À l'origine, ce sentiment naît d'un contraste et d'une affirmation d'indépendance, d'une revendication d'indépendance à l'égard de l'ancienne métropole. À la veille de la Révolution la plupart des Américains ne songent nullement à être autre chose qu'Anglais, mais ils veulent s'administrer eux-mêmes, dans un désir d'autonomie plus que d'indépendance. Un esprit proprement national apparaît quand on se rend compte qu'il n'y aura pas de véritable autonomie sans l'indépendance. Ainsi, sans avoir voulu être anti-anglais, ce premier patriotisme est par la force des choses ennemi d'une métropole oppressive. Curieusement, cette hostilité existe toujours ; elle est entretenue par l'élément irlandais, mais elle se retrouve, diffuse, dans une sorte de complexe d'infériorité à l'égard de l'Angleterre : je ne sais quelle crainte persistante d'être roulé par la « perfide Albion ». Une affirmation d'indépendance continentale vient doubler cette attitude : on veut maintenir le continent américain indépendant du continent européen, se soustraire à toute domination et même à toute intervention de sa part. C'est le fondement de la fameuse doctrine de Monroe, dont l'ombre survit, même à l'égard d'une Europe affaiblie. On a conscience qu'il existe un

nouveau monde, distinct de l'ancien, le nouveau étant celui de la liberté, des possibilités infinies, l'ancien apparaissant par contraste comme le siège du despotisme, des persécutions, de la misère, des réactions et des révolutions. Ce sentiment n'a fait que se renforcer, du fait des deux guerres mondiales : les soldats américains qui sont venus combattre en Europe en sont rentrés plus Américains encore, au sens continental du terme.

Paradoxalement, l'immigration massive du XIX^e siècle n'a fait que renforcer, chez les nouveaux venus, l'intensité de ce patriotisme. Reconnaissants de l'accueil reçu, impatients de s'assimiler, ils deviennent les plus convaincus de tous les Américains. Ainsi s'ajoute à un premier patriotisme, plus spécialement anglo-saxon, un second patriotisme, non moins fort, où se discerne non plus la crainte de l'ancienne métropole anglaise, mais celle de tout retour offensif du vieux continent qu'on renie.

II

Au XX^e siècle apparaît un ciment nouveau de l'esprit national avec la prospérité. Du fait des contacts de la première guerre mondiale, le peuple américain prend conscience, surtout par comparaison, de son immense richesse, de la puissance qu'elle comporte, du privilège qu'elle constitue. Son niveau de vie le place à part dans le monde, son avance industrielle en fait le leader technique de la civilisation ; il se sent à l'abri des invasions dans son isolement continental, loin de la pétaudière européenne et de l'enfer asiatique. Cette conscience d'une position privilégiée ne se limite pas au monde des affaires, elle s'étend à l'employé, à l'ouvrier, à tous les Américains quels qu'ils soient. Il en résulte un patriotisme à base plus matérielle, entraînant un esprit de défense et, dans une certaine mesure, d'exclusivisme, mais aussi une extraordinaire fierté.

Cette fierté est légitime, surtout de la part de ceux qui ont conscience d'être les artisans de la fortune nationale, d'où cette singulière confusion d'un utilitarisme benthamien, d'un civisme d'inspiration calviniste et d'une dévotion sincère au progrès humain. L'esprit national tend, pour certains, à se confondre avec la production de la richesse. Il en résulte un double exclusivisme. L'Amérique traditionnelle, anglo-saxonne et protestante, cherche à se défendre contre la contamination slavo-latine et catholique issue de la plus récente immigration, et c'est surtout une résistance politico-religieuse. Mais il y a parallèlement, et [p. 230] cette fois chez tous les Américains sans exception, le souci de préserver un niveau de vie contre toute concurrence ou insinuation venue du dehors. Sans doute observe-t-on, dès le XIX^e siècle, des réactions américaines de cette nature, telles que l'*American Protective Association* (A.P.A.) ou le mouvement des *Know nothing*, il n'en reste pas moins que le XX^e apparaît ici différent non plus libéral et accueillant, mais défensif et exclusif.

Il faut dès lors parler, non plus seulement de patriotisme, mais de nationalisme. Il s'exprime dans une forme très américaine d'orgueil local, en vertu duquel chacun affirme la supériorité de son État, de sa ville, de sa communauté, s'attachant du reste à y contribuer par son argent, par son activité, par sa propagande. Le *booster* (le terme est intraduisible) a la conviction que sa ville grandit sans cesse, qu'elle deviendra la plus grande, la plus belle, même s'il s'agit de « la plus grande petite ville du monde » ; il est haussier par nature et chacun avec lui condamne le *knocker*, sceptique ou simplement réaliste, qui ne s'associe pas à l'enthousiasme ambiant. C'est l'enseignement donné par le *Middletown Women's club* :

Vous devez avoir l'esprit de communauté, vous devez penser qu'il n'y a pas, dans tous les États-Unis, de plus belle ville que celle-ci, de plus belle école que la vôtre, de parents meilleurs que les vôtres, de plus belles possibilités que les vôtres, ici-même. Je vous dis qu'il n'y a pas de lieu sur la terre où il fasse meilleur vivre que dans votre État.

Sinclair Lewis décrit ainsi un congrès auquel Babbitt prend part :

Les délégués de la petite ville de *Pioneer* déployaient une bannière énorme portant l'inscription *Best people on earth, B.P.O.E., Boost Pioneer* (Les meilleurs gens qui soient au monde, travaillons pour la gloire de *Pioneer*).

On aurait tort de railler : les États-Unis doivent beaucoup au *boost*, la France pourrait le leur envier !

Le patriotisme national s'oriente du reste dans la même direction. De la supériorité américaine les Américains sont tous spontanément, presque naïvement persuadés. Une propagande constante les y encourage, mais était-elle même nécessaire ? Voici quelques exemples, donnés dans *Middletown*, de ce bourrage de crâne :

Les États-Unis sont le meilleur pays qui soit au monde : Ils devraient communiquer leur idéal au reste du monde [extrait [p. 231] d'un sermon]. Je veux toujours voir l'Amérique au premier rang : j'irai en Europe dire aux Européens ce qu'est l'Amérique, quel pays magnifique est le nôtre [extrait d'un discours au *Rotary*]. Nous ne pouvons lire l'histoire des États-Unis sans la conviction grandissante que la main de Dieu y est présente, que son développement exprime l'attente du plus grand destin [extrait de la presse de *Middletown*]. À cause de son gouvernement, qui est le meilleur au monde, l'Amérique peut apporter le salut au monde.

Cette propagande comporte une sollicitation continuelle d'embrigadement dans les activités civiques de la communauté. Au lendemain de la première guerre mondiale, une véritable folie des « jours », des « semaines » s'est développée dans ce sens. Voici par exemple la liste qu'en donne *Middletown* : Jour des faubourgs, Semaine de la couture à la maison, Semaine de l'ice cream (avec un concours : « Pourquoi je devrais prendre de l'ice cream tous les jours »), Semaine de la vérité (organisée par l'*Advertising Club* pour inspirer confiance dans la vérité des réclames), Jour des pères, Jour des mères, Jour des boys (mouvement national pour souligner que nos boys sont loyaux), Semaine de l'épargne, Jour du paiement des factures, Jour des assurances, Jour du budget familial en équilibre, Jour du partage avec les autres, Semaine du home, Semaine de l'éducation, Semaine de l'art, Semaine de la musique, Semaine de la joie (les pasteurs prêchent sur ce thème : « Cela paie-t-il de faire de bonnes actions ? »), Semaine de la prière, Semaine du fils et du père, Semaine de la fille et de la mère, Dimanche du *Go to church*, Dimanche du travailleur, Dimanche de la règle d'or, Semaine du nettoyage et de la propreté, Semaine de l'hygiène enfantine, Jour de la tuberculose, Semaine des gens qui ne crachent pas, Jour des dons aux hôpitaux, Semaine de la réduction des taxes, Semaine de la courtoisie, Semaine de la Constitution... Cette extraordinaire collusion de la morale, du progrès, de l'Église, de l'intérêt exprime, comprenons-le bien, un idéalisme utilitariste dans lequel on ne voit rien de contradictoire et qui explique très bien comment ce peuple est devenu un grand peuple (mais on comprend que les *Maximes* de La Rochefoucauld n'y plaisent à personne).

Il faut s'associer, se comporter en *joiner*. En vertu d'un code implicite, tel businessman en vue devra être membre de la Chambre de Commerce, de deux ou trois Églises socialement posées, du parti républicain, d'un country club, d'une loge maçonnique (mais rien de notre Grand Orient), du conseil de [p. 232] la *Young men's Christian association* (Y.M.C.A.). Sa femme sera membre d'un club fashionable, d'un country club, d'une association de lecture, du conseil de diverses œuvres sociales ou religieuses. La pression de l'opinion locale est très forte, très indiscreète, et il n'est pas question, si l'on veut réussir, de faire bande à part ou de se singulariser. L'opinion, organisée et dirigée, vous impose de vous conformer aux standards acceptés de la respectabilité, qui comporte, soulignons-le, certaines opinions ou l'absence de certaines opinions. Les non-conformistes sont en fait boycottés, je ne dis pas persécutés, mais tenus à l'écart et finalement éliminés. Nous retrouvons là l'effet lointain de cette conception religieuse qui vise à sanctifier les entreprises terrestres et qui croit sincèrement que c'est possible. L'esprit latin considère au fond le dogme chrétien comme impossible à vivre : reléguant la sainteté dans un enclos réservé, il ne veut pas que le ciel et la terre soient confondus et il serait plus porté à absoudre le péché qu'à le corriger. L'esprit nordique, dont nous voyons ici l'expression, ne sait plus quand il s'agit de l'homme et quand il s'agit de Dieu. Curieusement, cette espèce de sanctification

de la vie civique aboutit à l'anéantissement de l'homme dans la Cité et à une sorte de tyrannie de la communauté, d'autant plus grave qu'elle est de droit divin.

III

Contre les Nègres, les Chinois, les Irlandais, pareil exclusivisme s'était manifesté sporadiquement dès le XIX^e siècle, mais on peut dire que le renversement de la traditionnelle politique d'accueil se situe au lendemain de la première guerre mondiale, avec la législation du quota en 1921-1924. Les éléments libéraux font des réserves, mais la politique de défense n'a pas cessé depuis lors d'être approuvée par l'ensemble du pays : le veto du président Truman au *McCarran Act* de 1952 se heurte à un vote des deux tiers du Congrès, qui impose la loi. Cette attitude reflète une crainte diffuse des influences étrangères. Il ne s'agit pas seulement d'antisémitisme ou d'anticatholicisme, réactions observées maintes fois dès avant 1914. Ce qui se dessine, surtout au lendemain de la seconde guerre mondiale, c'est une crainte générale du communisme, des agitateurs européens, en général du *leftism*, terme péjoratif aux États-Unis. Il y avait eu dans ce sens une [p. 233] première crise de défiance après 1918, mais celle d'après 1945 est beaucoup plus générale et surtout plus accentuée.

Le plus spectaculaire de ces mouvements est le Ku Klux Klan, manifestation éruptive qui se reproduit périodiquement, pour disparaître ensuite et reparaître encore, à la façon de quelque geyser. Sous sa forme initiale, en 1866, c'est, selon les méthodes de l'action directe, la protestation d'une société secrète contre la tyrannie de la Reconstruction visant à imposer au Sud le Nègre comme un égal. Le succès ayant couronné son action, il disparaît ou semble avoir disparu, mais la nappe souterraine est toujours là et, en 1915, il surgit de nouveau à Atlanta, non plus seulement anti-noir cette fois, mais anti-juif, anti-catholique, anti-irlandais, anti-étranger contre tout ce qui n'est pas national, anglo-saxon et protestant. De la Géorgie, d'où il est issu, ce second Ku Klux Klan, se déplaçant comme une dépression atmosphérique, suit la vallée du Mississippi, atteint l'Indiana, d'où son foyer de virulence se déplace d'une part vers le Nord-Ouest jusqu'à l'Oregon, de l'autre jusqu'à l'arrière-pays de l'État de New York. Son programme est celui d'un nationalisme nordique et protestant exaspéré : vote d'une loi pour rendre obligatoire la lecture de la Bible dans les écoles publiques ; proclamation du fait que les principes du romanisme catholique et monarchique sont incompatibles avec l'américanisme démocratique ; proclamation et reconnaissance du fait que les catholiques, dès l'instant qu'ils admettent l'obéissance à un pape étranger, ne doivent pas avoir droit de vote dans un pays protestant ; exclusion des Juifs qui travaillent contre la société chrétienne ; droit de vote réservé à ceux-là seuls qui ont suivi au moins pendant quatre ans l'école publique ; vote d'une loi pour obliger la presse à se servir exclusivement de la langue anglaise... Les procédés

sont ceux du fascisme : administration du fouet aux adversaires, autodafés de livres (Darwin, Karl Marx), défilés massifs, affiches comminatoires, lynchages et exécutions sommaires. Le tout dans l'atmosphère du mystère et de la société secrète, avec une hiérarchie de type maçonnique : à la tête de l'« Invisible Empire » le grand sorcier, du « Royaume » le grand dragon, du « Dominion » le grand titan, de l'« Antre » le grand cyclope, sans oublier le grand moine, le grand Turc, le grand scribe, le grand échiquier...

Comme dans le fascisme ou le national-socialisme, en vertu d'une parenté évidente encore que le Ku Klux Klan soit [p. 234] évidemment antérieur, les classes sociales qui réagissent spontanément au mouvement sont l'homme d'affaires moyen, la petite classe moyenne en général, les vieux ouvriers d'origine anglo-saxonne, les milieux baptistes et méthodistes. Dans le Sud les partisans se recrutent chez les démocrates, anti-Noirs par définition, mais ailleurs plutôt chez les républicains, par hostilité contre les « machines électorales » irlandaises ou étrangères. Vers 1925 la perturbation paraît avoir épuisé sa virulence et l'on a l'impression qu'il n'y a plus de Ku Klux Klan.

Il est là néanmoins, comme un courant souterrain, et voici qu'on le retrouve, lors de la seconde guerre mondiale, suscité par une recrudescence des mêmes causes qu'antérieurement : le durcissement du Sud contre les prétentions des Nègres, accrues par le fait qu'ils ont combattu, obtenu des grades ; une reprise d'hostilité contre les catholiques, de plus en plus exigeants ; la défense contre les juifs ; la jalousie californienne contre les Japonais, dont on avait cru se débarrasser et qui reviennent dans leurs fermes après avoir été internés... Cette troisième édition d'un mouvement maintenant presque centenaire ne témoigne plus de la même violence, encore qu'il relève toujours des mêmes passions. Les mœurs malgré tout se sont adoucies, – nous sommes en Amérique, non en Europe, – telles pratiques, hier tolérées, deviennent scandaleuses. Mais, du moins dans le Sud, car il a cessé ailleurs d'être une force active, le Klan persiste dans sa tradition : *Keep niggers in their place and fight communism* (maintenir les Nègres à leur place et lutter contre le communisme). De temps à autre l'attention est attirée sur tel fait-divers, telle opération punitive des défenseurs de la suprématie blanche : dans le Columbus County, Caroline du Nord, en février 1951, dix Blancs, trois Noirs sont arrachés de leur maison par une bande armée et fouettés à titre d'exemple : les vengeurs de la loi morale leur reprochent de ne pas fréquenter le culte, de boire à l'excès, d'avoir été vus ensemble dans des lieux de débauche. Ces violences ne bénéficient plus toujours comme autrefois de l'impunité, il se trouve des juges assez courageux – car il y faut du courage – pour les condamner : en août 1952 le grand sorcier Hamilton se voit infliger quatre ans de prison, cependant que quinze membres du Klan sont incarcérés, que quarante-cinq autres subissent des amendes. C'est la preuve que ce feu, contre lequel on lutte, n'est pas totalement éteint.

Il s'est rallumé, sous une forme moins élémentairement [p. 235] brutale mais non moins persistante, avec l'anticommunisme, qui n'est en somme qu'un nouvel

aspect de la résistance aux ferments étrangers susceptibles de compromettre l'unité nationale. Il ne s'agit pas tant d'un barrage politique à l'hégémonie russe que de la rivalité de deux systèmes économiques, érigés de part et d'autre en convictions quasi religieuses. Ce que l'Amérique défend avec passion contre le communisme, c'est la doctrine du *free system of enterprise* qu'elle estime inséparable de son niveau de vie, de sa civilisation, de son individualisme chrétien. Son idéologie, restée celle du XVIII^e siècle, rejette avec une sorte d'horreur le marxisme soviétique, toute forme de marxisme, ajoutons même tout ce qu'on peut soupçonner de conduire au marxisme. C'est dans ce sens que, si le communisme se situe à gauche, tout *leftism* apparaît aux États-Unis comme condamnable : les bien-pensants le poursuivent avec la même horreur que l'Ordre moral anathématisant le radicalisme.

Il y a eu, disions-nous, une première période d'anticommunisme après 1918 : il arrivait alors, comme chez nous en 1848 ou en 1871, que l'on distinguât mal la propagande syndicaliste d'un délit de droit commun, cependant que tel Français, même haut placé, se voyait entouré de suspicion parce qu'il avait la réputation d'être « de gauche ». C'était le régime Harding et le régime Coolidge, dont la tendance, avec Roosevelt, se renversa, surtout quand, dans la lutte contre Hitler, les États-Unis se trouvèrent dans le même camp que la Russie. Après un bref recul d'à peine dix années, on reste étonné de la candeur avec laquelle le président, sa femme, ses plus intimes conseillers se persuadaient que Staline, subissant le charme de Franklin D. Roosevelt, était devenu wilsonien. Le réveil de ces illusions peut se fixer avec précision au mois de mai 1945, quand, à la Conférence de San Francisco, les points de vue de Washington et de Moscou s'opposèrent de façon ne pouvant laisser de doute sur l'authentique figure de la Russie : après l'avoir parée des couleurs les plus flatteuses, l'Amérique, du jour au lendemain, ne voulait plus la voir que sous les couleurs les plus sombres.

Les communistes, comprenant que la libre discussion ne les mènerait à rien dans le milieu américain de l'après-guerre, adoptaient la tactique du noyautage, rendue facile pour eux par l'entrée massive de « personnes déplacées ». Soupçonnant à bon droit une présence diffuse d'espions, à la recherche du secret atomique, l'opinion se laissait tenter d'en voir partout, d'autant [p. 236] plus que quelques complicités spectaculaires plus ou moins prouvées – le cas Hiss par exemple – contribuaient à développer une véritable hantise de la trahison. La suspicion se faisant rétrospective, on recherchait dans les propos, dans la correspondance, dans les rapports officiels de tel diplomate, de tel fonctionnaire, tout ce qui eût pu laisser supposer quelque sympathie communiste. Aurais-je, en toute innocence, déjeuné il y a dix ans avec un Russe, une dénonciation pouvait m'en faire repentir.

Par une sorte de crescendo, cet état d'esprit conduit à l'*Internal security Act* de 1950, au *McCarran Act* de 1952, aux campagnes du sénateur McCarthy, génératrices d'une véritable terreur, par la menace latente qu'elles font peser sur n'importe qui. Il devient difficile de pénétrer aux États-Unis, où règne une

atmosphère de surveillance policière, que les agents américains transmettent partout avec eux à l'étranger : on prétend expurger les bibliothèques, exclure les communistes et même les communisants des corps professoraux, épurer le personnel des administrations, surveiller même l'attitude des membres du clergé. « C'est la guerre froide », dira-t-on : en effet, on pourrait à juste titre parler d'esprit obsidional. Il faut observer qu'il s'agit d'une crise, sujette à retomber au bout d'un certain temps, mais elle est révélatrice d'un état d'esprit, dont la réaction instinctive est celle d'une défense du système américain. L'initiative en serait plutôt dans l'opinion que dans le gouvernement, que certains accuseraient même de mollesse dans sa résistance aux influences étrangères. Certains milieux, jusque dans les plus hautes sphères du gouvernement, sont choqués de ces mœurs, plus proches du fascisme ou du communisme que du libéralisme d'antan, mais l'impression générale est que la liberté n'est due que dans le cadre, strictement déterminé, des institutions américaines : il faut les accepter telles quelles si l'on veut vivre dans le pays. À cet égard les principes de la Révolution américaine sont d'une portée moins universelle que ceux de 1789.

IV

Nous pouvons conclure qu'aux États-Unis l'esprit national a atteint un extraordinaire degré de force et de cohésion. C'est d'autant plus frappant que le patriotisme des nouveaux venus n'est pas moins sincère et passionné que celui des 100 p. cent : [p. 237] « Près de ma maison, écrit Margaret Anne Stewart, dans son livre *Who are the American People*, se trouve une plaque de pierre blanche en l'honneur des boys de notre communauté qui ont donné leur vie comme soldats de la dernière guerre. La liste contient des noms tels que John Brown, Patrick O'Reilly, Tony de Angelo, Tom Wing, Felipe Ortega, Joe Parsaghian... » Quel est donc le patrimoine commun de tous ces gens, d'origine si diverse ? Il s'agissait au début, parmi des gens de même race anglo-saxonne et de même formation protestante, d'une défense de l'indépendance par eux conquise, s'exprimant par des institutions de liberté. Ce facteur idéologique est toujours présent, car c'est bien l'indépendance qu'ont trouvée aux États-Unis des millions de transfuges d'une Europe qui n'avait pas su la leur donner. Mais il faut ajouter maintenant la conscience d'un niveau de vie, que le nouveau monde est seul à fournir et dont on entend presque farouchement défendre le privilège, le spectacle de l'Europe étant trop fait pour montrer tout ce qu'on a gagné à traverser l'Atlantique. La formule de l'*American way of life*, relativement nouvelle, car je ne me rappelle pas l'avoir entendue avant 1914, exprime une combinaison de tous ces éléments. La notion est matérialiste par l'évocation de prospérité qu'elle contient, politique par sa signification démocratique, morale par la tradition chrétienne dont elle se réclame. Il ne s'agit plus d'un monopole protestant (McCarthy est catholique), ni d'un monopole anglo-saxon (le Slavo-Latin n'est pas en l'espèce moins convaincu que

le Nordique), mais de l'attachement à un pays, à un régime dont il est évident qu'on a tiré tant d'avantages. « Regardez-moi, dit l'Américain à l'Européen rationné, à l'Asiatique qui meurt de faim, comment pourrait-on ne pas souhaiter être ce que je suis ? » Il est sincère, mais son erreur est de croire qu'on peut se prévaloir d'une supériorité du niveau de vie pour prétendre à une supériorité générale.

Quoi qu'il en soit, quel magnifique succès ! Les États-Unis sont une nation, la plus nationale des nations. Mais, dans ce passage de l'accueil à la défense, de la défense à l'exclusivisme, il se pourrait qu'un certain optimum ait dès maintenant été dépassé.

[p. 239]

Cinquième partie

LA VIE POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

[p. 241]

Chapitre 27.

LES CONDITIONS DE LA VIE POLITIQUE

I

[Retour à la table des matières](#)

La conception américaine du gouvernement démocratique est directement issue de la tradition du XVIII^e siècle. Le peuple américain en accepte les dogmes, avec la conviction indestructible que ses institutions sont les meilleures qui soient au monde. Elles comportent essentiellement : la représentation populaire, expression de la volonté suprême du suffrage universel ; le gouvernement présidentiel sous le contrôle des assemblées, selon le système des deux partis ; l'existence d'un exécutif fédéral puissant, mais respectueux de la souveraineté des quarante-huit États. La constitution, dans son principe, est indiscutée : chacun l'accepte, lui accorde sa confiance, souhaite son maintien, sans du reste que les leçons de l'expérience aient rien à voir dans cette adhésion, qui relève de la foi. On a souvent fait observer que l'implication des États-Unis dans les intrigues internationales était de nature à compromettre cet extraordinaire attachement à un régime formé dans une séculaire atmosphère de paix et de sécurité, mais on ne voit rien de semblable poindre à l'horizon.

La confiance reste entière que le suffrage universel saura choisir les candidats les plus qualifiés. La délégation populaire doit pouvoir se porter sur n'importe qui. On voit ainsi les fonctions les plus techniques attribuées par l'élection : juges,

administrateurs et jusqu'aux secrétaires de l'état civil. Les plus hauts postes de l'administration sont confiés, sans considération d'expérience politique antérieure, à des hommes d'affaires, qui retour-[p. 242] neront ensuite à leurs affaires. C'est l'esprit d'une démocratie directe, legs du temps des pionniers, quand il fallait que toutes les fonctions fussent remplies, sans qu'on eût sous la main des fonctionnaires de carrière. La notion aristocratique de la compétence le cède en l'espèce à la notion de la délégation, et quand il faut de la compétence dans l'administration, on estime qu'elle est essentiellement interchangeable.

Le choix des candidats n'a pas toujours relevé de cette psychologie. Dans une première période, de l'Indépendance jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les élus étaient en général des gentlemen, comme en Angleterre, remplissant par honneur une tâche désintéressée : Washington, Jefferson sont des aristocrates. Mais ensuite la démocratie de fait s'établit avec le système des dépouilles (*spoils system*) : l'idée populaire, d'origine irlandaise, prévaut que les emplois appartiennent au Peuple, non comme un devoir à remplir, mais comme la légitime rétribution du dévouement au parti. Dans une certaine mesure ce régime dure encore, surtout dans les États. Le rôle du patronage reste énorme dans la politique américaine. Au XX^e siècle cependant apparaît la préoccupation d'une administration relativement permanente, susceptible de servir l'intérêt général, sous l'aspect d'une politique positive. Il tend à se former ainsi deux domaines, l'un soustrait plus ou moins à la politique, l'autre lui étant abandonné. Le premier, relevant de l'examen ou du concours, ne cesse de s'étendre : en 1884, 10,5 p. cent des postes étaient donnés à la compétence et 89,5 au patronage partisan, mais en 1951 ces proportions renversées sont devenues 87,5 contre 12,5 p. cent. Nous nous étonnons que certains postes, tout techniques, soient considérés comme politiques, susceptibles d'être donnés par privilège de parti à des démocrates ou à des républicains « méritants » (*deserving democrats*, l'expression est de Jennings Bryan quand il était secrétaire d'État des Affaires étrangères). Rentrent ainsi dans la catégorie des postes pouvant servir de monnaie électorale, les douanes, les contributions directes ou indirectes, les bureaux des départements ministériels et par excellence les Postes (le grand organisateur d'une campagne présidentielle victorieuse devient généralement ministre des Postes, tel Farley sous Franklin Roosevelt, Summerfield dans le cabinet d'Eisenhower...). Les sénateurs tiennent beaucoup à contrôler politiquement les faveurs distribuées dans leur État, se formalisant quand le président agit en dehors d'eux. À un degré élevé, les [p. 243] nominations du président – ministres, juges de la Cour Suprême, ambassadeurs – doivent recevoir l'approbation de la Haute Assemblée, qui participe ainsi de l'exécutif, un peu comme un Sénat romain. Les progrès réalisés dans la constitution d'une administration régulière vont à l'encontre de cette tradition : revenant au pouvoir en 1952, après vingt ans d'opposition, les républicains n'ont pas caché leur déconvenue du nombre relativement diminué de *jobs* dont ils disposaient pour satisfaire d'innombrables et impatients amis, cependant que les titulaires en place, s'appuyant sur des règlements administratifs, refusaient de se

laisser démissionner pour faire place à des candidats républicains plus « méritants ».

Il faut dire qu'aux États-Unis la politique ne vaut pas beaucoup de considération à ses élus. À l'exception des sénateurs, des gouverneurs d'États, d'une élite de représentants, éventuellement des ministres choisis par le président, le recrutement se fait dans des étages sociaux assez médiocres. Les milieux dirigeants, se rendant bien compte que la vraie influence est ailleurs (ce qui depuis Roosevelt pourrait se discuter), se détournent traditionnellement des carrières politiciennes : on a plutôt des politiciens à son service. Dans ces institutions la position de l'exécutif est prédominante. Contrairement à l'esprit de notre III^e République, les assemblées ne sont considérées ni comme la seule forme véritable de la représentation populaire, ni même comme la principale. Les présidents, les gouverneurs, élus eux aussi du suffrage universel sous une forme directe, se considèrent comme non moins représentatifs de la volonté populaire ; dans certains cas même c'est contre les assemblées qu'ils se posent en champions du Peuple : plusieurs vetos du président Truman – par exemple à l'occasion du *Taft-Hartley bill* – ont eu ce caractère-là. Cette observation est très importante, en ce qu'elle souligne la nature plébiscitaire, consulaire du régime. Les prétentions du président, du gouverneur sont celles d'un tribun mais, à la différence de notre tradition bonapartiste pourtant apparentée, leur attitude n'est pas celle de factieux : c'est en vertu d'une délégation légitime qu'ils affirment l'autorité de l'exécutif incarnée dans leur personne et l'opinion leur veut du bien de le faire.

Ce recours au chef, en dehors des assemblées, éventuellement au-dessus d'elles, est commun aux deux Amériques. En matière constitutionnelle, le nouveau monde a été créateur : il [p. 244] a inventé le président, non pas un président qui préside comme chez nous, mais un président qui gouverne, à la fois chef d'État, chef de gouvernement et chef de parti. L'hôte de l'Élysée est irresponsable, mais c'est un premier consul qui réside à la Maison Blanche. En Amérique latine le président est généralement un dictateur sans contrepoids, car il n'y a pas d'assemblées vraiment représentatives, ni d'administrations locales autonomes (des « interveneurs » remplacent fréquemment les gouverneurs élus), ni d'opinion publique consciente, ni enfin de respect véritable de la légalité. Aux États-Unis ces contrepoids existent, mais, s'ils sont effectifs, ils n'empêchent pas que l'exécutif soit fort. Cette force même est apparue si grande qu'on a éprouvé le besoin de la limiter dans le temps. Quand Washington, après une réélection, a décidé de ne pas se représenter, peut-être ne se rendait-il pas compte de l'immense portée de son geste ? Ce geste n'en a pas moins, par tradition, dominé toute l'évolution constitutionnelle américaine, car il ne fallait pas, comme c'est si fréquemment le cas en Amérique du Sud, qu'une personnalité puissante s'installât au pouvoir. La leçon s'est imposée après la triple réélection de Franklin Roosevelt, qui n'avait rien d'illégal mais qui contredisait tout l'esprit du système. Depuis lors, on le sait, la limitation des deux termes a été constitutionnalisée.

Le régime, dans ces conditions, apparaît à la fois comme démocratique et comme autoritaire, représentatif mais non parlementaire, sans que comme chez nous l'autorité soit interprétée comme une menace pour la démocratie : toute la différence entre Washington et Bonaparte ! Pourtant les pouvoirs de droit et de fait du président sont exorbitants : il décide seul, il détient toutes les sources d'information, il parle seul au nom du pays, il négocie indépendamment des assemblées auxquelles il peut cacher tels renseignements possédés par lui ; s'il ne peut traiter sans le Sénat il peut faire des *executive agreements*, signer des armistices ; s'il ne peut déclarer la guerre il peut mettre le pays devant un fait accompli ; il est commandant en chef et comme tel il détermine la répartition de la force armée ; il a des ministres qui sont uniquement ses agents personnels ; il peut à son gré créer des offices et mettre à leur tête, en dehors des ministres, exactement les hommes de son choix. La Maison Blanche, dans ces conditions, est une source de puissance pouvant se comparer à la cour de Louis XIV : c'est là que se donnent les places, que se décide l'orientation politique, dans une atmosphère qui reste générale-[p. 245] ment ouverte étant donné les mœurs américaines, mais qui pourrait comporter des influences occultes.

Mais, attention ! les contrôles existent : trois sont essentiels, effectifs. Il y a d'abord la souveraineté des quarante-huit États, maîtres de leur législation, de leur administration : les quarante-huit gouverneurs ne sont en rien les agents de la présidence et n'ont aucune instruction à recevoir d'elle (la nomination d'intervenants n'est pas un fait nord-américain). Il y a ensuite le contrôle des assemblées, qui sont en un sens plus étroitement en contact avec l'électeur que le président, puisqu'à tout instant une fraction de leurs membres est plus récemment élue que lui : rééligibles tous les deux ans, les représentants vivent dans l'atmosphère d'une campagne électorale permanente. La surveillance des assemblées est constante, étroite, souvent tatillonne. Les nominations importantes sont soumises à l'approbation du Sénat : s'il est admis que les ministres sont en principe au choix du président (et encore certains choix sont-ils âprement discutés), les désignations d'ambassadeurs, de juges de la Cour Suprême sont soumises aux investigations les plus serrées, les plus soupçonneuses (le président de la *General Motors*, désigné pour le ministère de la Guerre par le président Eisenhower, se débat pendant des heures devant la commission du Sénat, qui exige qu'il se défasse des actions de l'affaire qu'il possède). Un président fort, du type qu'on a qualifié de *Lincoln presidents*, impose sa volonté ; un président faible, du type *Buchanan presidents*, s'en laisse imposer. Dans une première phase de sa présidence, Eisenhower dont le caractère, à la différence de Truman, est celui d'un pacificateur, a essayé avec les Chambres une collaboration bienveillante, sorte de monarchie constitutionnelle comportant avec le sénateur Taft un « leader de la majorité » à l'anglaise. Ce n'est pas l'esprit de l'institution : l'opinion aime que l'exécutif impose son point de vue. Le troisième contrôle, non moins puissant que les autres, est celui de la Cour Suprême, juge de la constitutionnalité des lois : les neuf juges, nommés à vie, peuvent invalider une législation et ils ne se privent

pas de le faire, conscients d'exercer un pouvoir dont on ne leur reprochera pas de se servir. Il s'agit au fond d'une action semi-politique, car s'ils discutent la stricte légalité de telle ou telle mesure, ils se préoccupent aussi de savoir si elle est ou non dans le sens de l'opinion, de sorte que leur jurisprudence possède une puissante influence d'orientation et que contre leur veto – le président [p. 246] Roosevelt l'a bien éprouvé – toute prétention autre viendrait se briser.

La séparation des pouvoirs, comme on le voit, joue effectivement : le président ne peut dissoudre les Chambres, qui ne peuvent le renverser, et l'exécutif ne peut rien contre la Cour Suprême. L'unité politique se retrouve, mais plus profondément. Serrons en effet la question de plus près : il s'agit d'une communauté plutôt que d'un État. La conception romaine de l'État transcendant, ayant son existence propre en dehors et au-dessus de la société qu'il régit, comportant donc une raison d'État, ne répond, aux États-Unis, ni à une tradition, ni même (du moins jusqu'ici) à une réalité. L'État américain n'est en somme qu'une délégation de la communauté, celle-ci étant susceptible de s'exprimer par d'autres moyens, en prise directe, comme par exemple dans le lynchage, ou plutôt par les multiples initiatives de minorités organisées pour le progrès civique. La tradition alors est celle de la communauté presbytérienne, faisant contraste avec l'autorité transcendante du sacerdoce catholique, d'où une différence de fond entre les sociétés latines et les sociétés anglo-saxonnes. Il arrive ainsi quelquefois aux États-Unis qu'on cherche l'État sans le trouver. Dans les États notamment, il n'y a traditionnellement aucun cadre permanent de l'administration : après une élection qui renverse la majorité, tout le personnel peut être changé, du gouverneur au concierge ou au garçon d'ascenseur. Quel contraste avec l'huissier français, qui survit aux révolutions, image, dans un pays d'instabilité ministérielle, de la stabilité de l'État ! Tant que le régime fonctionne dans ces conditions il ne peut être question d'oppression de la part de l'État, mais il peut y avoir oppression d'une communauté intolérante de ce qui la contredit. Le libéralisme n'est pas l'essence du système.

On peut se demander si ces institutions, issues du XVIII^e siècle, sont compatibles avec les conditions de la politique moderne, exigeant l'existence d'un État fort. La présidence en tant qu'exécutif, le président en tant que personnalité occupent une place de plus en plus importante : les pouvoirs qui lui sont délégués se sont accrus du fait des deux guerres, les questions relevant de sa décision sont de plus en plus nombreuses. La radio, la télévision lui permettent, avec le peuple, un contact personnel presque aussi direct que celui de l'Agora. Rousseau croyait la Démocratie possible seulement « dans un État très petit où le peuple soit facile à rassembler et où chaque citoyen puisse aisé-[p. 247] ment connaître tous les autres : tout bien examiné, conclut-il, je ne vois pas qu'il soit possible désormais au souverain de conserver parmi nous l'exercice de ses droits si la Cité n'est très petite ». La technique moderne des *mass communications* contredit ce jugement et l'expérience montre que jamais l'exécutif n'a été plus puissamment armé, sans cependant que la démocratie ait perdu ce que gagnait l'autorité. Nous voyons en

effet, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le contrôle des assemblées s'exercer avec la même passion jalouse qu'à toute autre période de l'histoire américaine.

Ce n'est pas de là que pourrait sortir une transformation profonde du régime, mais plutôt du renforcement de l'État lui-même. Les questions dont la solution dépasse le cadre d'un seul État, c'est-à-dire devant être traitées fédéralement, sont de plus en plus nombreuses (une tendance analogue s'observe en Suisse). De ce fait, et en vertu d'une sorte de nécessité, il a fallu que le pouvoir administratif central s'équipe et s'arme en vue de fonctions immensément accrues. De cet empiètement sur les droits des quarante-huit États, ce sont paradoxalement deux présidents démocrates, Wilson et Roosevelt, qui portent la principale responsabilité. Le symbole de cette intrusion, c'est à côté de chaque capitole local la présence d'un *Federal building* abritant les agents du pouvoir central. À Sacramento, capitale de la Californie, le gouverneur me disait en 1945 que les fonctionnaires fédéraux y étaient plus nombreux que ceux de l'État : sans doute était-ce le legs de la guerre et du *New Deal*, mais chaque guerre laisse après elle un personnel tendant à se consolider.

Une autre conséquence de pareille situation, c'est que la complexité croissante des problèmes nécessite un recours grandissant à la compétence, quelle que soit la conception qu'on s'en fasse. Au XIX^e siècle on croyait n'avoir pas besoin du spécialiste : la délégation populaire de l'élu en tenait lieu. Aujourd'hui l'appel à l'expert se fait de plus en plus fréquent. On constate depuis longtemps une tendance à soustraire certaines questions à la politique pour les remettre à des spécialistes, chargés de juger objectivement et dotés d'un pouvoir en quelque sorte arbitral. C'est la « politique positive » d'Auguste Comte mise au service de l'intérêt général, surtout quand on est lassé de la gabegie des politiciens. Pareille délégation circonscrit les méfaits de ceux-ci, mais renforce l'exécutif, qui garde l'expert sous sa direction. De ce fait l'appareil présidentiel s'est enflé d'extra-[p. 248] ordinaire façon, le titulaire ne pouvant plus exercer son immense pouvoir qu'en fonction de ce qu'on pourrait appeler « la présidence ». Le secrétariat personnel du président, jadis aisément contenu dans la Maison Blanche, déborde maintenant sur un *Executive office building*. McKinley n'avait même pas une sténographe et Hoover n'avait encore que 37 auxiliaires, mais Truman avait à sa disposition 325 fonctionnaires dépendant directement de lui, 1 500 employés, 61 offices autonomes fonctionnant en dehors des départements ministériels.

Quoi qu'il en soit de cette bureaucratie en puissance, l'État américain n'est pas devenu transcendant, de telle sorte que la Révolution (avec majuscule), au sens européen, reste inconcevable dans pareil pays. C'est trop grand, trop divisé entre les unités des quarante-huit États, pour qu'un centre nerveux puisse, du centre, commander, dominer l'ensemble. La conception communautaire, à laquelle on reste attaché, fait que l'État, quelque puissant qu'il soit, n'est pas un mécanisme, une arme dont on puisse s'emparer par intrigue, par complot ou par force : s'emparer du Capitole par un coup d'État ? Qu'en ferait-on ?

II

Les partis sont le moteur du système, mais il faut les distinguer des « machines » politiques dont ils sont inséparables. Le parti est l'organe d'un programme, d'une tendance, d'une conception du gouvernement ; comme chez nous il correspond à un tempérament politique. La machine constitue sa structure permanente, entre les mains de professionnels : elle n'est qu'un moyen, mais, comme il arrive souvent, le moyen devient un but en soi. Il importe en effet de considérer la machine comme ayant sa vie propre, dont le but est de vivre et de survivre, mais sans initiative idéologique et sans personnalité. Il s'agit de conquérir et de conserver le pouvoir, pour l'avantage de la machine, c'est-à-dire pour le bénéfice de ses membres, sous la direction d'un boss, qui, souvent sans mandat officiel, domine une ville, un État... Il faut bien se rendre compte qu'il y a là un organisme strictement passif, dépourvu de toute aptitude on même de toute volonté créatrice ; il faudrait plutôt l'assimiler à un appareil enregistreur, à une sorte de flotteur, mesurant les mouvements de l'opinion, les escomptant, s'organisant ensuite en conséquence. [p. 249] La psychologie du politicien américain est réaliste. Il observe objectivement le ciel électoral, cherchant d'où vient le vent, écartant du programme tout ce qui serait susceptible de nuire, prenant son mot d'ordre auprès de tout ce qui constitue une influence, – banques, industries, Églises, ligues de progrès social, rancunes, passions ethniques, – ne tenant aucun compte du reste. On doit, dans ces conditions, lui reconnaître une utilité : il filtre l'opinion, laissant passer ce que celle-ci demande ou accepte, retenant le reste comme impossible ou prématuré. Si c'est un parasite, l'organisme lui doit cependant ce service de faire le départ entre le désirable et le possible.

Il y a ainsi toute une procédure pour faire aboutir une réforme ou une mesure quelconque, d'intérêt général comme d'intérêt particulier. On s'adresse à l'un des deux partis, comme à une entreprise de transport, disant où l'on veut aller et demandant à quel prix. La machine apparaît ainsi comme une coquille dans laquelle n'importe quel animal peut se loger, ou bien comme un omnibus où l'on retient sa place (s'il y a deux compagnies rivales il peut être prudent de prendre des billets de l'une et de l'autre). Une longue pratique a habitué l'opinion à cette technique. Les « machines » ne sont pas estimées : après un trop long bail de pouvoir les *bosses* sont balayés, mais le règne d'un Frank Hague dans le New Jersey, d'un Pendergast dans le Missouri a duré fort longtemps. Dans l'ensemble, le pays semble accepter, peut-être par paresse ou indifférence, de se servir de cet outillage politicien, en payant la commission qu'il implique. Il n'a, ce faisant, rien abandonné d'essentiel, la machine étant passive, l'opinion demeurant bien le moteur essentiel.

C'est l'affaire des partis d'interpréter l'opinion, mais ils évoluent dans des limites beaucoup plus circonscrites que chez nous, celles de la constitution. « Le droit à la Révolution, enseignent les professeurs de civisme à *Middletown*, n'existe pas aux États-Unis : nous avons eu notre révolution il y a cent quarante ans, il n'est plus nécessaire d'avoir aucune révolution dans ce pays ». Et encore :

On ne peut être américain authentique si l'on croit que la force est nécessaire pour assurer la volonté populaire ; l'américanisme signifie sans équivoque que nous avons répudié les méthodes européennes, ayant édifié nous-mêmes un système dans lequel la révolution, considérée comme instrument de changement politique, est dépassée, abandonnée, mise hors la loi.

[p. 250]

En France nous avons, à droite et à gauche, des gens hostiles au régime. S'il y en a aux États-Unis, aucun droit ne leur est reconnu, ce qui limite singulièrement le champ de la discussion : on ne peut argumenter qu'à l'intérieur du système.

Cette autocritique comporte, de la part de chaque parti, un angle de vision différent. Les réformateurs, les gens d'affaires intéressés à obtenir quelque chose s'adressent indifféremment, disions-nous, à l'un ou à l'autre, sans y mettre de sentiment, par pur opportunisme. Mais l'attitude des électeurs est différente, car il existe un loyalisme de parti, hérité de la tradition, qui ne relève pas moins du sentiment que de l'intérêt. Pourquoi est-on républicain ou démocrate ? Par tempérament, par intérêt professionnel, par tradition de famille, du fait de telle ou telle origine : les migrations issues de la Nouvelle-Angleterre sont républicaines, celles de la Virginie sont démocrates ; les Irlandais sont démocrates, les Scandinaves républicains. Ce n'est pas en somme l'intérêt qui fournit le facteur décisif. Selon l'enquête de *Middletown*, une *leading club woman* dit : « J'ai toujours été républicaine, c'est dans ce sens que je vote toujours » ; une femme de rang important (*prominent woman*) : « Il me semble parfaitement naturel d'être démocrate, ma famille a toujours été démocrate » ; un éditorial de la presse locale : « On est républicain ou on ne l'est pas, on est démocrate ou on ne l'est pas ; l'épreuve de l'esprit de parti, c'est l'appui qu'on donne à son parti. » De grands courants d'opinion ont pu bouleverser ces classements, la grande dépression par exemple, mais, comme des ornières profondes, on les voit reparaître ensuite.

III

Quel que soit le parti, le type du candidat populaire est à peu près toujours le même. Il faut qu'il soit simple, sympathique, « pas fier » comme on dit chez nous dans le Midi, doué d'un sourire facile et toujours prêt à se déclencher (*winning smile*), de belle stature. Je lisais un jour dans un journal du Nord-Ouest, sous la rubrique *A doctor talks of health* (un docteur vous parle de la santé) : « Une intéressante étude est celle de Gowin [?] sur un certain nombre de leaders américains : il trouve par exemple que les évêques de l'Église épiscopale sont de quatre centimètres et demi plus grands et de dix-sept livres plus lourds que les pas-[p. 251] leurs moyens de petites villes. » L'observation s'applique par transposition aux politiciens. Ajoutons que le public exige de la part de ceux qui sollicitent ses suffrages une certaine familiarité. Il est bon qu'ils produisent leur femme, leur fille ou à défaut leur sœur. On veut du bien au général de présenter Mamie, à Harry de présenter Margaret. Ce qu'on demande en somme au candidat, c'est moins la compétence que d'être *one of us* (l'un d'entre nous), *a real four square American* (un véritable et authentique Américain) ; il faut qu'il sente et réagisse dans l'axe national. S'il s'agit par contre des grandes cités cosmopolites, de New York par exemple, il faudra être Irlandais ou Italien, s'appeler O'Dwyer ou La Guardia. Cela dit, dès qu'on descend au-dessous d'un certain étage, le politicien est peu estimé ; on ne croit pas à ses promesses et on le tolère comme un mal nécessaire. Les gens sérieux font autre chose.

On voit ainsi que le véritable intérêt du pays n'est pas pour la politique, mais pour la production. On se passionne périodiquement pour les élections présidentielles, comme pour quelque match sensationnel ; on le fait par tradition, dans un esprit sportif, dans une température émotionnelle, après quoi chacun retourne aux affaires, qui sont la vraie réalité. L'expérience de ce pays ne lui a pas enseigné jusqu'ici que le jeu de la politique exerce sur son destin une action décisive. Cette expérience était celle d'hier, mais le milieu, la conjoncture sont en train de changer. Pendant la grande dépression ont régné aux États-Unis des conditions à proprement parler européennes, selon lesquelles ce n'était plus de l'économie pris en soi qu'on attendait anxieusement des solutions ; puis la seconde guerre mondiale a plongé le pays en plein dans la solidarité internationale. Il est des républicains qui, comme nos ultras de 1815, n'ont rien appris et rien oublié : on sent qu'ils voudraient revenir à Hoover et à Coolidge, mais ils ne le pourront pas. Quant à la masse, elle sait depuis le *New Deal* tout ce qu'on peut tirer de l'État, de l'État vache à lait, du *Welfare State* ; mais elle réalise mal que les servitudes de l'enfer européen s'imposent désormais à l'Amérique elle-même. L'homme de la rue estime toujours avoir le droit d'exprimer une opinion sur n'importe quoi et il trouvera naturel que cette opinion soit prise en considération ; il aime le débat public sur les affaires internationales, selon des

concepts simples, issus de l'expérience politique américaine, animés d'arguments émotionnels, issus de réflexes collectifs traditionnels. La victoire [p. 252] d'Eisenhower à montré qu'en dépit des experts et de leurs savants calculs, en dépit des « machines » trop bien organisées, l'Amérique électorale reste chose simple, d'une simplicité presque enfantine, dont le moteur réside dans le sentiment.

Ce régime changera-t-il maintenant que la position des États-Unis dans le monde est si profondément transformée ? Il y a une armée permanente, il y a une diplomatie cherchant aussi à se rendre permanente, mais jusqu'à présent c'est le pouvoir politique qui a conservé en mains les leviers de commande : un Mac Arthur n'a pas eu raison de lui. Il faut cependant observer que, si le régime a depuis plus d'un siècle en somme donné satisfaction, c'est parce que l'essentiel n'était pas mis en question, parce qu'on ne se divisait que sur des thèmes secondaires. Quand un problème vraiment fondamental s'est posé avec l'esclavage, les ressources de la Constitution n'ont pas été suffisantes pour empêcher la guerre civile. Le système sera donc mis à l'épreuve si l'on en vient à se diviser sur des problèmes fondamentaux. Le cas ne s'étant pas produit jusqu'ici, le régime continue de fonctionner selon sa tradition. En dépit du renforcement de la présidence, celle-ci reste soumise au contrôle des assemblées, qui ne semblent nullement disposées à le relâcher. Il s'agit donc, non pas d'une « démocratie populaire », mais d'une « démocratie occidentale », c'est-à-dire véritable parce que fondée sur le respect du suffrage universel. S'il y avait un danger à redouter, ce serait plutôt une prise directe de l'opinion sur un État désormais trop puissamment centralisé et outillé. Le gouvernement, par persuasion ou par fait accompli, peut sans doute imposer une politique : par deux fois, Wilson et Roosevelt ont impliqué l'Amérique dans une guerre dont elle ne voulait pas. Mais il se peut aussi qu'une opinion déchaînée s'impose irrésistiblement aux dirigeants : dans cet embrayage, qui relève de la démocratie directe, les freins de la prudence pourraient se révéler insuffisants.

[p. 253]

Chapitre 28.

LES PARTIS POLITIQUES (I)

I

[Retour à la table des matières](#)

La politique, aux États-Unis, est faite d'intérêts, de passions, d'idéologies : la proportion varie selon les temps et les lieux, mais aucun de ces trois facteurs ne manque jamais à l'appel. Les intérêts se défendent selon l'impératif qui leur est propre, dans le cadre du parti qui accède le plus naturellement à leurs demandes, mais s'il le faut en dehors de lui ; les passions font parfois éclater les structures électorales, qu'elles animent de leur dynamisme et desservent par leur intransigeance ; les idéologies enfin sont inséparables de la vie américaine, car il s'agit d'un pays d'idéologues, toujours soucieux d'affirmer leurs principes, et même de les appliquer.

Il semble difficile qu'une organisation électorale puisse intégrer, en un ensemble cohérent, des points de vue aussi disparates. Effectivement, intérêts, passions et idéologies trouvent malaisément le moyen de s'exprimer sans contradiction dans le programme d'un seul et même parti. Il ne peut donc s'agir que de coalitions, englobant des factions diverses et même des tendances contraires. Du reste la seule étendue du territoire suffirait à rendre l'unité impossible. Les Américains ont beau être, plus qu'aucun autre peuple, unifiés dans leurs mœurs, leur allure, leur comportement, il n'en reste pas moins que la diversité des régions, des climats, des versants géographiques interdit en fait aux intérêts locaux de se mettre d'accord sur un programme unique. Il ne peut s'agir, au mieux, que de compromis. La véritable base politique, dès lors, est locale : c'est dans les États qu'il faut la [p. 254] chercher, le fédéral n'étant en somme

qu'une addition ou une combinaison d'éléments hétérogènes. Cependant la même raison qui empêche l'homogénéité du parti l'oblige à s'unifier nationalement, aucun groupement local ou même régional n'étant à même de s'imposer à l'ensemble du pays. Le programme, ramené par nécessité à une sorte de dénominateur commun, ne pourra, dans ces conditions, satisfaire tout le monde : il faudra pourtant s'en contenter si l'on veut vaincre, ce qui en fin de compte est la raison d'être d'un parti.

S'il est des intransigeants qui refusent de s'accommoder de pareil pot-pourri, on les voit se désolidariser, voter pour l'adversaire, ou même former temporairement quelques dissidences. C'est seulement en tenant compte de ces diverses attitudes qu'on arrive à comprendre comment intérêts, passions et idéologies peuvent coexister dans un parti, dont la « machine » constitue l'armature. Le politicien professionnel qui manie cet outil doit en posséder le métier, comportant de sa part des sacrifices de principes qui ne lui coûtent guère, mais que les convaincus n'acceptent pas sans résistance. C'est l'affaire du parti, sur consultation de ses experts, de juger ce qu'il peut, sans compromettre le succès, retenir des prétentions idéologiques, accepter de servir en fait d'intérêts, se permettre d'encourager en fait de passions.

Le parti américain ne peut guère se comparer aux nôtres, aussi éprouvons-nous toujours quelque peine à qualifier démocrates et républicains, surtout à bien les différencier les uns des autres. Superficiellement ils nous paraissent se ressembler singulièrement, être interchangeables en maintes circonstances, d'autant plus que les grandes lois ne sont pas généralement votées par un parti contre un autre. Nous avons tort de nous placer d'un point de vue européen. En réalité une longue tradition, dans une vie politique comportant des élections présidentielles tous les quatre ans, des élections parlementaires tous les deux ans, sans parler de la vie propre des États, a conduit à la constitution de deux tempéraments bien marqués. Sans doute démocrates et républicains se transforment-ils selon les circonstances et les générations, mais c'est en vertu d'une permanence dans leur personnalité qui permet, me semble-t-il, de les qualifier.

Cette qualification cependant ne peut se faire qu'avec beaucoup de distinctions et de nuances, car chaque parti possède [p. 255] en fait une gauche, une droite et un centre, la gauche du parti le plus modéré étant éventuellement plus à gauche que la droite du parti le plus avancé. Dès l'instant qu'il ne peut y avoir d'homogénéité dans des groupements qui ne sont que des coalitions, toute la question est de savoir où se fixe, à un moment donné, l'axe du groupement. Selon que cet axe s'infléchit à droite ou à gauche la politique du parti prend une signification toute différente : le démocrate peut alors apparaître conservateur, le républicain radical. La position du président de la République dans son parti est, dans ces conditions, essentielle à connaître : Grover Cleveland était à droite des démocrates, Théodore Roosevelt à gauche des républicains ; Truman, comme

l'avait été Franklin Roosevelt, est à gauche de son parti, tandis qu'Eisenhower est au centre du sien.

Sous leur forme présente et en dépit de transmutations en apparence fondamentales, les deux partis actuels nous apparaissent formés et reconnaissables dès la guerre de Sécession : c'est alors en effet qu'ils prennent conscience de leurs principes de base et qu'ils les affirment. Le changement profond survenu en 1932, sous l'influence décisive de Franklin Roosevelt, a sans doute introduit des points de vue nouveaux, mais c'est dans le cadre légué par le passé qu'ils se sont exprimés. Si l'on envisage dans son ensemble la période qui s'étend de 1860 à nos jours, c'est encore au présent qu'on en peut parler. Je crois même que si l'on essaie de pénétrer jusqu'à l'essence, c'est dès l'Indépendance que les deux tempéraments, encore qu'ils ne correspondent pas alors aux qualificatifs actuels, se manifestent et se distinguent. La personnalité des deux ministres de Washington, Jefferson et Hamilton, répond à deux attitudes politiques qui se sont perpétuées chez les représentants les plus typiques des deux courants appelés depuis lors républicain et démocrate. Hamilton, cet Anglais, ce tory, dévoué au principe d'autorité et d'efficacité dans l'administration, est à l'origine du point de vue républicain, qui, tout démocratique qu'il soit, relève au fond, non de la réaction – terme dépourvu de sens dans le nouveau monde – mais de l'esprit conservateur. Jefferson au contraire, ce prestigieux idéologue du XVIII^e siècle, représente la confiance dans le Peuple (avec une majuscule), conception quasi mystique d'une sorte de gauche américaine, plus proche du siècle des lumières que du nôtre. Il y a là deux aspects, qui alternent dans l'histoire des États-Unis, mais qui s'y retrouvent toujours. Il y a un quart de [p. 256] siècle, au temps de la présidence Hoover, on considérait généralement les républicains comme exprimant plus authentiquement l'esprit national, les démocrates étant devenus un parti d'opposition n'accédant qu'épisodiquement au pouvoir. Après vingt années de victoires démocrates ininterrompues, c'est le républicain qui semblait être devenu l'exception. La vérité est que les deux courants continuent d'exister côte à côte, en force presque égale, aisément discernables l'un de l'autre dans la couleur et le rythme de leurs eaux.

II

Le parti républicain a occupé le pouvoir presque sans interruption de 1860 à 1932, soixante-douze années pendant lesquelles les présidences démocrates n'ont été que des intermèdes. C'est dans cette période qu'il s'est formé, au point de n'avoir ensuite évolué qu'insuffisamment en présence des circonstances nouvelles de la grande dépression.

Tout d'abord c'est lui qui, par la voix de Lincoln, affirme la nécessité primordiale de l'Union, qui fait la guerre pour la défendre. Il apparaît ainsi, conservant ce visage jusqu'à une époque toute récente, comme le champion du

pouvoir fédéral contre les prétentions excessives des États, susceptibles de tourner à la sécession. C'est donc le parti de l'autorité. Il l'est non seulement dans le domaine politique, mais également sur le terrain économique, où il représente les impératifs fondamentaux de l'organisation dans la production. La grande industrie, la richesse organisée trouvent en lui un protecteur naturel : haute banque et grand patronat lui sont acquis, mais plus encore peut-être l'homme d'affaires moyen, celui des Chambres de Commerce et des déjeuners rotariens ; de même ces milieux mondains de l'Est, conservateurs, snobs et racistes, qui haïssent la mémoire de Franklin Roosevelt et considéreraient comme une sorte de scandale de voter avec les démocrates.

Il importe de noter que la belle période républicaine, celle qui commence avec la présidence de McKinley en 1896, correspond pour les États-Unis à une prospérité continue, dont l'éclat sensationnel reflète les splendides progrès réalisés dans la mise en valeur du continent et le développement industriel fabuleux du pays. Jusqu'à la grande dépression, point tournant essentiel auquel il faut toujours revenir plus encore qu'aux deux guerres [p. 257] mondiales, ce sont les républicains qui ont traditionnellement représenté la prospérité, c'est elle qui leur a fourni le meilleur argument électoral, dans une société où le mérite se mesure au succès matériel. La perte de ce monopole devait gravement ébranler la position républicaine quand les démocrates se trouvèrent en état de faire valoir que le boom étonnant de la seconde guerre mondiale s'était produit sous les consulats de Roosevelt et de Truman. Sauf que, dans les deux cas *you feel it in your pockets*, vous la sentez « dans votre poche », selon un slogan électoral expressif, la prospérité républicaine et la prospérité démocrate ne se ressemblent pas : celle des républicains est le fait de grandes organisations industrielles et financières, dans un régime conçu de telle façon que la primauté y appartienne à l'économie.

Cette conception, qui subordonne la politique à la production, est par nature conservatrice ; elle est aussi le fait d'un continent nouveau, où il est plus facile de produire que de partager. Pareille philosophie, née d'une prospérité en quelque sorte statutaire, est restée aujourd'hui celle des républicains les plus authentiques, ceux qu'on appelle les *real republicans*. Leur programme comporte un ordre social dans lequel l'État soutient le producteur sans le gêner, n'intervenant que pour le protéger, contre le désordre à l'intérieur et au dehors contre la concurrence étrangère. Élu en 1896 contre le démagogue Bryan, McKinley affirme la nécessité d'une monnaie saine, point de vue de créancier, à l'encontre des débiteurs de l'Ouest, instinctivement inflationnistes. Cette monnaie saine suppose une gestion financière raisonnable, un régime dans lequel le désordre social est réprouvé. C'est toujours le point de vue du président Eisenhower.

McKinley n'a du reste pas attendu d'être à la Maison Blanche pour mettre sur pied un tarif portant son nom, qui demeure, même aujourd'hui, le symbole du protectionnisme républicain. Dans la période d'éclatante prospérité qui suit la première guerre mondiale, Coolidge puis Hoover restent fidèles à cette tradition : les trusts trouvent auprès d'eux une neutralité bienveillante et le haut patronat peut

avoir légitimement l'impression que l'État est à sa dévotion, mieux encore que c'est chose normale. Il ne s'ensuit pas du reste que, dans cette période, les masses populaires se détournent d'un semblable parti : tant qu'aucune conscience de classe ne se développe aux États-Unis, les ouvriers écoutent les républicains quand ceux-ci leur disent qu'un bon tarif est pour eux la meilleure garantie de trouver du [p. 258] travail à des salaires élevés ; l'argument les intéresse tout autant qu'une campagne pour la baisse des prix, car en l'espèce ils raisonnent, eux aussi, en producteurs.

Dix années de crise, dont on les rendait responsables, suivies d'un renouveau de prospérité dont ils ne pouvaient plus se prévaloir, privaient les républicains d'un slogan dont l'efficacité électorale s'était pendant toute une génération révélée décisive. Sous le régime démocrate le pays s'est défendu contre le marasme et le chômage par des procédés qui contredisaient tout ce que l'orthodoxie républicaine avait préconisé, cependant que la prospérité revenue coïncidait avec l'inflation, la dépréciation du dollar, la prodigalité de l'État élevée à la hauteur d'une doctrine ; d'autre part, ce n'était plus au patron mais à l'ouvrier qu'allaient les faveurs de la puissance publique. Il y avait là de quoi troubler profondément l'opinion, qui, dans un renversement total, allait pendant vingt ans se tourner vers les démocrates. Il se produisait de ce fait une sorte de chassé-croisé. Allant au plus pressé, dans la crise et dans la guerre, les démocrates, contrairement à leurs principes antérieurs, avaient recouru à l'État fédéral, soit pour réduire le chômage, soit pour organiser les armées ; ils y avaient pris goût en raison des armes électorales que leur valait cette politique. Oubliant, de leur côté, la doctrine qu'ils soutenaient depuis la guerre de Sécession, les républicains protestaient contre cette atteinte aux droits des États. S'ils avaient d'autre part toujours revendiqué l'intervention de l'État fédéral sous la forme du protectionnisme tarifaire, cette même intervention de l'État leur apparaissait choquante quand elle s'exerçait dans les relations entre employeurs et employés. Le patronat, surtout le patronat moyen, sans doute moins bien équipé pour se défendre, estimait intolérable l'intrusion résultant d'une politique sociale entièrement nouvelle aux États-Unis. À vrai dire l'industrie américaine n'avait jamais été libérale : le libéralisme qu'elle se découvrait n'était autre chose qu'un laissez-faire tenant à distance la puissance publique quand on n'avait pas besoin d'elle. C'est avec cette philosophie que le parti républicain est revenu au pouvoir en 1952. Le *Wall Street Journal* l'exprimait exactement dans cet éditorial :

Que le gouvernement s'occupe seulement de maintenir l'ordre et la légalité ; que dans sa stupidité satisfaite l'État s'abstienne de prétendre diriger l'économie ! L'Américain, laissé à lui-même, trouvera bien le moyen de s'adapter aux changements [p. 259] nécessaires, comme il l'a toujours fait quand ses gouvernements lui ont laissé la faculté de le faire.

C'est dans ses relations avec le monde ouvrier que le patronat républicain a ressenti avec le plus d'amertume, pendant le régime démocrate, cet interventionnisme social auquel aucun précédent ne l'avait préparé. À travers ces générations décisives où l'industrie nationale s'était constituée, il avait bénéficié à l'égard de sa main-d'œuvre d'une indépendance royale. Cette main-d'œuvre, disparate du fait de l'immigration qui en fournissait les gros bataillons, ne s'était syndiquée que tardivement, sans avoir jamais connu la faveur de l'État. Or voici qu'une législation nouvelle, née de la crise, contestait, en faveur des unions, l'ancienne suprématie des employeurs. De ce fait le parti républicain, qui continuait de compter ceux-ci dans sa vieille garde, devenait avec eux un parti du laissez-faire, hostile à toute nouvelle intrusion de la puissance publique : libéralisme négatif, le seul du reste qu'aient sans doute jamais admis les praticiens de la production. La loi Taft-Hartley, d'origine républicaine et qui n'a passé que contre le veto du président Truman, symbolise auprès des travailleurs un esprit de réaction républicaine tendant à revenir sur les conquêtes syndicales de l'ère rooseveltienne. Or c'est le sénateur Taft que son parti lui-même avait surnommé, ce qui est significatif, *Mr Republican*, montrant ainsi que l'axe républicain est dans la droite plutôt que dans la gauche du groupement. Dans le vocabulaire républicain, des épithètes telles que *liberal*, *radical*, *leftist* ont gardé le sens péjoratif qu'elles avaient chez nous sous l'Ordre moral.

Représentant le principe d'autorité, d'organisation, d'union nationale contre les sécessions, il était naturel que les républicains s'appuyassent spontanément sur l'élément ethnique qui a constitué la base initiale du peuplement américain, je veux dire l'élément anglo-saxon et protestant : de ce point de vue ils sont plus nationaux, au sens étroit du mot, que les démocrates, encombrés de « métèques ». C'est partout où ce vieil élément se maintient que le parti trouve normalement son plus solide appui : arrière-pays de la Nouvelle-Angleterre et de la côte Atlantique, villes moyennes de l'Ouest où prospèrent les Chambres de Commerce et où hier encore fleurissait Babbitt, milieux familiaux sérieux hostiles aux grandes cités cosmopolites, à l'exception naturellement du Sud, dévoyé politiquement par la question nègre. Le parti joue cette carte, qui est au fond une carte raciste. [p. 260] Le soutien donné aux Noirs pendant la guerre de Sécession, les interventions pro-nègres de la Reconstruction n'y changent rien, car, quand Lincoln acceptait la lutte, en 1860, c'était pour la défense de l'Union plus que pour l'abolition de l'esclavage.

Lorsque les républicains vainqueurs ont imposé au Sud les fameux amendements inscrivant dans la constitution l'égalité de droit des anciens esclaves, il ne s'agissait en somme pour eux que d'une question étrangère, dès l'instant qu'il n'y avait pas de gens de couleur dans le Nord. Ce libéralisme ethnique demeurait, en ce qui les concernait, purement théorique. Quand, lors de la première guerre mondiale, une migration massive eut rempli de Noirs les grandes cités de l'Est et du Centre-Ouest, les nouveaux venus furent traités correctement quant à leurs droits civiques, mais pas plus que dans le Sud ils ne

furent admis dans la famille blanche, de sorte qu'ils éprouvèrent un sentiment analogue à celui des récents immigrés européens, impatients de se faire accepter. Dans cette attitude, c'est paradoxalement chez les démocrates qu'ils trouvaient le plus de compréhension, Roosevelt et Truman finissant par se faire leurs défenseurs dans la politique des *civil rights*. Les républicains n'adoptaient sans doute pas la position contraire, mais par contraste ils faisaient davantage figure de parti plus strictement national, s'opposant à toutes les formes d'exotisme quelles qu'elles fussent. C'est ainsi qu'Eisenhower finissait par apparaître plus acceptable que Truman à certains intransigeants du *Deep South*.

On ne peut s'étonner dans ces conditions que les lois d'immigration de 1921-1924, d'inspiration en somme raciste, aient été l'œuvre de républicains, ni que le *Walter-McCarran Act* de 1952 porte également le nom du républicain Walter. Rappelons que le Ku Klux Klan, démocrate dans le Sud, a pris dans le Nord l'aspect républicain quand il s'est implanté dans des États aussi républicains que l'Indiana ou l'Oregon : la protestation du Klan s'y exerçait moins contre les Nègres que contre des Irlandais ou des Italiens catholiques. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, ce n'est pas chez les démocrates qu'est né le McCarthyisme, encore que beaucoup d'entre eux en aient subi la contagion, mais dans le Wisconsin dont McCarthy est le sénateur républicain. Je crois que tous les Américains sont anticommunistes, mais, dans la campagne présidentielle de 1952, le candidat démocrate n'a été que le second à proclamer son anticommunisme.

[p. 261]

Il ne suffit pas de dire que les Américains sont fiers de leur pays, ils sont tous nationalistes, et ce n'est pas un monopole des républicains. Ceux-ci ont néanmoins par tradition une politique dont l'impérialisme, au tournant du siècle dernier, cherchait à peine à se cacher. C'est de McKinley qu'est la formule de la *manifest destiny*, de Théodore Roosevelt qu'est la doctrine du *big stick*, dont la *dollar diplomacy* de Coolidge n'était qu'une simple réédition, mais la politique du *good neighbour* est démocrate. Quand la première guerre mondiale, responsabilité démocrate, eut attiré les États-Unis dans le tourbillon européen, l'isolationnisme, transposition de l'exclusivisme antérieur, se développe de préférence dans le terroir républicain : c'est le sénateur Lodge, adversaire de Wilson, qui fit repousser le traité de Versailles, surtout parce qu'il comportait l'adhésion à la Société des Nations. Le néo-isolationnisme de la seconde guerre mondiale, représenté par les Hoover et les Taft, renouvelle à l'égard de l'Europe cette attitude rétractile, cependant qu'en Extrême-Orient l'activisme républicain d'un MacArthur laisse percer une insistante résistance à ce qu'il y a d'international, non seulement chez les démocrates mais dans l'aile gauche républicaine elle-même.

Nous avons noté que, dans un pays aussi étendu, l'homogénéité d'un parti fédéral est impossible : il y a donc nécessairement des déviationnistes. Théodore Roosevelt, qu'on ne saurait du reste concevoir autrement que républicain, préconisait une politique sociale et de résistance aux trusts, que nous eussions

qualifiée de gauche. Le vieux sénateur La Follette, ralliant les fermiers du Nord-Ouest, protestait contre la domination de Wall Street. Dans les deux cas il en résultait une dissidence, du reste sans lendemain. Pareilles sécessions se produisent toujours sur la gauche, observation significative, en ce qu'elle souligne que le poids du parti tend à le faire pencher vers sa droite. C'est pourquoi l'exercice du pouvoir, avec ses responsabilités, impose aux présidents républicains une attitude de juste milieu. C'est cette attitude qu'a adoptée le président Eisenhower, en cela soutenu par le sénateur Taft, vrai leader du parti, mort prématurément mais non sans avoir montré de quel sens profond du gouvernement il était doté. Ce contrepois était nécessaire, car, après vingt ans d'opposition, c'est un peu avec les sentiments et l'amertume d'une Chambre introuvable que le parti retrouvait enfin le pouvoir.

[p. 262]

Chapitre 29.

LES PARTIS POLITIQUES (II)

I

[Retour à la table des matières](#)

En définissant les républicains nous avons implicitement déterminé la position des démocrates. Leur tradition réside essentiellement dans la défense des non-organisés contre les intérêts organisés, de la masse des consommateurs contre l'avidité des producteurs, des minorités ethniques ou religieuses et notamment des immigrants contre les assimilateurs trop pressés, des États contre le pouvoir fédéral, de l'individu contre l'État. Depuis la guerre de Sécession jusqu'à la grande dépression, c'est-à-dire pendant près de trois quarts de siècle, ce sont les républicains qui ont occupé presque continuellement le pouvoir : les démocrates, de ce fait, ont contracté, même quand ils détenaient occasionnellement la présidence, un complexe d'opposition. Ils l'emportaient quand les choses allaient mal, de sorte que leurs programmes étaient plutôt revendicateurs que soucieux de maintenir les privilèges de ceux qui avaient réussi. Ils étaient capables de gouverner, et même avec poigne, tout aussi bien que leurs adversaires, mais l'attitude nationaliste ne pouvait être leur manière, dès l'instant qu'ils se faisaient les avocats de ceux qui, mécontents ou simplement distincts, ne se conformaient pas aux mots d'ordre des satisfaits. Il se créait ainsi une tradition que les succès ininterrompus du parti de 1932 à 1952 n'ont pas complètement annulée : devenu de façon inattendue le parti de la prospérité, il est resté un parti de revendication populaire, s'opposant au conservatisme de base des républicains.

[p. 263]

La topographie démocrate résulte de cet appel à des minorités dont l'addition peut faire une masse nationale imposante. Le raz de marée rooseveltien a temporairement recouvert tout le pays, mais en se retirant il a laissé émerger les socles fondamentaux du parti, c'est-à-dire le Sud, les populations urbaines et cosmopolites de l'Est et du Centre-Ouest, enfin un Ouest agraire instable et perpétuellement insatisfait. Il n'y a là aucune homogénéité : lorsque des Sudistes, des New Yorkais, des fermiers de l'Ouest se rencontrent dans une convention démocrate fédérale, ils seraient à une foule d'égards totalement étrangers les uns aux autres si la nécessité de vaincre électoralement ne les forçaient à se mettre d'accord sur un programme commun. Pendant plusieurs générations, c'est le Sud, le *Solid South*, qui a teinté le parti de sa couleur, mais quand les masses urbaines du Nord ont tendu, par leur nombre sans cesse accru, à prendre l'influence dominante dans les rangs démocrates, certains traits fondamentaux de la coalition se sont modifiés : non sans résistance, d'où une crise latente, sensible dès 1924 et 1928 avec la personnalité d'Al Smith, crise que la personnalité dynamique de Roosevelt a voilée pendant sa présidence mais qui demeure en somme non résolue.

Il subsiste néanmoins une tradition démocrate, ininterrompue depuis la guerre civile, avec cette singulière unité de courant, mais simplement de courant, qui est celle des fleuves traversant des régions successives, sous des climats différents. Jusqu'à Roosevelt une victoire démocrate était inconcevable sans le *Solid South*, qui fournissait une base de départ inébranlable. Il suffisait ensuite d'enlever quelques États pivots, New York, Ohio, Illinois, et la majorité des délégués présidentiels était gagnée. Il était naturel dès lors que le Sud déterminât le centre de gravité, la couleur du parti. Or il est une question qui, dans cette partie du pays domine, éclipse toutes les autres : le Nègre doit être tenu *in his place*. Considérant toute intrusion du Nord à cet égard comme intolérable, le Sud se trouvait logiquement conduit à affirmer le principe de la primauté du droit des États, ce qui du reste était déjà sa position avant la guerre de Sécession. Ce libéralisme juridique, dans une région restée longtemps non industrielle et avant tout exportatrice de coton brut, se doublait d'un libéralisme économique, s'exprimant dans la formule du *Tariff for revenue only*, c'est-à-dire d'un tarif exclusivement fiscal et non protectionniste, position dans laquelle on [p. 264] se rencontrait avec les consommateurs urbains de l'Est, soucieux de faire baisser le prix de la vie.

Pour soutenir cette politique, les leaders démocrates du Sud se réclamaient auprès de leurs troupes d'une sorte d'union sacrée. Comme il eût paru scandaleux de « voter républicain » au Sud de la *Mason and Dixon line*, comme d'autre part on empêchait par force les Noirs de parvenir jusqu'aux urnes, il en résultait un régime malsain de parti unique, prévenant la formation d'une gauche, stérilisant toute la vie politique. Il n'y avait plus qu'une armée mobilisée, dans laquelle toute

dissidence prenait la gravité d'une désertion. On aboutissait ainsi, dans une région pauvre où les déshérités eussent eu des revendications sociales à faire valoir, à une tonalité étroitement conservatrice, réactionnaire même, dans laquelle ces démocrates pensaient au fond comme des républicains.

En industrialisant le Sud et en accroissant immensément le volume et le poids des masses urbaines démocrates du Nord, l'entre-deux-guerres devait modifier profondément l'équilibre démocrate. Le Sud évoluait économiquement : ses journaux continuaient par habitude à prôner le libre-échange dans leurs éditoriaux, mais à quelque autre page non moins lue on réclamait sans vergogne des droits protecteurs pour les usines que les capitaux yankees étaient venus établir en Caroline du Nord, en Géorgie, en Alabama, et bientôt dans tous les États jadis rebelles. Cependant, voici qu'avec Al Smith, avec Franklin Roosevelt, les démocrates du Nord se faisaient antiprohibitionnistes, socialisants et même – scandale ! – pro-Nègres. Quand, en 1928, Al Smith fut désigné comme candidat présidentiel, le Sud estima que décidément c'en était trop. Pouvait-il voter pour ce gouverneur irlandais et catholique de l'État de New York, dont un pamphlet injurieux présentait ainsi le programme : « La plateforme d'Alcool Smith : Alcool Al pour président ! Je suis pour l'alcool et le mauvais gouvernement. Ma plateforme est humide, moi aussi. Je tiens mes votes des catholiques et des juifs. Quand je serai à la Maison Blanche je conduirai le peuple et le Pape me conduira. » Effectivement, et pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, quatre États du Sud, la Floride, le Texas, la Caroline du Nord et la Virginie, reniaient la discipline démocrate en votant pour Hoover. Roosevelt, par son prestige et surtout par son succès, retrouvait ensuite l'unité du parti, mais en 1948 la dissidence reparaisait : les *Dixiecrats*, groupés sous la bannière [p. 265] du gouverneur Thurmond, ne pouvaient se résoudre à avaler le Truman des *civil rights*, moins encore peut-être le Truman du *Fair deal*, et ils débauchaient quatre États, la Louisiane, le Mississippi, l'Alabama, la Caroline du Sud. En présence d'un parti démocrate orienté à gauche et se faisant le champion des droits humains de la couleur, le loyalisme si longtemps indiscuté du Sud fléchissait. Aux élections présidentielles de 1952, le *Deep South* s'est rallié au candidat démocrate, mais le Texas, la Floride, la Virginie, le Tennessee ont passé aux républicains, cependant qu'en Arkansas, en Louisiane, en Caroline du Sud le général Eisenhower obtenaient de fortes minorités. Le Sud dans son ensemble reste démocrate, mais le régime du parti unique a cessé d'y prévaloir.

C'est que l'axe du parti démocrate passe désormais par une ligne New York-Chicago et que sa préoccupation dominante est celle de ces masses urbaines qui, dans l'équilibre du pays, tendent à prendre une place de plus en plus grande. Ce sont elles qui fournissent maintenant aux forces démocrates leurs plus gros bataillons. Dans cet effectif, les immigrés ou fils d'immigrés, dont l'origine est encore reconnaissable, sont nombreux, plus nombreux même peut-être que les Américains dont les grands-parents ou arrière-grands-parents avaient déjà traversé l'Atlantique : on y recense sans peine, et sans le secours d'aucune statistique, des

Irlandais, des Italiens, des Polonais, dix autres nationalités européennes, souvent encore mal assimilées. Ce que ces masses cosmopolites, insuffisamment digérées par le milieu national, cherchent dans le parti politique auquel elles se rattachent, c'est une protection contre le privilège d'ancienneté des occupants antérieurs, déjà pourvus et organisés pour se défendre : elles ont besoin d'un viatique pour pénétrer dans la communauté américaine, à titre de membres à droits égaux.

En attendant, elles demandent à être acceptées telles qu'elles sont, avec leur bagage exotique, leurs infériorités, leurs insuffisances d'adaptation. Dans les grands ports de l'Atlantique, c'est le parti démocrate qui a assumé ce rôle de protecteur des déracinés, des faibles, des isolés : dans ses rangs ceux-ci ne se sentent pas regardés de haut, du fait de leur race ou de leur religion, impression d'humanité combien rafraîchissante dans une société où l'homme qui a réussi se fait volontiers pharisien. Que les purs viennent ensuite incriminer la corruption des « machines » démocrates, l'opinion des gens de la rue ne partagera pas tout [p. 266] jours leur indignation : ceux-ci se souviennent qu'ils ont été accueillis dans le sein du parti sans qu'aucun stage de respectabilité anglo-saxonne ait été exigé d'eux. De façon symbolique, l'Irlandais, le prêtre catholique sont, dans l'armée démocrate, deux forces parallèles, dont aucune n'est tout à fait dans la main de l'autre, mais qui coïncident dans leurs intérêts, leurs réactions, leurs tendances.

C'est dans le même esprit que le parti défend l'individu contre les puissances financières, le client ou l'employé contre le producteur, le consommateur contre le trust. Il est donc logiquement acquis, sinon au *free trade*, notion britannique qui n'a jamais traversé l'Océan, du moins à la doctrine du tarif réduit, frein à la hausse des prix. Selon la tradition jeffersonienne les droits du Peuple (avec majuscule) ne doivent jamais être sacrifiés. Il y a là tous les éléments d'une démagogie, mais, attention ! nullement d'une politique révolutionnaire : tous ces gens, qui n'ont pas encore accédé à la fortune, comptent bien y parvenir quelque jour. Ce qu'ils veulent, ce n'est pas renverser la société existante, mais s'y faire une place. Du reste, catholiques ou protestants, ils sont chrétiens ou font plus ou moins profession de l'être, le conformisme étant dans l'esprit du milieu. Ils se contenteront donc, dans les municipalités d'obtenir des places, et dans l'État d'être protégés dans leurs droits de citoyens ou de salariés contre la tyrannie des puissances d'argent.

Ces points de vue ont pris, dans le programme démocrate, une importance d'autant plus grande que le développement industriel concentrait dans les villes de l'Est, du Centre, de l'Ouest, une population de salariés et d'employés dont les préoccupations ne ressemblent plus guère à celles des étroits conservateurs du Sud. Quand la grande dépression s'est abattue sur le pays, c'est en tenant compte surtout de ces milieux que le New Yorkais Roosevelt a entrepris de lutter contre un marasme universel. Les rivalités ethniques ou religieuses pâlissaient devant l'ampleur des problèmes à résoudre : chômage, misère, droits du salarié, dans une atmosphère nouvelle aux États-Unis, parce que ce n'était plus celle de la prospérité. Pour la première fois s'imposait une politique sociale, au sens

européen du terme. C'est alors que le parti démocrate s'est teinté d'une couleur rooseveltienne, celle du *New Deal*, qui lui est restée depuis. Tout en demeurant dans sa tradition, que cette évolution ne contredisait qu'en apparence, il devenait par la force des choses un parti mettant les [p. 267] forces de l'État, de l'État fédéral, au service de la masse, reconnaissant les droits de celle-ci à se voir secourue dans ses difficultés, protégée contre ses employeurs. L'ouvrier notamment trouvait ainsi dans la puissance publique un protecteur du syndicat : lui qui tant de fois avait « voté républicain », pensant bénéficier ainsi du protectionnisme, il s'orientait désormais vers le parti adverse, devenu quasi officiellement un parti de gauche (c'est le moment où le mot *left* pénétrait pour la première fois dans le vocabulaire américain).

Quant à l'homme de la rue non spécifié, à l'homme des champs, on ne l'abandonnait pas davantage : de sa voix d'or, Franklin D. Roosevelt s'adressait directement à lui à la radio, pour l'assurer qu'il ne serait pas oublié, qu'une politique de subventions, de travaux publics, d'indemnités, de création de jobs, ferait pleuvoir sur lui la manne issue d'un ciel démocrate. Nous avons montré qu'il n'y avait pas là de doctrine, au sens propre, mais une suite d'expédients allant au plus pressé. Il s'agissait d'un opportunisme allégrement dépensier, inflationniste, confirmant la masse dans un sentiment qui était instinctivement le sien depuis longtemps, à savoir que l'État est sa chose, doit lui appartenir, sous toutes les formes possibles. Entraîné par ce courant dont l'inspiration était la défense des faibles, le président Roosevelt, suivi en cela par le président Truman, aboutissait logiquement à la protection du Noir. Mais en cherchant à imposer les *civil rights* les démocrates allaient à l'encontre du droit des États, comme antérieurement à l'occasion du *New Deal*, d'où ce chassé-croisé qui a fait d'eux les champions du pouvoir fédéral.

Les républicains, prenant leurs désirs pour la réalité, affectent de considérer l'ère rooseveltienne comme un intermède après lequel les États-Unis pourraient revenir à leur tradition véritable, celle d'un individualisme dans lequel chacun compterait avant tout sur son initiative et son énergie. Il y a lieu de penser que c'est une illusion, car la grande dépression a probablement marqué la fin d'une période républicaine issue de la guerre civile, qui avait duré jusqu'à la date fatidique de 1929, ou si l'on veut de 1932. Le protestantisme fanatique d'un Jennings Bryan ne donne plus la température d'une période nouvelle, dans laquelle l'immigré, le catholique, le salarié s'accrochant à son job, représentent une autre conception de la société et de l'État. Al Smith, précurseur de Franklin Roosevelt, a marqué là un tournant décisif. En cas de crise il serait difficile aux républicains eux-[p. 268] mêmes de ne pas recourir aux armes démocrates : ils en seraient sollicités, ils le sont, dans leurs propres rangs.

Il ressort de tout ce qui précède que les démocrates ne peuvent en aucun cas s'abandonner à un étroit nationalisme. Woodrow Wilson a marqué leur politique étrangère d'une couleur indélébile, qui est aussi celle du Roosevelt de l'O.N.U. et de la déclaration de l'Atlantique. Il faut prendre garde cependant de ne pas

exagérer la portée d'une idéologie internationale, sincère sans doute, mais qui rencontre très vite ses limites. Tous les Américains, les derniers arrivés comme les autres, sont des continentalistes jaloux, ne se laissant entraîner que malgré eux, avec mainte hésitation et mainte reprise, dans les intrigues et les solidarités internationales. C'est ce qui explique que, quel que soit le président, la politique étrangère des États-Unis reste bien toujours dans le même axe.

II

Le système des deux partis a jusqu'ici résisté à toutes les crises et survécu aisément à toutes les dissidences. L'Europe s'étonne cependant qu'il ne se soit constitué aux États-Unis aucun parti ouvrier. Pour le comprendre il faut aller jusqu'à la racine des conceptions américaines en ce qui concerne les relations du capital et du travail. Le système américain de production, nous l'avons vu précédemment, comporte la collaboration de l'employé à un programme de productivité, dont il est entendu qu'il doit bénéficier. À l'Européen, qui vit dans une atmosphère de lutte de classe, cette « collaboration » paraît suspecte. Elle ne l'est pas, car elle sert le travailleur sans compromettre sa dignité, mais pour le croire il faut déjà être un peu américanisé, d'où un courant d'incompréhension d'autant plus difficile à remonter que, dans le mouvement ouvrier du nouveau monde, il manque, de notre point de vue français, quelque chose, je ne sais quelle présence de « l'esprit ».

Avec des salaires élevés et un niveau de vie qui provoque sa commisération pour le nôtre, l'ouvrier américain ne songe pas à contester le principe du régime capitaliste sous lequel il vit. De ce point de vue c'est un conservateur, soit qu'égoïstement il espère réussir personnellement dans ce cadre, soit qu'il n'ait pas assez d'imagination ou d'esprit idéaliste pour en concevoir un autre, soit encore que ce capitalisme ait suffisamment évolué [p. 269] pour le satisfaire. Un juriste aussi progressif que le juge de la Cour Suprême, Holmes, écrivait, dans sa correspondance avec le professeur anglais Laski : « C'est dérision (*humbug*) de prétendre que le capital vole le travail ; je suspecte je ne sais quelle arrière-pensée de despotisme chez ceux qui veulent renverser le système. » Mais Laski répondait : « Nos différences de points de vue sont dues à nos différences de civilisations. Vous vivez dans une société où les principes classiques du capitalisme fonctionnent encore avec succès, et moi dans un milieu où la machine capitaliste n'est plus adaptée. » Deux atmosphères, qui rendent les comparaisons oiseuses.

Il y a eu aux États-Unis des mouvements révolutionnaires, tels par exemple que les I.W.W. (*International Workers of the World*) au début de ce siècle, mais ils ne se sont pas développés, sans doute par absence d'un esprit de classe. La protestation sociale des gauches ouvrières européennes, dont nous savons

apprécier la noblesse, n'a pas d'équivalent en Amérique. Dans l'armature existante, on y cherche à améliorer au maximum la position du salarié. Le problème ainsi posé se simplifie et surtout se matérialise : l'idéal pâtit des réalisations obtenues. L'argument américain « Voyez ce que j'ai obtenu », est réaliste. L'argument européen « Voyez ce que je veux obtenir pour ma classe, bien au delà des réalisations matérielles » relève largement du rêve, d'un dévouement mystique à une cause. La faiblesse de la propagande américaine dans ce domaine, quand elle s'adresse à nous, c'est de ne pas comprendre que, quand on a parlé de standard de vie, on n'a pas encore tout dit. Quand l'ouvrier français prend contact avec son camarade d'outre-Atlantique, il trouve non pas un prolétaire ou un exploité, mais un homme dont les syndicats discutent socialement sur pied d'égalité avec le patronat, un travailleur qui se rend d'habitude en auto à l'usine, qui n'opère qu'avec des gants, qui le soir venu se distingue peu de son employeur. Quand les représentants du capital et du travail se réunissent, c'est à la façon d'une discussion d'affaires : le délégué ouvrier arrive, lui aussi, dans une Cadillac et il est sans doute descendu au meilleur hôtel. On parle salaires, pensions, conditions de travail, de recrutement, comme chez nous, mais il ne semble pas qu'il y ait, comme chez nous, d'arrière-pensées révolutionnaires. En fait, certains avantages obtenus par le travail mettent en cause la direction patronale elle-même, mais sans qu'on ait cherché à affirmer un principe.

[p. 270] L'intransigeance des positions prises ne doit pas nous tromper, car elle ne recouvre pas la volonté quasi politique d'une conquête du pouvoir. Quand Lewis s'impose aux grands industriels des charbonnages, il se peut qu'il obtienne pour l'ouvrier des avantages plus grands que ne lui en donnerait une nationalisation, mais cette nationalisation, il ne la demande pas. Quand le port de New York est, pendant des semaines, condamné à l'inactivité par une grève des dockers, il ne s'agit pas du mouvement révolutionnaire latent qu'on redouterait en pareil cas à Londres ou à Marseille. On discute en gens d'affaires, quelquefois en gangsters, mais en l'espèce le gangster est moins dangereux pour l'ordre social que l'apôtre révolutionnaire. On hésite du reste à qualifier d'apôtres les leaders de l'*American Federation of Labor* ou du *Committee for Industrial Organisation*, mais si l'on se place sur le terrain des réalisations leur politique est efficace. Pendant la période de prospérité qui a suivi la première guerre mondiale, le haut patronat était généralement anti-syndical ou paternaliste ; les avantages incontestables qu'il accordait étaient éventuellement « octroyés », comme la Charte de Louis XVIII, plutôt qu'ils ne faisaient partie d'un contrat de travail. Mais c'est une phase dépassée. Le grand développement de l'*American Federation of Labor* et du *Committee for Industrial Organisation* en a fait des puissances capables de s'imposer au patronat, capables aussi d'exercer une action sur le gouvernement et les assemblées. Roosevelt et Truman, qui les soutenaient, ont de leur côté bénéficié de leur appui, Stevenson de même. Pourtant, à aucun moment le mouvement ouvrier ne paraît avoir songé à se constituer en mouvement politique. Il semble qu'il s'attache même à éviter les prises de position de principe,

demeurant volontairement dans le domaine du résultat pratique. Revendicatrice dans la discussion, l'attitude syndicale devient collaboratrice dans l'exécution.

C'est probablement là que réside, entre l'ancien et le nouveau continent, la différence psychologique la plus profonde. Chez nous l'ouvrier n'a que scepticisme à l'égard des avantages pouvant résulter pour lui d'un rendement accru de l'entreprise : si c'est l'entreprise elle-même qui fait à ce sujet sa publicité, l'employé sourit ; si c'est un ouvrier qui accepte et endosse l'argumentation patronale, on dit qu'il a été « cuisiné », et moi-même, si j'en parle, on me soupçonne de je ne sais quelle collusion. En Amérique on ne s'étonne ni ne se choque de cette propagande, [p. 271] même si elle est faite avec quelque indiscretion. Je suis, moi Européen, un peu agacé par le systématique optimisme de l'employeur qui décrit les résultats merveilleux d'une productivité rejaillissant sur le travailleur, mais, renseignements pris, ce qu'il dit est généralement exact. Il arrive que ce soit un ouvrier qui signe l'article : si nous sommes tentés de mettre en doute sa bonne foi, nous avons tort. Habittons-nous à l'idée qu'aux États-Unis la propagande, même quand elle en a l'air, n'est pas nécessairement bourrage de crâne.

En présence de ces résultats notre militant, s'il est honnête, ne peut manquer d'être impressionné, mais il semble qu'il lui manque quelque chose, probablement parce que dans son propre programme il y avait autre chose. Le monde ouvrier français a son histoire, ses traditions, ses valeurs humaines, ses richesses spirituelles. Ses représentants éprouvent une subtile nostalgie quand leurs camarades américains ne leur parlent que d'avantages matériels obtenus : pas de mystique de classe, pas d'apostolat révolutionnaire, à peine un apostolat humain, mais le vocabulaire de l'homme d'affaires ! Ce qui manque à notre idéaliste, c'est que dans cet embourgeoisement de la réussite il ne reste plus assez de place pour la protestation, c'est-à-dire pour le principe, pour je ne sais quel espoir de terre promise...

[p. 272]

Chapitre 30.

LE RETOUR DES RÉPUBLICAINS

[Retour à la table des matières](#)

L'année 1952 marque, dans l'histoire politique des États-Unis, un tournant de grande importance, le plus important – et je n'oublie pas qu'il y a eu la guerre – depuis 1932. Après vingt années de succès démocrates les républicains rentrent à la Maison Blanche. L'orientation est-elle décisive ? Essayons de faire le point.

I

Aucune campagne n'a été plus sensationnelle que celle qui a abouti, le 4 novembre 1952, à l'élection triomphale du général Eisenhower. Il n'y en a pas qui ait soulevé plus d'intérêt, ce que confirme le nombre inusité des votants, ni plus de passion. C'est aussi la plus pittoresque, soit par la place qu'y a tenue l'intervention personnelle des candidats, soit par les moyens techniques nouveaux mis en œuvre, notamment la télévision. Jamais non plus, si ce n'est en 1860, l'enjeu n'avait paru plus important : c'est avec une attention passionnée que l'Europe attendait le résultat, se rendant bien compte que son destin en dépendait aussi. Ajoutons enfin que rarement les experts se sont trompés davantage dans leurs prévisions : ils n'avaient pas exclu le succès du général, mais nul n'en avait imaginé l'extraordinaire ampleur. Pour trouver une excitation, des passions analogues, il faut, je crois, remonter à l'élection de McKinley contre Bryan, et surtout à celle de Lincoln, qui déclencha la guerre de Sécession.

Quand la campagne s'ouvrit, en juillet 1952, les démocrates étaient au pouvoir depuis vingt ans. Cinq élections présidentielles laissaient l'impression qu'ils étaient installés à la [p. 273] Maison Blanche pour y rester et le parti républicain tendait à prendre figure d'éternel vaincu (fig. 2).

Les majorités démocrates, pendant cette période, avaient toujours été substantielles, parfois écrasantes. En 1932, Roose-

[Retour à la table des figures](#)

Fig. 2. – ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 1916 À 1952
(Pourcentage des voix).

velt avait obtenu 22 821 000 voix contre 15 761 000 à Hoover, soit 59 p. cent contre 41 p. cent des votants. En 1936, le plébiscite en faveur du président sortant avait dépassé tous les records démocrates : 27 476 000 voix contre 16 679 000 à son concurrent républicain, soit 62 p. cent contre 38 p. cent. Ces majorités s'étaient maintenues, quoique moins fortes, en 1940 et 1944 : 27 243 000 contre 22 304 000 et 25 602 000 contre 22 006 000, soit respectivement 55 p. cent contre 45 p. cent et 54 p. cent contre 46 p. cent. Ce raz de marée, démocrate ou rooseveltien, avait recouvert tout le pays, à tel point qu'en 1936 les républi-

À vrai dire, dès 1940, les républicains s'étaient ressaisis, retrouvant dès cette année-là de forts effectifs dépassant 22 000 000 de votants. Ils avaient, dans une large mesure, récupéré géographiquement les principales de leurs positions antérieures, la Nouvelle-Angleterre, le Centre-Ouest (Indiana, Ohio, Michigan), le Nord-Ouest (Wisconsin, Iowa, Dakotas, Nebraska, [p. 275] Kansas, Wyoming, Colorado). Si Roosevelt ne se fût pas représenté en 1944 ils eussent sans doute été victorieux, et ils se croyaient sûrs de l'être en 1948 : c'est même cette fausse sécurité qui avait entraîné la défaite de Dewey par un Truman fort habile qui s'était démené plus que son concurrent. On peut donc dire qu'à longue échéance un jeu de pendule devait rendre la majorité aux républicains. Le raisonnement s'appliquait à 1952 plus encore qu'à 1948, mais on ne doit pas méconnaître que les atouts démocrates demeuraient puissants, surtout en raison d'une politique sociale dont le peuple se trouvait bien et qui coïncidait avec une éclatante prospérité.

Au moment où allait s'ouvrir la campagne, quelles étaient les positions respectives des deux partis, indépendamment des candidats présidentiels qu'ils allaient choisir ? Nous avons montré que la force des démocrates résidait dans leur emprise sur les masses populaires, leur faiblesse résultant de la désaffection du Sud en raison de la politique des *civil rights*. Les républicains, de leur côté, pouvaient compter sur les classes dirigeantes et les classes moyennes de l'Est et du Centre-Ouest, dans la mesure où il ne s'agissait pas d'immigrés récents. On pouvait cependant, à l'intérieur même du parti, distinguer deux centres divergents d'attraction. Dans le Centre-Ouest, autour du sénateur Taft de l'Ohio, la « vieille garde » était plus forte, représentant le protectionnisme, la résistance avouée aux prétentions des syndicats ouvriers et en politique extérieure un néo-isolationnisme comportant la méfiance de l'Europe et, dans la hiérarchie des préoccupations, la prédominance de l'Asie. Mais un groupe plus libéral tenait l'influence sur la côte Atlantique, avec le gouverneur Dewey, le sénateur Lodge, ralliés en somme à la politique étrangère du président Truman : la vieille garde les qualifiait, de façon péjorative, d'« internationalistes ».

Il y avait ainsi, de part et d'autre, une singulière combinaison de force et de faiblesse. L'avantage des démocrates résidait largement dans l'immense popularité de Roosevelt, qui s'était en partie reportée sur son successeur : l'expérience avait prouvé que la hardiesse sociale du *New Deal* et du *Fair Deal* était compatible avec la prospérité retrouvée, du reste aussi avec la guerre et le réarmement. Le peuple tenait à cette politique du *Welfare State* : « Si vous votez pour les républicains, disait la propagande démocrate, le bénéfice ne vous en sera plus garanti, pas plus qu'une prospérité qui est devenue notre prospérité. » Pourtant [p. 276] un trop long séjour au pouvoir avait malgré tout usé le parti : le règne de quelques-uns de ses *bosses* locaux les plus puissants était périmé et il s'était laissé aller aux tentations d'une politique ultra partisane, voire alimentaire. Il en était résulté une certaine corruption, non pas vraiment profonde, mais superficielle et généralisée, qui avait suscité de petits scandales jusque dans l'entourage du président.

Les républicains se servaient de cet argument et ils le faisaient d'autant mieux que leur organisation était supérieure à celle de leurs adversaires, bien pourvue d'argent et soutenue par toutes les puissances financières de la Nation. En minorité chronique dans les élections, ils étaient en majorité, en immense majorité, dans l'état-major de la production et du commerce : une grande partie de l'opinion les estimait en conséquence plus qualifiés pour administrer le pays. On ne pouvait ignorer cependant que leurs continuelles défaites les avaient éloignés de la masse. Ils étaient, dans l'opposition, devenus plus conservateurs, réactionnaires même au sens propre puisqu'ils voulaient, comme Louis XVIII, « renouer la chaîne des temps » : vingt années de rancunes accumulées les avaient rendus amers, étroits, impatients à l'excès de participer de nouveau aux bénéfices du pouvoir. C'est surtout la vieille garde qui justifiait ces reproches : aussi une opinion répandue même dans les rangs du parti était-elle que Taft, quelle que dût être sa valeur comme candidat, serait incapable de réussir.

II

C'est dans cette atmosphère que s'ouvraient les deux conventions réunies pour le choix des deux candidats présidentiels.

Dans le camp républicain, le sénateur Taft avait de longue date préparé sa campagne, soutenu passionnément par les professionnels du parti. Nul mieux que lui n'en représentait la tradition : il représentait même cette tradition dans son étroitesse, sa rigueur conservatrice, lui, l'auteur du fameux *Taft-Hartley Act*. C'est à juste titre que les *real republicans* l'avaient surnommé *Mr Republican*. Il était donc sûr de l'appui des orthodoxes, des réguliers du parti.

Mais une autre candidature s'était indiquée, moins dans les rangs des spécialistes de la lutte électorale que dans les masses populaires, celle du vainqueur de la deuxième guerre mondiale, [p. 277] le général Eisenhower. Devenu président de l'Université Columbia à New York, puis chargé par le président Truman de créer l'armée européenne, il était resté en dehors de la politique, non sans laisser penser que l'idée de la présidence dût lui déplaire. Il avait, à l'occasion, fait des discours politiques, mais en demeurant toujours dans le domaine des généralités. Il n'était inscrit dans aucun des deux partis et l'on ne savait même pas s'il était républicain ou démocrate. Les démocrates avaient pensé à lui comme candidat et le président Truman lui avait même fait des avances dans ce sens. En raison de ses hautes fonctions militaires, le général estimait ne devoir prendre aucune position politique, répondant invariablement qu'il ne ferait pas acte de candidat, mais que si l'opinion lui demandait clairement de se présenter il verrait ce qu'il aurait à faire. Or un courant populaire grandissant se dessinait en sa faveur et, dans le sein du parti républicain, un parti Eisenhower s'organisait sous l'inspiration du gouverneur Dewey et du sénateur Lodge. Les professionnels

qualifiaient ceux-ci d'amateurs, mais le mouvement prenait de plus en plus de force. Lorsqu'il s'agit, dès la première moitié de l'année 1952, de désigner les candidats éventuels dans les élections primaires du Parti républicain, le nom du général surgit presque partout, comme un jaillissement puissant et largement spontané. Sa candidature devant la convention républicaine se trouvait ainsi posée par une sorte de plébiscite : il accepta l'invitation et, ayant démissionné de son poste européen, rentra aux États-Unis. On croyait à ce moment que son élection, si elle aboutissait, aurait le caractère d'un plébiscite en quelque sorte au-dessus des partis, avec une signification nationale plus que partisane. C'est du reste en fin de compte ce qui s'est produit, mais, devant la convention, le choix allait prendre l'aspect d'une contestation passionnée, révélant dans le parti l'opposition de deux groupes hostiles qu'il serait ensuite difficile de réunir dans un effort commun de victoire.

Réunis à Chicago, du 7 au 11 juillet, les délégués républicains se trouvaient en présence d'une organisation compacte ayant depuis longtemps travaillé en faveur de Taft : la désignation du sénateur paraissait probable. Moins bien armés professionnellement, les partisans du général bénéficiaient par contre d'une véritable marée d'opinion. Il semble que l'excès même de leur technique manœuvrière ait nui aux spécialistes : dès le premier tour Eisenhower arrivait en tête avec 595 voix contre [p. 278] 500 à Taft, 89 à Earle Warren (gouverneur de la Californie), 20 à Stassen (ancien gouverneur du Minnesota) et 10 au général Mac Arthur. Au second tour, une série de désistements s'accumulant en avalanches donnaient au général l'écrasante majorité de 845 voix, contre 280 à Taft, décidément écarté. Les électeurs des conventions sont pratiques : ceux-ci avaient estimé que le sénateur ne réussirait pas à atteindre la présidence ; la popularité, immense encore que vague, d'Eisenhower avait fait le reste.

Du côté démocrate il y avait moins de passion, parce que, Truman ayant décidé de ne pas se représenter, aucun des candidats en ligne ne s'imposait, que ce fût le vice-président Barkley (représentant le trumanisme), Harriman (les éléments « libéraux », c'est-à-dire avancés de New York), le sénateur Kefauver (champion spectaculaire de la lutte contre la corruption)... L'opinion des milieux initiés désignait un homme peu connu du grand public, Adlai Stevenson, qui s'était fait remarquer comme gouverneur de l'Illinois, mais qui ne voulait pas se présenter. Le président Truman l'avait en vain sollicité et, quand la convention s'ouvrit à Chicago le 21 juillet, il résistait toujours. On votait cependant pour lui dès le premier tour, et au troisième une majorité de 617 voix contre 275 à Kefauver le forçait en quelque sorte à accepter la « nomination », c'est-à-dire la candidature. Appartenant à la meilleure société de Chicago, orateur de haute classe, intellectuel, d'une distinction personnelle qui lui donnait je ne sais quelle couleur britannique, il ne s'était imposé en somme que par sa supériorité, ce qui n'était, comme on devait le voir par la suite, qu'un douteux atout. Démocrate authentique, mais appartenant à l'aile modérée du parti, il semblait surtout soucieux de ne pas

se solidariser aveuglément avec le président sortant, ni d'autre part avec les professionnels du parti.

Ainsi, de part et d'autre, les « amateurs » l'avaient emporté sur les tenants des « machines ». C'était une indication sur les tendances profondes de l'opinion, et cependant la campagne allait montrer qu'il faut quand même pour aboutir recourir à l'organisation. Eisenhower allait réussir, en faisant peut-être trop de concessions aux professionnels ; Stevenson allait échouer, en refusant de se mettre entre leurs mains.

[p. 279]

III

On ne pouvait imaginer candidats plus différents que le général et le gouverneur. Le premier, militaire de formation, connaissant l'Europe mais complètement ignorant de la politique américaine, était cependant plus proche que son concurrent du tempérament national moyen : né dans le Sud-Ouest, il était peuple par son comportement, ses réactions, son origine sociale. Le gouverneur, muni d'une sérieuse expérience de la politique par sa pratique du gouvernement d'un État, était au contraire d'un niveau social élevé, favori de la fortune, intellectuel de goûts et de culture. Tout le monde sait cela maintenant, mais au début de la campagne on ne connaissait ni l'un ni l'autre. La renommée du général était universelle, mais il s'agissait d'une figure de légende que très peu de gens avaient approchée, cependant que le gouverneur, populaire dans l'Illinois, était à peu près complètement ignoré ailleurs.

Plusieurs questions se posaient en conséquence. Quelles influences allait subir Eisenhower et dans quelle direction allait-il orienter sa campagne ? Il avait été patronné par le groupe des « internationalistes » et, comme il avait pratiqué une politique européenne, on se disait généralement qu'il adopterait en matière extérieure une attitude assez semblable à celle des démocrates, bref qu'il ferait figure de libéral. Cependant on n'en était pas sûr, car il aurait besoin de la « machine » et ne pourrait guère se passer du concours des taftistes. Resterait-il donc l'homme des amateurs, ne serait-il pas absorbé par la vieille garde ? Même incertitude en ce qui concernait Stevenson : il avait été désigné sans avoir pris le moindre engagement, mais serait-il, nouveau venu dans l'arène fédérale, en mesure lui aussi de se passer des politiciens ? On pouvait se demander également entre qui la lutte véritable allait se poursuivre. Les deux candidats se situaient chacun, dans leur parti, in *the middle of the road*, de sorte que la campagne semblait devoir se poursuivre sur le ton de la modération. Telle était bien leur intention, mais derrière eux, ni Truman ni les taftistes ne partageaient cette manière de voir : vigoureux lutteurs, imbus de la passion partisane, ayant accumulé dans une opposition mutuelle remontant à bien des années de solides rancunes, ils n'évoluaient pas dans l'atmosphère académique qu'on supposait

devoir être celle des deux champions [p. 280] officiels. Et derrière eux les professionnels étaient là, bien décidés à ne pas faire quartier, avec la pleine injustice des partisans.

Dans une première phase de la campagne, on a l'impression que les candidats se cherchent. Les partisans de Taft, fort amers, se réservent et l'on se demande même s'ils vont se résoudre à collaborer efficacement. Le groupe libéral, de son côté, ne semble pas exercer sur Eisenhower une influence décisive : celui-ci, assez isolé dans son quartier général de Denver, se contente de déclarations vagues, dont ses partisans ressentent une vive déception : *Ike is running like a dry creek* (c'est un ruisseau à sec) va jusqu'à écrire un journaliste de son bord. Quant à Stevenson, en établissant son secrétariat à Springfield (Illinois), il a entendu marquer qu'il restait indépendant des professionnels, notamment du plus éminent d'entre eux, le président, et aux avances de celui-ci il n'a répondu que de mauvaise grâce. Il faudra que l'hôte de la Maison Blanche s'impose : « je serai quand même la clef de la campagne », dit-il. Stevenson néanmoins, par son talent de parole, s'impose aux connaisseurs, mais là encore le contact populaire ne s'établit pas. Personne n'a donc pris d'avance.

Dans une seconde phase, en septembre, les positions se précisent. Dans un breakfast historique, à la résidence du président de l'Université Columbia, le général reprend contact avec Taft et les deux leaders concluent une alliance en vertu de laquelle le sénateur met enfin au service de la cause la puissante organisation républicaine : posant devant les photographes avec les sourires de rigueur, les deux interlocuteurs se déclarent d'accord, avec quelques réserves seulement sur la politique étrangère. Le prix payé demeure secret, mais le centre de gravité s'est légèrement déplacé. Reprenant ses tournées, le général visite le Sud où il reçoit un accueil, non seulement cordial mais presque triomphal. Ses discours restent vagues, dirigés contre le communisme, contre la gabegie de Washington (*mess in Washington*), mais sa présence joue, il attire les foules, qui se pressent sur son passage : indication dont il va bientôt apprendre à tenir compte. Cependant Stevenson continue de se faire connaître, c'est-à-dire de se faire apprécier : ses arguments sont précis, ses discours émaillés de traits d'esprit mordants, on l'écoute volontiers mais on ne vient pas en masse l'entendre, il ne soulève pas la curiosité. Les professionnels s'émeuvent de cette atmosphère distinguée, mais confinée ; ils demandent au président Truman d'intervenir et Stevenson lui-même, impressionné sans doute par les résultats [p. 281] médiocres de cette première manche, se résigne à accepter son appui.

C'est ici que se place un incident significatif, qui fera beaucoup pour orienter la campagne dans le sens où elle va maintenant se développer, l'affaire Nixon. Le candidat républicain à la vice-présidence a reçu, dans ses fonctions sénatoriales, une subvention de 18 000 dollars, qui lui ont été versés par un groupe de partisans : la chose est-elle admissible ? Le cas, quand il est révélé, est immédiatement discuté avec passion, au sein même du parti républicain, qui est loin de se prononcer unanimement en faveur du sénateur. Eisenhower, fort

embarrassé, tarde à se prononcer : va-t-il se séparer de son co-listier pour maintenir sans compromission sa campagne contre les collusions politiciennes ? Va-t-il le couvrir de son autorité morale, pour ne pas changer de cheval au milieu du gué, selon le conseil des sages ? Pendant qu'il remet de jour en jour sa décision, Nixon, dans une télévision nationale qui coûte gros au parti, s'adresse directement au public, qu'il touche par le sentiment et qu'il gagne par le cran dont il faut preuve : sa cause est gagnée. Il ne reste plus à Eisenhower qu'à lui donner une spectaculaire accolade au débarqué de son avion : « *Dick, you are my boy !* » D'arguments point ou presque, mais une belle image d'Épinal au goût de l'Amérique : l'émotivité est intervenue dans la campagne, qu'elle va maintenant dominer entièrement.

C'est alors que commence une troisième phase, qui sera décisive. Ike (appelons-le à dessein de son surnom familial) a trouvé sa manière. Il est médiocre dans le grand discours politique, mais excellent quand il recourt simplement à l'argument de sa présence. Ce qu'il dit importe en somme assez peu, et il s'en rend compte : il vient d'apprendre à l'usage qu'il lui suffit d'apparaître et, laissant de côté les notes préparées par son secrétariat, de s'adresser au public en brave homme qui saura régler les problèmes, en chef honnête auquel on peut faire confiance. N'a-t-il pas gagné les batailles de l'Afrique du Nord, de la Normandie, du Rhin ? C'est de la même façon qu'il gagnera les batailles pacifiques de l'avenir. Le procédé rend à plein, les foules se précipitent sur son passage : à certains endroits plus de 100 000 personnes se déplacent pour le voir défiler avec son cortège d'automobiles remplies de partisans. Dans ses tournées ferroviaires, les stations où il fait un bref arrêt sont envahies par une marée humaine : on vient le voir plus que l'entendre, et quand il présente Mamie, [p. 282] sa femme, c'est du délire. Conscient du succès ainsi obtenu, il tend à ne pas se montrer difficile sur les concessions à faire : il apparaît sur la même plate-forme que le sénateur nationaliste McCarthy du Wisconsin, que le sénateur Jenner de l'Indiana, non moins anti-libéral. Ses premiers amis, qui souhaitaient de lui une campagne libérale, affranchie de la servitude républicaine partisane, ne le reconnaissent plus : le sénateur républicain Morse de l'Oregon (enfant terrible il est vrai) se sépare de lui avec éclat. Mais par ailleurs, avec un sens assez sûr de l'opinion, le général déclare qu'il ne reviendra pas sur la politique sociale du *New Deal*. À la vérité on ne voit plus bien clair dans son programme : la seule chose qui paraît évidente, c'est que l'opinion s'emballe en sa faveur.

Le parti démocrate s'inquiète de cette marée, que ne soulève pas l'homme presque trop distingué qu'est son candidat. Pour toucher le peuple on fait appel au président, vieux politicien. Il part, plein d'entrain et de combativité, pour une de ces fameuses tournées *whistle stop*, dans lesquelles le train électoral va de gare en gare pour chercher l'électeur chez lui, dans un contact personnel. Le président est un lutteur, il se rappelle que, quatre ans plus tôt, c'est ainsi qu'il a vaincu le gouverneur Dewey, que tout le monde inscrivait gagnant. Il en veut au général, qui eût pu être son candidat et qui maintenant critique sans trop de ménagements

son administration. Il en met moins encore à l'attaquer : héros de guerre mais sans compétence politique, dit-il, prisonnier de la vieille garde, réactionnaire qui mettra en péril les bienfaits sociaux acquis par vingt ans de régime démocrate, fasciste même qui ne craint pas de se commettre avec un McCarthy ! Certains délicats se froissent de cette violence, peu compatible, estiment-ils, avec la dignité présidentielle. On a néanmoins l'impression qu'elle porte et les sondeurs professionnels de l'opinion, qui se trompent, estiment que Stevenson regagne rapidement l'avance prise sur lui par son concurrent. À la vérité le raid de Truman aura sans doute fait plus de mal que de bien.

Au début de la quatrième phase, l'argument démocrate, celui de la prospérité, semble porter : « Qu'on se rappelle la grande dépression, ce sont les républicains qui en portent la responsabilité ! Est-ce donc cela que vous voulez revoir ? *We never had it so good*, jamais ça n'a été aussi bien. Ne laissez pas ces républicains nous ravir notre prospérité, *Don't let them take it away !* » [p. 283] Au tour des républicains de s'inquiéter. L'argument de la corruption a fait long feu : la sévérité morale des républicains est largement faite d'aversion, mais est-on sûr qu'ils feraient mieux ? Plus efficace est l'argument anticommuniste, qui répond à une préoccupation profonde de l'opinion. Et néanmoins il faut trouver autre chose. C'est alors que le trait de génie d'un de ses conseillers suscite la déclaration sensationnelle du général : « *I shall go to Korea !* » Ce que l'opinion interprète comme signifiant : « J'irai en Corée pour mettre fin à la guerre ! » La trouvaille est décisive, elle emporte le morceau : Eisenhower est le *Deus ex machina*.

Cette analyse reste froide. Il faudrait évoquer l'extraordinaire atmosphère de cirque ambulant de cette campagne. Le peuple américain en a suivi les péripéties avec la même fraîcheur, la même joie élémentaire qu'il l'eût fait il y a un siècle, quand le résultat n'avait aucune conséquence internationale. Il semble que cette responsabilité vis-à-vis du monde n'ait guère troublé les intéressés, ce qui est la preuve que les hommes évoluent moins vite que les situations. On aurait pu se croire revenu au temps légendaire du XIX^e siècle, quand il s'agissait, par des procédés de foire, de conquérir le vote des pionniers de l'Ouest. Cette atmosphère du XIX^e siècle a survécu, mais paradoxalement avec les procédés techniques les plus avancés du XX^e, radio, télévision... On a pu, d'un seul coup, se faire entendre se faire voir du pays tout entier. Sans le facteur d'émotion qu'il a tiré de l'écran, le vice-président Nixon ne se fût sans doute pas tiré d'un assez mauvais pas : le sourire de sa femme, fidèle dans l'épreuve, a certainement ému un public qui ne raisonnait plus. La campagne s'est faite sur des émotions, le plus clair de son explication est là. Les qualités de Stevenson n'étaient pas moindres que celles de son concurrent, mais il faut se rappeler la maxime de La Rochefoucauld : « Notre mérite nous vaut l'estime des honnêtes gens, et notre étoile celle du public. »

IV

Le scrutin du 4 novembre 1952 est apparu comme une surprise, notamment pour les experts en pronostics : sans doute ceux-ci avaient-ils escompté une victoire républicaine, mais douteuse, peu accentuée (ce en quoi nous verrons qu'ils ne se trompaient [p. 284] pas tout à fait). Or on se trouve en présence de ce que les Américains appellent un *landslide*, d'une avalanche de suffrages en faveur d'Eisenhower. Le général obtient 33 000 000 de voix contre 26 000 000 au gouverneur, soit 55 p. cent contre 45 p. cent des votants. Le caractère massif de la majorité est plus frappant encore si l'on considère la proportion des mandats électoraux : 442 mandats républicains (fig. 4) contre 89, ce qui signifie que le vainqueur a obtenu la majorité dans la quasi-totalité des États (on sait que tous les mandats d'un État vont au parti qui y a obtenu la majorité, même si celle-ci est minime).

Roosevelt, en 1936, avait obtenu une victoire plus sensationnelle encore, avec 62 p. cent contre 38 p. cent des voix, et 523 mandats contre 8, mais jamais un nombre absolu de suffrages aussi considérable ne s'était porté sur l' élu présidentiel. Roosevelt, en 1936, n'avait réuni que 27 476 000 voix, contre 16 679 000. Eisenhower en a 6 000 000 de plus : même en tenant compte de l'accroissement de la population, le résultat est massif. Il faut ajouter du reste qu'avec ses 27 000 000 de voix, Stevenson obtient plus de suffrages que Truman en 1948. La conclusion, c'est qu'il s'agit d'une victoire d'Eisenhower plutôt que d'une défaite de Stevenson. L'un des leaders démocrates donnait, je crois, la note exacte dans ce commentaire : « Nous avons été vaincus dans une épreuve de popularité plutôt que nous n'avons subi une défaite politique. »

L'observation est d'autant plus pertinente qu'au triomphe personnel d'Ike ne correspond pas une victoire semblable de son parti. La Chambre des représentants élue en novembre 1952 ne comprend que 221 républicains contre 213 démocrates. Au Sénat, après le renouvellement d'un tiers de l'assemblée, il y a 48 républicains, 47 démocrates et un dissident républicain (le sénateur Morse). Ces majorités précaires, qui se sont révélées à la merci de quelque décès, soulignent le fait que, si le pays a voté pour le président dans une sorte de plébiscite, il n'a nullement marqué pour le parti républicain une préférence de même portée. À vrai dire il n'a pas condamné de façon décisive le parti démocrate ni surtout la politique dont celui-ci, depuis vingt ans, s'était fait le champion. Il y a lieu de penser que, si la contestation avait été entre Truman et Taft, c'est le président démocrate, fort populaire ne le méconnaissons pas, qui eût été élu.

En observant la tendance à longue échéance, on constate, depuis 1936, un retour instinctif à l'équilibre des deux partis. [p. 285] Après l'enthousiasme exceptionnel de cette année-là, qui paraissait avoir en quelque sorte balayé tout le pays, on voit se dessiner un retour progressif des républicains vers leurs anciennes positions d'avant la dépression. Hoover, en 1928, avait obtenu 58 p. cent des voix, mais, après avoir touché l'étiage de 38 p. cent en 1936, le parti retrouvait 45 p. cent en 1940, 46 p. cent en 1944,

[Retour à la table des figures](#)

Fig. 4. ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 1916 À 1952
(Nombre de mandats électoraux).

48 p. cent en 1948. Un rétablissement analogue s'était produit dans les assemblées. De 18 sénateurs en 1936, l'effectif sénatorial républicain était remonté à 38 en 1944, 50 en 1946 ; il était retombé à 42 en 1948, pour se retrouver à 49 en 1950. À la Chambre des représentants, les républicains, qui n'étaient plus que 89 sur 435 en 1936, étaient redevenus 246 en 1946, 199 en 1950. Tout laissait prévoir une victoire présidentielle en 1948, et peut-être est-ce simplement un accident – l'insuffisante cam-[p. 286] pagne de Dewey – qui l'a prévenue. S'agissant du parti, et non de son exceptionnel champion, il faut conclure que si les républicains ont retrouvé la victoire, c'est sans triomphe.

La carte électorale est intéressante à étudier. En 1936, Roosevelt avait emporté tous les États, sauf le Maine et le Vermont. En 1948, les républicains avaient récupéré New York, la Pennsylvanie, l'Ohio, l'Indiana, le Michigan, plusieurs États du Nord-Ouest, la Californie, mais le président Truman avait cependant été élu (fig. 5). Voici qu'en 1952, par un raz de marée analogue à celui de 1936, mais en sens contraire, le candidat républicain gagne tout l'Est, tout le Centre-Ouest, tout le Nord-Ouest, tout le Sud-Ouest, tout le Pacifique, son concurrent démocrate ne conservant que le Sud, et encore diminué du Texas, de la Floride, de la Virginie, du Tennessee. Cette demi-défection de l'ancien *Solid South* s'accroît encore du fait que, pour la première fois, le candidat républicain y obtient de fortes minorités allant jusqu'à 44 p. cent en Arkansas, 47 p. cent en Louisiane, 48 p. cent en Caroline du Sud (fig. 6).

À la lumière d'une campagne que nous observons maintenant avec quelque recul, il est possible de déterminer les arguments qui ont porté. Les démocrates avaient compté sur celui de la prospérité, dont ils se faisaient non sans quelque prétention les garants, mais l'électeur semble n'avoir pas redouté de la perdre en votant républicain : il retrouvait du reste ainsi une vieille tradition. Stevenson et Truman surtout avaient de même mis le peuple en garde contre une réaction susceptible de le priver des avantages d'un *New Deal* ou *Fair Deal*, toujours populaire ils avaient cru pouvoir compter sur un vote global des syndiqués : or il semble bien que bon nombre d'ouvriers, pourtant acquis au syndicalisme, ont voté pour Eisenhower. On devine de même que bien des immigrés de fraîche date, bien des catholiques et même beaucoup de Nègres ont déserté la cause démocrate. Le candidat républicain s'était engagé à maintenir la législation sociale de l'ère rooseveltienne, de sorte que ce n'est pas sur cette question qu'on a voté. On a davantage écouté les républicains quand ils ont préconisé le changement d'une équipe gouvernementale usée par sa trop longue détention du pouvoir et surtout quand ils ont ameuté l'opinion nationale, disons nationaliste, contre le communisme : McCarthy représente, plus qu'on n'en veut convenir, quelque chose de profond dans le sentiment populaire.

[p. 287]

[p. 288]

promettait déjà d'être une belle victoire électorale. Il a fallu ensuite qu'il mît fin, bien ou mal, à la guerre : peut-être était-ce le seul engagement électoral véritable qu'il eût pris ?

Mais le général n'a pas entraîné dans son succès toute son armée, car s'il entre par la grande porte à la Maison Blanche ses partisans ne pénètrent au Capitole qu'avec une mince avance sur leurs adversaires. Le plébiscite sur le nom d'Eisenhower n'a donc pas le sens d'une victoire républicaine décisive. Ce qui a produit l'exceptionnelle ampleur de la majorité strictement présidentielle, c'est le fait qu'une foule d'abstentionnistes habituels l'ont accrue indépendamment d'une discipline de parti. La signification de leurs suffrages n'est pas politique, du moins pas partisane. D'où cette conséquence que, du point de vue du pouvoir présidentiel, l'élu bénéficie en quelque sorte d'un mandat en blanc, tandis que, du point de vue des assemblées, le parti nominalelement vainqueur ne dispose que d'une marge de majorité fort étroite. Dans plusieurs États les voix d'Eisenhower ne se sont pas reportées sur les sénateurs, les représentants, les gouverneurs républicains qu'il s'agissait d'élire. Dans le Sud par exemple, quand on a voté pour le président c'était pour lui personnellement plus que pour son parti : au fond la machine démocrate restait maîtresse du champ de bataille. De même, si dans l'Ouest les fermiers ont voté pour Ike, ce serait une erreur de croire qu'ils ont entendu renier la politique agraire de Roosevelt ou de Truman.

V

Si, considérant le retour des républicains au pouvoir en 1952, nous essayons maintenant de faire le point à leur sujet, nous devons constater que, dans leurs rangs, les deux courants distincts de la convention de Chicago sont toujours là. C'est comme s'il y avait eu deux élections parallèles. Une fois élu, le président se retrouve en fait tel que ses premiers champions, les libéraux du parti, avaient choisi de le voir. S'il est en somme républicain par son conservatisme instinctif, par sa considération pour l'homme d'affaires, ses tendances ne sont pas celles d'un nationaliste étroit, d'un protectionniste forcené, d'un isolationniste. Tout autre est la température des républicains qui sont parvenus aux assemblées. Ceux-ci sont vraiment des républicains, des *real republicans*, dont l'aile droite, qui est l'aile marchante,

[p. 291]

Chapitre 31.

LE PERSONNEL POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

Dans le recrutement du personnel politique, le XX^e siècle a apporté un indéniable progrès. La compétence entre en jeu dans les choix plus que par le passé et les milieux élevés de la société ne s'écartent plus du pouvoir comme ils le faisaient autrefois. Toutefois, selon qu'il s'agit de l'étage municipal, des États, du fédéral enfin, la qualité est fort différente.

Dans les municipalités, les maires, les conseillers sont souvent d'un niveau commun et même très commun. Dans les grandes villes cosmopolites le personnel municipal est généralement d'origine étrangère, éventuellement catholique. Traditionnellement c'est le domaine des Irlandais, plus récemment des Italiens, des Polonais... Rien n'empêche un homme né à l'étranger de parvenir au sommet dans un milieu électoral comme celui de New York ou de Chicago. À New York une bonne liste doit contenir un Irlandais, un juif, un Italien, et demain ce pourrait être un Nègre ou un Porto Ricain. Signalons, en nous gardant d'exagérer mais également de minimiser, qu'aux frontières inférieures du domaine municipal dans les très grandes agglomérations urbaines il existe souvent une collusion entre les politiciens et les gangsters : tout un royaume, celui des jeux, des bars de bas étage, de la prostitution, s'ouvre tacitement à la pénétration de ceux-ci ; pour trouver une comparaison en Europe il faudrait envisager certaines cités méditerranéennes, également cosmopolites. Sur ces louches confins, les « machines » sont à leur aise, et les milieux d'affaires ne craignent pas à l'occasion d'entrer en contact avec les bas-fonds pour s'assurer leur neutralité ; certains syndicats ouvriers, pour avoir la paix, entretiennent de pareils rapports (*l'American Federation of Labor a*

[p. 292] dû pour cette raison désavouer son syndicat new yorkais des dockers). On a pu voir, dans l'État de New York, un leader syndicaliste du bâtiment, condamné pour de louches opérations de cet ordre, recevoir dans sa prison, entre 1948 et 1953, la visite d'hommes politiques importants venant lui demander d'user d'une influence, qu'il avait conservée, pour apaiser des grèves ou atténuer des conflits ouvriers. Les partisans du *good government* réussissent occasionnellement à balayer ces écuries d'Augias, mais il n'est pas sûr que les « intérêts » préfèrent toujours prendre en mains l'administration : avec les honnêtes gens il arrive qu'on ne puisse s'entendre quand on a tort, mais on le peut toujours avec des politiciens de conscience plus large.

Dans les États, les membres des législatures sont très représentatifs, c'est-à-dire très ordinaires, tandis que le gouverneur a chance de sortir de l'ordinaire, car le régime favorise la personnalité dans l'exécutif. Le gouverneur est généralement un citoyen de l'État qui s'est fait remarquer dans son métier, comme avocat par exemple ou bien dans quelque fonction élective secondaire où il a fait preuve de courage civique : un *attorney*, procureur élu, s'il a eu la chance de se distinguer dans quelque cause spectaculaire en montrant qu'il n'a pas peur des gangsters ou des politiciens, sera en quelque sorte désigné pour devenir gouverneur (c'est ainsi par exemple que le gouverneur Dewey, de l'État de New York, s'est fait connaître).

S'il s'agit d'élire un député ou un sénateur fédéral, l'origine locale est de rigueur. Une ascendance étrangère trop proche sera un handicap, sauf dans les États très cosmopolites de l'Est (on peut y être Italien ou Canadien français) ou du Nord-Ouest (il sera même bon d'y être Scandinave). Pourtant la rapide assimilation des immigrants fait de plus en plus parvenir au sommet, c'est-à-dire aux assemblées fédérales, des hommes qui ne sont même pas d'origine anglo-saxonne ou protestante. Notons cependant que les noms de consonance latine ou slave, s'ils sont assez fréquents à la Chambre, le sont beaucoup moins au Sénat (dans le Sénat de 1952 je repère plusieurs noms allemands, mais deux seulement qui, du point de vue américain, soient exotiques : Henry C. Dworshak de l'Idaho, John O. Pastore du Rhode Island).

Particulièrement intéressante à analyser est la liste des présidents de la République. Ce sont surtout d'anciens gouverneurs d'États : Grover Cleveland (New York), les deux Roosevelt (New York), Calvin Coolidge (Massachusetts)... ; d'anciens [p. 293] membres des assemblées fédérales (Lincoln, représentant de l'Illinois, McKinley de l'Ohio, Truman, sénateur du Missouri)... ; assez souvent des généraux (Washington, Grant, Eisenhower)... ; quelquefois des ministres (Taft, ancien ministre de la Guerre, Hoover, ancien ministre du Commerce)... La filière classique est *attorney*, gouverneur d'un État : c'est ainsi le plus normalement qu'on acquiert l'expérience politique et qu'on se signale à l'opinion. Les présidents qui n'ont pas été à cette école souffrent d'un sérieux handicap.

Quant à l'origine sociale, il est essentiel de constater qu'ils ont tous été protestants, à l'exception de Jefferson et de Lincoln, qui n'ont déclaré aucune affiliation religieuse : neuf épiscopaux (Franklin Roosevelt...), six presbytériens (Cleveland, Wilson, Eisenhower...), quatre méthodistes (Grant, McKinley...), quatre unitariens (Taft...), deux baptistes (Harding, Truman...), deux *Dutch reform* (Theodore Roosevelt...). Treize ont été francs-maçons, mais de cette maçonnerie américaine qui relèverait plutôt d'une sorte de nationalisme protestant. Il ne semble pas que, même aujourd'hui, un catholique puisse être élu à la présidence et les partis hésitent à proposer un catholique même pour la vice-présidence. Le cas d'Al Smith reste une leçon dont les professionnels se souviennent. Tous protestants, les présidents ont presque tous – 28 sur 34 – été Anglo-Saxons d'origine et ceux d'entre eux qui ne l'étaient pas strictement appartenaient cependant aux races nordiques : les Roosevelt et Van Buren, Hollandais ; Jefferson, Gallois ; Hoover, Suisse ; Eisenhower, de lointaine ascendance allemande... Comme formation professionnelle, il y a 22 avocats (c'est partout la véritable école politique), plusieurs généraux, un ingénieur (Hoover), un seul professeur (Woodrow Wilson). Les présidents se sont recrutés, d'abord surtout dans le Sud, puis de plus en plus dans l'Est, mais récemment c'est l'Ouest qui les a fournis : Truman est du Missouri, Eisenhower du Texas, et il est vraisemblable qu'il en sera de plus en plus ainsi, maintenant que le centre de gravité des électeurs, notamment des électeurs présidentiels se déplace indéniablement vers l'Ouest. L'origine sociale est au début celle de gens de classe élevée, mais depuis le milieu du XIX^e siècle il s'agit surtout d'hommes recrutés dans le peuple ou la classe moyenne : Lincoln, Coolidge, Truman, Eisenhower... Il reste exceptionnel que le président appartienne aux milieux mondains (les Roosevelt, Stevenson s'il eût été élu).

[p. 294]

Le personnel relevant de la nomination présidentielle varie considérablement selon la personnalité, l'allégeance politique du président. L'entourage de la Maison Blanche varie du tout au tout selon qu'il s'agit de Franklin D. Roosevelt, de Truman, d'Eisenhower, selon que démocrates ou républicains sont en possession du pouvoir : autre température, autre atmosphère ! D'un merveilleux reportage de William S. White dans le *New York Times* je tire le triptyque suivant. Sous Roosevelt, le type qu'on rencontre dans les couloirs de la White House est celui du gradué d'Harvard, juif et fort en droit, péremptoire et citant Marx ; de grandes affaires se traitent au breakfast aristocratique du chef, qui le prend tard dans son lit de malade ; on parle politique aussi dans sa résidence de Hyde Park ; on reçoit les hommes d'affaires mais ils ne sont pas admis en confiance et l'idée d'assister à un déjeuner rotarien paraît exclue dans ce milieu aristocratique, para-universitaire. Avec Truman, le professeur disparaît, mais c'est le temps béni des politiciens, des professionnels de la politique locale, des amis démocrates que, dans sa fidélité, le président ne trahit jamais : non pas *My country right or wrong* selon la formule, mais *My Party right or wrong*, et soyez sûr que cette fidélité du

président à tous ceux qui, à un moment donné, ont été ses associés touche au fond l'âme populaire, même si quelques profiteurs se mêlent à cette foule ; on pourrait aussi rencontrer le président dans quelque hôtel tout simple de Kansas City, mais malgré tout ce n'est encore pas dans les agapes des Rotariens ou des Lions que les trumanistes se sentent à leur aise : vraiment c'est l'atmosphère retrouvée du meilleur XIX^e siècle politicien. Changement à vue, le régime Eisenhower remplit la Maison Blanche d'hommes d'affaires, car le président croit à l'homme d'affaires pour administrer les affaires de l'État, non pas à l'industriel moyen, mais au président-directeur général. La composition de son cabinet – « huit millionnaires et un plombier » – est typique à cet égard : *State Department*, John Foster Dulles, grand avocat d'affaires ; Intérieur, Douglas McKay, chef d'une super-agence automobile ; Trésor, Georges Humphrey, banque et intérêts métallurgiques ; justice, Herbert Brownell, grand avocat ; Défense, Charles Wilson, président de la *General Motors* ; Postes et Télégraphes, A. E. Summerfield, grand agent foncier pétrole, automobiles ; Agriculture, Ezra T. Benson, grand homme d'affaires agricoles ; Commerce, Sinclair Weeks, banque et administration de sociétés... et enfin Travail, Martin Durkin, [p. 295] président du syndicat des plombiers de l'*American Federation of Labor* (il démissionnera en septembre 1953, se rendant compte tardivement qu'il s'est fourvoyé, mais ses camarades n'ont pas dit, comme ils l'eussent fait chez nous, qu'il était « vendu »). Donc six hommes d'affaires, deux avocats, un ouvrier : le gouvernement est conçu comme une grande entreprise, confiée à ceux qui s'y montreront le plus efficaces et, sauf Dulles et Brownell, aucun de ces ministres n'a d'expérience politique antérieure. Il est certain que ces choix ne plaisent pas aux politiciens, qui estiment qu'on leur a volé des places leur appartenant, mais le président a cependant pensé en républicain, c'est-à-dire : Économique d'abord. L'heure à la Maison Blanche est à l'*efficiency* on s'y lève tôt, la discipline du secrétariat est militaire, les séances du conseil des ministres commencent par un recueillement d'une minute faisant penser à une prière. Ike sait du reste aussi se distraire : ses sports sont de bonne classe moyenne comme toute sa manière. Franklin D. Roosevelt, si l'on évoque son souvenir, fait par comparaison penser à quelque Alcibiade.

Une chose frappe cependant dans le recrutement de l'ensemble de ce personnel politique et administratif, c'est qu'il n'y a d'influence que par l'élection. Les ministres, mêmes éminents, retombent dans l'oubli quand leur patron quitte le pouvoir. Il y a de grands administrateurs, mais issus des affaires ils y retournent généralement après leur passage au gouvernement ; par contre les grands industriels trouvent naturel de quitter temporairement leur entreprise pour se mettre au service de l'intérêt général. Il s'est constitué un personnel diplomatique stable, mais c'est avec une peine infinie, non sans de nombreux retours aux pratiques du passé. Un souvenir typique est toujours resté dans ma mémoire. À Boston, en 1899, on m'avait fait visiter un établissement de bains municipal. Le directeur, qui me guidait, avait paru passionnément intéressé quand, s'informant d'où je venais, il avait appris que j'étais du Havre : quel en était le climat, la

société y était-elle agréable, les logements confortables ? Comme je m'étonnais de cette curiosité, il me dit simplement : « Si les démocrates l'emportent aux prochaines élections, je dois être consul au Havre. » Le corps diplomatique américain ne s'est jamais tout à fait libéré de pareils précédents. Un effort efficace a été fait pour constituer un personnel stable et compétent, remarquable du reste à beaucoup d'égards, mais il demeure entendu qu'un grand nombre de postes, notamment [p. 206] les plus importants, sont donnés à des amateurs en récompense des services électoraux rendus au parti vainqueur. À chaque nouvelle présidence ce n'est pas seulement le secrétaire d'État des Affaires étrangères qui change, ce sont encore des directeurs, des sous-directeurs, jusqu'à des chefs de bureaux. Il faut ajouter que la suspicion exercée, dans le sein du *State Department* et dans les postes à l'étranger, par la police secrète d'un McCarthy décourageant bien des jeunes d'entrer dans une carrière trop pénétrée encore des errements politiques du passé. Cependant le progrès est certain et le cas de mon directeur de bains bostonien appartient bien au passé.

L'impression générale, par comparaison avec le XIX^e siècle, est donc celle d'une amélioration certaine dans le recrutement des dirigeants. Il y a un demi-siècle, la bonne société se détournait de la politique avec une sorte de dédain et un Théodore Roosevelt faisait figure d'exception. Il n'est plus exceptionnel aujourd'hui de voir les membres de grandes familles faire une carrière politique : citons, sans même parler des Roosevelt, un Lodge, un Kennedy, un Coudert... C'est qu'aussi les responsabilités sont bien différentes de celles du passé. Pendant la longue période de l'hégémonie britannique, le monde s'est bien trouvé en somme du fait que le personnel dirigeant anglais se recrutât dans l'élite. Chacun fait le vœu que les États-Unis s'orientent aussi dans cette voie.

[p. 297]

Sixième Partie

LES RELATIONS EXTÉRIEURES

[Retour à la table des matières](#)

[p. 299]

Chapitre 32.

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE DANS LE MONDE (I)

[Retour à la table des matières](#)

Il y a peu d'exemple dans l'histoire d'une pareille transformation, d'un pays continental en pays de relations internationales, d'un pays économiquement indépendant en pays désormais soumis à des solidarités extérieures, d'un pays sans responsabilités en pays chargé d'une responsabilité mondiale, d'une économie simplement autonome en économie dominante. Cet extraordinaire épanouissement est le fait normal d'un pays qui grandit sur un territoire neuf, mais deux guerres victorieuses en précipitent le rythme, sans qu'elles en soient du reste la cause essentielle : l'équilibre des États-Unis en sort transformé, mais c'est au prix d'un déséquilibre mondial dans lequel les positions antérieures ne se reconnaissent plus. Il convient d'ajouter que, si les conditions internationales changent, il s'en faut que la psychologie américaine évolue du même pas : il y a décalage entre la position de fait des États-Unis dans le monde et l'attitude du peuple américain à l'égard des problèmes intercontinentaux. Les rapports de l'économie américaine et de l'économie mondiale sont un des problèmes non résolus du XX^e siècle.

I

Un système équilibré d'échanges s'était établi, avant la première guerre mondiale, entre les États-Unis et le reste du monde, notamment l'Europe. Cet équilibre comportait une balance commerciale américaine favorable, dans laquelle les importations ne correspondaient qu'à un peu moins de 80 p. cent des exportations. [p. 300] Le régime était complémentaire, car l'excédent d'exportations servait à payer les intérêts ou dividendes des capitaux placés dans le nouveau monde par la vieille Europe, qui restait son commanditaire. Cet

excédent, simple expression d'une réciprocité dans les échanges, apparaissait comme normal, et l'Europe se procurait sans peine les dollars dont elle pouvait avoir besoin. Du reste le problème ne se posait même pas : les relations du vieux continent avec les continents transocéaniques avaient atteint un degré de stabilité que l'on estimait destiné à durer toujours. Encore excentriques, et considérés comme tels, les États-Unis n'étaient qu'un des éléments de l'ensemble mondial, dont l'Europe demeurait le foyer incontesté.

C'est de 1914, non de 1940, que date la rupture de l'équilibre mondial qui avait prévalu au XIX^e siècle. Un changement de relations fondamental apparaît alors, que la période de l'entre-deux-guerres ne corrige pas, bien qu'elle s'efforce de s'y adapter. La deuxième guerre accentue encore le déséquilibre et l'on a désormais l'impression qu'il s'agit d'une maladie chronique, d'un vice de fond dans le système des échanges du XX^e siècle. Ce qui a changé, c'est la position relative des États-Unis et du monde : en face d'une Europe ruinée et déclinante se dresse une Amérique géante, forte de sa massivité contre le « petit cap de l'Asie » diminué de toute la massivité russe. La conséquence, c'est qu'il n'y a plus de complémentarité, plus de réciprocité, mais un régime disproportionné d'économie dominante. Sous quelle forme se produit ce bouleversement ? Tandis que l'Europe, en dépit de vigoureux efforts, ne reprend jamais son rythme antérieur de développement, la capacité de production des États-Unis témoigne de progrès inouïs, dépassant tous les records et battant sans cesse ses propres records. L'Amérique, n'ayant besoin de personne et surtout pas de l'Europe, ne devient pas une forte importatrice, sinon de matières premières extra-européennes, cependant qu'en raison de besoins internationaux qu'elle seule peut fournir, ses exportations ne cessent de s'accroître. Jusqu'en 1914 elle était débitrice, parce qu'encore commanditée : elle devient créancière, créancière d'une Europe incapable normalement de s'acquitter. Il n'y a donc plus, entre les deux continents, de commune mesure : aucun système d'échanges complémentaires et portant les marques de la santé économique ne réussit à s'établir. Les balances commerciales déréglées, ici excessivement favorables, là pathologiquement déficitaires, ne per-[p. 301] mettent plus que des balances de paiements ne réussissant à se liquider que par des moyens de fortune. C'est la grande crise du XX^e siècle.

Tandis que les deux guerres mondiales, surtout la seconde, ont eu pour effet de casser les reins de l'Europe, elles ont au contraire stimulé les possibilités américaines : d'abord neutres, les États-Unis bénéficiaient du rôle de fournisseur des belligérants ; puis, faisant la guerre, ils ne la faisaient pas sur leur territoire, leurs ressources potentielles étant telles que l'épreuve, catastrophique pour l'Europe, se révélait pour eux comme une occasion de progrès technique, de réorganisations globales de la production selon des vues d'ensemble. S'il n'y avait eu aucune guerre, le vieux continent eût sans doute continué de progresser comme avant 1914, peut-être pas aussi vite que l'Amérique, mais une commune mesure dans le développement respectif eût été préservée. C'est ce qui ne s'est pas produit.

De 1938 à 1952 la production globale des États-Unis a triplé (sur la base de 100 en 1948, 1938 est à 46, 1952 à 114) : la production agricole s'est accrue d'un quart (74 en 1938, 114 en 1952). N'oublions jamais qu'il s'agit, non d'un pays, mais d'un continent, à la fois – ce que l'Angleterre n'a jamais été – producteur industriel et producteur agricole : son extraordinaire capacité de débordement coïncide avec une indépendance à peu près totale du dehors. Ce qu'il ne produit pas, ses moyens monétaires exceptionnels lui permettent de l'importer avec la plus grande aisance, de telle sorte que, premiers producteurs mondiaux pour un grand nombre d'articles, les États-Unis sont devenus, depuis 1914, les premiers consommateurs mondiaux : on sait qu'avec 6,7 p. cent de la superficie des continents et 6,2 p. cent de la population planétaire, ils consomment 64 p. cent du pétrole, 61 p. cent du caoutchouc, 63 p. cent du minerai de fer, 44 p. cent de manganèse, 50 p. cent du zinc, 48 p. cent du cuivre, 48 p. cent du plomb (chiffres de 1950, d'après le *Paley Report (Resources for Freedom)*).

L'Europe – notamment en Europe l'Angleterre – avait, avant les États-Unis, occupé cette position de premier producteur et de premier consommateur mondial, mais en raison de sa médiocre superficie et de son exceptionnelle densité démographique, il lui fallait importer une forte proportion de ses aliments et matières premières, d'où l'économie complémentaire qui en était résultée dans le dialogue économique Europe-Monde. Toute [p. 302] autre est la position américaine. Une machine géante s'est constituée en Amérique du Nord pour l'absorption des matières premières et de certains produits agricoles. Son appétit est fantastique, cependant que, parallèlement à l'importation, la production nationale se montre capable de servir une fraction croissante de ses besoins : certains produits s'épuisent – tel le minerai de fer – et devront être acquis au dehors (encore que le Canada ne doive pas être considéré comme appartenant au dehors), mais d'autres sont au contraire libérés de la dépendance extérieure – tel le caoutchouc – par le développement synthétique. Le peuple américain est ainsi mis à même de revenir à sa tradition, qui est celle de se libérer continuellement au maximum. S'il y a, dans ces conditions, tendance à la constitution d'un trop-plein, l'Europe, en dépit de ses besoins, n'a pas la capacité d'achat qui serait nécessaire pour l'acquérir. S'agissant cependant d'un trop-plein continental plutôt qu'étroitement national, les États-Unis sont en somme en mesure de l'absorber. Ils en ont au fond le désir : habituée à compter avant tout sur son marché intérieur, qui lui a rarement fait défaut, cette économie éprouve spontanément la tentation d'être autarcique. Aucune psychologie de commerce international ne s'est développée là, comme ç'avait été le cas pour une Angleterre dépendante aussi bien de ses importations que de ses exportations : *Self sufficient Giant*, commentait, le 26 janvier 1952, l'*Economist* de Londres ! Dans la crise du XX^e siècle, la principale source du mal vient de là, tout autant que de la ruine de l'Europe.

II

Depuis la seconde guerre mondiale les importations sont loin de s'être développées au même rythme que les exportations. Par rapport à 1936-1938, celles-ci ont passé en 1952 de 100 à 250 en poids et à 514 en valeur, tandis que celles-là n'atteignaient que les niveaux respectifs de 151 et 437. Avant 1914 les importations américaines restaient légèrement inférieures à 2 milliards de dollars, et en 1938, après les booms de la guerre et de l'après-guerre, elles étaient encore, avec 1 960 millions de dollars, à peu près au même point. La seconde guerre mondiale les portait en 1945 à 4 159 millions, à 10 961 millions en 1951 (boom importateur du fait de la Corée), à 10 745 millions en 1952. Ces chiffres [p. 303] sont importants absolument, mais ils ne représentent par rapport à la production nationale qu'une proportion minime : 4,3 p. cent du *gross national Product* en 1929, 2,4 p. cent en 1938, 3,4 p. cent en 1951, moins encore en 1952.

Les États-Unis ne sont donc pas un importateur massif, et dans la mesure où ils le sont c'est surtout, et de plus en plus, de matières premières. Il est intéressant, et symptomatique, de considérer la transformation qui s'est produite depuis le siècle dernier dans la composition des importations (en pourcentages) :

	1875-1879	1921-1924	1952
Matières premières	26,7	53,1	51,3
Produits alimentaires	41,3	24,8	29,3
Manufacturés	30	21,1	19,4

La tendance qui se dégage de ces chiffres, c'est que les États-Unis, à mesure qu'ils se sont industrialisés, ont dû importer plus de matières premières, cependant qu'en fait d'articles manufacturés ils pouvaient de plus en plus se passer du dehors : pareille évolution s'observe chez tous les pays en voie de développement industriel. Il est vrai que, depuis la seconde guerre mondiale notamment, les matières premières importées le sont, en 1952, dans la proportion croissante de 24 p. cent sous forme demi-ouvrée, la même tendance s'observant pour les produits alimentaires. Les produits bruts subissent en effet de plus en plus une première transformation à la source, soit pour des raisons de prix de revient, soit sous la pression des nationalismes locaux.

Que ce soit sous la forme brute ou demi-ouvrée, il y a normalement importation de caoutchouc, de laine, de pétrole, de peaux, de métaux non ferreux,

de bois et pâte de bois, d'huiles végétales, d'engrais ; et, comme produits alimentaires, de café, de thé, de sucre de canne, de fruits et légumes, de cacao, d'alcools. L'Amérique, au point de développement auquel elle est parvenue, ne pourrait plus alimenter son industrie de matières premières sans importations, dont certaines massives, mais, à l'exception de quelques denrées exotiques ou de luxe, elle vivrait très aisément sur elle-même, sans avoir à craindre aucun blocus ; elle pourrait enfin supprimer toute importation manufacturée et s'en apercevoir à peine. Au moment même où ses importations s'accroissent, l'intensification de la recherche synthétique travaille dans le sens d'une augmentation de l'autonomie.

[p. 304] Étant donné la nature de ces besoins, c'est surtout aux pays producteurs de matières premières ou alimentaires que les États-Unis devront logiquement s'adresser, mais, sous réserve d'articles de luxe, de qualité ou de spécialités, les pays industriels ne trouvent pas ici de place importante. Il ne faut pas s'étonner que la part de l'Europe dans les importations américaines n'ait cessé de décliner : c'était encore 49,5 p. cent en 1910-1914, mais seulement 26,4 p. cent en 1921-1925, 18,6 p. cent en 1951, chute lourde qui date de la première guerre, mais que la seconde a encore accentuée. Par contre, comme fournisseur, c'est le continent américain qui prend la première place : 32,8 p. cent en 1910-1914, 38,6 p. cent en 1921-1925, 53,2 p. cent en 1951. S'il n'y avait pas eu la seconde guerre mondiale, l'Asie-Océanie aurait connu, je crois, une progression analogue, car les proportions avaient passé de 16,3 p. cent en 1910-1914 à 28,7 p. cent en 1921-1925, mais l'état troublé de l'Extrême-Orient a ramené le chiffre à 22,8 p. cent en 1951. L'Afrique enfin n'avait que peu intéressé l'importation américaine : 1,3 p. cent en 1910-1914, 2,1 p. cent en 1921-1925, mais il y a là une source de matières premières que les États-Unis ont, depuis la seconde guerre mondiale, cessé de négliger : 6 p. cent en 1950, 5,4 p. cent en 1951.

La liste des pays fournisseurs par ordre d'importance était, en 1938 : Canada, Japon, Angleterre, Malaisie, Cuba, Brésil, Philippines, Indonésie... et en 1951 : Canada, Brésil, Angleterre, Malaisie, Cuba, Colombie, Australie, Mexique, Vénézuëla, Indes Néerlandaises. Un commentaire significatif s'impose : exception faite pour l'Angleterre, tous ces pays sont des vendeurs de brut : Brésil et Colombie vendent leur café ; Canada, Chili, Mexique, Malaisie leurs métaux non ferreux ; Canada son papier ou sa pâte à papier ; Vénézuëla, Antilles, Colombie leur pétrole ; Malaisie, Indonésie, Thaïlande leur caoutchouc ; Australie, Argentine, Uruguay leur laine ; Cuba, Philippines leur canne à sucre ; Canada, France, Suède, leur minerai de fer. On voit que, dans ces échanges, un rapport complémentaire se dessine, mais ce n'est plus avec l'Europe, dont l'Amérique importatrice se détourne, c'est au profit du nouveau monde, de l'Asie-Océanie, de l'Afrique. Les pays générateurs de crédits en dollars sont désormais les pays transocéaniques, ce qui nous incite à saisir un des aspects les plus aigus de la crise européenne.

[p. 305]

III

Les États-Unis sont plus exportateurs qu'importateurs. Avant 1914 le niveau moyen des exportations était de 2 milliards et demi de dollars et la première guerre l'avait élevé jusqu'au palier de 5 à 8 milliards, mais la crise l'avait ramené en 1931 à 1 611 millions et il n'était remonté en 1938 qu'à 3 094 millions. L'envolée de la seconde guerre l'a porté à 9 806 millions en 1945, 15 020 millions en 1951, 15 164 millions en 1952. Par rapport à l'immédiat avant-guerre l'augmentation en poids est de 50 p. cent, mais en valeur les exportations ont presque quintuplé. Cependant, même avec ces chiffres massifs, le pourcentage exporté de la production nationale est non seulement minime mais en déclin, puisque, venant d'un peu moins de 10 p. cent en 1938, il n'est plus maintenant qu'aux environs de 5 p. cent. La conséquence, c'est que l'on se trouve en présence d'un pays de marché intérieur, d'une économie dans laquelle l'exportation ne joue pas un rôle décisif.

Rien ne souligne davantage la transformation subie depuis trois quarts de siècle par l'économie américaine que les changements survenus en pourcentages dans la composition des exportations :

	1875-1879	1910-1914	1921-1925	1952
	—	—	—	—
Matières premières	39,4	49,4	39,9	24
Produits alimentaires	44,8	19,8	23,8	14
Manufacturés	15,8	30,8	36-3	62

La place des matières premières dans l'ensemble a fortement diminué, et plus encore celle des produits alimentaires, au bénéfice des manufacturés. Les progrès de l'exportation manufacturée sont plus frappants encore si l'on ajoute aux manufacturés proprement dits les matières premières et produits alimentaires ayant subi une première transformation : dans les 24 p. cent des matières premières le demi-ouvré figure pour 10,8 p. cent et pour les alimentaires le chiffre est de 4,8 p. cent, de telle sorte que, dans l'ensemble des exportations, les articles ayant subi une opération manufacturée atteignent 77,6 p. cent. Ces statistiques, ainsi présentées, reflètent un double phénomène : l'un, général, qui est la tendance à exporter de plus en plus sous une forme déjà au moins partiellement ouvrée ; le second, propre aux États-Unis, leur formidable expansion industrielle.

[p. 306]

En 1890, quatre produits bruts faisaient les trois quarts de l'exportation : le coton, le blé, le pétrole, la viande, mais ils n'entrent plus aujourd'hui que pour un cinquième environ dans l'ensemble exporté. Sans doute l'Amérique reste-t-elle, en chiffres absolus, un fournisseur important de matières premières et de produits alimentaires, mais désormais ce que le monde demande surtout aux États-Unis ce sont leurs articles manufacturés, essentiellement leurs machines de toute nature et en général leurs articles de série. La grande exportatrice du XIX^e siècle, l'Angleterre, vendait massivement ses cotonnades et ses produits ferreux. L'Amérique, grande exportatrice du XX^e, vend, elle aussi, des textiles manufacturés, mais ses fournitures mécaniques, en évoluant, se sont infiniment diversifiées : tubes et profilés, quincaillerie, toutes les machines – machines à forer les mines, outillage pétrolier, moteurs à combustion interne, machines textiles, machines à faire les routes, machines excavatrices, machines sucrières, machines réfrigératrices, machines à faire les cigarettes ; toutes les machines-outils – machines à coudre, machines à écrire, machines d'imprimerie, machines à calculer, *cash registers* (caisses enregistreuses), machines agricoles ; véhicules de tous ordres – autos et pièces, camions, motocyclettes, avions ; machines électriques – radios, réfrigérateurs, batteries, moteurs électriques, tous les ustensiles ménagers ; et à côté du fer les métaux non ferreux... Il s'agit bien d'un autre siècle, qui n'est plus celui du fer et du coton, mais des textiles artificiels, des produits chimiques et des métaux non ferreux. De ce siècle, le représentant, ce sont les États-Unis.

Si l'on s'en tenait à la tendance, la logique voudrait que les États-Unis cessassent à la longue d'exporter des matières premières et des produits alimentaires. Effectivement ils n'exportent normalement ni charbon, ni minerai de fer, ni maïs, ni laine brute et, au début du siècle, ils absorbaient une part croissante de leur production de viande et de blé. Les deux guerres mondiales ont renversé ce mouvement en ce qui concerne le blé et la seconde a fait temporairement des États-Unis un fournisseur de charbon pour l'Europe, mais le courant de fond est dans l'autre sens : on peut se demander si à la longue le coton brut américain se vendra encore sur les marchés mondiaux. L'équilibre des échanges, entre les États-Unis, l'Europe et les autres continents, a subi depuis cinquante ans une transformation fondamentale, qui semble bien destinée à durer. Cette trans-[p.307] formation s'inscrit, de façon frappante, dans le tableau de la destination par continents des exportations américaines (en pourcentages) :

	1875-1879	1910-1914	1921-1925	1951
	—	—	—	—
Europe	81	62,3	52,6	29
Amérique	14,6	28,7	31,2	48
Asie-Océanie	3,8	7,8	14,6	18,6
Afrique	0,6	1,2	1,6	4,4

Point n'est besoin d'un long commentaire : la baisse de l'Europe, surtout après la seconde guerre mondiale, est impressionnante et c'est le nouveau continent, seul intact après la tempête, qui devient pour les États-Unis le grand marché ; si l'Asie n'était pas déchirée par la guerre, on a l'impression qu'elle tendrait à remplacer l'Europe comme second client continental.

Ces échanges obéissent à une logique, commandée par le degré d'évolution des interlocuteurs. Traditionnellement, l'Europe, plus évoluée industriellement que les États-Unis, demande à ceux-ci des matières premières et des produits alimentaires, non des manufacturés puisqu'elle les fabrique elle-même. Mais les deux guerres, surtout la seconde, déséquilibrent entièrement ce système, car, ayant toujours besoin de coton, de céréales et même éventuellement de charbon, il lui faut en même temps se rééquiper massivement d'outillages, d'articles de série, d'éléments de réarmement. Ce n'est plus la relation d'un continent évolué avec un continent jeune, mais d'un continent vieilli et d'un géant encore jeune, désormais puissamment équipé. Par contre, vis-à-vis des continents extra-européens, l'Amérique joue le rôle du pays industrialisé à l'égard d'économies relativement primaires, en voie seulement de s'outiller industriellement. De ce point de vue elle tient la place qu'occupait l'Europe cinquante ans plus tôt, car c'est à elle que s'adressent les peuples impatients – ils le sont tous – d'entrer dans la carrière manufacturière : c'est sur le plan américain que ces peuples s'outillent et c'est aux États-Unis qu'ils vont chercher cet équipement du XX^e siècle qu'ils sont avides d'acquérir. L'Europe, sans doute, peut regagner partiellement ces marchés, mais elle n'y retrouvera ni monopole ni prédominance.

Ces différents types de relations se reflètent clairement dans la liste par ordre d'importance des clients de l'Amérique [p. 308] en 1938 et en 1951. À la veille de la guerre : Angleterre, Canada, Japon, France, Allemagne, Pays-Bas, Argentine, Philippines... En 1951 : Canada, Angleterre, Pays-Bas, Brésil, Japon, Cuba, Allemagne, Indes, Italie, Vénézuéla, France... Les pays qui peuvent acheter – je dis « peuvent », car tous auraient besoin de le faire – sont ceux qui, vendeurs de produits bruts sur le marché américain ou simplement voisins dans le nouveau monde, reçoivent de ce fait les dollars nécessaires. De nouveaux courants commerciaux se dessinent ainsi dans le monde : ils passent en dehors de l'Europe.

[p. 309]

Chapitre 33.

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE DANS LE MONDE (II)

I

[Retour à la table des matières](#)

Il était normal que l'Amérique débitrice d'avant 1914 eût une balance commerciale favorable : elle empruntait des capitaux et payait en exportations. Mais une Amérique devenue créditrice devait logiquement s'orienter vers une balance défavorable, combinée avec une politique d'investissements au dehors. Les experts, après 1918, attendaient ce renversement, mais entre les deux guerres il ne s'est pas produit. L'écart s'est au contraire aggravé au lendemain immédiat de la seconde. Il en est résulté une pénurie chronique de dollars, reflet d'un déséquilibre économique intercontinental. On est tenté de se dire que c'est l'effet circonstanciel de la guerre, mais il faut peut-être chercher une cause plus profonde dans un décalage du centre de gravité mondial : c'est là que réside sans doute la véritable crise du XX^e siècle.

À la veille de la première guerre mondiale, les exportations dépassaient d'un tiers environ les importations. L'excédent s'élevait à 50 p. cent pendant les années 1914-1918, mais ensuite et jusqu'en 1939 la balance restait toujours excédentaire dans la proportion de 37 p. cent en 1938, de 28 p. cent en 1939. À partir de 1940, les excédents continuent, s'accroissent, deviennent franchement pathologiques. En 1939, avec 3 177 000 000 de dollars à l'exportation et 2 318 000 000 à l'importation, l'excédent est de 859 000 000 ; mais en : 1944, avec 14 259 000 000 à l'exportation contre 3 929 000 000 à l'importation, il est de 10 330 000 000 [p. 310] déséquilibre qui, quoique atténué, se maintient une fois la paix revenue :

l'excédent d'exportation est de 5 646 000 000 en 1945, de 4 796 000 000 en 1946, de 9 585 000 000 en 1947, de 5 529 000 000 en 1948, de 5 429 000 000 en 1949, de 1 423 000 000 en 1950, de 4 059 000 000 en 1951, de 4 450 000 000 en 1952 (15 164 000 000 d'exportations pour 10 714 000 000 d'importations). Le total accumulé des excédents, de 1940 à 1952, s'élève à 70 000 000 de dollars.

Pareille situation s'explique pendant les années de guerre pour un pays fournisseur des belligérants encore que belligérant lui-même, mais pas sur son territoire. Elle devient anormale, pathologique, en se prolongeant dans les années de paix, mais on en voit trop aisément les raisons : l'Europe continue d'avoir besoin des États-Unis pour sa reconstruction, et les pays extra-européens pour leur outillage ou leur consommation manufacturée courante, tandis que l'Amérique au fond n'a besoin de personne, tous ses réflexes antérieurs la poussant à garder jalousement le privilège de cette autonomie. Hier encore, j'entends avant 1914 les éléments invisibles de la balance des comptes corrigeaient le déséquilibre de la balance commerciale : service d'intérêts des capitaux investis aux États-Unis, dépenses des touristes américains, envois de fonds des immigrants à leurs familles dans le vieux monde, « services » internationaux dont l'Europe était à peu près seule à se charger... Aujourd'hui l'intérêt des capitaux investis au dehors figure à côté des exportations dans la colonne des postes créditeurs et, si les « services » et les dépenses des touristes s'inscrivent au débit, la correction est de loin insuffisante pour rétablir l'équilibre : en 1951 par exemple, l'excédent des exportations et l'intérêt des capitaux investis, diminués du débit des services et des touristes, laissent encore un crédit de 5 milliards de dollars. La vérité c'est que la seconde guerre mondiale est survenue avant que l'Europe n'ait pu se remettre entièrement de la secousse ayant résulté pour elle de la première, et qu'ensuite la paix n'a été qu'une atmosphère de guerre froide. Le monde, au moment où se termine l'affaire de Corée, cherche toujours son équilibre, un équilibre que la nature fournit toujours, mais à quel prix ? car, selon le mot de Philippe Berthelot, « tout finit, mais mal » (il parlait, n'est-ce pas, en Européen ?).

[p. 311]

II

Le caractère qu'a pris, surtout depuis 1945, le commerce extérieur américain réfléchit largement les problèmes économiques des autres pays. Ceux-ci, débiteurs de capitaux et dépourvus de réserves, ne peuvent payer leurs importations que par des exportations, et, dans la mesure où ils n'exportent pas, ils n'ont pas de dollars pour régler leurs achats. Dans ces conditions il n'y a ni équilibre réel, ni réciprocité et les règlements ne s'effectuent que par des expédients. Comment les importateurs de produits américains s'acquittent-ils ? Par des envois d'or d'abord et depuis longtemps, de telle sorte que le stock d'or, aux États-Unis, qui n'était que de 1 887 000 000 de dollars en 1914, s'élevait à

20 085 000 000 en 1945, à 23 055 000 000 en 1952 : or, nous le verrons tout à l'heure, cet or les États-Unis l'absorbent et ne le restituent guère. L'Europe s'acquitte également en liquidant ses avoirs. « Créditrice partout, débitrice nulle part », disait avec orgueil de la France en 1914 l'économiste Neymarck ! À cette époque les États-Unis étaient débiteurs de près de 4 milliards de dollars, mais maintenant ils sont créditeurs partout : dans la mesure où ils sont payés, le fait se reflète sur la balance des comptes par le passage du débit au crédit du poste des intérêts de capitaux. L'importateur ne dispose plus ensuite que de la bonne volonté du vendeur : on aboutit alors à des règlements de fortune tels que délais de paiement, investissements de l'exportateur ou bien subventions, avouées ou déguisées, telles que le Plan Marshall ou l'U.N.R.R.A. Ceci revient à dire qu'une partie des exportations américaines n'est pas payée. On estime qu'en 1951 l'excédent d'exportations et de services réglé par ces moyens de fortune, c'est-à-dire ne l'étant pas, s'élève à 6 142 000 000 de dollars : 4 501 000 000 par des subventions diverses (*grants*), 163 000 000 par des prêts gouvernementaux, 412 000 000 par des accords privés, 1 066 000 000 par des placements ; si l'on tient compte de 442 000 000 d'envois d'or, ce sont 5 700 000 000 de dollars, soit 38 p. cent des exportations et services qui n'ont pas été l'objet d'un règlement normal.

Dans ces conditions le paradoxe de cette balance commerciale, monstrueusement favorable, cesse d'apparaître tout à fait comme un paradoxe, et l'on peut dire que, compte tenu des subventions, des prêts, des délais de paiement qui changent le [p. 312] caractère d'une partie des exportations, la tendance est vers l'équilibre. Il n'y a rien là qui doive étonner, car la nature a en fin de compte un mécanisme d'équilibre qui fonctionne selon des règles infaillibles. Il s'établit ainsi dans le monde un système d'échanges qui, quand il aura pris sa forme, libéré des expédients immédiats de la guerre, ne ressemblera plus beaucoup à celui du XIX^e siècle, fondé sur la suprématie de l'Europe, que dis-je ? sur le monopole européen. Ce serait une illusion de croire que la restauration de la capacité de production de l'Europe à son niveau antérieur doit entraîner la restauration du régime d'échanges d'avant 1914 ou même d'avant 1939 : le fait nouveau, fondamental, est la position des États-Unis dans le commerce international, comme créditeurs sans contre-parties d'ordre commercial. La crise du dollar n'est pas seulement un produit de la guerre, on est en présence d'une tendance générale du siècle.

Entre les États-Unis et l'Europe, les échanges, depuis la première guerre mondiale, ont perdu tout caractère de complémentarité ou de réciprocité. L'Europe aurait besoin des produits américains, mais elle manque de dollars pour les acheter, parce que l'Amérique n'achète pas en Europe et s'est accoutumée à donner sans recevoir, ou à prêter sans grand espoir de retour. Elle s'est fait une mentalité bienfaitrice ou de syndic de faillite, non d'échangiste et, dans la mesure où elle continue, c'est largement par politique, non par intérêt commercial, comme il serait souhaitable pour que les rapports soient économiquement et moralement

sains. L'obligé, lui aussi, risque de perdre le sens de la réciprocité, soit en tendant la main, soit en acceptant trop facilement de ne pas payer, soit en marchandant sa gratitude pour tels services dont il conteste le désintéressement. Dès l'instant qu'ils ne peuvent développer leurs exportations de marchandises sur un marché américain qui n'en veut point, les pays européens sont donc contraints de chercher ailleurs fournisseurs et clients.

S'il y a désormais échange véritablement complémentaire, c'est entre les États-Unis et les pays extra-européens fournisseurs de matières premières et de produits alimentaires. Ceux-ci ont des dollars pour acheter les produits manufacturés de l'Amérique, de telle sorte que ce n'est pas seulement l'importation mais l'exportation américaine qui se détourne vers des pays tels que l'Angola, l'Afghanistan, l'Australie, la Bolivie, Ceylan, le Chili, la Colombie, l'Équateur, l'Indonésie, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Nicaragua, la Nigeria, le Pakistan, le Siam, l'Uruguay, le Vénézuéla, le Congo belge, sans parler des clients massifs que sont le Canada ou le Brésil... C'est seulement dans la mesure où l'Europe contrôle certaines de ces économies exotiques qu'elle bénéficie de leur capacité de produire des dollars : la zone sterling, l'Union française profitent alors des termes de l'échange qui, en 1950-1951 par exemple, se marquent par une envolée du prix des produits coloniaux. Au XIX^e siècle l'Europe jouait dans les échanges mondiaux le rôle central d'une pompe aspirante et foulante, absorbant brut et rejetant manufacturé. Les États-Unis prennent aujourd'hui sa place. On voit comment se résoudra le problème des rapports entre l'Amérique et le monde extra-européen, mais le déséquilibre persistant de l'Europe reste le problème non résolu du monde libre.

III

Que faudrait-il pour que le monde, dans son ensemble, retrouve son assiette ? Que l'Europe s'adapte à une situation nouvelle sans doute, mais aussi que les États-Unis acceptent également de le faire, c'est-à-dire qu'ils se fassent une mentalité de créditeurs, qu'ils se résolvent à une politique d'investissements internationaux, qu'ils se résignent au déficit de leur balance commerciale, en important davantage et en renonçant à leur protectionnisme séculaire... Le déséquilibre des échanges mondiaux date maintenant de quarante ans, mais, dans leurs réflexes économiques internationaux, les Américains sont largement restés ce qu'ils étaient en 1914.

Non que les leaders de l'économie ne se soient tout de suite rendu compte du changement survenu et du renversement d'attitude qu'il comportait. Dès les années 1920-1930, Wall Street avait fort bien compris qu'un pays, qui de débiteur devient créateur, doit changer sa politique financière et commerciale : dans ces milieux fort avertis en matière économique, on soutenait dès 1925 que l'excédent des

exportations devait disparaître, et ceci pour le bien même de l'économie américaine ; on admettait d'autre part qu'une part de plus en plus importante des investissements nationaux devrait tôt ou tard se tourner vers le dehors. C'est bien ce que pensaient et disaient les experts, mais ils n'étaient pas suivis. L'Américain, qui depuis n'a pas beaucoup [p. 314] changé, n'aime pas, comme l'Anglais ou le Français d'avant 1914, le placement étranger : il y a encore tant à faire à l'intérieur du pays, dans des conditions de rendement si tentantes, qu'on n'est guère tenté de chercher ailleurs, dans des pays pour lesquels on éprouve une méfiance invétérée ! Si les capitaux passent volontiers la frontière c'est en direction du Canada (qui n'est pas, soulignons-le bien, un pays étranger), à la rigueur en direction du continent américain. Ailleurs l'Américain n'est pas à son aise. Il se tire d'affaires parce qu'il est riche, puissant et que le dollar a raison de tout, mais quelle différence avec l'Anglais du XIX^e siècle, qui savait faire la part du feu et avait une pratique séculaire du commerce, du trafic colonial ! L'investissement américain prend le plus volontiers la forme massive du transfert complet d'une industrie, de l'organisation globale d'un service, de telle sorte qu'il ne passe pas assez inaperçu et, en dépit de l'anticolonialisme le plus affiché, suscite plus d'hostilité que les formes traditionnelles de la commandite britannique.

En 1925 le portefeuille étranger, estimé à 10 405 000 000 de dollars, se répartissait, dans la proportion de 40 p. cent en Amérique latine, 27 p. cent au Canada, 24 p. cent en Europe, 9 p. cent en Asie-Océanie. En 1945-1952, évalué à 12 milliards – ce qui ne marque qu'un faible accroissement –, il se situe toujours principalement dans le nouveau monde, dans la proportion des deux tiers, avec 8 200 000 000. Dans les autres continents, notons 840 000 000 en Angleterre, 726 000 000 dans les pétroles du golfe Persique, 285 000 000 en France, 198 000 000 en Australie, 140 000 000 en Afrique du Sud, 149 000 000 dans les Philippines, 40 000 000 en Égypte, 58 000 000 en Indonésie, 38 000 000 aux Indes... Les investissements proprement industriels se sont surtout dirigés vers l'Angleterre, la France, le Brésil, l'Australie, mais c'est au développement canadien que le capital américain s'est le plus massivement appliqué. S'agit-il du reste en l'espèce d'un placement étranger, on ne saurait le soutenir, sinon du point de vue d'une certaine susceptibilité canadienne, car l'unité nord-américaine est une réalité continentale qui s'impose de plus en plus comme dépassant les cadres étroitement nationaux du passé. Parallèlement au Canada, c'est à l'extraction pétrolière que l'investissement américain s'est récemment attaché avec la même intensité, notamment en Asie occidentale et au Vénézuéla. Si l'on tient compte de ce double développement, qui se poursuit activement, le portefeuille étranger des États-Unis doit sans [p. 315] doute atteindre actuellement une quinzaine de milliards de dollars. On observera à quel point sont minimes les investissements s'appliquant aux régions classées comme sous-développées (le fameux « Point Quatre » du président Truman) : les capitaux américains se sentent peu attirés vers ce genre de commandite, à l'égard de laquelle les bénéficiaires éventuels sont eux-mêmes réticents, comme s'ils craignaient d'introduire chez eux un associé trop

puissant. Ainsi, jusqu'à présent du moins, et réserve faite pour quelques investissements géographiquement limités, l'Amérique n'a pas pris la place si brillamment occupée au XIX^e siècle par l'Angleterre et secondairement par la France.

Si l'Amérique n'a pas fait son éducation de commanditaire, elle a fait moins encore son éducation d'importatrice : c'est là surtout que son attitude, ses réflexes sont ceux d'un protectionnisme congénital. Ce protectionnisme est, me semble-t-il, moins celui d'une nation que d'un continent qui, dès l'instant qu'il a acquis l'indépendance politique, s'est voulu économiquement, industriellement autonome. Nous avons montré que pareil programme d'autarcie, irréalisable et du reste stupide pour un pays de dimensions réduites, est parfaitement concevable pour une économie de type continental. On comprend qu'il en soit à la longue résulté un état d'esprit dans lequel le *Free trade* cobdenien apparaît comme une doctrine étrangère, anglaise, *alien*, en donnant à ce mot son sens péjoratif.

Il est vrai qu'avec le XX^e siècle se développaient des industries puissantes qui, imbattables dans leurs prix de revient et commençant à déborder, tendaient au libéralisme, plus soucieuses de conquérir des marchés extérieurs que de se défendre sur le leur. Une préoccupation nouvelle se dessinait ainsi dans la politique douanière américaine, qui, après s'être exprimée dès 1890 dans la clause de réciprocité du Tarif McKinley, inspirait le *Reciprocal Trade Act* de 1934. Quelques très grandes industries, la Banque new yorkaise, le consommateur en général s'orientent plutôt vers un certain relâchement de la rigueur tarifaire, mais on ne saurait s'y tromper, l'industrie dans son ensemble, surtout la moyenne et la petite, demeure profondément et même farouchement protectionniste. Axé sur le marché intérieur, l'industriel de moyenne ou de petite ville surveille jalousement l'importation, immédiatement prêt à demander un accroissement de tarif dès qu'il sent la pression d'une concurrence extérieure. Il fait valoir alors que l'article étranger ne [p. 316] doit son prix plus favorable qu'aux salaires de famine de pays étrangers à bas niveaux de vie. L'argument porte infailliblement, d'autant plus qu'à la Chambre des Représentants et surtout au Sénat ces plaintes ont immédiatement audience : électoralement Main Street l'emporte toujours sur Wall Street. Le parti démocrate lui-même n'est que relativement libéral : ses tarifs, en principe simplement fiscaux, sont en fait protectionnistes et ses accords de réciprocité contiennent une *escape clause* qui donne au président un verrou avec lequel il peut à tout instant fermer hermétiquement la porte de la maison. Quant au parti républicain, c'est par tradition, par doctrine, par tempérament qu'il est acquis à la politique du haut tarif : le président Eisenhower, dont la tendance personnelle serait plutôt libérale, mais qui ne peut se prévaloir d'aucun mandat populaire à cet effet, n'a obtenu des assemblées républicaines qu'une reconduction d'un an du *Reciprocal Trade Act*. Tout espoir, sous le régime républicain, d'un relâchement tarifaire serait vain. Pareil relâchement viendrait-il même à se produire que les importations se heurteraient à une seconde ligne de défense plus formidable encore, celle des règlements administratifs de la Douane, capables d'annuler

toutes les concessions accordées par ailleurs. Ne nous y trompons pas du reste : c'est en vertu d'une délégation implicite que la Douane pratique cette intransigeance.

Le diagnostic de l'Europe est lucide : devenue débitrice chronique et privée de ses réserves anciennes, elle sait ne pouvoir retrouver quelque équilibre dans ses échanges transatlantiques que s'il lui est permis de s'acquitter en marchandises. Si les États-Unis insistent pour qu'elle s'organise et s'ils veulent que ce ne soit pas sans eux, il faut de toute nécessité que la porte américaine s'ouvre plus largement aux importations du vieux continent : c'est la formule *Trade not Aid*, l'échange remplaçant le subside. Il faut avouer que l'opinion américaine, surtout sous l'égide républicaine et en dépit des avertissements d'un gouvernement qui semble avoir compris, ne s'oriente guère dans ce sens. Elle n'est instinctivement disposée ni à une politique d'investissements extérieurs, ni à un abaissement du tarif, ni à l'acceptation d'une balance commerciale défavorable, qu'elle n'envisagerait qu'avec pessimisme. On semble au fond préférer un système selon lequel, les bénéfices étant réalisés à l'intérieur, c'est dans les conditions d'une sorte de *dumping* qu'on disposerait d'une partie de l'excédent exportable.

[p. 317] Le peuple des États-Unis est loin d'avoir compris que l'excédent d'importations est en réalité un signe de richesse. Ses réflexes ne sont pas internationaux et son souci primordial est de conserver le privilège d'un marché national dont il estime que la capacité d'absorption est illimitée. Au fond il ne croit pas avoir besoin du dehors pour maintenir une prospérité qu'il s'agit de défendre contre la concurrence, à ses yeux malsaine, de pays à bas salaires : à la moindre menace de chômage une clameur exige la surélévation de la muraille de Chine qui entoure le pays.

Du point de vue de la sagesse économique ces idées sont fausses. On comprend cependant – mais il faut pour cela avoir vécu aux États-Unis – qu'elles soient entretenues, si l'on considère qu'il s'agit d'un continent dont les ressources non encore mises en valeur sont énormes, et d'un marché intérieur dont la capacité d'achat, illimitée de ce fait, s'accroît de tout progrès dans le coût de revient. L'économie américaine, au lendemain de la seconde guerre mondiale, s'est accommodée d'un régime dans lequel une partie des exportations ne sont pas payées : c'est comme un *dumping*, dont le but peut être politique, mais qui joue aussi en entretenant la marche à plein du système, comme une prime contre le chômage. L'essentiel est que la machine tourne.

IV

Le monde, au XIX^e siècle, avait su trouver un équilibre économique, mais c'est un problème que le XX^e, jusqu'ici, n'a pas su résoudre. L'équilibre du XIX^e reposait sur l'Angleterre ; c'est sur les États-Unis que le déséquilibre du XX^e se concentre.

La mise en valeur planétaire et les échanges mondiaux relevaient, au siècle dernier, d'une réelle unité de direction : quand on quittait les rivages de l'Europe, on entrait dans une sorte de république mercantile internationale, fonctionnant sous l'égide de l'Angleterre et, dans l'ensemble, régie selon les pratiques du *Free trade* ou au moins du *Fair trade* britannique. Les marchandises s'échangeaient sans trop d'obstacles et les hommes circulaient librement : il ne faut jamais oublier qu'entre 1840 et 1914, 40 000 000 d'Européens ont quitté le vieux continent pour s'établir au delà des océans. Mais voici l'essentiel : la balance commerciale anglaise était déficitaire, ce qui signifie que tout le monde avait, ou pouvait avoir, des livres sterling [p. 317] (l'observation s'appliquait aussi du reste aux grands pays de l'Europe centrale et occidentale). L'Angleterre était le grand importateur mondial, l'entrepôt britannique absorbant, mais redistribuant aussi, d'immenses quantités de produits. La marge déficitaire de la balance se réglait, soit par des services (mais un service est lui aussi un produit), soit par le revenu des capitaux que l'Angleterre ou l'Europe investissaient massivement au dehors. Ces données sont connues, elles sont mêmes banales, mais notre siècle pâtit de n'en pas posséder l'équivalent.

Pourquoi l'Angleterre, l'Europe avaient-elles des balances défavorables ? Parce qu'elles avaient besoin des importations extra-européennes, c'est-à-dire parce que leurs relations avec les autres continents reflétaient un régime d'échanges complémentaires. L'Angleterre avait besoin de blé, de viande, de textiles bruts, de minerais... ; l'Amérique du Sud (et même du Nord), l'Asie, l'Afrique, l'Océanie avaient besoin d'articles manufacturés, de « services », de capitaux, c'est-à-dire des techniques accumulées par une civilisation industriellement plus évoluée que la leur. Et, comme les monnaies s'échangeaient librement, l'utilisation du sterling était universelle, un crédit sur Londres étant l'équivalent d'un crédit sur toute partie de la planète.

Aujourd'hui c'est l'Amérique du Nord qui a remplacé l'Angleterre comme clef des relations économiques internationales, mais la situation n'est plus du tout la même. D'abord, avec l'U.R.S.S. et la Chine, c'est tout un bloc continental opaque, euro-asiatique, qui échappe aux échanges internationaux. Mais une libre circulation des produits n'existe ailleurs qu'à peine davantage, dès l'instant que le nationalisme économique entoure tous les pays de barrières souvent infranchissables. Ces barrières ne résultent pas tant de tarifs douaniers ou de

contingents d'importations que d'un inextricable réseau de formalités et de vexations administratives, allant du contrôle des changes aux visas de passeports et aux vaccinations. On a l'impression d'un moteur dont les transmissions seraient grippées.

Mais j'arrive une fois encore à l'essentiel. La balance commerciale du principal interlocuteur, les États-Unis, est favorable, ce qui signifie que personne n'a de dollars et que, dans la mesure où l'on a des livres, celles-ci sont inutilisables parce que non échangeables contre des dollars. Or, pourquoi la balance commerciale américaine est-elle favorable ? Parce que [p. 319] les États-Unis ne sont pas complémentaires du reste du monde. L'Angleterre est une île, l'Europe « un petit cap du continent asiatique », mais les États-Unis sont un continent massif. Alors que l'Angleterre avait, a toujours besoin de blé, de viande, de coton, de pétrole, les États-Unis ont tout cela chez eux et c'est seulement depuis une époque toute récente qu'ils commencent à ressentir quelque pénurie de telles matières premières indispensables à leur industrie.

En face de cette Amérique, dont l'indépendance même joue comme un élément perturbateur, nous ne trouvons plus qu'une Europe réduite, déséquilibrée en dépit de son relèvement : l'échange, malgré tout, nécessite entre les interlocuteurs une certaine égalité, or, entre l'Europe et l'Amérique, cette égalité n'existe pas. Entre les États-Unis et les autres continents l'équilibre ne réussit même pas à s'établir de façon vraiment satisfaisante, car si l'Américain achète du caoutchouc et même maintenant du pétrole, il n'a besoin ni de blé, ni de viande, ni de coton.

Entre les deux systèmes que nous venons de comparer il existe une différence fondamentale et inquiétante. Le système européen était un développement naturel, fondé sur l'échange complémentaire, dans un siècle bénéficiant de la paix internationale. Le système américain, développement naturel lui aussi dans son origine, est devenu du fait de la guerre une économie *leader*, dont l'ascension trop fulgurante par rapport au reste du monde n'a pas permis jusqu'ici l'établissement d'un régime planétaire comportant les conditions de la santé économique.

[p. 320]

Chapitre 34.

LES FONDEMENTS DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DES ÉTATS-UNIS

[Retour à la table des matières](#)

Les conditions dans lesquelles se détermine la politique extérieure des États-Unis relèvent d'une contradiction initiale.

Par sa formation traditionnelle l'Américain est continental : il l'est politiquement, dès l'instant que sa nationalité s'est constituée contre l'Angleterre, par une séparation voulue d'avec l'ancien monde ; économiquement, parce qu'il se sent indépendant, du fait de ses ressources naturelles qui lui suffisent, du fait aussi de son marché intérieur, sur lequel il fonde sa prospérité. Dans son attitude vis-à-vis du dehors, cette psychologie, susceptible de survivre même aux circonstances qui l'ont fait naître, apparaît comme la source toujours vivace d'un isolationnisme congénital.

Mais ce même Américain est par contre universel dans ses préoccupations, de trois façons différentes. Il l'est d'abord par son moralisme protestant, à la manière britannique. C'est sous l'angle moral qu'il pose toutes les questions, se réservant le privilège – dont il tire grande satisfaction – de juger les autres peuples : si ceux-ci ne se comportent pas selon son éthique, il les réprouve, comme s'ils avaient fait le mal. C'est d'un moralisme juridique que relève également son attachement sincère à quelques grands principes issus du XVIII^e siècle : sa conception optimiste de la nature humaine, sa foi dans la démocratie, son respect du droit international, sa condamnation de la conquête, surtout de la conquête coloniale qui se fait par mer (si elle se fait par terre, [p. 321] c'est de l'expansion). Mais l'intérêt économique a

fini, lui aussi, par orienter les préoccupations américaines dans le sens de l'universalité : devenus importateurs de matières premières, exportateurs de manufacturés, les États-Unis veulent avoir leur part des ressources naturelles mondiales et des marchés internationaux ; débordant commercialement et politiquement hors de leur continent, ils sont conduits à ne se désintéresser de rien de ce qui se passe dans le monde.

Deux facteurs sont ici en jeu et chacun d'eux implique cette contradiction. L'intérêt est à la fois isolationniste et expansionniste. Quant à l'opinion, ressort décisif du régime, elle est instinctivement hostile à toute compromission extérieure, mais elle ne peut se retenir de prendre parti, même dans les affaires qui ne la regardent pas : accoutumée de longue date à le faire avec impunité, elle se rend mal compte que les circonstances ont changé. Dans cette attitude, l'intérêt et la passion sont tellement entremêlés qu'il est éventuellement impossible de les distinguer.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de décrire la politique extérieure des États-Unis, mais seulement d'en chercher les fondements. Je crois bien que, depuis le début, la psychologie et l'inspiration en sont bien restées les mêmes, mais le visage du monde et la position américaine se sont transformés de telle façon qu'il s'agit moins d'une évolution que d'un renversement, dont le pivot de révolution doit être fixé à 1914, peut-être à la guerre hispano-américaine de 1898. Il y a d'abord une doctrine traditionnelle, héritée des XVIII^e et XIX^e siècles ; puis, entre les deux guerres, une crise de cette doctrine ; enfin, depuis la seconde guerre mondiale, une orientation nouvelle et, semble-t-il, définitive.

I

La doctrine traditionnelle repose sur trois affirmations essentielles et trois préoccupations annexes.

Les trois affirmations essentielles sont d'abord de maintenir l'indépendance du pays vis-à-vis de l'ancienne métropole et en général de l'Europe, au besoin contre elles : le peuple américain est né d'une révolte et, dans sa sentimentalité politique, il en conserve le souvenir. Cela ne suffit pas, il faut encore préserver le continent américain de toute emprise européenne nouvelle : le passé est le passé, on l'accepte ou plutôt on le tolère [p. 322] sous la forme d'établissements coloniaux antérieurs ; mais on ne souffrira pas d'autres conquêtes ni même d'interventions armées sur le territoire du nouveau monde, point de vue américain, au sens non seulement national mais continental du terme. Il y a enfin, traversant toute l'histoire des États-Unis, la condamnation de principe de tout régime politique niant la démocratie ou même contredisant les principes propres de la démocratie américaine : il ne s'agit pas seulement de réprobation morale ; on ne reconnaîtra

pas, ou on ne reconnaîtra qu'avec la plus grande mauvaise volonté les gouvernements issus de la violence ou imposés du dehors. Il va de soi qu'en fait les États-Unis ont souvent entretenu des relations diplomatiques avec des régimes dont ils n'acceptaient pas les principes, mais au fond de la doctrine il y a l'idée que la reconnaissance implique une approbation tacite, ce qui va à l'encontre de la politique de non-intervention. C'est un de ces cas, si fréquents aux États-Unis, où l'idéologie se mêle à la diplomatie, confusion qui dure encore dans l'esprit américain toutes les fois qu'il s'agit d'une reconnaissance *de jure*.

Voici maintenant les trois préoccupations annexes. La politique américaine revendique la liberté de ses communications océaniques : ce n'est pas un souci primordial pour un pays économiquement autonome mais un aspect de son indépendance, d'autant plus qu'au XIX^e siècle les États-Unis ont une importante marine à voiles. Une revendication analogue s'exprime à l'égard des sources internationales de matières premières, dont l'industrie américaine peut de moins en moins se désintéresser. Il en est de même en ce qui concerne l'accès aux marchés étrangers : tant que les exportations étaient surtout concentrées sur des produits bruts, c'est à peine si elles avaient besoin d'être défendues, mais il ne devait plus en être de même dès l'instant qu'elles se composaient en proportions croissantes d'articles manufacturés. Ainsi naissait une doctrine de politique douanière qui est toujours restée celle des États-Unis : sans réclamer de privilège, protester contre tout régime comportant une discrimination à l'égard des exportations américaines. Protectionniste à l'intérieur, l'Américain, dans les discussions économiques internationales, tient le langage du libéralisme. Voilà à quoi traditionnellement tiennent les Américains.

Il y a par contre toute une série d'ambitions ou de précautions qui leur sont indifférentes, au point qu'ils ne les comprennent même pas de la part des autres. Acquérir des ter-[p. 323] ritoires par exemple : une fois leur territoire national constitué – par conquête du reste, ils l'oublient volontiers – ils se sont déclarés satisfaits, d'autant plus que l'espace ne leur manquait pas, il n'a pour eux aucune valeur propre. Combien de fois l'Europe du XIX^e siècle ne s'est-elle pas persuadée que les États-Unis allaient « prendre » le Canada, ou bien le Mexique ? C'était méconnaître entièrement l'esprit américain, gavé de kilomètres carrés dans un continent où, à la différence de l'Europe, il y a place pour tout le monde. Rangeons dans la même catégorie l'acquisition de colonies. Il y a une expansion coloniale américaine, mais elle s'est exercée, non par mer mais par englobement continental, comme pour la Russie. Aux yeux de l'opinion américaine l'Algérie est « coloniale », mais ni le Texas ni la Californie ne le sont, ni non plus, dans l'euphorie stalinienne de 1945, la Mongolie ou la Mandchourie. Ceci du reste en toute bonne foi : les États-Unis se considèrent encore eux-mêmes comme une colonie libérée, sentimentalement hostile à toutes les métropoles, engagée à soutenir toute libération. On méconnaît généralement la spontanéité, la profondeur de ce sentiment anticolonial : si le gouvernement est amené à n'en pas tenir compte ou même à le contredire, il ne peut le faire qu'hypocritement. Il est

enfin une chose que l'Amérique n'a faite qu'à son corps défendant : prendre la direction du monde, avec ses responsabilités. Non que les États-Unis d'avant 1914 n'aient été à leur façon impérialistes : ils l'ont été, sans même chercher à s'en cacher, mais en vertu d'un expansionnisme limité à leur continent. Quand les Américains se sont trouvés en présence d'une éventualité de domination universelle, c'est sincèrement qu'ils ont d'abord reculé, devant les embarras de l'Empire, et si la destinée leur en a finalement imposé la charge, c'est (sous la réserve que l'appétit vient en mangeant) contrairement à leur désir.

On voit, dans la formation initiale de cette politique, l'importance primordiale du facteur géographique, de cet isolement continental générateur d'une immense sécurité. Mais on y voit aussi l'importance au moins égale du facteur idéologique, dont la sincérité ne saurait être mise en cause et dont l'expression s'est si longtemps renforcée de son impunité. Toute cette politique est pénétrée d'un insistant parfum d'Amérique et de XVIII^e siècle.

Deux textes fondamentaux ont, jusqu'en 1914 et presque jusqu'en 1939, inspiré l'attitude américaine. Dans son message [p. 324] d'adieu, à la fin de son second terme présidentiel, Washington disait :

L'Europe possède un système d'intérêts, pour elle essentiel, mais qui ne nous concerne pas, ou du moins ne nous concerne que de très loin. Il s'ensuit des discussions, des querelles fréquentes, dont les causes nous sont étrangères. Pourquoi compromettre notre paix et notre prospérité en nous laissant impliquer dans les intrigues du vieux continent, dans ses rivalités, ses ambitions, ses luttes d'intérêts, ses factions, ses caprices ?

Et, dans son message fameux du 2 décembre 1823, le président Monroe :

Les continents américains, par la position libre et indépendante qu'ils ont assumée et maintenue, ne doivent plus être considérés désormais comme un domaine susceptible de colonisation par les puissances européennes. Nous considérerons à l'avenir toute tentative de leur part d'étendre leur système à quelque portion que ce soit de cet hémisphère, comme mettant notre sécurité en péril : il nous serait impossible de considérer avec indifférence une intervention de cette nature.

L'autorité morale que ces textes ont conservée pendant plus d'un siècle est immense, presque biblique. Leur signification est claire. Les États-Unis, libérés de leur lien colonial ancien, disent à l'Europe : « Je ne me mêle pas de vos affaires, ne vous mêlez pas des miennes », et ils le disent en tant que nouveau monde s'adressant au vieux monde. Dès lors la conséquence est nette, ils n'ont pas à prendre parti dans les querelles européennes : il leur est indifférent que tel pays y

soit vainqueur, ou tel autre vaincu. Aucun sentiment de solidarité quelconque et, notez-le, cet état d'esprit persiste, même aujourd'hui : l'Américain se sent toujours à part.

Mais, attention, ce désintéressement générateur de neutralité ne s'étend pas au continent américain, que l'on considère un peu comme une chasse gardée dont il convient d'écarter les intrus, ce qui, par extension de la doctrine de Monroe, conduit à la tentation de revendiquer un droit d'intervention. Il ne s'étend pas non plus à l'océan Pacifique : s'il existe une sorte de courant sentimental qui détourne l'Américain de l'Europe, ce même courant l'attire indéniablement vers l'Ouest, le pousse à se préoccuper de ce qui se passe en Extrême-Orient, éventuellement à y intervenir. Dans les deux cas on discerne un impérialisme latent, un instinct d'expansion irrésistible comme un processus biologique, ce que souligne bien l'expression de « destinée manifeste ». Mais ce qui domine, c'est à l'égard de l'Europe un esprit [p. 325] de défense, une réaction de méfiance, reflétant au fond le dédain d'un passé périmé. Jusqu'à la première guerre mondiale les Américains restent des provinciaux, séparés par un océan du foyer politique de la planète, préoccupés surtout de mettre en valeur un continent, en réalité excentrique.

II

La crise que subit la politique des États-Unis au XX^e siècle a pour cause profonde l'extension de l'horizon américain. Dès la fin du XIX^e siècle le pays évolue vers un nouvel équilibre économique : il importe des matières premières, exporte des manufacturés, du fait de son splendide épanouissement industriel ; l'esprit isolationniste ancien subsiste, mais certains intérêts regardent de façon croissante au dehors. L'horizon politique s'élargit également, le point tournant étant en l'espèce la victoire sur l'Espagne (1898) : les États-Unis s'établissent à Cuba, à Porto-Rico, aux Philippines, dans plusieurs archipels du Pacifique et bientôt (1904) à Panama. La route Caraïbe, avec l'ouverture du Canal en 1914, devient un élément essentiel des communications maritimes américaines. En fait, dès le début du XX^e siècle, les préoccupations politiques des États-Unis sont à l'échelle mondiale. Jusqu'alors l'Europe les avait considérés comme une puissance de deuxième ordre, n'y accréditant que des ministres : désormais elle y envoie des ambassadeurs. Dans le concert des puissances le gouvernement de Washington fait figure d'égal, au niveau des plus grands.

La psychologie, la psychologie politique des Américains n'a cependant pas changé et, en 1914, leurs premières réactions restent intégralement celles de leur tradition. Il y a sans doute des préférences –, l'Ouest est plutôt pour l'Allemagne, l'Est pour les Alliés –, mais la neutralité paraît la seule attitude possible et personne, non personne, n' imagine que le pays pourrait être entraîné dans la guerre : le *Suave mari magno* de Lucrèce exprime bien ce qui est au fond des

esprits. Cependant, trois ans plus tard, l'Amérique est entrée dans la guerre. Demandez aux Américains pourquoi ? Ils vous répondront que la cause des Alliés était juste et que, l'ayant reconnue telle, ils sont venus à leur aide, sans autre intérêt dans le conflit : le peuple américain aurait donc fait une croisade. L'explication a toute sa valeur pour les individus, que l'idéologie du droit a certainement [p. 326] inspirés, mais l'intervention armée de 1917 a sa cause directe dans l'impossibilité de tolérer davantage les torpillages allemands : comme en 1812 par l'Angleterre, la liberté des communications maritimes – l'un des principes, ne l'oublions pas, de la politique américaine – était bafouée ; un moment arrivait où, sans perdre la face, l'abstention devenait impossible. Je crois cependant, et bien des américains m'ont confirmé la vérité de ce point de vue, que la cause profonde de l'intervention était politique. L'Amérique s'accommodait d'un équilibre mondial fondé sur l'hégémonie britannique, mais assurant en fait la prédominance d'une civilisation de langue anglaise, commune aux Anglais et aux Américains ; l'extension hors d'Europe d'une domination allemande, fondée sur d'autres principes, sur une idéologie entièrement différente, eût signifié pour les États-Unis la rupture d'un système dont ils se sentaient en fin de compte solidaires : ils ont estimé qu'il valait la peine de faire la guerre pour le défendre.

Il y avait, dans cette orientation, moins un changement qu'un total renversement de toute la tradition antérieure, mais les contemporains, qui n'en avaient pas conscience, croyaient honnêtement qu'ils pourraient revenir ensuite aux positions du passé. Nous signalions plus haut la contradiction de base entre une idéologie universaliste et un tempérament isolationniste. Ces circonstances exceptionnelles la mettaient en pleine lumière, provoquant l'équivalent de ce que, dans l'évolution des maladies, on appelle la crise. L'idéologie wilsonienne exprimait certainement, en matière de politique internationale, la conviction profonde des Américains, mais une tendance instinctive les attirait dans un autre sens : internationaux de doctrine, ils ne l'étaient pas de tempérament.

On ne peut s'étonner dans ces conditions que, dès l'armistice et surtout le traité de Versailles, un puissant instinct de réaction ait poussé les États-Unis à reprendre l'attitude d'isolement préconisée par Washington et Monroe. On avait du reste l'illusion que les buts de guerre avaient été atteints : par cette intervention, tout exceptionnelle, l'Amérique avait été mise à l'abri de toute menace extérieure, le système anglo-saxon était consolidé et selon la formule wilsonienne – *the world safe for democracy* – la démocratie semblait assurée dans le monde. C'était donc fini, la page était tournée... C'est dans cet esprit que l'Amérique, reniant les conséquences logiques de son inter-[p. 327] vention, refusait de signer le traité de Versailles, d'adhérer à la Société des Nations et à la Cour de justice internationale, se défendait de collaborer officiellement et solidairement à la reconstruction de l'Europe, revenait avec les Tarifs Fordney et Smoot-Hawley à un super-protectionnisme continental et finalement, par sa législation du *Neutrality Act* de 1935-1937, affirmait sa ferme volonté de ne plus jamais se laisser entraîner dans une guerre de l'Europe.

Les républicains, succédant aux démocrates qui avaient fait la guerre, n'acceptaient officiellement aucune solidarité européenne, et cependant on avait pris l'habitude d'intervenir, non pas en alliés et sur pied d'égalité, mais en arbitres. En fait l'Amérique restait en Europe. Par ses observateurs, par ses experts, elle jouait dans les conférences dont théoriquement elle se voulait absente un rôle dirigeant, cependant que l'opinion américaine prenait passionnément parti, se réservant de juger, d'approuver, de condamner, du point de vue supérieur de la morale : la France était militariste, l'Allemagne après tout méritait la pitié, et peut-être n'était-elle pas en somme seule responsable de la guerre ? Le programme américain était de maintenir la paix en Europe, d'y empêcher tout impérialisme, de rapprocher les peuples, de soutenir – et certains le faisaient avec une passion toute religieuse – la Société des Nations, sans cependant y entrer. En droit sinon en fait cette politique prétendait continuer celle de la tradition, mais une « destinée manifeste » imposait désormais l'intervention mondiale, plus encore hors d'Europe que dans le vieux continent : c'était en Amérique la *Dollar diplomacy* de Coolidge, en Chine l'*Open door* de Stimson. Commentant cette position nouvelle, le *London Times* écrivait en 1921 à l'occasion de la Conférence navale de Washington :

Pour la première fois dans leur histoire les États-Unis sentent la nécessité d'avoir une politique mondiale, dans le plein sens du terme. Presque sans transition, ils ont passé de la position d'une simple puissance commerciale à la position dominante d'une puissance contrôlant financièrement le monde. Et maintenant ils réalisent à quel point ce changement doit réagir sur leurs relations avec l'ensemble de la Planète. Pour la première fois l'Amérique voit tout ce qui est contenu dans cette expression, les communications mondiales, c'est-à-dire une flotte commerciale et une flotte de guerre, des routes maritimes sûres, du charbon et des bases charbonnières [on dirait aujourd'hui pétrolières], des câbles sous-marins, et tout cela en accord avec ses intérêts nationaux...

[p. 328]

III

Virtuellement Monroe était périmé : la crise des menaces totalitaires allait mettre le fait en pleine lumière. Par le Japon en Mandchourie, par l'Italie en Éthiopie les principes du droit international affirmés par Wilson sont ouvertement bafoués, sans que la S. D. N. puisse ou ose réagir ; Mussolini, puis Hitler, instituent des régimes qui sont la négation de la Démocratie et se proclament agressivement tels ; leur succès, leurs prétentions mettent de nouveau en péril l'hégémonie britannique, paravent du système anglo-saxon ; en Europe souffle avec persistance un vent d'Est desséchant dont les effluves nocifs attaquent comme un corrosif la civilisation libérale de l'Occident. Et cette fois les États-

Unis ressentent une solidarité. Les approches du continent américain apparaissent pour la première fois vulnérables : depuis le vol symbolique de Lindbergh en 1927 l'Atlantique ne se présente plus comme une protection intégrale. L'opinion est tenue au courant de ces faits, mais elle n'en tire immédiatement aucune conséquence : tournée vers le passé plus que vers l'avenir, sa préoccupation dominante est d'empêcher que le pays ne soit une fois encore entraîné dans une guerre européenne : « Vous ne nous aurez pas une seconde fois », semble-t-elle dire et c'est de cet état d'esprit que naît le *Neutrality Act*, pourtant bien postérieur aux agressions de Mandchourie et d'Éthiopie.

Telle est l'attitude de l'opinion, mais le gouvernement, lui, se rend compte qu'une nouvelle menace s'élève à l'horizon, sinon directement contre les États-Unis, du moins contre les principes qu'ils représentent et même contre les positions avancées qui couvrent la sécurité américaine. Non sans beaucoup d'hésitations, d'incertitudes, de retours en arrière, l'administration du président Roosevelt, au pouvoir depuis 1933, tire de ces circonstances les leçons sévères qu'elles comportent : il faut souhaiter la chute des régimes totalitaires, encourager ceux qui les combattent et, s'il le faut, les soutenir, renforcer la défense commune du nouveau monde, par une *good neighbour policy* exempte d'impérialisme, susceptible de développer l'Union panaméricaine ; surveiller plus loin qu'autrefois les approches du continent américain, non seulement le Groenland, l'Islande ou Terre-Neuve, mais même Lisbonne et Dakar, dès l'instant qu'il [p. 329] n'est plus indifférent de savoir qui contrôle ces bases. La sécurité gratuite des États-Unis paraissait tenir à la protection de l'océan ? Elle tenait en réalité au fait qu'une Angleterre *ruler of the waves* ne constituait pas une menace ; il n'en serait plus de même avec une Allemagne maîtresse de l'Atlantique.

Dans la politique américaine, les années trente apparaissent comme un tournant. Jusqu'alors, les États-Unis avaient toujours conseillé aux Alliés la mansuétude à l'égard de l'Allemagne, taxé la France de militarisme parce qu'elle conservait la conscription et voulait maintenir une armée puissante. Désormais le ton change, on recommande la fermeté, la résistance, éventuellement le recours à la force : c'est le cas à propos de la Mandchourie, des sanctions contre l'Italie, de Munich. On avait reproché à la France son armée, maintenant elle ne réarme plus assez, on l'accuserait presque de lâcheté quand, devant l'abîme de la guerre, elle recule. Sans doute ne s'agit-il que d'exhortations, de pressions : « Faites-vous tuer jusqu'au dernier », nous dit-on ! Une partie de l'opinion, violemment antifasciste, s'oriente vers un bellicisme moral qui fait honte aux Européens de leur pusillanimité, mais néanmoins la politique américaine reste celle de la neutralité, d'une neutralité presque agressive. Un courant plus fort entraîne cependant le pays dans un autre sens et c'est en vertu d'une logique inéluctable que nous le voyons une seconde fois participer à une guerre européenne.

Pourquoi les États-Unis ont-ils donc fait la deuxième guerre mondiale ? Exactement pour les mêmes raisons qui les avaient entraînés dans la première, avec cette nuance cependant que l'idéologie antitotalitaire a joué un rôle qu'elle

n'avait pas tenu en 1914 : si la sécurité américaine était mise en péril par la menace d'une hégémonie allemande, l'offensive nationale-socialiste contredisait agressivement la Démocratie. Il n'est pas sûr cependant que, sans Pearl Harbor, le gouvernement eût pris sur lui de jeter le pays dans la guerre. Le président n'avait-il pas dit et répété – *again and again and again* – qu'il n'enverrait jamais les boys américains combattre dans les « guerres étrangères » ? L'agression japonaise transformait un conflit « étranger » en guerre défensive du continent américain. L'attraction sentimentale vers le Pacifique jouait alors : des deux guerres, en Europe et en Asie, c'est indéniablement la seconde qui, dans la sensibilité populaire, a tenu la première place ; celle-ci était nationale, celle-là politique seulement. Parmi ces facteurs de [p. 330] déclenchement nous n'avons pas rencontré l'impérialisme : il se peut que par la suite l'appétit soit venu en mangeant, mais on doit reconnaître que les États-Unis n'étaient pas impatients de s'ériger en leaders mondiaux.

IV

Nous sommes en 1945. Voici l'Amérique une fois encore victorieuse, s'étant montrée capable non seulement de constituer un armement formidable, mais de s'en servir sur les champs de bataille, dans une guerre à la fois héroïque et administrative qui mettait en valeur la magnifique diversité de ses dons. Cependant, pas plus qu'en 1918 le but n'était atteint. L'Allemagne était vaincue, le national-socialisme terrassé, mais la menace antérieure reparaisait, transposée, sous la forme encore plus dangereuse d'une Russie également expansionniste et d'un totalitarisme cette fois situé à gauche. Le monde, décidément, n'était pas *safe for democracy*, du moins pour les démocraties occidentales, qu'il fallait désormais distinguer des démocraties populaires.

Après les illusions de Yalta, vite dissipées, le gouvernement américain se rend compte, dès avril 1945 à la Conférence de San Francisco, qu'un nouvel adversaire, plus redoutable que le précédent, s'élève à l'horizon, à la fois à l'Est au delà de l'Elbe et à l'Ouest au détroit de Behring. Il n'y a plus que deux puissances mondiales, s'opposant non seulement dans un partage d'influence mais dans leur conception de la production et de la vie. La source profonde de la rivalité est idéologique : pour l'Américain, imbu de la doctrine de la libre entreprise, le communisme n'est pas seulement néfaste, il est condamnable moralement, incompatible avec la démocratie, d'où la tendance à le combattre dans l'esprit de la croisade. La politique, l'intérêt, la passion se confondent en l'espèce, inextricablement.

Ce qu'il s'agit de défendre, et pour la troisième fois, c'est le monde anglo-saxon, la civilisation occidentale elle-même, mais dans des conditions transformées, presque renversées. Hier ceux qui étaient sur le front, c'étaient les

Anglais, les Français : les Américains s'en étaient d'abord remis à eux. Maintenant c'est l'Amérique qui est en première ligne, l'Angleterre n'est plus que le « brillant second ». La responsabilité passe aux États-Unis : il faut qu'ils soient présents partout, en force, prêts à soutenir à bout de bras la charge militaire, politique, financière du monde [p. 331] libre. Aucune puissance de premier plan ne subsistant entre l'Amérique et la Russie, c'est en somme de toute la civilisation occidentale que l'Amérique devient le garant, car l'écran de l'O.N.U. ne trompe personne.

Dans ces conditions il n'est plus question de s'enfermer dans le continent américain, à l'abri de deux océans désormais réduits comme une peau de chagrin : l'isolationnisme devient une position impossible à défendre. Attention ! Il n'y a jamais eu d'isolationnisme intégral, mais dans le sens où il existait il persiste vigoureusement dans les esprits. Ce qu'on appelait hier isolationnisme, c'était en réalité la volonté d'avoir avec l'Europe le moins de rapports possible, mais l'exclusion ne s'étendait ni à l'Amérique ni à l'Asie. Personne ne nie aujourd'hui que la responsabilité américaine ne dépasse les limites du continent, mais les néo-isolationnistes donnent dans leurs préoccupations la première place à l'Asie : on les appelle souvent *Asia firsters*. S'il s'agit de défendre l'Europe, ils sont tentés, avec Hoover, avec Taft, de n'envisager qu'une résistance en quelque sorte périphérique, appuyée sur les péninsules scandinave et ibérique, ainsi que sur l'Angleterre, transformée en porte-avions. Les « internationalistes » avec les démocrates, avec l'aile gauche du parti républicain acceptent de couvrir l'Europe occidentale, de la défendre militairement sur l'Elbe, de la soutenir financièrement dans un effort de reconstruction qui restaure son autonomie. Entre les deux conceptions l'Amérique hésite, encore qu'instinctivement elle soit attirée par la première : la défense périphérique comporte un effort d'outillage aérien, de munitions atomiques, mais elle permet de limiter l'effort d'effectifs. On a pu croire assez longtemps que le gouvernement adhérerait à la thèse européenne, mais les changements décisifs apportés, dans le Pentagone, au haut commandement semblent avoir déterminé une orientation différente. Il s'agit bien, à l'égard de l'U.R.S.S., que ce soit en Europe ou en Asie, sur l'Atlantique, la Méditerranée, l'océan Indien ou le Pacifique, d'une politique de défense périphérique.

S'agissant de défendre le système des grandes voies océaniques contre le débordement d'une hégémonie européenne ou euro-asiatique, les États-Unis doivent seconder l'Angleterre, dans une large mesure la remplacer. C'est tour à tour contre la Russie, contre l'Allemagne, contre l'Italie même que la politique britannique entreprenait séculairement de maintenir libre la route de Suez vers l'océan Indien et l'Extrême-Orient. C'est [p. 332] maintenant de nouveau la Russie, sous la forme élargie de l'U.R.S.S., qu'il faut empêcher de déboucher sur la Méditerranée, sur l'océan Indien, sur les mers de Chine. De l'Espagne au Japon l'Amérique doit donc soutenir tous les États susceptibles de servir de barrage, de tampon, de point d'appui.

La tâche est lourde, écrasante, et tout autre y échouerait C'est en Europe même qu'elle paraît le plus ingrate. Nous ne saurions nous faire illusion, c'est un intérêt purement négatif qui retient les États-Unis sur le continent : ils n'y sont nullement pour y être, simplement pour prévenir la Russie de dominer jusqu'à Brest les pays encore libres à l'Ouest du Rideau de fer. C'est dans ce dessein, non en vertu de préoccupations économiques ou d'hégémonie, que le grand protecteur a entrepris, par le Plan Marshall notamment, de soutenir la reconstruction d'une Europe autonome. Nous avons montré la place, sans cesse déclinante, des exportations et importations européennes dans le commerce américain. Dès l'instant que l'Europe est là il faut la défendre, mais supposez que, telle une Atlantide, elle disparaisse sous les flots, soyez sûr que ce serait plutôt pour l'Amérique un soulagement.

À la vérité le vieux continent et de même les empires coloniaux par lesquels son influence déborde sur le monde apparaissent à l'Amérique comme un poids lourd, comme le legs périmé d'un passé avec lequel on refuse de se reconnaître solidaire. L'opinion aux États-Unis est presque à 100 p. cent anticoloniale : elle pousse le gouvernement à saper hors d'Europe les bases coloniales des puissances européennes que son intérêt est de soutenir. Cette contradiction souligne à quel point la politique américaine dépend toujours du sentimentalisme : spontanément elle est antifranaçaise en Afrique du Nord ou en Indochine, antianglaise aux Indes, antihollandaise en Indonésie, et si une logique impérieuse l'oblige finalement de contredire cette attitude, elle ne peut le faire qu'hypocritement, sans qu'on ose l'admettre devant le public. Bien qu'il s'agisse de la civilisation occidentale et du maintien de son œuvre dans le monde, l'Amérique refuse d'admettre qu'il puisse s'agir d'une défense commune ; elle entend ne pas se laisser classer avec l'Europe par les pays que celle-ci avait dominés. Qu'en pensent ces pays eux-mêmes ? Ils voient bien que les États-Unis proclament l'indépendance de Cuba ou des Philippines, mais ils ne croient pas qu'il n'y ait pas d'intervention américaine à Cuba, aux Philippines, à Panama, dans les îles du Pacifique. L'Amérique est considérée [p. 333] par eux aujourd'hui, dans l'expansion de la race blanche, comme le successeur dont il faut se méfier. Leur liberté reste cependant limitée, car entre l'influence américaine et l'influence communiste, il leur sera difficile de ne pas se prononcer.

Il n'y a plus en effet en présence dans le monde que deux systèmes, s'opposant l'un à l'autre par-dessus la tête de l'Europe. Une partie de l'opinion américaine, les démocrates en général, l'aile libérale des républicains, le gouvernement lui-même, estimant qu'ils peuvent être compatibles, ont pour politique de contenir le communisme. D'autres, plus impatientes en présence d'un adversaire agressif dont les provocations sont parfois difficiles à supporter, pencheraient au refoulement. Par sa résistance en Corée l'Amérique a marqué qu'il y avait une limite qu'elle ne laisserait pas transgresser ; mais devant une autre limite, celle de la guerre générale, elle s'est elle-même arrêtée, se refusant au risque qu'acceptait un Mac Arthur. Fidèle à une illusion qui déjà avait été la sienne en 1918, le gouvernement américain avait cru pouvoir laisser l'Europe se défendre elle-même et il avait

massivement démobilisé. Puis son avance atomique lui avait paru une protection suffisante. Quand il s'est aperçu, en 1950, que ce qu'il croyait son monopole nucléaire n'en était plus un, le réarmement, pour la défense et au besoin pour l'attaque, est devenu sa politique, dès avant la Corée.

Enfin, le progrès atomique russe se précisant, le président Eisenhower en est venu à proposer, en 1953, une entente nucléaire générale. L'Amérique, à la vérité, se sent chaque jour davantage vulnérable à une offensive atomique. En septembre 1953, la *Civil Defense Administration* a établi et tenu à faire connaître une liste de 193 villes susceptibles de servir de cibles. Peut-être le gouvernement voit-il dans cette Défense civile une occasion de dépenses massives capables de prévenir une dépression éventuelle ? Peut-être aussi exagère-t-il à dessein le péril pour réveiller une opinion publique singulièrement amorphe ? En effet, à une enquête Gallup de 1953, un tiers seulement des interlocuteurs ont déclaré croire pour leur cité à un risque atomique effectif, ce qui signifie que les deux tiers des Américains continueraient de vivre dans l'illusion traditionnelle de la sécurité continentale. Ce n'est pas qu'on ne se soit attaché, et depuis longtemps, à les informer, à les tenir en état d'alerte, mais il faudrait sans doute leur appliquer le mot, si profond, du prédicateur : « Nous savons bien que nous mourrons, mais nous ne le croyons pas. »

[p. 334] À certains la guerre paraît inévitable, à d'autres probable, à tous possible, mais en présence de cette éventualité quelle est donc la réaction de l'opinion, dans ce pays d'opinion ? Combien différente de ce qu'elle est en Europe ! Quand les Américains, se retournant vers le passé, évoquent les formidables événements des vingt-cinq dernières années, ce n'est pas seulement ni même principalement la guerre qui se présente d'abord à leur souvenir mais la grande dépression. Celle-ci a probablement fait souffrir plus de gens aux États-Unis que la guerre elle-même. Mesurée par ses conséquences sur les attitudes et les réactions des Américains, elle doit se classer, avec la guerre civile, comme l'un des deux événements les plus importants depuis l'Indépendance. Par comparaison la guerre de 1940 n'est qu'une expérience secondaire, dont ont souffert les combattants et indirectement leurs familles, mais qui pour les autres s'associe à une période de plein emploi et à l'absorption de la crise dans le dynamisme de la production retrouvée. Telle est l'opinion exprimée par Galbraith dans son *American capitalism* et je m'abrite derrière elle, car, sous la plume d'un étranger, pareille thèse pourrait paraître choquante. N'en tirons pas la conséquence que les Américains veulent la guerre. Ils en parlent seulement comme des gens qui l'ont sans doute faite héroïquement mais qui ne l'ont pas faite sur leur territoire. Ils sont troublants ces propos recueillis par Lubell, dans son livre, *The future of American politics* « S'il doit y avoir une guerre, eh bien ! finissons-en », ou encore : « Préparons-nous à combattre la Russie, seuls s'il le faut, et il faudra bien en passer par là. » C'est l'attitude de gens qui croient que les choses se passeraient encore comme la dernière fois. Je ne connais guère d'Européen à l'Ouest du Rideau de fer qui tiendrait un pareil langage, car pour nous la guerre c'est la mort

sans phrase, la fin de tout. Il ne semble pas que l'image qu'on s'en fait aux États-Unis, et cela même sous la menace atomique, soit de même nature. L'Amérique ne veut pas la guerre, c'est certain, mais il y a en Amérique des gens, même haut placés, qui sont capables d'en parler froidement, comme d'une chose qui se puisse envisager. Plus que toute autre chose cette attitude mesure à quel point l'Europe et l'Amérique en sont arrivées à vivre sous des climats différents. « Le soleil ni la mort, dit La Rochefoucauld, ne se peuvent regarder fixement. » Or c'est ainsi que nous considérons la guerre.

[p. 335]

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

[p. 337]

Chapitre 35.

LES ÉTATS-UNIS ET LA CIVILISATION OCCIDENTALE

I

[Retour à la table des matières](#)

Europe, race blanche, civilisation occidentale, c'étaient hier encore trois termes synonymes. Aujourd'hui les sections dirigeantes de la race blanche ne sont plus en Europe et la civilisation occidentale déborde hors du vieux continent, cependant qu'une partie même de ce vieux continent lui échappe. Il n'y a pas si longtemps que les deux notions d'Europe et d'Occident se superposaient, à peu près aussi exactement que des figures géométriques. Mais où sera, dans l'avenir, le centre de gravité de l'Occident ? Si c'est en Amérique, la civilisation occidentale ne va-t-elle pas s'engager dans une voie nouvelle, où l'Europe ne se reconnaîtra plus ? Telle est la question qui se pose depuis que les États-Unis sont devenus, en concurrence avec la Russie, les leaders de la planète. Quand on parle des États-Unis, on est tenté de le faire comme s'il s'agissait simplement d'une puissance, accédant à son tour à l'hégémonie politique, mais c'est comme un continent, comme une civilisation, comme un âge de l'humanité qu'il faut les envisager : toute autre vue est trop étroite, et c'est ainsi seulement que le problème américain prend toute sa portée.

Les États-Unis, au même titre que les Européens, relèvent de la tradition chrétienne, de l'humanisme démocratique du siècle des lumières, de la Révolution industrielle enfin ; leurs conceptions de la connaissance, de l'individu, de la

technique sont les nôtres. À première vue donc ils ne font que continuer, en la développant magnifiquement, une orientation issue de nous. [p. 338] Ce sont en effet ces fondements qui font la personnalité de notre commune civilisation, ce qui ne saurait plus se dire de l'U.R.S., mais c'est la combinaison de ces valeurs, dans des proportions et selon une hiérarchie nouvelles, qui est en train de faire de l'Amérique un monde nouveau, différent du nôtre – le vieux – non seulement par les dimensions mais par la qualité.

Si le christianisme et l'humanisme ont traversé l'Atlantique, il n'en est pas de même d'un trait, essentiel dans la formation de l'Europe, qui est la tradition classique, sous sa forme gréco-latine. Le contact méditerranéen est pour nous une réalité : l'originalité de l'Europe provient largement de ce qu'elle associe, dans un mariage bien équilibré, l'esprit anglo-saxon synonyme d'efficacité et l'esprit latin sous forme d'individualité intellectuelle, l'esprit pratique et l'esprit critique. Cet équilibre ne s'est pas transmis aux États-Unis, encore que les éléments méditerranéens y soient nombreux. Les immigrants italiens, espagnols, portugais, grecs, roumains qui se sont établis en Amérique du Nord provenaient le plus souvent de couches sociales inférieures et ils n'ont eu d'autre souci, reniant allégrement tout leur passé, que de s'assimiler le plus vite possible à une société d'esprit nordique. La culture latine n'est plus connue ou comprise que de milieux universitaires spécialisés. Il ne s'agit plus que d'un contact livresque.

Dans ces conditions l'esprit critique, individuel par nature, diminue d'importance par rapport aux pratiques collectives du rendement : la culture proprement dite, avec tout ce qu'elle comporte de personnel, tend à être éclipsée par la technique et les prestiges de l'outillage. Il s'ensuit une civilisation de plus en plus tournée vers les réalisations du type collectif, dans laquelle l'individu agissant seul, pensant seul, est réduit à l'impuissance : le *mass man* prend le pas sur l'*anarchic individual*, les nécessités de la production moderne le veulent ainsi. L'accent est mis sur la science, dont les progrès, qui sont merveilleux, étonnent le monde et demain sans doute l'étonneront davantage encore. Il est mis surtout sur la technique, dont les méthodes infaillibles sont considérées comme pouvant s'appliquer à n'importe quoi. L'homme qui compte, c'est l'expert, devant lequel chacun s'incline.

Il peut exister une mégalomanie de l'outillage, qui de moyen devient but en soi. On en a quelquefois l'impression dans certaines universités, presque trop bien équipées. La radio dans [p. 339] chaque pièce, la télévision, le cinéma, le trop grand confort matériel sont conseillers de paresse mentale. Il peut exister aussi une mégalomanie de la technique ; peut-être la ressent-on dans certaines méthodes poussées à l'excès de la médecine ou de la psychiatrie. Ce n'est qu'une question de proportions, car il n'y aurait pas d'objection si une place suffisante, du moins suffisamment proportionnelle, était faite à la culture, c'est-à-dire à l'homme lui-même, dans le sens traditionnel de la Grèce et de l'Europe. L'homme est moins considéré comme un être pensant que comme un être agissant, à la façon de Théodore Roosevelt, qui, selon Henry Adams, était *pure act*, et comme l'action

exige la compétence spécialisée, on risque une sorte de déséquilibre par excès de recours au spécialiste.

II

La civilisation occidentale, sous sa forme européenne, avait atteint une pleine maturité spirituelle avant que la technique, née de la Révolution industrielle, ne l'eût pénétrée et n'eût tendu à la dominer. Cette tendance, qui ne peut que s'accroître, va sans doute transformer le destin de l'Occident : nous la voyons pleinement à l'œuvre aux États-Unis, sans que les freins qui la retardent en Europe y jouent efficacement.

L'enseignement américain est de plus en plus inspiré d'une préoccupation technique. Les humanités n'y tiennent pratiquement aucune place, au sens où nous les entendons selon la formule du Lycée français. L'équivalent de nos études secondaires – qui sont chez nous la source véritable de la culture – se trouve dans la *High School*, qui donne à tous, sans sélection, une excellente éducation primaire supérieure axée sur la pratique, mais ne comportant qu'un bagage intellectuel léger. C'est à l'Université qu'il faudra demander la culture, mais on ne l'y trouvera qu'accessoirement sous la forme classique. Les humanités, dans la mesure où elles subsistent, sont reléguées le plus souvent dans des sections annexes, que l'on soupçonne un peu d'être réservées à des raffinés et vers lesquelles se dirigent curieusement une forte proportion d'étudiants étrangers. Dans la religion, un jugement analogue s'applique souvent au contemplatif, évidemment égaré dans ce pays de l'action.

[p. 340] C'est que les conditions dans lesquelles se forme un esprit de culture humaniste sont après tout fort différentes de celles que réclame la formation d'un travailleur efficace dans le domaine des réalisations collectives, qu'il s'agisse d'industrie, de chirurgie ou d'action sociale : le spécialiste, bien informé de sa spécialité, s'impose alors ; on lui aura donné une technique, non une culture. On constate ainsi partout la préoccupation de sélectionner, dès l'enseignement secondaire, les compétences qui seront appelées à figurer, soit dans les grandes entreprises, soit dans l'armée ou la marine. Une fois admis, selon les règles d'une orientation dirigée, les candidats seront pris en main, encadrés, suivis jusqu'à leur entrée dans la pratique. Ils auront appris beaucoup de choses et seront effectivement renseignés sur les faits et les chiffres, *facts and figures*, mais on ne leur a pas ouvert de fenêtre sur les grands problèmes de l'esprit.

L'Américain nous apparaît ici – et ce n'est pas la première fois que nous en faisons la remarque – comme le meilleur élève de l'Allemagne. Il a hérité d'elle, avec l'efficacité dans l'organisation, un respect presque fétichiste pour la méthode, pour l'objectivité, pour la Science et tout ce qui peut se réclamer d'elle. La leçon

germanique a produit tous ses fruits dans le terroir américain. La conscience (*Gründlichkeit*), l'esprit objectif (*Sachlichkeit*) des Allemands se retrouvent en Amérique, mais avec la correction d'un bon sens anglo-saxon que le manque de mesure allemand n'a jamais possédé. Le résultat est efficace : il s'agit de plus en plus d'un cadre complexe et parfaitement conçu, dans lequel chacun est appelé à se classer. L'enseignement consiste surtout à préparer ce classement. Dans les examens tendant par exemple à la sélection d'un personnel, on procède souvent par des questions écrites, nombreuses et très simples, auxquelles le candidat répond par oui ou par non, système qui ressemble beaucoup à celui des tests. L'examineur s'assurera simplement que les oui et les non figurent au bon endroit, et le relevé, s'il s'agit de grands nombres, se fera mécaniquement, comme pour le dépouillement des statistiques (et, s'il faut en croire Sinclair Lewis, des conversions de *revivals* religieux).

Le système donne des gens compétents, mais il ne garantit pas que ces compétents soient cultivés. L'élève a beaucoup absorbé de nourriture, mais en ne s'est pas préoccupé de lui apprendre à la mâcher et à l'assimiler. Le conseil de Cocteau est pertinent : « L'esprit doit avoir des dents robustes. Mâchez les [p. 341] choses avec des dents robustes, ne les laissez pas n'être que l'ornement du sourire des stars. » Cette assimilation des nourritures de l'esprit, c'est la vraie leçon des humanités, mais sous cette forme l'Amérique semble les considérer comme démodées : elles n'ont pas été remplacées, ou l'ont été de telle façon que leur esprit véritable ne se reconnaît plus. Dans tel recrutement administratif qu'on m'a cité, les matières exigées comportent 80 p. cent de données techniques ou scientifiques, cependant que les 20 p. cent réservés à la culture générale correspondent, non à la littérature ou à la philosophie, mais – remplacement significatif – à la sociologie. Il y a là toute une conception de la vie, qui est bien celle où s'engage notre siècle : les États-Unis sont à l'avant-garde. Avons-nous tort, comme la femme de Loth, de regarder en arrière ?

III

Dans ce régime, où décidément la technique a le pas, certains, attardés ou précurseurs, ont la nostalgie de quelque chose d'autre. À Harvard, à l'University of Chicago, se distingue le souci de rendre aux humanités une place de quelque importance, car des esprits avisés se demandent si, à la longue, une spécialisation excessive n'en viendrait pas à tarir les sources créatrices profondes de l'esprit national. Le *Committee on Social Thought* de l'Université de Chicago a entrepris de lutter contre l'abus quantitatif des informations, contre les divisions rigides dont on encadre la connaissance, dans lesquelles on l'enferme ; il cherche par contre la conscience des rapports qui situent la connaissance véritable. Certains signes sont en effet propres à faire réfléchir. Depuis l'hitlérisme et la seconde

guerre mondiale, la source créatrice de la science américaine provient largement des savants de l'Europe centrale ou orientale que la persécution a rejetés hors du vieux continent. On est amené à se demander si les Anglo-Saxons, dans leur tendance à se spécialiser, dans leur propension à donner au sport une place d'honneur dans les hiérarchies universitaires, n'ont pas négligé la formation de ces personnalités de haute culture qui sont l'âme d'une civilisation. Ce serait la condamnation, à longue échéance, d'un type de société concentré sur l'outillage et les instruments de la technique appliquée, où l'outil devient plus important que sa fonction.

[p. 342]

Le nouveau monde n'est du reste nullement hostile à l'idée générale servant d'inspiration, car il sent malgré tout un vide qui doit être rempli, mais ses réponses ne sont pas celles du classicisme. Il sera tenté de former le « spécialiste des idées générales », c'est-à-dire une fois encore un expert. En toutes choses il semble s'intéresser aux méthodes plus qu'aux choses elles-mêmes. Renan écrivait : « Les Grecs firent des chefs-d'œuvre, puis ils crurent qu'on peut trouver des règles pour faire des chefs-d'œuvre. » Les Américains devraient méditer cette pensée. La formation donnée aux futurs professeurs et instituteurs consiste surtout en interminables classes sur la psychologie de l'enfant : comme en Suisse, comme en Europe centrale, l'accent est mis sur l'éducation et ses méthodes. Dans les universités on a quelquefois l'impression que la haute direction se préoccupe plus des buildings, en effet splendides, que de l'enseignement. Ou bien la nostalgie de l'esprit s'exprimera sous la forme mystique. L'Amérique est un pays où la religion continue de susciter un intérêt passionné. Hier c'était l'aspect traditionnel du non-conformisme puritain. C'est parallèlement et sans doute de plus en plus, sous la forme de succédanés divers. De même que la mythologie connaissait sous Hitler une vogue insensée dans les universités allemandes, des cours de religion, mais au sens large et souvent non orthodoxe du terme, sont réclamés partout. Ce besoin d'émotion, qu'on prend pour de la culture, peut produire d'étranges associations. Le *Kinsey Report* sur le comportement sexuel a été un *best seller* : ces problèmes, loin d'être envisagés sous l'angle gaillard d'Henri IV, le sont éventuellement dans l'esprit d'une sorte de mystique. Que sur pareille mystique on branche un idéal d'action et l'on obtiendra une civilisation orientée dans un sens bien nouveau, encore que par certains côtés très ancien aussi.

On a l'impression que ce pays d'immenses possibilités, de complet bon vouloir et d'intense sincérité, aurait besoin d'une cure de classicisme. Il lui faudrait un Montaigne, c'est un Emerson qu'il a eu. Dominé par la préoccupation didactique du siècle, il pourrait risquer d'oublier que le but essentiel d'une civilisation n'est au fond ni la technique, ni le rendement, ni l'outillage, mais l'homme lui-même. L'Europe reste pénétrée de culture gréco-latine et elle se souvient avoir été civilisée avant la machine. La Russie, qui se sépare d'elle, est adoratrice de la technique, disciple industrielle non de l'Allemagne ou de la [p. 343] France, mais des États-Unis. De ce point de vue, Amérique. et U.R.S.S., encore que

passionnément opposées l'une à l'autre, inclinent à une même conception technique de la civilisation : de part et d'autre leurs grands espaces, favorables à la standardisation et à la masse, les y incitent naturellement. Par-dessus la tête de la petite Europe, ce sont les continents massifs qui imposent au monde une norme différente de l'ancienne tradition.

Que deviendra, dans ces conditions, notre civilisation occidentale, si son foyer, désertant l'Europe articulée, se fixe dans l'Amérique massive ? Elle conservera sous cette direction nouvelle ce qui faisait son essence : une conception de la science fondée sur l'objectivité, une conception de l'individu fondée sur le respect de l'homme. Mais sous la pression d'une insistante pédale, la science se fera plus technique que contemplative et l'idéal de l'homme sera davantage celui d'un être agissant que d'un être pensant. La tradition classique sera sensible encore, sous cette réserve que l'Américain sera plutôt un *homo faber* évolué qu'un *homo sapiens* à la manière de Socrate. De même la tradition chrétienne restera vivante, mais moins exclusivement sous sa forme grecque que selon l'inspiration de l'Ancien Testament, d'où le déclin de l'influence méditerranéenne et, selon le mot profond d'Amiel, l'accent mis davantage sur « cet aspect oriental que le christianisme représente dans notre culture ». Dans la course éclatante où l'entraîne l'Amérique, la civilisation héritée de l'Europe aura laissé en route quelques bribes d'esprit contemplatif, quelque chose de l'esprit critique chez l'individu, pour s'orienter vers une conception nouvelle, plus sociale, de la dignité humaine. L'essentiel aura été préservé : ce sera toujours la civilisation occidentale, ce ne sera plus la civilisation européenne, et l'homme du vieux monde pense avec mélancolie au vers de Corneille : « Un grand destin finit, un grand destin commence. »

FIN